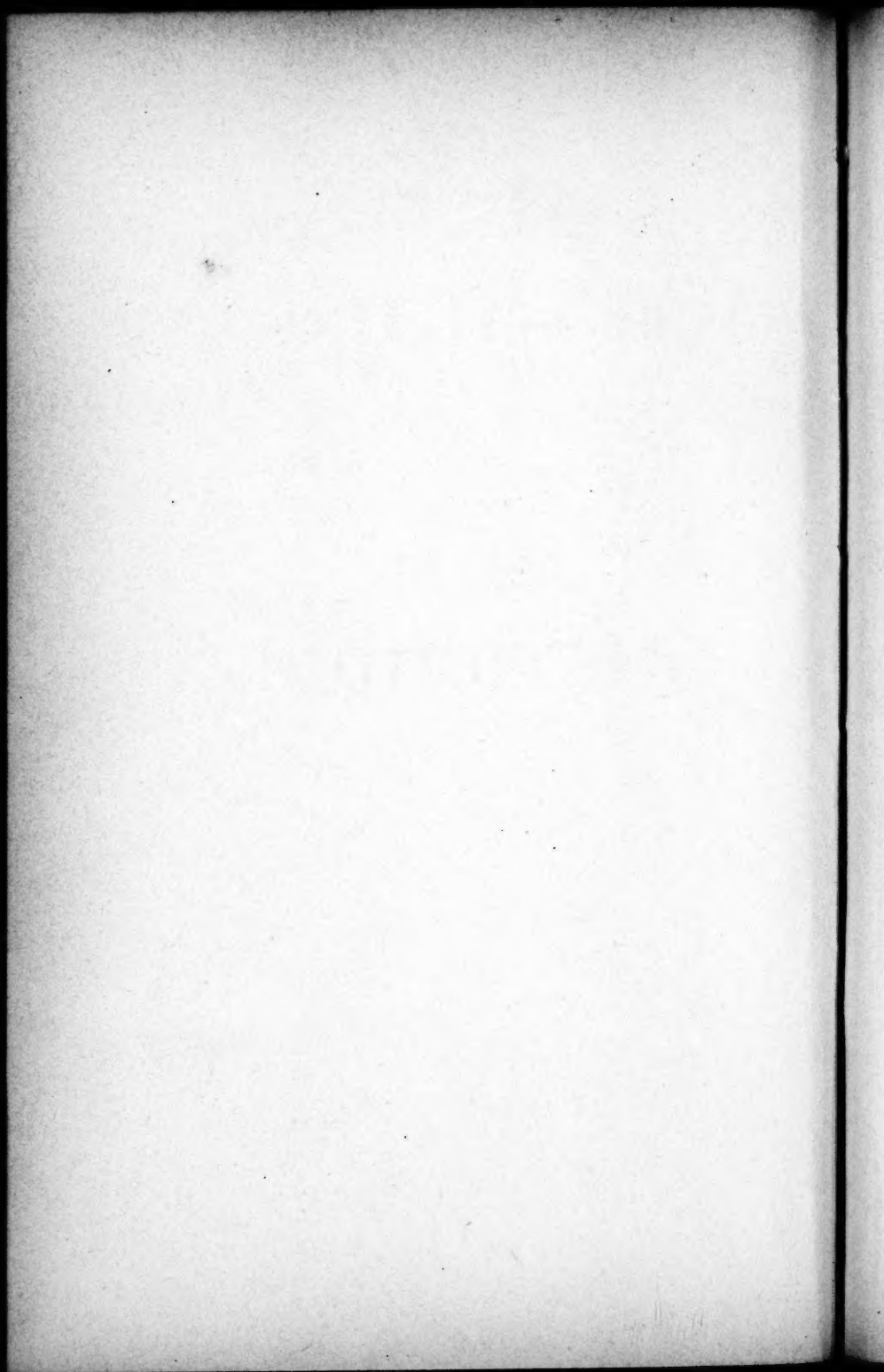


**REVUE**  
**HISTORIQUE**





# REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois

SOUS LA DIRECTION DE

GABRIEL MONOD ET CHARLES BÉMONT.

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*

*Cicéron, de Orat., II, 15.*

TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE.

---

TOME CENT CINQUIÈME

Septembre-Décembre 1910.

---

PARIS

FÉLIX ALCAN, Éditeur

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1910

72037

~~H  
B3282  
x.105~~

D  
1  
.R6  
t.105  
1910

UNE

# FÉDÉRATION PYRÉNÉENNE

## SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

---

### LES TRAITÉS DE LIES ET DE PASSERIES.

---

Entre le royaume de France et le royaume d'Espagne, il a existé pendant les trois siècles de l'ancien régime une fédération pyrénéenne. Ce fut un Etat singulier qui n'eut ni capitale, ni gouvernement, ni armée, mais qui posséda des frontières, un droit public, une politique et des adversaires. Il reposait sur tout un ensemble d'accords permanents conclus entre vallées françaises et vallées espagnoles et que l'on appelait *lies* et *passeries*, traités d'alliance et de paix.

Les traités de lies et de passeries ne sont guère connus des historiens. Ces curieux accords internationaux, probablement uniques en leur genre, ont été seulement signalés ou partiellement décrits dans quelques ouvrages relatifs aux Pyrénées<sup>1</sup>. Mais, en dépit de leur intérêt, ils n'ont encore fait l'objet d'aucun travail d'ensemble. La plupart d'entre eux sont restés inédits,

1. Dralet, *Description des Pyrénées*, 2 vol. in-8°, Paris, 1813, t. II, p. 206-208; Castillon d'Aspet, *Histoire des populations pyrénéennes*, t. II, p. 101, 124, 370; Sénac-Moncaut, *Histoire des États pyrénéens*, t. IV, p. 630; J. Bourdette, *Annales du Labéda*, 4 vol. in-8°, Argeles, 1898-1899, t. I, p. XXI et *passim*; J.-Fr. Bladé, *Essai sur l'histoire de la transhumance dans les Pyrénées françaises* (*Revue des Pyrénées*, 1894, p. 519-530). — Savary des Bruslons, dans son *Dictionnaire du commerce* (3 vol. in-fol., Paris, 1741), avait consacré quelques lignes très brèves aux *passeries*. — Le seul travail d'ensemble sur la question est celui de P. de Castéran, *Traités internationaux de lies et passeries* (*Revue des Pyrénées*, t. IX, 1897). Il résume tout ce qui avait été dit précédemment sur la question, et y ajoute un certain nombre de détails intéressants, mais reste encore très incomplet.

enfouis dans d'obscures archives communales<sup>1</sup>. On n'a cherché ni à les expliquer, ni à les comparer entre eux. On n'a su ni en dire l'origine, ni en déterminer exactement le caractère.

C'est ce travail que nous nous sommes proposé de faire, et dont nous soumettons ici le résultat. Nous chercherons d'abord quelle est l'origine des traités de lies et de passeries, — ce qu'ils ont été à l'époque de leur plein fonctionnement, — la place qu'ils ont tenue dans l'histoire de notre pays, — pour quelles raisons et de quelle manière ils ont disparu.

## I.

### LE MILIEU GÉOGRAPHIQUE. LES VALLÉES.

Le cadre de la vie humaine est, dans les Pyrénées comme dans tous les pays de montagnes, uniformément la vallée. Elle est l'unité à la fois géographique, économique et politique.

La vallée fournit à ses habitants le plus essentiel de leurs ressources. Le fond, occupé et approprié par les premiers habitants, fut mis en culture. La zone étagée qui la domine immédiatement servit à un double usage : tandis que les parties d'accès difficile, trop abruptes ou trop retirées, conservaient leurs bois et étaient livrées à l'exploitation commune, le reste, défriché, occupé et divisé par les mêmes procédés sommaires que le fond, fournit encore quelques terres aux céréales et aux légumes, mais surtout des prairies fauchables et le fourrage sec de l'hiver. Enfin les hauts pâturages, la « montagne », restèrent indivis et furent exploités par la communauté des habitants. Chacun eut le droit d'y envoyer librement paître ses bêtes, comme il avait le droit de se fournir de bois et de fruits dans la forêt. Quand il y eut des profits en argent, ces profits furent partagés entre tous. Il y eut là une manière de communisme. Que l'usufruitier fût la vallée, le *vicq* ou la communauté de chaque *locq* (c'étaient les trois formes ordinaires de l'exploitation collective), — le fait essentiel c'est que la vallée fournit à ceux qui y élurent domicile ses productions en même temps que son abri. De même qu'elle est un accident

1. Un seul de ces documents, le traité du « plan d'Arrem », était imprimé. Aussi a-t-il fourni la matière de presque tout ce qui a été dit sur les *lies* et *passeries*.

topographique, la vallée est un fait d'ordre économique et humain.

Mais si chacune d'elles forme un petit monde qui se suffit à peu près à lui-même, aucune n'est complètement isolée. Par-dessus les crêtes, au milieu des pâturages, s'ouvrent des passages faciles, d'un accès commode pour les bêtes et pour les gens, plus aisés sans conteste que les gorges étroites par quoi le torrent s'échappe vers les régions basses. Vers les sommets, souvent, les pentes s'adoucissent, d'amples herbages se déroulent d'un versant à un autre versant. Des sentiers, des pistes bien ménagées, qu'un sûr instinct et un long usage ont placé là où la pente est plus douce et le chemin plus aisé, assurent de faciles communications dans les hautes zones. Dans l'air léger et sec des sommets, la marche est un plaisir plus qu'une fatigue. Et puis le montagnard est toujours un pâtre. Du fond de la vallée où il a fixé sa maison et son champ et installé sa famille, il faut toujours qu'il s'élève vers les prairies et vers les pâturages supérieurs. Il est plus fréquemment attiré vers le haut que vers le bas, vers les passages de la montagne que vers les gorges par lesquelles on accède aux plaines.

C'est ce qui explique que les gens des vallées aient longtemps entretenu moins de relations avec le plat pays qu'avec les vallées voisines. Jusqu'à l'intendant d'Étigny, au XVIII<sup>e</sup> siècle, tous les échanges du pays de Barèges avec les plaines françaises se sont faits par le col du Tourmalet et le haut Adour. De la vallée d'Ossau on passe aisément dans celle du Galhego, en Espagne, par le col du Pourtalet, le Port vieux de Salhen et les vastes pâturages du Roumiga. De même, au centre de la chaîne, le Plà de Bérét ouvre un magnifique passage entre la vallée supérieure de la Garonne et la haute Noguera. Et ce n'est pas seulement par les cols que les vallées se joignent et s'unissent : c'est par les herbages, les rocailles et les crêtes, partout où l'herbe pousse, où des eaux sourdent, partout où les troupeaux peuvent vivre et où l'homme peut passer.

Mais sur ces crêtes qu'il atteint, à l'ouverture des cols, dans les hauts pâturages, il rencontre d'autres hommes partis des versants opposés. Entre eux, des rapports se nouent. Et ainsi une vie sociale se développe qui est propre à la montagne, tout un ensemble de relations souvent très actives et très étroites. Les montagnes ne sont pas toujours des barrières entre les

hommes, mais très souvent des lieux de rencontre et d'échanges. Et nous verrons plus loin qu'il y eut longtemps des États pyrénéens, étendus sur la région montagnarde et s'arrêtant au bord des plaines. Ils ont disparu un jour, mais les rapports qui les avaient créés ont duré beaucoup plus longtemps qu'eux-mêmes et beaucoup subsistent encore.

Ainsi les relations de voisinage entre les vallées limitrophes sont un des aspects les plus intéressants et un des faits les plus considérables de la vie montagnarde. Mais il s'en faut que ces relations aient toujours été faciles ou seulement pacifiques. Très longtemps, la guerre fut une habitude, la forme la plus ordinaire des rapports. C'est que les causes de conflit étaient innombrables.

Ainsi arrivait en maint endroit que deux vallées contiguës se disputaient des pâturages, soit parce que leur situation topographique prêtait à des contestations, soit parce qu'il existait, en faveur de l'un ou de l'autre des rivaux, d'anciens droits historiques ou des titres de propriété d'interprétation malaisée. Ailleurs, des bergers transhumants ne pouvaient atteindre leur « montagne » qu'en empruntant sur un parcours plus ou moins long le territoire de la vallée voisine. Et nombreux étaient les pâturages qui manquaient d'eau pour abreuver les troupeaux, de forêts pour les abriter, tandis que, tout près, mais en terre étrangère, des eaux abondantes jaillissaient du sol, et de verdoyantes futaies opposaient la fraîcheur de leur ombre aux ardeurs du soleil méridien. Il fallait d'ailleurs compter avec les empiètements des pâtres, volontaires ou involontaires, avec l'avidité et les besoins de populations naturellement rudes, souvent à l'étroit dans leurs vallées. Des bêtes s'égarèrent... Elles étaient confisquées, souvent reprises de vive force. Et des batailles s'engageaient...

Enfin il y avait de bons et de mauvais pâturages : les mauvais, où l'herbe est rare et sèche ; — les bons, où elle est drue, nourissante et parfumée, indemne de plantes inutiles ou dangereuses. C'étaient d'éternels sujets de discorde. On se disputait surtout ceux qui regardaient au midi, parce qu'ils sont les premiers débarrassés des neiges hivernales, et que d'ailleurs la végétation y est toujours plus active. Mais on ne dédaignait pas les pentes tournées à l'ouest et au nord, car on savait que, mieux arrosées par les pluies, elles conservent plus longtemps la fraîcheur



de leurs herbages. Cette considération-là, l'exposition des versants, essentielle dans tous les pays de montagnes, présentait dans les Pyrénées un intérêt tout particulier parce que les deux versants étant respectivement tournés vers le sud et vers le nord (ce dernier étant d'ailleurs exposé aux vents humides de l'océan), les herbages espagnols sont déjà brûlés et appauvris depuis longtemps alors que les nôtres sont encore abondants et verts. De tous temps, les habitants des vallées espagnoles ont réclamé le droit de mener en été leurs troupeaux dans les montagnes françaises. Et tous les ans, d'un bout à l'autre de la chaîne, ils envahissent une partie du versant adverse, pour rentrer chez eux l'été fini. Il y a là un phénomène d'une ampleur singulière, une sorte de marée, marquée au rythme des saisons et qui, chaque année, se reproduit avec la même régularité que l'ascension et le retour du soleil. Ces empiètements périodiques étaient pour nos voisins une impérieuse nécessité. Mais on comprend aisément qu'ils fussent la cause d'interminables discussions.

Aux conflits d'ordre pastoral s'ajoutèrent d'autres difficultés qui provenaient du simple voisinage des vallées : meurtres, attentats contre les personnes et la propriété, police des frontières, extradition des malfaiteurs, réglementation des dettes entre « voisins » de communautés différentes. C'étaient là autant de querelles possibles qu'il était difficile d'éviter, car les vallées étant indépendantes et quasi-souveraines, chacune avait sa loi et ses tribunaux. Enfin, la question des échanges commerciaux n'était pas moins importante. Il s'était produit une certaine spécialisation dans le travail et la production. D'autre part, les vallées étaient naturellement des lieux de passage et des voies de transit pour les produits des plaines voisines. Les échanges étaient donc très fréquents. Par les ports de la montagne, les Espagnols venaient acheter les vins et les blés des plaines françaises, des bois, des tissus et des animaux. Ils apportaient de leur côté des fruits, des laines, des métaux ou du sel. Parfois l'échange se faisait à la frontière même. On montre encore sur certains points de la ligne de faite des trous de forme régulière creusés dans la roche et qui servaient à mesurer le sel<sup>1</sup>. Plus souvent les transactions se faisaient dans les villages de la vallée et donnaient lieu à des foires importantes dont il sera parlé plus loin.

1. *Bulletin pyrénéen*, 1906, p. 142.

Ces rapports de voisinage étaient autant d'occasions de conflits. Pour les régler, il n'y eut pendant des siècles qu'un seul procédé et une seule loi : la force. Ce furent des batailles incessantes, où il y eut des morts et des blessés. Ce furent des représailles, des vengeances et des rancunes sans fin que les générations se transmettaient intégralement et qui alimentaient de nouveaux conflits. Longtemps les gens d'Ossau sortirent de leur vallée et descendirent avec toute leur ost, rangés en bataille et enseignes déployées, « ab arms host feyt et senhe desplegats », sur le Pont-Long et autres lieux de la terre de Béarn<sup>1</sup>. Pendant des siècles, les Barégeois bataillèrent contre les gens de Broto et contre ceux de Bielsa sur les hauts pâturages d'Ossoue, de Gavarnie et de Troumouse. A la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, les gorges et défilés de Pouey-Espé et de Bielsa étaient encore « habités par des troupes d'Aragonais armés de gros mousquets et bardés de rosaires »<sup>2</sup>.

De vallée à vallée, ce furent partout les mêmes rivalités et les mêmes rancunes. Un jour vint cependant où l'on se fatigua de ces incessantes rencontres. Alors on s'efforça de les éviter... Parfois on régla le différend à la manière féodale par un combat singulier. Ainsi firent, dit-on, les pâtres des Quatre-Véziaux d'Aure, d'accord avec ceux de Campan<sup>3</sup>.

Il arriva aussi que l'on soumit le conflit à un arbitrage. Une légende reproduite par Marca<sup>4</sup> et, après lui, par tous les historiens béarnais, rapporte que les Aspois étant entrés en armes dans les vallées du Lavedan, en Bigorre, un abbé laïc d'un village proche du monastère de Saint-Savin monta sur un sureau. Et là, « ayant lu quelques conjurations dans un livre de magie, il troubla le sens de l'entendement des Aspois, en telle sorte qu'ils furent mis hors de défense par la force des enchantemens et demeurèrent exposés à la discrétion de leurs ennemis... qui les tuèrent tous de sang-froid... ». Pour les punir de leur cruauté et de leur obstination à ne pas réparer leur injure, le pape lança un interdit sur la terre de Lavedan, qui fut suivi d'une telle malédiction que l'humeur végétante et séminale fut desséchée

1. *For général*, rubr. XVII (des Ossalois), art. 33.

2. Picqué, *Voyage aux Pyrénées françaises*, 3<sup>e</sup> édition. Paris, 1829, p. 220.

3. *Bulletin pyrénéen*, 1904-1905, p. 522-523. L'histoire légendaire de ce combat, très répandue dans la vallée d'Aure, paraît n'être qu'une ingénieuse composition de date récente.

4. Marca, *Histoire de Béarn*, p. 252 et suiv.



en toute la terre, que les herbes et les arbres cessèrent de fleurir et de fructifier, les brebis et les juments de porter leur fruit et les femmes d'engendrer. Cela dura six ans. Les hommes du Lavedan envoyèrent alors deux prud'hommes en cour de Rome pour demander l'absolution de l'interdit. Le pape la leur accorda. Mais il les força à conclure avec les Aspois une paix perpétuelle et à leur payer annuellement et à perpétuité la somme de trente sols morlaas. C'est là l'origine du fameux tribut des médailles que les Labédanais ont acquitté jusqu'en 1789.

Mais ces arbitrages étaient encore insuffisants. C'est alors que les montagnards s'efforcèrent de prévenir les conflits en concluant des accords destinés à régler pacifiquement les différends qui pourraient se produire.

Les vallées, ne l'oublions pas, étaient indépendantes. Même engagées dans les États montagnards, même très longtemps après que ceux-ci eurent disparu au profit des États de la plaine, elles conservèrent le plein exercice de leur souveraineté. Non seulement elles pouvaient posséder en toute propriété la terre, exploiter librement les pâturages, les forêts, les eaux et les carrières, mais elles exerçaient à peu près librement tous les droits régaliens. Elles ne payaient pas les redevances féodales, car, en montagne, tout le monde était libre et les communautés étaient personnes nobles. Le service militaire, qu'elles devaient en cette qualité et qui était à peu près leur seule obligation, était entouré de nombreuses garanties. Ainsi les gens d'Ossau ne devaient prendre les armes que trois fois par an, et seulement après que le vicomte avait exposé ses griefs dans une assemblée spécialement convoquée à cet effet. Ceux de Barèges ne devaient l'ost que dans des cas très nettement spécifiés, en cas d'invasion, par exemple. Encore n'étaient-ils tenus d'aller que jusqu'à une limite fixée par le for et avaient-ils le privilège de marcher à l'avant-garde et, dans la bataille, autour du drapeau. Les mêmes garanties entouraient l'exercice de la justice : les hommes de Barèges ne pouvaient être jugés que par la cour de Barèges. Ossau était lieu d'asile, et tout fugitif pouvait y vivre sans crainte. Ainsi chaque vallée était comme une terre libre, où le suzerain n'était plus tout à fait chez lui. Dans le pays d'Aspe, le vicomte n'entraît jamais sans exiger deux otages, qui répondaient de sa sécurité personnelle. Il s'avancait à cheval jusqu'à un ruisseau nommé le Loo. Et là, placé au milieu du courant, il

recevait les hommages des Aspois et se faisait livrer leurs otages.

Indépendantes et quasi-souveraines, les vallées étaient comme de petites nations. Chacune d'elles formait une personne morale, un corps constitué et complet ou, comme on disait au moyen âge, une *université*. Naturellement, elle se gouvernait elle-même. L'autorité suprême appartenait au peuple des habitants, des « voisins » investis d'une sorte de bourgeoisie rustique. Sur convocation des magistrats, ils se réunissaient en assemblée générale au chef-lieu de la vallée, ceux de Barèges à Luz, ceux de Cauterets dans le cloître de Saint-Savin, ceux d'Ossau dans le « Sagrary »<sup>1</sup> de l'église de Bielle. Seuls les Aspois se réunissaient à l'écart de toute localité, au centre même du pays, sur un plateau dominant le gave, à l'ombre d'un groupe de tilleuls séculaires qui avait fait donner à ce lieu le nom de Tilhabé. C'était donc le peuple tout entier qui formait l'assemblée souveraine de la vallée, et, comme on disait en Azun, « la cort de parlement ». Il y avait là une véritable organisation républicaine. Et c'était bien une « république » que voulait être le petit État de Saint-Savin. Ossau, Aspe et Barétous étaient aussi des républiques : bien plus tard, au xvii<sup>e</sup> siècle, elles le rappelleront encore dans leurs déclarations générales<sup>2</sup>.

Véritables seigneuries collectives, les vallées exercèrent à peu près tous les droits régaliens : guerre, justice, impôts, droits de légiférer et de posséder en toute propriété, sans omettre le droit de conclure des traités. Jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, elles en jouirent à peu près sans limitation. A partir de cette époque, l'action de la monarchie se fit sentir de façon effective pour s'affirmer décidément avec les progrès de l'absolutisme et sous le règne des intendants. Mais, même alors, elle resta précaire et vague. Et jusqu'à la Révolution, les vallées conservèrent, sous forme de franchises, de coutumes ou de privilèges, une grande partie de leurs anciennes libertés. Ainsi en fut-il du plus singulier et du plus excessif de ces privilèges : celui de conclure des traités avec l'étranger.

Ce sont ces traités qui font l'objet de notre étude.

1. Le « Sagrary » (*sacrarium*) était une salle voûtée située au-dessus de la sacristie de l'église Saint-Vivien de Bielle.

2. Il reste des vestiges de cette ancienne organisation dans les assemblées syndicales des vallées.

## II.

## ORIGINE DES TRAITÉS DE LIES ET DE PASSERIES.

## LES PREMIÈRES CONVENTIONS ENTRE VALLÉES.

On désigne communément sous le nom de *lies* et de *passeries* les traités conclus entre vallées françaises et vallées espagnoles et rigoureusement observés pendant trois siècles de notre histoire, jusqu'à la fin de l'ancien régime. Ce sont ces grandes conventions qui ont attiré l'attention des historiens et que citent parfois les ouvrages relatifs aux Pyrénées. Mais leur origine est restée très obscure et leur caractère mal défini parce qu'on n'a pas songé à les comparer entre elles. En réalité, il y a dans leur histoire deux périodes parfaitement distinctes : la première qui embrasse toute l'époque féodale et s'étend jusqu'à la fin du xv<sup>e</sup> siècle ; — la seconde qui comprend les xvi<sup>e</sup>, xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles. L'étude de la première, par laquelle nous commencerons naturellement, va nous expliquer l'origine et nous permettre de comprendre le caractère des actes conclus pendant la seconde, la plus intéressante. Mais il nous faut au préalable préciser la situation respective des vallées à l'époque où ces premières conventions furent conclues.

Il n'y avait pas alors de royaume d'Espagne ; et le royaume de France n'était qu'une juxtaposition d'États féodaux en fait indépendants. Alors les Pyrénées n'étaient pas une limite politique, car l'idée qu'une chaîne de montagnes doit être une barrière entre deux peuples ne s'est imposée qu'assez tard. Les montagnes unissaient les hommes bien plus qu'elles ne les séparaient. La vie intérieure dont elles étaient le cadre faisait d'elles des régions de grande unité. Et cette unité avait tout naturellement trouvé son expression dans de vastes États établis sur les deux penchants de la montagne. Il en fut ainsi dans les Alpes. Il en fut de même dans les Pyrénées, bien que les vallées y fussent moins larges et sans doute moins peuplées et que les communications y fussent plus difficiles de l'un à l'autre versant. Comme le Dauphiné, la Savoie, les Cantons suisses ou les domaines autrichiens dans les Alpes, les États pyrénéens de Catalogne, d'Aragon et de Navarre réunirent sous une même loi des populations séparées en apparence par de puissantes chaînes. Au xiii<sup>e</sup> siècle, la juridiction des

comtes de Toulouse s'étendait encore sur la Catalogne, tandis que le roi d'Aragon se prétendait suzerain des comtes de Foix et des vicomtes de Béarn, et que les seigneurs des Quatre-Vallées se trouvaient apparentés à leur maison. A la même époque, et bien au delà du XIII<sup>e</sup> siècle, le roi de Navarre régnait à la fois sur les bords de l'Èbre et sur les eaux tributaires de l'Adour. Alors les limites des États pyrénéens suivaient le pied des monts au lieu d'être dessinées par les crêtes.

Ainsi réunies sous une même domination, les vallées ne virent pas se dresser entre elles ces obstacles qui naissent des prétentions rivales des États. Et comme, d'autre part, elles étaient à peu près complètement indépendantes, elles purent librement échanger, combattre ou négocier. Les traités qu'elles conclurent se ressemblèrent tous parce que les vallées qui les contractaient se trouvaient toutes, les unes vis-à-vis des autres, dans les mêmes rapports réciproques. Et voilà le caractère essentiel des accords conclus à l'époque féodale : les traités entre Français et Espagnols (en supposant que l'on puisse dès cette époque employer ces deux appellations) ne se distinguent en rien de ceux qui furent conclus par des Français entre eux ou par des Espagnols entre eux. Et nous pouvons les étudier ensemble.

D'abord, ils sont les uns et les autres de la même époque. Il est vrai, les textes les plus anciens qui nous soient parvenus des traités entres vallées françaises et espagnoles (Saint-Savin-Panticosa<sup>1</sup>, Ossau-Teña<sup>2</sup>, Vicdessos-Ferrera<sup>3</sup>, Barétous-Roncal<sup>4</sup>, Barèges-Bielsa<sup>5</sup>, Barèges-Broto<sup>6</sup>) ne remontent pas au delà du XIV<sup>e</sup> siècle, alors que nous connaissons par des textes du XII<sup>e</sup> siècle plusieurs accords conclus entre des vallées de même versant (Bagnères-de-Bigorre et le Lavedan<sup>7</sup>, Bagnères-de-Bigorre, Tarbes et Ibos<sup>8</sup>, Ossau et Barèges<sup>9</sup>, Aspe et Os-

1. 1314. Arch. des Hautes-Pyrénées, E 897.

2. 1328. Arch. de la vallée d'Ossau, *Cartulaire de la vallée (Livre rouge)*, AA 1, fol. 5; cf. *Ibid.*, DD 63.

3. 1355. Arch. municipales de Vicdessos.

4. 1375. Arch. des Basses-Pyrénées, E 2186.

5. 1384. Bourdette, *Annales du Labéda*, t. II, p. 531-533.

6. 1390. *Ibid.*, t. II, p. 125-128. D'après Davezac-Macaya (*Essais historiques sur la Bigorre*, Bagnères, 1823, t. II, p. 76), il y aurait eu un traité de paix entre Barèges et Broto dès 1319.

7. 1171-1175. Davezac-Macaya, *ouvr. cité*, t. I, p. 246.

8. 1294. Arch. de Bagnères-de-Bigorre. Publ. par Dejeanne, *Revue de linguistique et de philologie comparée*, 1883, t. XVI, p. 163.

9. 1258. Arch. des Hautes-Pyrénées, F 20, fol. 65-67.

sau<sup>1)</sup>. Mais cette différence de date est tout apparente, car nous savons, à n'en pas douter, que les documents franco-espagnols du xiv<sup>e</sup> siècle avaient eux-mêmes été précédés d'autres accords beaucoup plus anciens. Le traité de 1328 entre les hommes d'Ossau et ceux de Teña cite « *la carte de la patz antica*. » Et dans le rafraîchissement de 1646 de ce même acte, il est fait mention « d'un autre si vieux et si antique que l'on a perdu tout souvenir de son origine<sup>2)</sup> ». D'autre part, certaines dispositions de ces mêmes pactes, comme le tarif des compositions, remontent bien au delà du xiv<sup>e</sup> siècle et permettent de leur attribuer une date certainement plus ancienne<sup>3)</sup>. De tous ces faits, on doit conclure que les traités franco-espagnols sont contemporains des premières conventions conclues entre vallées de même versant, que les uns et les autres ont été vraisemblablement rédigés au xii<sup>e</sup> siècle et qu'ils ont été certainement précédés d'accords beaucoup plus anciens qui étaient de simples ententes verbales.

Les deux groupes de traités étaient donc de même date. Ils ont eu aussi le même caractère et le même objet. Une étude rapide va nous permettre de constater qu'ils sont essentiellement des conventions pastorales, des traités d'abornements, de compascuité et de voisinage sans aucun caractère politique. En voici les principales dispositions.

D'abord les traités proclament la paix, une paix perpétuelle, placée sous la garantie unique de la foi jurée et des châtements que Dieu réserve aux traîtres. La paix des hommes d'Ossau avec ceux de Teña<sup>4)</sup> est solennellement jurée sur les saints Évangiles et sur la vraie croix « corporellement touchés ». La paix de Barèges avec Broto<sup>5)</sup> est conclue pour cent un ans. Celui qui l'aura violée sera réputé faux et traître. La paix d'Ossau sera perpétuelle.

Ces traités de paix sont aussi des conventions d'abornements très

1. 1187 et 1225. Arch. de la vallée d'Ossau, AA 1 (*Livre rouge*), fol. 20. — 1270. Arch. des Basses-Pyrénées, E 2334.

2. « Se han mencion de otra tan vieja y antigua que no hay della memoria ni de su principio. » Arch. de la vallée d'Ossau, DD 74.

3. Voir les tarifs de compositions des traités de Saint-Savin avec Panticosa et d'Ossau avec Teña. Le dernier est à peu près identique au tarif contenu dans le *For de Morlaas* et dans le *For général de Béarn*, rédigés le premier en 1220, le second en 1288, mais beaucoup plus anciens eux-mêmes, probablement de la fin du xi<sup>e</sup> siècle.

4. 1328, art. 1. Arch. de la vallée d'Ossau, DD 63.

5. 1390. Dans Bourdette, *Annales du Labéda*, t. II, p. 127.



minutieux qui fixent les limites des pâturages respectifs, décrivent le terrain, énumèrent les rochers marqués et les bornes séparatives. « Nous, arbitres, dit l'accord de Barétous avec Roncal<sup>1</sup>, avons signalé et croisé, en creusant au bas de la dite pierre Saint-Martin et par les côtés, sur lesquels il a été fait diverses croix incisées au marteau et ciseau sur pierre ferme. Et de là, il a été fait diverses croix et signaux jusqu'à la première colline d'où l'on voit la plaine... » D'autres fixent de la même manière les limites des pâturages communs<sup>2</sup>.

Ils règlent l'usage des herbes, des eaux et des bois, le passage du bétail d'un pâturage dans un autre, dans le cas où il doit emprunter un territoire étranger. Le traité de 1297 entre Tarbes et Ibos établit les limites que le bétail malade ne pourra dépasser, les points où il pourra boire, les routes qu'il devra suivre. Plus curieux et à coup sûr plus connu est l'accord conclu en 1375 entre les Navarrais de la vallée de Roncal et les Béarnais de Barétous. Sur leur commune frontière, les pâtres des deux pays avaient longtemps bataillé, car, le territoire béarnais manquant de sources pour les troupeaux, les bergers de ce côté-là de la frontière tenaient à mener leurs bêtes sur les pâturages navarrais où ils savaient trouver de l'eau, et leurs voisins prétendaient les en empêcher. Après d'innombrables rencontres, les deux parties décidèrent de se soumettre à un arbitrage, et la décision des arbitres, acceptée des deux côtés, devint le traité de 1375. Il reconnaissait aux Béarnais le droit de mener leurs bêtes en Navarre, mais les astreignait à certaines obligations. « Les habitants du lieu d'Arette, dit-il, pourront entrer avant et premièrement pour le présent et l'avenir avec leurs troupeaux et bestiaux, grands et petits, soit des leurs propres, soit avec ceux qu'ils ont accoutumé d'y mener des habitants de la vallée de Barétous, dans le territoire et terme du port du milieu contentieux, depuis le jour et fête des sept martyrs et non avant, pour y pacager pendant vingt-huit jours durant et ensuivant, de les abreuver aux dites fontaines, franchement et librement, à la charge de ne pouvoir parquer ni gîter de nuit dans ledit port contentieux...<sup>3</sup>. » En compensation, et sans doute pour marquer

1. 1375. Arch. des Basses-Pyrénées, E 2186. Voir le compromis de 1425 entre Saint-Savin et Panticosa (Arch. des Hautes-Pyrénées, E 897).

2. Barèges-Broto, 1390.

3. Traité de 1375. Trad. Marque, *Roncal et Barétous. La Junte*, dans le *Glaneur d'Oloron*, 26 juin, 3, 10 et 17 juillet 1897.

qu'ils n'avaient sur le versant navarrais qu'un simple droit d'usage, les Béarnais s'engageaient à fournir un tribut annuel de « trois vaches génisses de l'âge de deux ans ». Telle est l'origine de ce singulier usage qui s'est conservé jusqu'à nous. Le tribut des trois vaches n'est, en somme, que le prix de location des herbes et des eaux, le simple loyer du territoire dont le traité reconnaissait l'usage aux Béarnais<sup>1</sup>.

Les vallées défendaient avec une extrême énergie leur droit exclusif à exploiter elles-mêmes leurs pâturages. Tout animal étranger surpris à pacager sur leurs terres était impitoyablement saisi, en vertu du droit de *carnal* ou *carnau*, une des formes du droit de *pignore* et, à vrai dire, la plus usitée. Le droit de carnaler les animaux qui broutaient indûment les herbes de la vallée ou buvaient ses eaux était un droit fondamental dont les traités s'appliquent à mettre le principe hors de contestation. « Voulons, ordonnons et arrêtons... qu'il y ait droit de pignore pour toujours entre les habitants de Quignon de Panticosa et ceux du Lavedan. » Et pour mieux établir ce droit et le défendre contre toute atteinte, le même traité ajoute que tout particulier convaincu d'avoir enlevé une pignore par la force ou de s'être révolté contre ceux qui la font légitimement sera arrêté, jugé comme voleur manifeste et pendu par le pied<sup>2</sup>.

Les contractants avaient d'excellentes raisons pour insister sur le droit de carnal et le maintenir jalousement. D'abord, ils avaient une raison juridique, l'usage de confisquer les bêtes étrangères étant comme une affirmation du droit de propriété supérieure de la vallée sur les herbages où les animaux avaient été surpris. Mais nous croyons qu'il y avait autre chose. Les montagnards savaient que, faute de l'établir clairement et de le réglementer, la vallée s'exposait à toutes sortes de dangers : en vertu du droit de marque ou de représailles<sup>3</sup> qui, longtemps, avait été la seule règle des rapports entre habitants des vallées, un créancier ou simplement un homme qui se croyait lésé dans ses intérêts était autorisé à se dédommager non seulement sur son débiteur, mais sur les « voisins » de celui-ci et sur tous ceux de son quartier ou de sa vallée. Si le droit de carnaler les ani-

1. Voir, plus loin, ch. IV et VI.

2. Saint-Savin-Panticosa (1314).

3. On verra plus loin quel usage les gouvernements ont fait du droit de représailles en délivrant des lettres de marque.

maux étrangers avait été laissé à l'initiative de chaque particulier, il en aurait été naturellement fait abus, ce qui aurait amené des représailles de la part de la vallée lésée sur celle où la bête aurait été carnalée. C'est pour éviter ces excès que les vallées s'entendent et réglementent la pratique des pignores. Elles s'engagent à ne pas pignorer le bétail perdu, si la bonne foi du propriétaire est démontrée<sup>1</sup>, à ne pas prendre une bête portant sonnette, à prévenir dans les trois jours le propriétaire de l'animal confisqué. Elles décident que certains lieux, des chemins ou des abris, seront hors des atteintes des carnaleurs<sup>2</sup>. Elles remplacent parfois la saisie directe du bétail par un droit en argent fixé à l'avance et uniforme<sup>3</sup>. Enfin elles arrêtent que nul ne pourra pignorer s'il n'y est autorisé par toutes les communes de son parti<sup>4</sup>. Voilà la précaution essentielle : pour éviter les abus du droit de pignore, chaque vallée se charge de l'exercer elle-même. A l'initiative des individus, elle substitue sa propre responsabilité.

Les dispositions qui précèdent sont propres à prévenir les conflits. D'autres sont destinées à punir les attentats contre la propriété et contre les personnes.

Les voleurs de bétail sont très sévèrement traités, chose toute naturelle dans une société qui vit surtout de l'élevage<sup>5</sup>. Quant aux personnes, elles sont protégées par des tarifs de compositions que l'on retrouve dans tous les traités<sup>6</sup>. Chacun d'eux fixe les sommes à payer, en cas de violences, aux victimes ou à leurs familles. L'accord des hommes d'Ossau avec leurs voisins

1. Ossau-Teña (1328), art. 17.

2. Ibid., art. 19; Barèges-Broto (1390).

3. Ossau-Teña; Barèges-Broto.

4. Saint-Savin-Panticosa (1314).

5. Le vol d'une vache entraîne une amende de vingt-cinq sous morlaas; d'un cheval, trente sous; d'un âne vingt sous; d'un mouton trois sous (Ossau-Teña, 1328). Si le voleur s'est emparé de toute une cabane de gros ou de menu bétail, il paiera neuf cents sous morlaas (ibid.). Les traités entre Ossau et Aspe (1270), entre Saint-Savin et Panticosa (1314) contiennent, à peu de chose près, les mêmes dispositions.

6. Les tarifs de compositions étaient très fréquents dans les chartes d'affranchissement du xii<sup>e</sup> siècle. Ils tendaient surtout à empêcher le seigneur d'employer son droit de justice à tirer de l'argent des habitants. C'est le cas pour les *Fors* de Béarn (*Fors de Béarn*, éd. Mazure; *For général*, XLIX, art. 158, 159, 160; LI, 163-165; LII, 178, 179; *For de Morlaas*, XXIV, 36, etc.). Les traités ont adopté ce régime qu'ils jugeaient utile au maintien de la paix.



de Teña (1328) fixe à 900 sous morlaas le prix d'un meurtre ; à 450 sous celui d'un membre perdu, main, pied, œil ou nez ; à 100 sous une « plaie majeure » ou une dent ; à quarante sous, la valeur d'un coup de bâton<sup>1</sup>. Divers articles indiquent les moyens de faire la preuve, les dates auxquelles auront lieu les paiements, la procédure à suivre, énumèrent les parents qui pourront prétendre à la composition en cas de mort de la victime<sup>2</sup>. Tout cela était encore très barbare, mais valait mieux sans aucun doute que la guerre quotidienne de vallée à vallée.

Enfin, pour l'application de ces mesures, les traités déterminent et fixent les rapports des habitants de chacune des deux vallées avec la vallée alliée. Les habitants unis par la paix (*patzers*) doivent s'aider mutuellement, et celui qui refusera son aide à un plaignant encourra une amende, sauf dans le cas de raison majeure<sup>3</sup>. Vis-à-vis de l'allié, les hommes d'une même vallée doivent partager les mêmes responsabilités : « Si un ou des Barégeois se rendent coupables de meurtre, de pillerie, d'incendie..., etc., envers un Bielsois, le dommage sera réparé par les coupables suivant l'estime qui en sera faite par six hommes élus, trois parmi les Barégeois, trois parmi les Bielsois. En cas d'insuffisance de leurs biens, la vallée de Barèges en corps fera le manquant<sup>4</sup>. » Deux articles du traité de 1328 entre Ossau et Teña établissent avec une remarquable netteté la gradation des responsabilités : l'homme ; les *vesis* (voisins, « bourgeois » du même lieu) ; le *vicq* (béarnais) ou *quinhon* (aragonais), quartier d'une même vallée ; la vallée entière (*tota la val*)<sup>5</sup>. Enfin les traités garantissent la sécurité et les biens des habitants du pays allié de passage dans l'autre pays. Les habitants de chaque vallée pourront donc en toute sécurité circuler, aller et revenir dans toute l'étendue de la vallée voisine<sup>6</sup>.

Des articles spéciaux garantissaient tout particulièrement la sécurité des hôpitaux de montagnes. Ces hôpitaux étaient alors fort nombreux, car les Pyrénées étaient pays de passage. Les

1. Ossau-Teña (1328) ; Saint-Savin-Panticosa (1314) ; Bagnères-de-Bigorre-Barèges (1171-1175), etc.

2. Ossau-Aspe (1187).

3. Traité d'Ossau avec Teña (1328), art. 21 ; traité de 1187-1225 (Ossau-Aspe).

4. 1384, art. 7.

5. Art. 8 et 26.

6. 1384, art. 9. Tarbes-Bagnères-Ibos (1294).

ports de la montagne étaient très fréquentés, bien plus qu'ils ne le sont aujourd'hui. Marchands qui, de France, allaient vers les pays chrétiens ou musulmans de l'Espagne; soldats, coureurs d'aventures et chevaliers, allant porter aux croisés d'outre-monts le secours de leur épée, leurs énergies et aussi leurs folles ambitions; pèlerins enfin, très nombreux, attirés par les mérites de Saint-Jacques de Compostelle, tous franchissaient les cols des Pyrénées, surtout ceux du Béarn et de la Basse-Navarre, d'accès plus facile. Pour secourir les voyageurs, des moines d'ordres divers, des Hospitaliers le plus souvent, y installèrent des hôpitaux. Ainsi fut fondé l'hôpital de Saint-Jean de Gavarnie, au pied du port qui mène à Torla<sup>1</sup>. Ailleurs se développèrent d'autres établissements étrangers à l'ordre de Saint-Jean et, pour la plupart, beaucoup plus anciens. Le plus fameux de ceux-là fut l'hôpital de Sainte-Christine, fondé vers 1108 par Gaston IV, vicomte de Béarn, sur le versant méridional du Somport, à l'entrée du royaume d'Aragon. Cet établissement, très richement doté par les souverains de Béarn, les rois d'Aragon, de Hongrie et de Bohême, et par nombre de seigneurs espagnols et français, devint un des plus florissants de la chrétienté et détacha plusieurs maisons en Béarn<sup>2</sup> et en Basse-Navarre. Tous ces établissements furent placés sous la sauvegarde des traités. La convention de la vallée d'Aspe avec la vallée d'Ossau déclare que l'hôpital de Sainte-Christine est mis, avec toutes ses dépendances, ses moines, ses serviteurs, ses hôtes et tous les objets qu'il possède, sous la protection des contractants<sup>3</sup>.

Enfin, les vallées désignent des agents publics chargés de veiller à l'exécution des pactes. Ces agents, que nous pourrions appeler les « répondants de la paix », sont mentionnés dans plusieurs traités<sup>4</sup>. Ils étaient choisis par chaque vallée dans la vallée alliée et parmi ses habitants, à raison de un de chaque côté. Il pouvait y en avoir deux<sup>5</sup>. Ces « juges champêtres »

1. A. du Bourg (*Histoire du grand prieuré de Toulouse de l'ordre de Malte*, 1883) donne la liste des établissements hospitaliers. Cf. Casteran, *art. cité*, p. 8, note 1.

2. Gabas, entre autres.

3. 1187-1225.

4. Ils sont désignés par les noms de *fidance besiau* (Aspe-Ossau, 1187-1225), *fidancia vicinatis* (ibid., 1270), *juge champêtre* (trad. du traité de Saint-Savin-Panticosa, 1314), *fermaza patzera* ou *franca patzera* (Ossau-Teñin, 1328).

5. Par exemple Aspe-Ossau (1187-1225).

étaient chargés de surveiller les pâturages, de trancher les conflits, de faire des saisies, de prononcer des amendes. Ils étaient armés. Chacun était tenu de leur obéir ; des peines et des amendes étaient portées contre ceux qui contrevenaient à leurs ordres ou leur imposaient des déplacements inutiles. Le meurtrier d'un réponsant de la paix devait payer une composition double de la composition ordinaire. A côté de ces agents, les traités mentionnent les arbitres, les experts<sup>1</sup> et témoins<sup>2</sup> et en réglementent les fonctions.

Grâce à la conclusion des traités, les conflits devinrent d'assez bonne heure beaucoup plus rares et surtout moins graves. Il n'y eut pas, sur les sommets les plus inaccessibles, un rocher, un brin d'herbe, un mince filet d'eau qui ne fussent attribués à l'une ou à l'autre des vallées, et dont l'usage ne fût parfaitement réglementé. Et les autres différends qui pouvaient naître entre les montagnards étaient pour la plupart prévus et recevaient une solution satisfaisante. Ainsi, d'un bout à l'autre et sur les deux versants de la chaîne, il y eut une infinité de conventions et d'ententes, *cartas de pax* ou *patzarias*<sup>3</sup>, *patzerias*<sup>4</sup>, *cartas de la patz*<sup>5</sup>, *carta qua continetur pax*<sup>6</sup>, *concordats* et *pariages*<sup>7</sup>. Ce sont de frustes arrangements, maladroits et naïfs, de rudes traités pleins de longueurs, de répétitions et d'obscurités. Mais ces informes monuments d'un âge de violence nous intéressent parce qu'ils marquent un effort d'organisation et qu'ils sont un recours émouvant du droit contre la force. Chaque vallée avec chaque vallée a traité, et ainsi toutes se sont prémunies contre les conflits qui pouvaient naître de leur voisinage, de leurs intérêts rivaux, des mœurs batailleuses du temps où l'on vivait.

En dépit de quelques variantes inévitables, tous ces traités se ressemblent. Il n'y a aucune différence entre ceux qui unissent des vallées de même versant et ceux qui unissent des vallées opposées. Nous dirons plus : les traités pyrénéens de l'époque

1. Barèges-Bielsa (1384), art. 6, 7.

2. Ossau-Teña (1328), art. 6, 7.

3. Ossau-Teña.

4. Barétous-Roncal.

5. Ossau-Aspe.

6. Bagnères-de-Bigorre et Barèges.

7. Arch. d'Ossau, DD 75.

féodale ressemblent à beaucoup de conventions conclues par des communautés alpestres et autres populations montagnardes. Ils présentent même d'incontestables analogies et une étroite parenté avec les traités adoptés un peu partout par les paroisses du plat pays soit spontanément, soit sous l'influence de l'Église<sup>1</sup>. L'association, le serment<sup>2</sup>, les garanties étendues aux animaux et aux granges, la protection spéciale assurée aux hôpitaux et aux monastères, les peines prononcées contre les infracteurs de la paix sont autant de traits communs. Les premiers traités pyrénéens sont des conventions pastorales et ont été librement conclus par des communautés souveraines. Et par ces deux traits, ils se distinguent de la plupart des traités similaires et contemporains. Mais, pour tout le reste, ils ne présentent avec ceux-là aucune différence fondamentale. Ils répondent aux mêmes besoins et ont le même objet : la paix. Et l'on peut ainsi les considérer les uns et les autres comme des institutions analogues.

Nous nous proposons de montrer que des circonstances purement historiques allaient, de plusieurs de ces traités pyrénéens, faire sortir des actes très différents : les grands traités de lies et de passerries des XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

### III.

#### TRANSFORMATION DES CONVENTIONS PASTORALES EN TRAITÉS POLITIQUES.

Un grand changement s'accomplit un jour dans la situation des vallées. En 1173, les Béarnais refusèrent de reconnaître l'acte d'hommage par lequel la vicomtesse Marie avait placé ses domaines sous la suzeraineté de l'Aragon, et l'avènement de la maison de Moncade consacra l'état de souveraineté de leur petit pays. Un siècle plus tard (1292), la Bigorre, que tant de liens unissaient au Béarn, était placée par ordre de Philippe IV

1. Voir dans Sémichon, *la Paix et la Trêve de Dieu* (2 vol. in-16, Paris, 1869), la constitution de la Paix et de la Trêve de Toulouges, t. I, p. 63, de Clermont, 139, et *passim*.

2. Les associés pouvaient être appelés à jurer la paix depuis l'âge de quatorze ans (*Ibid.*, t. II, p. 39). Le traité de Barèges-Bielsa de 1384 impose ce serment dès l'âge de douze ans.

le Bel sous le séquestre royal. Enfin, en 1258, le traité de Corbeil faisait, pour la première fois, des Pyrénées la limite entre les deux royaumes de France et d'Aragon : tandis que le comté de Barcelone devenait définitivement espagnol, le comté de Foix restait français, et l'Aragon abandonnait pour toujours ses prétentions sur la région placée au nord du Roussillon.

Ainsi s'effaçait l'ancien enchevêtrement des frontières ; les deux versants des Pyrénées s'apprétaient à suivre des destinées différentes. Seule, la vallée d'Aran, restée espagnole, demeurait comme un témoin de la confusion passée. De l'Atlantique au Roussillon, la crête des montagnes séparait désormais deux États distincts, organismes plus robustes, mieux armés et plus exigeants que les anciens États montagnards. Prenant leur force et leur point d'appui dans les plaines voisines, ils étaient dès leur naissance des étrangers l'un pour l'autre ; ils seront bientôt des rivaux et des ennemis. Tel est le fait initial qui, entre les traités, établit un double classement : les uns restèrent de simples conventions pastorales ; les autres, de très bonne heure, acquirent tous les caractères de véritables traités internationaux.

Les vallées d'un même versant continuant à vivre d'une vie commune, rien ne fut changé dans leur situation respective. Aussi les conventions qui les unissaient conservèrent-elles tous leurs caractères primitifs, qui étaient d'être avant tout des conventions pastorales. Elles allèrent même en se simplifiant. Les clauses relatives à la répression des crimes, les tarifs de compositions disparurent peu à peu. Et les traités ainsi allégés ne furent plus que de simples actes d'abornements, de dépaissance et de compascuité. Ceux-là, il est impossible de les compter dans nos dépôts d'archives. Très nombreux, ils règlent encore et maintiennent de très anciens droits, alimentent maints procès entre des vallées ou des communes<sup>1</sup>. De ces conventions, nous n'aurons pas à nous occuper plus longuement.

Les traités conclus entre des vallées de versants opposés devinrent des conventions de caractère international. Cette trans-

1. Les archives des Basses-Pyrénées conservent d'innombrables conventions entre la vallée d'Ossau et la vallée d'Aspe ; entre la vallée d'Ossau et la ville de Pau ou l'évêque de Lescar. Les traités de 1187 et de 1270, cités plus haut, contiennent des tarifs de compositions. Les conventions plus récentes n'en contiennent plus. — Voir aussi dans Bourdette (*le Labéda*, p. 231-247) le traité conclu entre Arcizans-Daban et Arras.



formation, qui fut très lente et mit deux siècles à s'achever, s'accomplit par l'adjonction aux anciens pactes de dispositions nouvelles qui en changèrent profondément le sens. La vallée de Vicdessos, dans le pays de Foix, avait obtenu en 1293 du comte Roger Bernard la faculté de commercer et de traiter librement avec les Catalans du val de Ferrera et du comté de Paillas. Lorsque, en 1355, les deux vallées renouvelèrent leurs anciens accords, elles eurent grand soin d'y insérer formellement ce droit essentiel. Les gens de Barèges et de Broto l'inscrivirent de leur côté dans leur concorde, conclue en 1390. Nous ignorons s'il en fut de même dans les vallées des Pyrénées centrales, puisque nous n'avons pas conservé dans sa forme primitive le traité qu'elles devaient conclure plus tard, mais la chose est des plus vraisemblables, car nous savons que le Comminges obtint à son tour, en 1315, du comte Bernard VII la liberté de commercer avec les Espagnols, même en temps de guerre. Ces dispositions sont significatives. Si les habitants des vallées sentent le besoin d'affirmer leur droit d'échanger librement leurs produits, c'est que ce droit est menacé. C'est, en effet, au *xiv<sup>e</sup>* siècle qu'ont paru les premières traites à l'entrée et à la sortie des marchandises, conséquence des charges grandissantes de la monarchie. Contre ce grave danger, les montagnards se prémunissent mutuellement. Et il n'est pas indifférent de remarquer que ces précautions apparaissent au lendemain même du jour où les vicissitudes de l'histoire ont rattaché les vallées à des États différents.

Presque simultanément paraît une autre innovation. Le traité de 1384 entre les vallées de Barèges et de Bielsa envisageait la possibilité d'une guerre entre l'Aragon et l'Angleterre. Dans ce cas, les deux vallées, comprenant qu'il leur serait difficile de maintenir leurs bons rapports, s'engagèrent à se donner mutuellement un délai en cas de rupture<sup>1</sup>. Cette précaution ne fut pas inscrite encore dans la passerie béarnaise de 1328, mais nous savons que les communautés agirent absolument comme si l'état de guerre n'eût pas existé dans leur voisinage. Les trois vallées d'Ossau, d'Aspe et de Barétous réussirent à observer la plus stricte neutralité pendant toute la durée de la guerre de Cent ans et continuèrent à traiter, sans le concours du vicomte, avec les communautés de Guyenne et de Gascogne pour

1. Art. 5 (Bourdette, *Annales du Labéda*, t. II, p. 531-533).

avoir le droit de pacage sur leurs terres. Elles traitèrent dans les mêmes conditions avec les communautés voisines de l'Aragon et de la Navarre<sup>1</sup>. Enfin nous savons que les Fueros de la vallée d'Aran (1309) réservaient expressément aux habitants la faculté de faire la paix avec leurs voisins sans le consentement du roi<sup>2</sup>.

Les exigences fiscales des États et les dangers de la guerre menaçaient la sécurité et l'indépendance des vallées. C'est contre ce danger qu'elles cherchèrent à se prémunir en contractant des engagements réciproques. La fixation d'une frontière, les empiètements du pouvoir central, la guerre de Cent ans furent le point de départ de cette transformation des traités.

L'évolution s'acheva au xvi<sup>e</sup> siècle. A ce moment, l'unité triomphait définitivement des deux côtés de la frontière. Au nord, la France devenait un grand État, centralisé, puissamment organisé, avec une armée, une politique, des adversaires. Au sud, l'union de l'Aragon, de la Castille et de la Haute-Navarre faisait de l'Espagne une puissance pareillement redoutable. Enfin, entre ces deux royaumes limitrophes, également armés pour la lutte, une guerre éclatait, qui se prolongea pendant deux siècles. Les motifs de cette guerre, question italienne, héritage bourguignon, succession espagnole, étaient indifférents aux populations pyrénéennes. Que leur importait l'équilibre européen et qu'avaient-elles à faire des guerres de magnificence?

Il arriva donc ceci. De petits pays indépendants, longtemps ennemis et rivaux, avaient réussi, par des traités librement conclus, à établir entre eux des relations supportables et comme une loi de la montagne. Tout d'un coup, par l'effet d'une querelle qui leur est étrangère, ils se sentent menacés d'être une fois de plus opposés les uns aux autres et pour longtemps encore adversaires. Alors ils s'attachent à maintenir les anciens pactes, puis à les compléter en les adaptant à la situation nouvelle. Ainsi s'élaborent les traités de lies et de passeries. L'époque qui les a vus s'achever est la même qui a vu naître la grande diplomatie européenne.

L'évolution terminée, les nouveaux traités se trouvèrent être à la fois des accords d'ordre économique destinés à garantir la

1. L. Cadier, *les États de Béarn*, p. 307.

2. *Collección de Fueños y Cartas Pueblas de España, por la Real Academia de Historia*, Madrid, 1852. « Aran. »

liberté des transactions, et surtout des pactes de garantie contre les risques de la guerre. C'est le trait essentiel des accords de lies et de passeries que *leur formation définitive, le terme de leur évolution, coïncide avec l'apparition des grandes guerres*<sup>1</sup>. Dans la passerie béarnaise de la *hon Galhego*, dont on peut suivre les transformations successives dans les nombreux documents conservés aux archives d'Ossau<sup>2</sup>, on voit, pour la première fois en 1552, apparaître le nom du roi de France et la mention des « mouvements de guerre qui sont » entre lui et le roi d'Aragon, et tout aussitôt s'affirmer l'engagement réciproque de s'avertir de toute « assemblée » qui se ferait sur les terres d'Aragon ou de Béarn. Cet engagement est la marque, le trait distinctif des passeries. Elles sont avant tout des traités de « surséance de guerre »<sup>3</sup>.

En fait, avec ce double caractère, les nouvelles conventions se différencient profondément des anciennes. Par les premières, les alliés s'entendaient pour régler pacifiquement les conflits qui provenaient d'eux-mêmes; par les autres *ils se garantissent contre les risques venus du dehors*. Menacées d'être absorbées dans l'unité générale et de se voir imposer une politique contraire à leurs goûts et à leurs besoins, les vallées s'unissent pour défendre le plus qu'elles peuvent leurs anciennes franchises et surtout le droit qu'elles ont toujours eu de commercer librement et de vivre en paix avec leurs voisins. Les premiers accords avaient été des actes de pariage et des conventions arbitrales. Les nouveaux sont de véritables traités de garantie et tout au moins d'alliance défensive.

Enfin une dernière innovation complète le contraste. Pour mieux défendre leurs biens et leur sécurité, les vallées tendent à se grouper en manière fédérative sur les points les plus mena-

1. Les dates des rafraichissements des mêmes pactes coïncident de même avec les périodes de recrudescence ou de reprise de la guerre : 1513 et 1514, 1552, 1646 et 1648, 1666, 1719, etc.

2. Notamment un petit registre coté DD 63. On peut suivre l'histoire de la grande passerie béarnaise de 1328 jusqu'à sa disparition en passant par le traité élargi de 1514, c'est-à-dire pendant cinq siècles. De toutes les passeries, c'est celle qui a le plus complètement échappé à l'attention. C'est cependant celle dont l'histoire est, à notre sens, la plus utile à connaître pour l'intelligence de la question. Nous n'avons pu retrouver les formes primitives de la passerie du plan d'Arrem, avant le traité de 1513. On ne connaît avant cette date que la concession de Bernard VII au Comminges.

3. *Surcienso ou abstinenso de guerra* (traité du plan d'Arrem).



cés. Au centre, la vallée d'Aran ne peut s'approvisionner qu'en France. Un commerce actif, de fréquents rapports se sont établis. Les traites et la guerre y sont plus qu'ailleurs gênants. A l'ouest, la vallée d'Ossau et la vallée d'Aspe conduisent toutes deux à des passages très fréquentés. C'est sur ces deux points que les montagnards font porter leur principal effort. A quelques mois d'intervalle, deux grandes conventions sont conclues. En 1513, les vallées des Pyrénées centrales, Louron, Larboust, Oueil, Bagnères, Saint-Béat, Aspet, Castillonais, Couserans, Aure, Nestes, Comminges, du côté français; Paillassas, Villemur, Aran, Ribagorça, Vénasque, Gistain, Bielsa et toute la conque d'Ourcau, du côté espagnol, renouvelaient de versant à versant leurs antiques alliances et les faisaient sanctionner par le pouvoir central. C'est la fameuse passerie du plan d'Arrem<sup>1</sup>. L'année suivante (1514), les vallées béarnaises d'Ossau, d'Aspe et de Barétous, les vallées aragonaises de Teña, Canfranc, Villanua, ... Aragues, Echo, Anso concluaient un véritable traité d'alliance et de paix<sup>2</sup> et obtenaient de leurs souverains respectifs, en lutte au sujet de la Navarre, que la guerre fût limitée au seul royaume de Navarre et ne s'étendît pas aux autres domaines, Aragon et Béarn.

En dehors de ces deux groupes élargis, il y en eut d'autres plus étroits. De l'ouest à l'est, les vallées renouvelèrent et rafraîchirent leurs anciens pactes : Cize et Aezcoa en Navarre<sup>3</sup>, puis Barétous et Roncal<sup>4</sup>, Ossau et Teña<sup>5</sup>, Azun et Teña<sup>6</sup>, Barèges et Bielsa<sup>7</sup>, Aure et Bielsa<sup>8</sup>, Videssos et Ferrera<sup>9</sup>. Et ainsi, d'un bout de la chaîne à l'autre, presque toutes les vallées se trouvèrent liées à leurs voisines du versant opposé par des pactes et des traités<sup>10</sup>.

1. Arch. de la Haute-Garonne, E 891 (imprimé).

2. Arch. des Basses-Pyrénées, E 331.

3. 1556. Arch. des Basses-Pyrénées, E 2321.

4. 1642. Arch. municipales d'Arette.

5. 1552 et 1646. Arch. de la vallée d'Ossau, DD 63 et 74.

6. 1719. Texte dans Bourdette, *Annales du Labéda*, t. III, p. 465-469.

7. 1648. Dans *Souvenirs de la Bigorre*, t. VIII, p. 61-66.

8. 1718.

9. 1666. Arch. municipales de Videssos.

10. Les habitants d'Ordino, dans le val d'Andorre, étaient, de même, unis par un traité de passerie avec ceux de Siguer et de Miglos dans la vallée de Videssos (*Mémoire concernant les privilèges des ties et passeries*. Arch. de l'Ariège).

Telle est l'histoire des traités de lies et de passeries. Entre eux et les conventions pastorales si nombreuses dans les Pyrénées, il n'y a eu, à l'origine, aucune différence. Les uns et les autres étaient alors en tout point semblables. Mais la formation des deux grands États monarchiques de France et d'Espagne et leur hostilité séculaire ont été le point de départ et la cause d'une évolution qui en a fait de véritables traités politiques internationaux. Au XVI<sup>e</sup> siècle, la transformation est complète : le régime des lies et passeries est alors organisé. Il durera autant que la monarchie absolue, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

#### IV.

##### LES TRAITÉS DE LIES ET DE PASSERIES (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE).

§ 1. *Comment étaient conclus les traités de lies et de passeries.* — Les traités de passeries émanaient de l'initiative des vallées et étaient conclus par elles, indépendamment de toute intervention du pouvoir central. Les deux communautés contractantes conduisaient librement les négociations qui, entourées de toutes les garanties désirables, aboutissaient à un traité parfaitement régulier.

Au XVI<sup>e</sup>, au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, les cantons montagnards des Pyrénées subissaient de plus en plus les effets de la centralisation monarchique. Mais leur organisation ancienne subsistait encore dans ses traits essentiels. Si les assemblées générales de la *vesiau* avaient à peu près disparu partout, les petites assemblées représentatives étaient toujours aussi vivantes. Chaque village (*locq*), chaque quartier (*vic*) avait la sienne. Et les affaires communes dépendaient d'un conseil composé de magistrats élus par les différents villages et qui, sous le nom de consulat ou de jurade, se réunissait au chef-lieu de la vallée. C'est cette assemblée qui exerçait ce qui subsistait alors des droits de justice, décidait des entreprises communes, payait les impôts au roi, administrait les pâturages et les bois, les « montagnes générales », comme on disait en Ossau. C'est elle qui menait les négociations avec la vallée voisine et désignait les ambassadeurs. Ainsi ont fait toutes les communautés, Roncal, Teña ou Broto en Espagne, comme Barétous, Ossau et Barèges

en France. Nous prendrons comme exemple les relations entre la vallée d'Ossau et celle de Teña, sur lesquelles nous sommes abondamment renseignés par les documents.

En 1646, les deux pays renouvelèrent le traité qui les unissait. Une revision était depuis longtemps nécessaire, parce que le vieux traité de 1328, toujours en vigueur, était devenu incompréhensible. Beaucoup de ces dispositions étaient inutiles ou caduques. D'autres, qui s'y étaient à diverses époques surajoutées, ne faisaient pas corps avec l'ensemble du document. On procéda donc au rafraîchissement du traité. Le préambule du nouvel acte nous dit très exactement comment s'accomplit cette importante opération.

« Le 6 août 1646, à la source du Galhego et à la frontière et borne qui sépare le royaume de France du royaume d'Espagne, se sont rencontrés l'honorable Jean de Claverie, jurat de Laruns, ... [les honorables jurats de Sainte-Colome, de Bielle, de Bilhères, de Buzy et d'Arudy]; le noble Henri d'Espalungue, écuyer et seigneur dudit lieu et des abbayes de Laruns<sup>1</sup>; ... maître Jean de Santorens, docteur en droit et avocat au Conseil de Navarre; Raymond d'Abbadie, abbé d'Yseste, syndic et notaire public de la vallée d'Ossau, d'une part; — et les honorables Pedro de Lanuza, habitant du lieu de Salhen, lieutenant de justice de la vallée de Teña; ... le licencié Miguel Ysabal, prébendé du Collège impérial et royal de monseigneur Saint-Jacques, de la cité d'Huesca, professeur de décrétales en son Université et recteur du lieu de Panticosa; ... [un « voisin » de chacun des lieux de Salhen, Lanuza, Panticosa, Tramacastilla, Escarilla,] ... Miguel Andres Sorrosal, notaire royal, habitant du lieu du Pueyo; le licencié Mathias Ximenès, recteur du lieu de Tramacastilla et commissaire du Saint-Office de l'inquisition d'Aragon, d'autre part; — tous syndics, députés et procureurs des dites vallées d'Ossau et de Teña, ainsi qu'il résulte des pouvoirs suivants... » Cette déclaration est en effet suivie de la copie des deux pouvoirs. L'un a été remis aux députés d'Ossau par la jurade réunie à Bielle au lieu ordinaire de ses séances le 25 juillet; l'autre a été donné aux députés de Teña par la junte de la dite vallée, réunie au Pueyo, le 26 du même mois, à la « casa de la Val de Teña », et suivant la forme accou-

1. Abbé laïc de Laruns.

tumée. Les députés, les témoins et les notaires ont tous signé la déclaration<sup>1</sup>.

Le grand traité de 1514 fut conclu d'une façon assez différente. Il fut négocié entre les États et le seigneur de Béarn, les Cortès et le vice-roi d'Aragon. Cette intervention du pouvoir central dans les affaires des communautés s'explique par l'importance des intérêts en jeu et par le fait que, de chaque côté, c'était tout un groupe de vallées, non une vallée seule qui traitait. En réalité, ce sont les communautés qui, cette fois encore, menèrent les négociations. Les États de Béarn avaient engagé, dès 1488, une correspondance suivie avec les États d'Aragon pour les inviter à mettre fin aux exactions des gens de Canfranc. Par la suite, les négociations portèrent sur l'abolition des lettres de marque<sup>2</sup>. Mais chaque fois les vallées intervinrent directement dans la préparation du traité et jouèrent le rôle décisif. Le texte lui-même spécifie d'ailleurs que « les syndics particuliers ... des vallées d'Aragon et de Béarn » étaient présents à Canfranc au moment de la lecture de l'acte. Le traité de 1514 est donc bien plutôt l'œuvre des populations que celle de l'autorité seigneuriale. C'est une passerie élargie, mais ce n'est qu'une passerie. Le traité du plan d'Arrem, où l'intervention des agents du roi a été plus marquée, il est vrai, a été lui aussi conclu par les gens des vallées.

Les vallées traitaient donc librement, et longtemps le droit qu'elles avaient de négocier et de conclure des accords avec l'étranger resta intact. Ce n'est guère que dans la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> siècle que la situation changea. Mais, même alors, il fallut à la monarchie de très longs efforts et beaucoup de persévérance pour limiter le droit de traiter. Le moment n'est pas encore venu d'exposer l'histoire de cette action. Retenons seulement que les lies et les passeries ont été et sont restées jusqu'à la fin des accords libres, spontanés et populaires.

§ 2. *Objet et stipulations des traités de passeries.* — Les grands traités de passeries des xvi<sup>e</sup>, xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles sont sortis des anciennes conventions pastorales. De leurs origines,

1. Arch. de la vallée d'Ossau, DD 74.

2. Il en sera question dans une autre partie de ce travail. Sur le rôle des États dans ces négociations, voir L. Cadier, *les États de Béarn*, Paris, 1888, p. 309-311 ; P. Boissonnade, *Histoire de la réunion de la Navarre à la Castille*, p. 429.

ils ont conservé quelques traits à moitié effacés, mais intéressants précisément parce qu'ils établissent leur étroite parenté avec les anciens actes.

Tout d'abord, les dispositions relatives aux limites et aux bornages à l'usage des eaux, des herbes et des bois sont fréquemment renouvelées et conservées<sup>1</sup>. Les tarifs de compositions subsistent dans certains traités. Il est vrai qu'ils changent de caractère et prennent celui d'une simple indemnité<sup>2</sup>. Enfin, le droit que possède chaque vallée de s'emparer des animaux étrangers pâturent sur ses domaines est intégralement maintenu. Il est seulement soumis à une nouvelle réglementation. Le carnal est généralement supprimé et remplacé par un droit fixe en argent<sup>3</sup>.

Il subsiste donc dans les nouveaux traités maintes dispositions anciennes. Par elles, ils conservent un caractère d'archaïsme qui les rattache aux primitives conventions pastorales et qui se révèle déjà par la longueur de leur texte, la fréquence des répétitions, l'obscurité et la rudesse de la langue, le patois roman, dans laquelle ils sont rédigés. Mais, ces réserves faites, il reste que les uns et les autres présentent de profondes différences qui se peuvent résumer en ces quelques mots : les traités de passeries sont désormais des conventions commerciales et des traités de surséance de guerre.

\*  
\* \*

Ils affirment d'abord la liberté du commerce. C'était là un des privilèges les plus anciens, un de ceux auxquels les montagnards tenaient le plus. Ils en avaient joui de tout temps, et les dispositions insérées dans les concessions princières du xiv<sup>e</sup> siècle, ou dans les traités de la même époque, n'avaient

1. La sentence de Cize avec Aezcoa (1556) reste en vigueur. La question des pâturages d'Ossoue est, une fois de plus, réglée par le traité de Tarbes (1624) (Bourdette, *Annales du Labéda*, t. III, p. 157). La transaction de 1375 entre Barétous et Roncal est renouvelée en 1642.

2. Tandis que le traité Ossau-Teña de 1328 déclare qu'après avoir acquitté la somme fixée, le coupable sera à l'abri de toute autre poursuite, le même traité renouvelé en 1646 stipule formellement que le paiement de la composition ne pourra, en aucune manière, remplacer l'action de la justice, ni effacer les droits des gouvernements (Arch. de la vallée d'Ossau, DD 63, art. 2; DD 74, art. 2-6; cf. Azun-Teña (1719), art. 6).

3. Traité de 1646, art. 11; cf. Azun-Teña, art. 7.



fait que reconnaître un état de fait à une époque où il pouvait paraître utile d'en obtenir la reconnaissance officielle. Mais, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec les progrès de l'absolutisme, ces libertés se trouvèrent très gravement menacées. La royauté, poussée par d'impérieux besoins financiers et, plus tard, par le désir de favoriser l'industrie naissante, multiplie les taxes, s'efforce de généraliser les gabelles, établit des droits de traites et de foraines et empiète tous les jours davantage sur les franchises locales.

Ces mesures étaient pour les habitants des vallées de vifs sujets d'inquiétude. Elles portaient atteinte à des droits très anciens et rendaient difficiles les transactions commerciales. De vallée à vallée, il se faisait, en effet, un commerce des plus actifs, échange des produits particuliers de chacune d'elles, mais aussi commerce de transit. Les « ports » étaient alors beaucoup plus fréquentés qu'ils ne le sont aujourd'hui. Les transactions commerciales, concentrées à notre époque en deux grands courants aux deux extrémités des Pyrénées, étaient alors dispersées, et les vallées profitaient plus uniformément de cette activité. Pour plusieurs d'entre elles, le commerce international était une ressource de premier ordre. Il donnait lieu à des foires importantes. Les grandes *ramades* aragonaises, le gros bétail des vallées françaises venaient en foule aux foires de Gavarnie en Barèges et de Guchen en Aure, où l'on voit encore chaque année aux mêmes époques (23 juillet et 29 septembre) leurs pittoresques rassemblements. On conçoit dès lors l'émotion qui s'empara des habitants des vallées à l'annonce des mesures restrictives. Les protestations furent unanimes. Les intéressés affirmèrent énergiquement leurs droits et leurs privilèges commerciaux et se mirent en mesure de les défendre contre les atteintes du pouvoir royal. Le traité de Tarbes (1624) entre Barèges et Broto déclare que « les habitants pourront négocier et trafiquer, ... entrer et sortir dans les dites deux vallées, avec marchandises ou autrement, en toute franchise, sûreté et liberté, sans qu'il soit méfait en aucune manière que ce soit »<sup>1</sup>. Le traité entre Vicdessos et le val de Ferrera, rafraîchi en 1666<sup>2</sup>, renouvelle formellement les antiques franchises en matière économique.

1. Voir aussi le traité conclu entre Barèges et Bielsa (1648).

2. Arch. de Vicdessos. — Voir aussi le *Mémoire concernant les privilèges des lès et passeries* (arch. de l'Ariège).

Deux régions se trouvèrent plus particulièrement lésées par les restrictions apportées à la liberté des transactions, pour la raison que le commerce de France en Espagne et inversement y avait pris une importance particulière. Nous voulons parler du Comminges et des autres petits pays du centre; du Béarn dans la partie occidentale de la chaîne. C'est sur ces deux points que porta le principal effort de négociation et d'entente entre les vallées.

Dans les Pyrénées centrales, le val d'Aran, dépendance politique de la Catalogne, mais dépendance physique de la France, ne s'ouvrait que du côté français et ne pouvait s'approvisionner que dans notre Midi gascon ou languedocien. Vers l'Espagne, il ne communiquait, par des passages le plus souvent difficiles, qu'avec des vallées isolées et de médiocres ressources. Seules les vallées françaises pouvaient lui fournir les produits indispensables. Du Comminges, des Quatre-Vallées, du Nèbouzan, du Couserans, il recevait les produits du sol et les marchandises admises en transit : le blé et les autres céréales, millet, orge, avoine, légumes; les vins; les moutons, porcs, brebis et chèvres; le poisson salé des ports de l'Atlantique; les tissus, draps, cadis, serges, toiles et étoffes de laine<sup>1</sup> que produisait alors en abondance la région pyrénéenne. Ces produits ne s'arrêtaient pas aux villages aranais. Par le plà de Bérêt et les autres passages de la chaîne, ils pénétraient dans les vallées de Paillas, de Ribagorza, de Vénasque, dans le comté de Villemur, toute la haute Catalogne et descendaient même dans les plaines. « Les Espagnols », écrit un anonyme du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, « ne peuvent vivre sans nos grains »<sup>2</sup>. Tel de leurs marchands, en une seule commande, prétend exporter 100,000 setiers; telle province, comme la Catalogne, en quelques jours, achète pour 300,000 sequins de céréales à nos Languedociens<sup>3</sup>. L'intendant Legendre écrit le 26 août 1703 : « Du blé que nous faisons passer en Espagne, le pays tire au moins 200,000 écus par an<sup>4</sup>. » Les Espagnols

1. Arrêt du Conseil d'État du roi (1664). Arch. de la Haute-Garonne, E 891.

2. *Moyen d'enrichir la France de la dépouille des Indes*, in-4°, s. l. n. d., p. 4; cité par Boissonnade, *la Production et le commerce des céréales, des vins et des eaux-de-vie en Languedoc dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle* (*Annales du Midi*, t. XVII, 1905).

3. Boissonnade, *Ibid.*

4. M. de Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*, t. II, n. 516.

importaient aussi beaucoup de nos vins, surtout ceux du Languedoc. Or, une part considérable de ce trafic empruntait alors les hauts passages de la chaîne, ceux du centre en particulier. Le même intendant Legendre affirme en 1710 que, aux foires de Saint-Béat, Bagnères-de-Luchon, Saint-Girons et autres lieux, les Espagnols ont porté tous les ans plus de 800,000 livres d'argent comptant<sup>1</sup>.

En sens inverse, les Espagnols portaient en France la laine de leurs troupeaux et le sel des carrières espagnoles : Solsona, Trago, la montagne de Cardona renommée entre toutes, les fontaines salées de Géri exploitées de temps immémorial dans la haute vallée de la Noguera Ribagorçana<sup>2</sup>. Le sel était une denrée de première nécessité pour les troupeaux. Il s'en faisait un grand commerce, car on préférait au sel de France le sel d'Espagne et surtout celui de Cardona, auquel on attribuait toutes sortes de mérites, jusqu'à la faculté de préserver le bétail de la peste. Et comme les provinces françaises voisines des Pyrénées jouissaient de nombreux privilèges en matière de gabelles<sup>3</sup>, on en pouvait acheter des quantités considérables. Enfin la vallée d'Aran envoyait en France ses bois et ceux des vallées limitrophes; ils descendaient le long de la Garonne et aboutissaient à Toulouse.

Le centre principal de tous ces échanges était Saint-Béat, où se tenaient à diverses époques de l'année des foires importantes. Celle de la Saint-Martin d'hiver (12 novembre) durait vingt jours et attirait des Espagnols et des Français de toutes les vallées confédérées. Les marchands auvergnats et limousins les fréquentaient avec bien d'autres gens des plaines. Luchon, elle aussi, était un marché très animé. On y trafiquait principalement du sel. Toute la région voisine participait largement à cette activité.

On devine le malaise qui régna dans le pays quand on sentit ce commerce menacé. Au début du xvi<sup>e</sup> siècle, les habitants adressèrent au roi Louis XII de vives et pressantes réclamations

1. Lettres des 11 novembre et 24 décembre 1710 (de Boislisle, *Ibid.*, t. III, n. 890).

2. Marca, *Hispanica*, p. 205, 218, 1186.

3. Le Labour, la Basse-Navarre, la Soule, le Béarn, le Nébouzan étaient provinces franches; la Bigorre, les Quatre-Vallées, le Comminges, le Couserans, Foix, etc., pays rédimés; le Roussillon, pays de petite gabelle.



au sujet des droits de foraine et de traite. Ils se plaignaient que les tarifs des droits du roi fussent dans une extrême confusion ; que certaines marchandises y étaient appréciées le double de leur valeur, quelques autres la moitié et un petit nombre ne l'étaient pas du tout, de sorte que les commis les taxaient arbitrairement. L'entrée des laines d'Espagne, par exemple, était frappée d'un droit si exorbitant que les Hollandais tentaient d'en enlever l'achat aux pays frontières<sup>1</sup>. Aggravant ce danger, la guerre débutait avec l'Espagne et menaçait d'interrompre complètement les transactions.

C'est pour parer à ce double péril que les vallées des Pyrénées centrales renouvellent leurs vieux accords par un traité général : la grande passerie du plan d'Arrem (1513). Ce traité affirme une fois de plus le droit qu'auront les habitants, d'un côté comme de l'autre, de commercer librement, même en temps de guerre<sup>2</sup>. Louis XII donna aussitôt satisfaction à ces vœux et n'hésita pas à désavouer et à traduire devant le Parlement M. de Labastide-Pomès, son lieutenant en Guyenne, qui s'était cru fondé, pendant la guerre de Navarre, à arrêter par représailles, sur le marché de Saint-Béat, tous les marchands aragonais dont il avait confisqué les marchandises<sup>3</sup>. Au siècle suivant, Louis XIII accorda des lettres patentes qui confirmèrent de nouveau ces privilèges et défendirent de faire « aucune saisie, ni exécutions sur les biens, bestiaux, marchandises et autres choses amenées durant les vingt jours de ladite foire de Saint-Martin d'hyver, ni aucun emprisonnement sur les personnes des frontaliers pour dettes, ni affaires civiles pendant le dit temps » (1634). Louis XIV maintint et confirma la franchise et se contenta d'imposer les produits de droits très modérés<sup>4</sup>.

Dans les Pyrénées occidentales, les deux vallées d'Aspe et d'Ossau constituaient une double voie d'échanges, très active et très fréquentée. Elles aboutissaient l'une et l'autre à des cols accessibles pendant la plus grande partie de l'année. Le port vieux de Salhen et le Pourtalet menaient vers le Galhego et Salhen. Le col des Moines, plus difficile, le Somport ou col de Peyrenère, beaucoup plus bas, aboutissaient au rio Aragon et à

1. Castillon d'Aspet, *Histoire des populations pyrénéennes...*, t. II, p. 123.

2. Art. 2.

3. Lettres patentes du dernier janvier 1512.

4. Arrêt du Conseil d'État du roi du 11 mars 1664.

Jaca. Plus à l'ouest s'ouvraient d'autres passages, le port d'Anso entre autres.

Aujourd'hui, le plus fréquenté est le Somport : l'intendant d'Étigny a conduit jusque-là la belle route de la vallée d'Aspe, construite à grands frais par la province. Mais, il y a trois siècles, le trafic se faisait surtout à dos de mulets et se répartissait entre les divers passages. Au delà des ports, tout près de la frontière, l'hôpital de Sainte-Christine était accessible des deux vallées françaises. Il fut abandonné, il est vrai, en 1569, mais le lieu resta très fréquenté. C'était un rendez-vous commode. A travers les hauts pâturages, les sentiers et les chemins de montagnes s'y nouaient, routes faciles par les beaux jours de l'été. Chaque année, le 25 juillet, qui était la fête de Saint-Jacques, de longues files d'animaux, des troupeaux, des pâtres et des marchands s'y rendaient, venus d'Aragon et du Béarn, assurés d'y trouver des franchises étendues et la liberté des transactions. La vente du bétail, des denrées et autres objets y donnait lieu aux échanges les plus actifs<sup>1</sup>.

Plus bas et plus loin des cols, on rencontrait d'autres marchés, plus fréquentés encore. En Aragon, c'était Jaca, vieille ville fortifiée, un des centres les plus célèbres des Pyrénées espagnoles. Du côté français, les trois vallées d'Ossau, d'Aspe et de Barétous aboutissaient à Oloron, la clef du pays, la grande place de commerce de la région. Le commerce y avait toujours été libre depuis l'époque lointaine où le vicomte Centulle IV, voulant repeupler la ville, lui avait octroyé, par la fameuse charte de *poblacion* de 1080, un for et des franchises plus avantageuses que celles des autres villes du Béarn. Cet acte lui concédait en particulier la liberté absolue des transactions commerciales. Deux foires furent créées par la suite (1306), l'une en mai, l'autre en septembre, au début et à la fin de la belle saison, quand s'ouvrent, puis se ferment les passages de la montagne. Pendant trois siècles, ces foires attirèrent une foule énorme. Aragonais, Navarrais, Catalans, Béarnais et Gascons pouvaient en toute liberté, sans payer aucune sorte de droits et sans être inquiétés d'aucune façon, se livrer à toute espèce d'opérations commerciales. Jusqu'à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, ce fut le

1. *Mémoire concernant le Béarn, dressé par M. Pinon, intendant, en l'année 1698, publié par L. Soulice, dans le Bull. de la Société des sciences, lettres et arts de Pau* (II<sup>e</sup> série, t. XXX, 1905, p. 144).

libre-échange le plus complet. L'Espagne envoyait ses laines, ses huiles, ses savons et généralement des matières premières. La France envoyait son blé, son vin; les mules et les chevaux, les porcs et les salaisons du Béarn et du pays basque. Enfin la région oloronaise fournissait des produits manufacturés. La ville était alors en pleine prospérité industrielle. Dans ses ateliers, dans les localités de sa banlieue et des environs, elle disposait de plusieurs centaines de métiers à bas. Elle fabriquait aussi des jupes, des bérets, des draps grossiers de *cordeilhats*, plus tard du papier<sup>1</sup>. Enfin d'autres produits, venus de plus loin, transitaient par Oloron et par les vallées. Ce commerce très actif était d'ailleurs facilité par l'excellente réputation des monnaies béarnaises, frappées dans les ateliers de Morlaas, et qui avaient cours dans tout le midi de la France et fort loin sur le territoire espagnol.

Au début du <sup>xvi</sup>e siècle, les franchises oloronaises étaient encore intactes. Une charte de Gaston XI avait bien permis, en 1471, aux habitants d'établir à leur profit exclusif un droit d'entrée sur les marchandises, en réponse aux taxes que les Espagnols percevaient depuis peu aux portes de Canfranc. Mais ces droits étaient peu élevés et n'avaient nullement entravé les transactions. L'activité économique du pays et de la ville avait même, à cette époque, atteint une prospérité sans précédents. On conçoit sans peine que les Béarnais aient tenu à la maintenir le plus possible et l'aient vigoureusement défendue quand elle se trouva menacée par les exigences fiscales de leurs souverains et surtout par la guerre. Le premier objet du grand traité de 1514 est de défendre la liberté des transactions : « Que les *voisins* et habitants des dites vallées et autres personnes quelles qu'elles soient du royaume d'Aragon puissent envoyer, enlever et transporter leurs marchandises, choses et biens par toute la dite seigneurie de Béarn, par voituriers, serviteurs et commissionnaires, « *voisins* » et habitants de la seigneurie de Béarn. Et que les « *voisins* » et habitants de la seigneurie de Béarn puissent [en user de même] dans tout le royaume d'Aragon. Quelle que soit la nature ou l'espèce des

1. Marque, *le Glaneur d'Oloron* (20 août 1904); *les Industries et le commerce oloronais avant la Révolution* (ne dit rien des passeries). — Voir aussi *Mémoire de l'intendant Pinon*, p. 129.

marchandises, biens et choses, qu'elles puissent circuler, celles de Béarn en Aragon et celles d'Aragon en Béarn, sauves, sûres, libres de toute entrave et de toute contrainte, à la condition qu'elles acquittent les péages et les autres droits légitimes », et qu'elles ne soient pas contrebande de guerre<sup>1</sup>.

Pour assurer la sécurité des voyageurs et des échanges, le même traité place les hôpitaux et autres maisons religieuses sous la garantie des traités. « Comme le monastère de Sainte-Christine et les maisons de Peyrenère et de Segoter de la vallée de Teña, et celle de Gabas de la vallée d'Ossau sont situées dans des lieux stériles et inhabités et qu'elles rendent de grands services aux voyageurs, en été comme en hiver, en paix comme en guerre..., il est ordonné que personne ne soit assez osé pour rien entreprendre contre les chanoines, hospitaliers, hôtes et autres personnes quelles qu'elles soient qui se trouvent dans les dites maisons, ni contre les troupeaux et autres marchandises qui appartiennent à ces maisons ou qui y ont trouvé asile »<sup>2</sup>.

Un siècle et demi plus tard, environ, le traité renouvelé entre Ossau et Teña<sup>3</sup> affirmait de nouveau la liberté du commerce, à une époque où il était singulièrement plus menacé par le régime douanier de la monarchie. Le commerce oloronais était alors en pleine décadence. Les accords de lies et de passeries ne purent maintenir l'ancienne prospérité. Du moins réussirent-ils à défendre les franchises des vallées et à leur conserver des avantages économiques très appréciables<sup>4</sup>.

H. CAVAILLÈS.

*(Sera continué.)*

1. Traité de 1514, art. 8.

2. Ibid., art. 6.

3. 1646, art. 44.

4. Voir plus loin, ch. vi.

## LA RUSSIE

### ET LA POLITIQUE ITALIENNE DE NAPOLEÓN III.

---

La politique italienne de Napoléon III s'est inspirée de principes qui étaient la négation même du pouvoir d'Alexandre II : le principe des nationalités, le droit des peuples. Il était donc inévitable qu'elle mît à jour la contradiction de ces principes avec ceux que l'empereur de Russie était intéressé à sauvegarder. Alexandre II et Gortchakoff n'ont pas été longs à s'alarmer des tendances affirmées par l'action de la France en Italie ; leurs premières craintes à cet égard datent de leurs premiers essais d'entente avec Napoléon III et de leur plus grande intimité avec lui.

L'affaire de Naples laissa alors deviner l'orientation qu'allait prendre la politique française ; elle fut, en quelque sorte, pour Alexandre II comme pour Napoléon III, la pierre de touche de leurs dispositions respectives.

Le roi des Deux-Siciles gouvernait mal, au gré de la France et de l'Angleterre. Ces deux puissances lui adressèrent des représentations auxquelles il refusa de faire droit ; à ce refus, elles répondirent par une rupture diplomatique et la menace d'une démonstration navale.

Le gouvernement russe n'a pas attendu l'annonce de la démonstration navale pour s'émouvoir de l'intervention franco-anglaise à Naples et manifester son émotion. Il a suffi des représentations adressées au roi des Deux-Siciles pour que Gortchakoff vît « avec un sentiment de dignité blessée les gouvernements de France et d'Angleterre s'arroger ainsi le droit de régenter un souverain indépendant »<sup>1</sup>. Il ne dissimula pas à Morny son regret que la Russie n'eût pas « dit son mot dans la question », et prétendit que, de plusieurs côtés déjà, on lui reprochait de garder le silence. Aussitôt, d'ailleurs, il rompt ce silence et dit

1. Morny, 6 septembre 1856. — Toutes les citations qui ne portent d'autre référence qu'un nom et une date sont extraites de correspondances inédites,



son mot. Une circulaire de lui vient à propos proclamer les principes de non-intervention.

Les choses en sont là lorsqu'un télégramme de Brunnof<sup>1</sup> apprend à Gortchakoff l'envoi de l'escadre anglo-française dans les eaux de Naples. Le soir même, Morny reçoit la visite du ministre russe, en proie à « une émotion très vive ». L'arrivée de cette force navale, venant évidemment pour protester contre l'autorité du roi des Deux-Siciles, ne va-t-elle pas inciter le peuple à une révolution? Morny, qui, au fond, partage les craintes de son visiteur, le calme cependant de son mieux et l'engage à prendre l'affaire « avec moins de vivacité ». Mais Gortchakoff tient bien peu compte de ce conseil, car, le lendemain matin, Morny est réveillé par une lettre confidentielle dont voici les principaux passages :

... Je ne puis que vous répéter à quel point nous serions désolés que le gouvernement si sage de l'empereur Louis-Napoléon s'associât à la violence de la marche de votre voisine d'outre-Manche. Il est impossible de découvrir l'ombre d'un droit dans la pression menaçante qu'il s'agit d'exercer sur le roi de Naples... Vous savez à quel point nous désirons nous réunir à vous sur le terrain où se jugent les questions du droit public européen. Vous nous forcez à une scission si l'on persévère à mettre en pratique les procédés concertés à l'égard de Naples... Je vous confie, mon cher comte, que l'empereur mon maître ressent très fortement l'attaque dirigée contre l'autorité souveraine de tous les pays dans la personne du roi de Naples et que je ne serais pas étonné de recevoir l'ordre de protester formellement<sup>2</sup>.

Fidèle à son rôle conciliateur, Morny s'efforce encore d'apaiser cette émotion. Justifier l'intervention franco-anglaise à Naples n'eût servi qu'à faire dégénérer la discussion en polémique et, par conséquent, à l'envenimer. D'ailleurs, pour soutenir cette polémique à armes égales, n'eût-il pas manqué à Morny une force indispensable : la conviction, la foi? Aussi évite-t-il soigneusement, dans sa réponse à Gortchakoff, d'aborder le fond de la question et se borne-t-il à lui parler raison et bon sens :

La bonne politique consiste à retirer tous les petits tisons encore un peu allumés dans tous les coins de l'Europe. Après les grandes con-

1. Ambassadeur de Russie à Londres, chargé de l'ambassade à Paris en attendant l'arrivée du comte Kisselef.

2. Morny, même date.

vulsions récentes, il est difficile que tout rentre absolument dans l'ordre et le droit strict, que chaque planète reprenne sa marche régulière. Mais il importe au repos du monde que les trois plus grandes puissances arrivent à vivre entre elles en bon accord; pour cela, il faut qu'elles aient réciproquement des sentiments d'égard, de respect, de confiance. On peut y arriver en jetant de l'eau sur la braise encore chaude.

En même temps qu'il prêche à Pétersbourg le calme et la patience, Morny prêche la modération à Paris. Mais il ne tarde pas à s'apercevoir qu'il s'est abusé en croyant le gouvernement français disposé à tenir compte, dans une mesure si faible soit-elle, des vœux du gouvernement russe. Le malentendu latent entre Napoléon III et son ambassadeur se fait jour dans deux télégrammes échangés les 12 et 14 septembre 1856.

Brunhoff s'étant, bien gratuitement, figuré que l'empereur inclinait à se rendre aux instances de la Russie et l'ayant télégraphié à Pétersbourg, Morny s'était immédiatement fait l'écho de la satisfaction causée par cette nouvelle controuvée, à laquelle il avait ajouté foi; et il en avait pris texte pour encourager Napoléon III dans ses prétendues dispositions. Celui-ci lui répond :

L'empereur est très touché des prévenances et des bons procédés de l'empereur Alexandre. Mais une intimité ne peut s'établir que par une communauté d'intérêts et une identité de conduite sur les questions en litige; et si, comme par le passé, nous trouvons toujours la Russie dans le camp opposé, soit en Italie ou en Espagne, soit en Allemagne ou en Belgique, il sera bien difficile d'établir des rapports amicaux, tels que ceux que nous voudrions qui existassent<sup>1</sup>.

A quoi Morny réplique :

Reçu la dépêche de l'empereur, je n'ai jamais pensé autrement. Mais est-ce sur l'ancien système ou sur le nouveau que reposent ses observations? Le prince Gortchakoff prétend justement inaugurer une politique nouvelle; point d'ingérence russe dans les affaires des autres puissances; respect des droits, politique plus libérale à l'intérieur et à l'extérieur; excellents rapports avec la France; large part faite à l'influence de l'empereur Napoléon; bons rapports avec l'Angleterre; aussi mauvais que possible avec l'Autriche. C'est après ces déclarations que je me suis permis d'engager Sa Majesté à tenir

1. 12 septembre 1856.

compte des désirs manifestés ici sur la Grèce et sur Naples. Après tout, il est possible qu'on me trompe<sup>1</sup>.

Le malentendu initial qui a existé entre Napoléon III et Morny et influé sur toute la mission du second tient, en raccourci, dans ces deux télégrammes. Le *nouveau système* de la Russie et les chances que ce système offre à une alliance entre elle et la France valent bien, pense Morny, quelques concessions de notre part aux principes de l'empereur Alexandre. C'est au tsar, pense au contraire Napoléon III, à sacrifier ses principes aux tendances dont s'inspire notre politique, s'il veut pouvoir compter sur l'amitié de la France.

Ce malentendu fait, en quelque sorte, pendant à celui qui a existé simultanément entre l'empereur et son ambassadeur sur l'alliance anglaise et la politique orientale. Sur ces deux points aussi, Morny a estimé que l'alliance de la Russie justifiait des concessions, dont Napoléon III, qui ne voulait pas alors de cette alliance, était bien loin de la juger digne : et c'est de la Russie que l'empereur s'est obstiné à attendre sur ce terrain tous les sacrifices d'ambition, d'intérêt, comme ailleurs tous les sacrifices de principes<sup>2</sup>.

Le développement de cette intervention à Naples, à laquelle Napoléon III refuse de renoncer, fait s'entrechoquer les principes contradictoires qui dominent la politique française et la politique russe. Rien ne fait mieux toucher du doigt cette contradiction et assister, en quelque sorte, à ce choc qu'un entretien de Morny avec Alexandre II<sup>3</sup>, peu de temps après le rappel des ministres de France et d'Angleterre à Naples et l'ordre donné aux escadres d'appareiller. « Cela me fait beaucoup de peine et cela m'inquiète », dit le tsar à l'ambassadeur, en parlant de ces mesures, et, feignant d'en attribuer l'initiative à l'Angleterre, il exprime la crainte que les agents de cette puissance « ne fomentent à Naples une révolution dont les conséquences peuvent être de mettre le feu à toute l'Italie. Certes », ajoute-t-il, avec plus ou moins de conviction, « c'est bien contraire à votre politique ». Puis, comme Morny rejette sur le roi

1. 14 septembre 1856.

2. Cf. notre article sur la Russie et l'alliance anglo-française après la guerre de Crimée, dans la *Revue historique*, t. CI (1909), p. 272-315.

3. Extrait des Mémoires du duc de Morny, *Une ambassade en Russie, 1856* (Paris, Ollendorf, 1892), p. 101-102.

des Deux-Siciles la responsabilité de la démonstration navale, qu'il s'applique à présenter comme une réplique nécessaire à l'impertinence du gouvernement napolitain, Alexandre II reprend : « Ce n'est pas moins un acte d'ingérence dans le gouvernement extérieur d'un roi libre qui vous amène à cet acte d'intimidation, et alors, c'est la dislocation de principes que tous les gouvernements ont intérêt à conserver, et en dehors desquels il n'y a plus rien de stable. »

C'était véritablement la synthèse de la situation qu'Alexandre II venait de faire, en définissant de la sorte la raison d'être de la réprobation que rencontrait de sa part l'intervention franco-anglaise à Naples. En vain Morny croyait-il possible que, « partant de deux points opposés », le tsar et l'empereur des Français dussent « arriver à se rencontrer sur un terrain à peu près identique », et qu'« en faisant chacun un pas » du côté de l'autre, ils parvinssent souvent à s'entendre. Pour que son espoir ne fût pas chimérique, il eût fallu qu'effectivement Napoléon III fût disposé à « faire un pas » du côté d'Alexandre II, c'est-à-dire à sacrifier quelque chose de ses desseins. A défaut de cette condition, l'entente, la bonne harmonie entre eux ne pouvait subsister qu'au prix de concessions perpétuelles de la part de la Russie et, comme son intérêt devait nécessairement imposer à ses concessions une limite, si lointaine fût-elle, un jour devait fatalement arriver où l'opposition de leurs principes mettrait en conflit les deux souverains.

S'il est exact que cette opposition de principes constituait un germe de mort pour l'entente d'Alexandre II et de Napoléon III, nous ne croyons pas, par contre, qu'elle ait suffi, au début, à empêcher entre eux un rapprochement plus étroit ni qu'il faille y attribuer l'échec de la tentative d'alliance poursuivie par Morny et par Gortchakoff. Ce qui a fait échouer cette tentative, ce n'est pas une contradiction de principes qui ne tournera à l'incompatibilité absolue que beaucoup plus tard, quand la Pologne sera en cause : c'est le refus de Napoléon III de se laisser détacher de l'alliance anglaise. Non seulement pendant l'affaire de Naples, mais pendant toute la durée de la crise italienne, dont cette affaire n'est que le prologue, l'intérêt de la Russie à pouvoir compter sur la France, l'espoir qu'elle fonde sur l'amitié de Napoléon III sont assez grands, assez décisifs pour compenser à ses yeux le sacrifice de principes dont l'ap-

plication en Italie ne menace encore sa sécurité qu'indirectement. Ce n'est pas à dire que ce sacrifice ait été indifférent au tsar et à Gortchakoff; c'est au contraire aux hésitations, aux révoltes, aux luttes dont il a été l'occasion de leur part que la suite des événements va nous faire assister.

Ni les fêtes du couronnement, ni les irritantes questions de Bolgrad et de l'île des Serpents, qui risquent, à ce moment même, de remettre le feu aux poudres, ne font entièrement diversion aux préoccupations causées à Pétersbourg par l'affaire de Naples. Sans doute, après leur récent entretien, Alexandre II en parle-t-il à Morny « sans la moindre aigreur et avec une grande confiance dans les intentions de l'empereur Napoléon »<sup>1</sup>. Mais il n'en a pas moins hâte de savoir l'incident clos. Gortchakoff, de son côté, exhorte la cour de Naples, par l'intermédiaire de son ministre à Pétersbourg, Regina, à se montrer conciliante, surtout envers Napoléon III.

Malheureusement, au moment même où le gouvernement russe renonce à importuner la France par d'inutiles représentations et met une sourdine à ses doléances, les journaux s'avisent de divulguer une circulaire adressée par Gortchakoff à ses agents un mois auparavant. Brunhoff, ne pouvant douter dès lors que Walewski en connaisse l'existence, vient lui en donner lecture, et le ministre de Napoléon III trouve la circulaire très peu à son goût. « Si l'on doit y voir un exposé de principes », mande-t-il à Morny, « cet exposé est en contradiction avec les assurances que notre ambassadeur a reçues de la Russie sur ses dispositions »<sup>2</sup>. Voilà de nouveau Morny contraint à dissiper ce nuage. C'est à tort qu'à Paris on a attaché de l'importance à cette circulaire; à Pétersbourg, elle n'a occupé que Gortchakoff; l'empereur n'en a même pas eu connaissance; Gortchakoff prétend n'avoir jamais eu en vue le gouvernement français; il convient de mettre la circulaire sur le compte d'« un petit goût pour la prose », d'« une petite satisfaction d'écrivain » qui sont travers coutumiers au ministre d'Alexandre II.

Ayant reçu sur les doigts, Gortchakoff retient, pendant quelque temps, sa langue et sa plume. Mais alors, c'est Morny qui rend la bride à son humeur frondeuse et qui, n'ayant plus

1. Morny, 29 septembre 1856.

2. Walewski, 1<sup>er</sup> octobre 1856.



matière à gronder par procuration, morigène son gouvernement en son nom et pour son compte. « En mon âme et conscience », écrit-il à Walewski, « je crois que nous faisons fausse route à Naples »<sup>1</sup>. Et il dénonce les dangers d'une politique qui prépare à la France des difficultés sans nombre, va à l'encontre des principes d'ordre, de stabilité, de paix, porte atteinte à la situation morale de l'empereur en Europe et entame la confiance qu'il inspirait.

Alexandre II et Gortchakoff ont alors trop besoin du concours de la France pour risquer de se l'aliéner en critiquant son attitude à Naples. C'est le moment où la fermeté de l'empereur les tire à leur honneur des affaires de Bolgrad et de l'île des Serpents. Mais, aussitôt ces affaires réglées, ils prennent l'initiative d'une démarche amicale auprès de la reine Victoria et de Napoléon III. A vrai dire, les circonstances ont plus fait que cette démarche amicale pour tenir les escadres anglo-françaises éloignées de Naples : toujours est-il qu'elles restèrent l'une à Malte et l'autre à Toulon.

Mais les relations diplomatiques restaient rompues, et c'en était encore assez pour contrarier le gouvernement russe. Aussi entreprend-il de réconcilier la cour des Deux-Siciles avec ses deux puissants adversaires. L'affaire paraît assez importante au tsar pour qu'il en parle à Napoléon III, lorsqu'il se rencontre avec lui à Stuttgart, et l'empereur accueille, cette fois, avec bienveillance les instances d'Alexandre II en faveur d'un rapprochement. Peu après revient aux oreilles de Gortchakoff l'écho d'assurances satisfaisantes données, à cet égard, par Walewski au ministre de Prusse à Paris. Aussitôt Gortchakoff de s'en féliciter bruyamment et d'en remercier chaleureusement le chargé d'affaires de France à Pétersbourg, M. de Châteaurenard :

L'empereur en a éprouvé la plus vive satisfaction. Il est personnellement reconnaissant à l'empereur Napoléon de ce que Sa Majesté a

1. Parmi les arguments dont il appuie ce jugement, il en est un qui prend une saveur particulière, si l'on songe que c'est un fils de la reine Hortense qui le fait valoir auprès d'un fils du roi Louis. Condamnant une restauration possible de l'héritier de Murat à Naples, Morny écrit : « L'empereur Napoléon a dû sa chute à plusieurs causes ; mais, à mon avis, l'une des plus intenses a été l'usage qu'il a fait de ses frères sur différents trônes de l'Europe et la conduite de ces mêmes frères » (*Une ambassade en Russie*, lettre de Morny à Walewski du 14 octobre 1856).

bien voulu donner suite aux bonnes dispositions qu'Elle avait manifestées lors de l'entrevue de Stuttgart. L'empereur m'a chargé de faire parvenir à Sa Majesté l'empereur Napoléon l'expression de ses sentiments et la confiance qu'il a de voir les deux puissances renouer bientôt leurs relations diplomatiques avec la cour de Naples. Sa Majesté attache le plus grand prix à ce résultat, non seulement parce qu'Elle y trouvera un témoignage éclatant de la considération personnelle que l'empereur Napoléon a pour elle, mais aussi parce que le rétablissement des rapports avec la cour de Naples constatera une fois de plus, aux yeux de l'Europe, jusqu'à quel point l'entente des deux souverains est personnelle et combien elle est destinée à avoir les plus heureuses conséquences<sup>1</sup>.

Voilà bien de la reconnaissance pour la simple annonce d'une mesure à laquelle la Russie n'est pas directement intéressée. Au premier abord, on est tenté d'en attribuer l'excès au besoin d'amplification et de redondance habituel à ce méridional du Nord qu'est Gortchakoff. Mais, à quelque temps de là, au cercle de cour du 1<sup>er</sup> janvier, Alexandre II lui-même charge Châteaurenard de transmettre ses remerciements à Napoléon III et à Walewski et il exprime sa satisfaction « de voir que l'empereur Napoléon a conservé un bon souvenir de leur entretien à Stuttgart »<sup>2</sup>. Il faut donc bien admettre que Gortchakoff a fidèlement rendu les sentiments de son souverain et que, jusqu'au dernier moment, la solution amiable de l'affaire de Naples a tenu très à cœur au tsar.

Cette affaire n'était, pour Napoléon III, qu'une entrée en matière, l'amorce d'une politique qui réservait aux principes du gouvernement russe des démentis et des déconvenues autrement plus graves. Cette politique se laisse deviner dès le début du conflit qui s'élève entre le Piémont et l'Autriche, aux sympathies avérées de Napoléon III pour le Piémont et à ses efforts pour lui assurer, dans le cas inévitable d'une guerre, une victoire dont le prix soit l'acquisition de la Lombardie, avec la suprématie sur l'Italie constituée en système fédératif. En admettant même qu'Alexandre II et Gortchakoff n'aient pas vu, de prime abord, où les conduirait la politique de Napoléon III, il est difficile de supposer que la cause du Piémont ait pu, par

1. Châteaurenard, janvier 1858.

2. Id.; *ibid.*

elle-même, obtenir leurs sympathies. Dans le conflit austro-piémontais, c'est incontestablement du côté de l'Autriche qu'était la sauvegarde des principes chers au gouvernement russe. Si donc le tsar a consenti à s'associer, dans une certaine mesure, à la politique de Napoléon III et à prêter, de la sorte, un appui indirect au Piémont, c'est que des considérations d'un autre ordre l'ont incliné à une compromission temporaire avec les défenseurs du principe des nationalités.

Ces considérations se rattachent à un désir persistant de lier partie avec la France, d'acquérir des titres à sa gratitude et à un ressentiment profond contre l'Autriche. Il nous faut pour les expliquer remonter à quelques mois en arrière.

En politique, le premier mot que se disent deux adversaires qui se réconcilient est le plus souvent une parole de haine contre un tiers. Il en fut ainsi de la France et de la Russie en 1856 comme en 1807. « Je hais les Anglais autant que vous et serai votre second en tout ce que vous tenterez contre eux », avait dit Alexandre I<sup>er</sup> à Napoléon, en mettant le pied sur le radeau de Niémen<sup>1</sup>. « Je n'aime pas l'Autriche plus que vous et ne m'opposerai à rien de ce que vous entreprendrez contre elle », aurait pu dire Alexandre II à Napoléon III, en l'abordant à Stuttgart.

S'ils n'ont pas énoncé cette pensée en termes aussi catégoriques, le tsar et son ministre ont fait en sorte de la donner à entendre presque aussi clairement. Dès le congrès de Paris, Orloff prend soin de ne laisser aucun doute sur ce point à Napoléon III. La malveillance et l'acrimonie des plénipotentiaires autrichiens leur attirent de sa part de cinglantes ripostes. Il n'a pas pour eux les ménagements que, dans les discussions les plus chaudes, il sait garder envers les Anglais. Il ne leur en cache pas la raison : « Il y aura longtemps en Russie », dit-il à Hubner, « un profond ressentiment contre l'Autriche ». Si sa franchise ne rend pas les Autrichiens plus habiles, du moins les rend-elle, pour un moment, plus clairvoyants. « L'empereur », écrit Hubner, « comprend que la Russie est implacable »<sup>2</sup>.

A peine Gortchakoff a-t-il pris la direction des affaires que la préoccupation de définir son attitude envers l'Autriche appa-

1. A Tilsitt.

2. *Souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris*, par le baron de Hubner. Paris, Plon, 1900.

raît à chaque instant dans ses paroles et dans ses actes. Parti de Vienne, sans avoir présenté ses lettres de rappel, il y retourne, quelques semaines après, tout exprès pour prendre officiellement congé de la cour.

Au premier abord, cette démarche, pourtant toute naturelle, fut interprétée comme une tentative de rapprochement de la Russie du côté de l'Autriche :

Priée par les hommes d'État allemands, conseillée par sa propre habileté, la Russie, écrivait notre ministre à Dresde, aurait consenti à pardonner à l'Autriche et à se rapprocher d'elle... Le prince Gortchakoff se serait chargé d'aller étudier lui-même la position à Vienne et de laisser deviner, si les circonstances s'y prêtaient, qu'il y avait cependant des accommodements avec le tsar<sup>1</sup>.

Son séjour à Vienne se prolonge beaucoup plus longtemps que ne l'exige l'accomplissement de la formalité dont il est venu s'acquitter. « Je pense », écrit Bourqueney, « qu'il aurait fallu moins de temps pour congédier des gens et faire emballer des meubles. Mais je ne m'étonne pas de voir le prince Gortchakoff prolonger l'occasion d'établir, avec une certaine solennité, le programme de sa politique future sur le terrain où sa politique passée a été exposée aux mécomptes les plus sévères »<sup>2</sup>. Qu'il eût gardé de ces mécomptes un cuisant souvenir, c'est ce dont on ne pouvait douter à Vienne. On n'en fut que plus surpris de constater combien il laissait peu paraître de dépit. « On s'attendait ici », écrit Bourqueney, « à le voir plus irrité. Au fond, on s'applaudit de trouver plus de neutralité que de colère sous les formes un peu dramatiques de son discours ». Ce qui parut le plus symptomatique dans ses déclarations, ce fut l'insistance qu'il mettait à répudier la politique de rancune ; et, de fait, il ne faisait allusion à l'ingratitude de l'Autriche que pour se défendre personnellement de vouloir en tirer vengeance. « Le nouveau ministre des Affaires étrangères désavoue », écrivait Bourqueney, « la politique de rancune, tout en constatant le ressentiment profond qui règne contre l'Autriche dans toutes les classes de la nation russe et en admettant qu'il y a à en tenir compte »<sup>3</sup>.

A tout prendre, il y avait loin de cette déclaration à une

1. Forth-Rouen, 28 juin 1856.

2. Bourqueney, ambassadeur de France à Vienne, 15 juin 1856.

3. Bourqueney, 15 juin 1856.

garantie formelle de sécurité, et l'on pouvait se demander ce qu'il y avait de plus significatif, de l'affirmation du début ou de la restriction de la fin. Telle n'est pas cependant l'impression qui prévalut à Vienne sur le moment même. Des paroles de Gortchakoff, on fut porté à ne retenir que le désaveu donné à la politique de rancune et, dans ce désaveu même, on voulut voir une invite, une avance faite à l'Autriche. « En désavouant ouvertement, avec tout le monde, la politique de ressentiment, le prince Gortchakoff », écrit Bourqueney, « faisait un pas qui pouvait conduire à la reprise de la politique de sentiment..... J'ai toujours vu le prince si facile aux illusions que je n'oserais affirmer qu'il n'arrivât ici sous l'empire de celle que je viens d'indiquer »<sup>1</sup>.

Cette conjecture fait-elle plus d'honneur à l'imagination qu'à la perspicacité de Bourqueney ? Toujours est-il que telle fut aussi l'opinion de la cour de Vienne. Persuadée comme Bourqueney que Gortchakoff venait à elle la main tendue et n'attendait qu'un signe d'elle pour se mettre à sa discrétion, cette cour prit à tâche de décourager les velléités de rapprochement qu'e, bien gratuitement, selon nous, elle prêtait à son hôte. Loin de se mettre pour lui en frais d'amabilité, elle lui fit un accueil guindé et froid, strictement limité à ce qu'exigeaient les convenances. « Le prince n'a trouvé », écrit Bourqueney, « qu'une cour froidement, dignement polie, un ministre sans aigreur mais sans empressement, une politique conséquente, suivant l'exécution du traité du 30 mars..... Cela est trop clair pour n'avoir pas été compris »<sup>2</sup>.

Au retour de ce voyage à Vienne, Gortchakoff rencontre Baudin<sup>3</sup> à Stettin. Ses dispositions envers l'Autriche sont un des thèmes qu'il développe le plus longuement à notre chargé d'affaires, sur le navire où ils ont pris passage ensemble pour Pétersbourg. Son amertume s'épanche ici plus librement qu'à Vienne. Aux protestations de sympathie pour la France succèdent, comme un complément naturel, comme un corollaire

1. Bourqueney, 25 juin 1856.

2. Bourqueney, 25 juin 1856.

3. Baudin, premier secrétaire d'ambassade, avait été chargé d'assurer la gérance de l'ambassade de France à Pétersbourg en attendant l'arrivée de Morny. Quand Gortchakoff le rencontra à Stettin, Baudin se rendait à son poste, par mer, de Stettin à Pétersbourg.



nécessaire, les professions de foi les plus nettes de défiance envers l'Autriche. Pour les justifier, Gortchakoff ne s'abrite plus, comme à Vienne, derrière le sentiment national : il parle en son nom et pour son compte. Il ne se défend pas de partager les impressions de ses compatriotes et, sans revenir sur le désaveu qu'il a donné, à Vienne, à la politique de ressentiment, il s'abstient cependant de le renouveler.

Rapprochées les unes des autres, les déclarations de Gortchakoff aux Autrichiens et à Baudin présentent donc des différences qui, pour n'être pas essentielles, n'en sont pourtant pas négligeables. Les deux mêmes éléments s'y combinent bien, mais dans une proportion inverse; dans les unes la neutralité l'emporte sur la colère, dans les autres la colère domine la neutralité. A quelle cause convient-il d'attribuer cette différence ?

A première vue, on est tenté d'y voir la confirmation des soupçons conçus par Bourqueney. Venu à Vienne dans l'intention de préparer les voies à une réconciliation avec l'Autriche, Gortchakoff aurait été dépité de voir ses avances repoussées et en serait reparti plus antiautrichien qu'il n'y était arrivé. Mais c'est, selon nous, aller chercher bien loin la solution d'un problème qui s'explique tout naturellement, sans le secours d'aucune conjecture.

A Vienne, la prudence la plus élémentaire avait obligé Gortchakoff à se contenir, à s'observer, et lui imposait une contrainte qui n'était plus de mise lorsqu'il s'adressait à la France. Avec elle, il n'avait que faire d'euphémismes et de précautions oratoires; il avait son franc-parler; bien plus, l'intérêt de la Russie le poussait plutôt à forcer la note et à hausser le ton. Rien d'étonnant par suite à ce qu'on remarque de sa part comme une tendance à faire parade de son ressentiment contre l'Autriche, un certain empressement à aborder ce sujet avec nos représentants, une certaine complaisance à s'y étendre. A Vienne, il a mis une sourdine; pour se faire entendre à Paris, il a appuyé sur la corde.

Ce n'est donc ni dans ses déclarations de Vienne, ni dans ses entretiens avec Baudin qu'il faut chercher l'expression d'une pensée qu'il a, tour à tour, atténuée et exagérée : c'est entre les deux. Du reste, la part faite, dans les deux sens, à l'exagération, les dispositions de Gortchakoff envers l'Autriche appa-

raissent encore comme rien moins qu'amicales. Au demeurant, le contraire eût été surprenant.

Ministre de Russie à Vienne pendant la période la plus critique de la guerre de Crimée, il avait dû faire bonne mine à l'ingratitude autrichienne. « On comprend aisément », écrit un témoin de cette époque<sup>1</sup>, « quel trésor de fiel ce séjour de Vienne a dû amasser dans le cœur ulcéré du patriote russe ». A cette amertume personnelle était venue se joindre une prévention raisonnée contre un pays dont il avait dit : « L'Autriche n'est pas un État, ce n'est qu'un gouvernement. » A tort ou à raison enfin, il a vu l'intérêt de la Russie à pactiser avec des États que leurs ambitions devaient, tôt ou tard, mener à un conflit avec l'Autriche. Il a espéré de ses complaisances, tour à tour, pour la France et pour la Prusse, un profit en comparaison duquel le sacrifice d'une plus ou moins grande part de la puissance autrichienne lui a paru très léger, sinon indifférent. Les résultats de sa politique expliquent et justifient le jugement qu'un Autrichien<sup>2</sup> a porté sur lui : « Gortchakoff a été, par principe, adversaire de l'Autriche. »

Ainsi formulé, ce jugement est trop absolu pour pouvoir être appliqué à Alexandre II. Son attitude, son langage n'ont pas toujours, par la suite, été à l'unisson de ceux de Gortchakoff. Leurs dispositions ont quelquefois paru différentes, pour ne pas dire contradictoires, aux agents autrichiens. L'un d'eux, qui fut deux fois accrédité à Saint-Petersbourg, n'a pas craint de conclure de ces divergences que « l'orientation donnée par Gortchakoff à la politique russe n'a répondu en aucune façon aux sentiments de son souverain »<sup>3</sup>. L'exagération d'une telle assertion saute aux yeux. Alexandre II n'était pas homme à se laisser conduire au rebours de ses désirs. La différence qui distingue ses sentiments de ceux de Gortchakoff est une différence de degré, d'intensité. Encore cette différence n'est-elle nullement apparue au début du règne d'Alexandre II.

Le prince Lichtenstein étant venu à Varsovie le complimen-

1. Julian Klaczko, fonctionnaire du ministère autrichien des Affaires étrangères, auteur de l'ouvrage très connu intitulé : *Deux chanceliers : Bismarck et Gortchakoff*.

2. Le comte Revertera, chargé d'affaires d'Autriche à Pétersbourg, auteur de souvenirs diplomatiques publiés dans la *Deutsche Revue*.

3. Revertera, *op. cit.*

ter au nom de l'empereur François-Joseph, il le reçoit assez froidement. « Le ressentiment », lui dit-il, « est complètement étranger à mon cœur. Il ne peut m'influencer dans mes rapports avec l'Autriche. Mais je ne saurais vous dissimuler que, l'irritation de mes peuples contre votre pays est profonde et que malgré moi, les affaires pourront bien se ressentir de cette irritation<sup>1</sup>. » A quelques mots près, c'est la pensée même que Gortchakoff a exprimée à Vienne : même affirmation de sentiments personnels exempts de tout désir de vengeance ; même restriction qui en affaiblit singulièrement la valeur.

L'antipathie d'Alexandre II envers l'Autriche a tiré sa force d'une sorte d'indignation contre un procédé qu'il considérait comme un manque de foi. Sept ans après les événements de 1849, il ne pouvait contenir sa colère, au souvenir du jour où son père, de ce même palais du Kremlin, où il contait le fait à Morny, avait donné l'ordre aux troupes russes de marcher au secours de la monarchie autrichienne : « Ah ! cette Autriche ! Quelle politique perfide ! » s'écriait-il en évoquant ce souvenir.

La cour, la société n'ont eu aucune violence à se faire pour être au diapason du souverain. Lorsque le prince Esterhazy, à la veille de demander ses audiences, s'aperçut qu'il avait oublié à Vienne ses lettres de créance, l'entourage de l'empereur ne prit pas la peine de déguiser la satisfaction que lui causait cette omission, qui donnait le pas à l'ambassadeur de France sur tous ses collègues.

La France a donné aux manifestations de ce sentiment une attention qui dénote l'intérêt qu'elle y a attaché. Alexandre II et Gortchakoff semblent avoir d'abord pris à tâche de satisfaire sa curiosité et de combler ses vœux. S'attendaient-ils à ce qu'elle leur en témoignât plus de reconnaissance ? La chose est possible, car, après le refus opposé par la France à leur proposition de traité<sup>2</sup>, on remarque comme une détente dans leur attitude envers l'Autriche.

Recevant en audience de congé ce même Esterhazy, dont la déconvenue rencontrait, moins d'un an auparavant, un accueil si peu charitable, Alexandre II lui dit « qu'il verrait avec plai-

1. Louis Thouvenel, *Trois années de la question d'Orient, 1856-1859*. Paris, Calmann-Lévy, 1897.

2. Cf. notre article cité de la *Revue historique*, t. CI (1909).

sir que les relations entre la Russie et l'Autriche reprissent un caractère de bonne harmonie plus conforme aux anciennes traditions des deux cours ». Gortchakoff, qui, jusqu'alors, ne perdait pas une occasion de parler de l'Autriche avec aigreur, avait adouci son langage. Le feld-maréchal Radetzki ayant eu un accident, le tsar faisait chaque jour demander de ses nouvelles à Vérone par le télégraphe.

Mieux vaut quelquefois se faire un peu prier que de s'offrir avec trop d'empressement. Le gouvernement français, qui était resté insensible en apparence aux manifestations d'antipathie de la cour de Pétersbourg pour celle de Vienne, s'inquiète de ne plus observer d'indices de ce sentiment. A l'affût des moindres symptômes de rapprochement entre ces deux pays, il déplore d'en remarquer. C'est ce que Walewski écrit à Morny :

Il me revient de toutes parts à la fois, et de manière à faire supposer qu'on obéit à des instructions uniformes, que l'attitude et le langage des agents des deux cours se sont, durant ces derniers temps, sensiblement modifiés. L'Autriche aurait, dit-on, tenté d'apaiser le mécontentement de la Russie et, réussissant à faire oublier les causes qui l'avaient fait naître, elle aurait provoqué un rapprochement qui tendrait à rétablir les relations qu'elle entretenait autrefois avec le cabinet de Pétersbourg<sup>1</sup>.

Livrés à eux-mêmes, Alexandre II et Gortchakoff auraient sans doute fini par revenir insensiblement à des rapports amicaux avec Vienne. Leurs sentiments personnels, si sincères qu'ils fussent, n'étaient pas et ne pouvaient être longtemps une garantie suffisante contre un revirement graduel de la Russie du côté de l'Autriche. Le seul moyen d'en assurer, d'en accroître même la force et la stabilité consistait dans une entente de la France avec la Russie, qui tint en haleine les sympathies et les convoitises à Pétersbourg.

Plus les affaires se gâtent sur le Danube<sup>2</sup> et en Italie, plus la nécessité de cette entente s'impose à Napoléon III. Les bases en sont jetées à Stuttgart par les deux souverains en personne, assistés de leurs ministres. L'échange de vues se poursuit au cours des deux années qui suivent, au point d'aboutir à un

1. Walewski, 17 juin 1857.

2. Pendant les années 1856, 1857 et 1858, l'affaire des principautés donne lieu à d'actives négociations.

accord proprement dit, d'aucuns disent à un traité secret, en tout cas à des engagements précis en vue d'une hypothèse déterminée.

Les étapes de ce rapprochement sont marquées par la visite du prince Napoléon à Varsovie, en septembre 1858, et par les deux missions du commandant La Roncière Le Noury à Saint-Petersbourg, en janvier et en février 1859.<sup>1</sup>

Dès le moment où Napoléon III s'est résolu à imprimer cette direction à sa politique, celle de la Russie envers l'Autriche s'est dégagée des hésitations et des incertitudes qui s'y étaient un instant glissées. Soutenus, stimulés même par l'intérêt d'une entente avec la France, les sentiments personnels d'Alexandre II et de Gortchakoff sont restés, en somme, jusqu'à l'issue de la campagne d'Italie, à l'abri de toute atteinte et de toute influence. Sans doute, en quittant Stuttgart, Alexandre II se rend-il à Weimar, où il rencontre François-Joseph. Mais il a soin d'en prévenir Napoléon III et de le rassurer d'avance sur le résultat de cette entrevue. De retour à Pétersbourg, Gortchakoff dément, en causant avec Baudin, l'opinion d'après laquelle Weimar aurait été « le correctif » de Stuttgart. C'est à peine s'il ne justifie pas son souverain d'avoir accepté cette rencontre, à laquelle il lui était impossible de se dérober. « Quant au résultat », conclut-il, « il a été ce que le comte Walewski et moi avions présagé ensemble, dans nos conversations de Stuttgart. Il n'y a rien de changé dans les situations respectives, il n'y a que deux souverains qui se sont rencontrés »<sup>1</sup>. Passant par Francfort, il a dit la même chose à Bismarck.

Malgré tout, les dispositions de la Russie envers l'Autriche continuent à faire, de la part de la France, l'objet d'une attention de tous les instants. C'est le premier point sur lequel se portent les observations du duc de Montebello, lorsqu'il vient prendre possession de l'ambassade de France à Pétersbourg<sup>2</sup>. C'est aussi le premier sur lequel il se trouve en état de rassurer son gouvernement. Dès l'audience qu'il lui accorde à son arrivée, Alexandre II lui apparaît en complet antagonisme avec l'Autriche au sujet du Monténégro. Quant à Gortchakoff, il donne cours à la plus violente amertume contre le cabinet de Vienne et s'exprime même à son égard en termes très hostiles.

1. Baudin, 2 octobre 1857.

2. Montebello, 18 mai 1858.



La sincérité des sentiments d'Alexandre II et de Gortchakoff est garantie par les engagements qu'ils ont contractés envers la France. Leur commune animosité contre l'Autriche a pris corps, pour ainsi dire, dans ces engagements qui en sont comme l'expression matérielle et la conclusion pratique. On connaît les services auxquels ils se sont obligés envers Napoléon III : neutralité bienveillante; concentration sur la frontière de Galicie d'une force suffisante pour immobiliser une armée autrichienne; pression sur l'Allemagne pour la faire tenir tranquille. Et sans doute n'est-ce pas la rancune contre l'Autriche qui a déterminé la Russie à souscrire à ces engagements : mais c'est bien ce sentiment qui les a rendus possibles.

Sûr de la complicité de la Russie, Napoléon III a pris nettement position en faveur du Piémont, qui a, de son côté, travaillé à se faire déclarer la guerre par l'Autriche.

A mesure que sa situation est devenue plus critique, l'Autriche a fait des efforts de plus en plus énergiques pour détacher la Russie de la France et la gagner à sa cause. Son nouveau ministre à Pétersbourg, le comte Karolyi, reçoit pour mission de proposer à Alexandre II l'oubli du passé et le rétablissement des anciennes relations d'amitié. Pour augmenter l'attrait de ses offres, il est autorisé à parler des sacrifices que la cour de Vienne est disposée à faire et à prouver qu'aucune alliance ne peut rapporter à la Russie autant que lui donnerait celle de l'Autriche (avril 1859). La Russie ne se laisse pas plus émouvoir par les remords de François-Joseph que tenter par ses invites.

En répondant à Karolyi, Gortchakoff rejette sur l'Autriche toute la responsabilité de la rupture de l'ancienne alliance; le temps de la politique de sentiment était passé et la Russie entendait garder sa liberté d'action. Alexandre II met peu d'empressement à recevoir le nouveau ministre d'Autriche; il lui parle de manière à ne lui laisser aucun espoir : « Hier encore », dit-il à Montebello, « j'ai vu Karolyi; ce qu'il me demandait, c'était de la sécurité pour l'Autriche. Il aurait voulu que je prisse l'engagement de rester neutre : j'ai été inébranlable. Il a fait appel à mes sentiments : je lui ai répondu que l'empereur François-Joseph devait comprendre mieux qu'un autre que l'on sacrifiait ses sentiments à ce qu'on croit l'intérêt de son empire<sup>1</sup>. »

1. Montebello, 17 mai 1859.

Telles sont les conditions dans lesquelles s'engage la guerre d'Italie. Par haine de l'Autriche et désir de lier partie avec la France, la Russie s'est faite, en somme, la complice de Napoléon III et a souscrit envers lui à certains engagements. Elle s'acquitte loyalement de ce qu'elle a promis : ordre est donné aux trois corps d'armée du prince Michel Gortchakoff, en Pologne, de compléter leurs effectifs, et au 5<sup>e</sup> corps de se porter sur la frontière. Quant à l'Allemagne, la célèbre circulaire du 27 mai 1859 lui enjoint, assez impérieusement, de se tenir tranquille, et, personnellement, Alexandre II agit dans le même sens sur toute sa famille allemande.

Mais la complicité acceptée dans cette aventure ne met pas le gouvernement russe à l'abri de l'inquiétude. Il était inévitable que la guerre d'Italie ranimât cet instinct d'ordre et de solidarité monarchique qui veillait dans l'âme d'Alexandre II et que l'affaire de Naples avait mis sur ses gardes. « Tout ce qui tendra à conserver à la lutte, aujourd'hui engagée, » écrivait Montebello, « un caractère purement politique sera toujours hautement approuvé ici. C'est en représentant la guerre d'Italie comme fatalement destinée à devenir révolutionnaire que l'Autriche cherche à agir sur l'opinion et touche une corde sensible<sup>1</sup>. »

La guerre engagée, l'Autriche, en effet, n'a pas encore renoncé à modifier les dispositions de la Russie. — Peut-être un négociateur plus haut placé et plus influent à Saint-Pétersbourg sera-t-il mieux écouté que Karolyi : et la cour de Vienne tâte le terrain en vue d'une mission qui serait confiée au prince Windischgraetz. « Elle me serait très désagréable », déclare Alexandre II à Montebello, « et j'espère qu'elle n'aura pas lieu. S'il vient (le prince Windischgraetz), je le traiterai avec tous les égards qu'il mérite ; mais, quel que soit le ministre que prenne l'empereur d'Autriche, quelque sympathique que me soient les personnes qu'il m'enverra, elles n'obtiendront rien de moi. Je vous le répète, je serai inébranlable<sup>2</sup>. »

Quelle meilleure garantie Montebello aurait-il pu souhaiter pour être assuré que « les égards envers la personne du prince ne seraient suivis pour l'ambassadeur ni d'un succès, ni d'une

1. Montebello, 2 mai 1859.

2. Montebello, 17 mai 1859.

apparence de succès, car », ajoutait-il, « l'apparence seule aurait déjà de la gravité! »

Les contemporains ont cru discerner de la part d'Alexandre II et de Gortchakoff, comme une intime satisfaction à repousser les avances et les ouvertures de l'Autriche. Il semble bien, en effet, que l'amour-propre du tsar et de son ministre ait trouvé l'occasion d'une revanche à voir la cour de Vienne multiplier les efforts et les démarches pour reconquérir leurs bonnes grâces, faire amende honorable, reconnaître ses torts, promettre de les racheter, aller en un mot aussi loin que sa dignité lui permettait d'aller. Comment n'auraient-ils pas éprouvé quelque charme à une résistance qui les vengeait, en quelque sorte, de leurs propres humiliations et punissait de son ingratitude une alliée inconstante? « Tout en disant », écrit Montebello, « que la rancune ne doit pas inspirer la politique d'une grande puissance, le prince Gortchakoff développait ce thème avec assez de complaisance pour laisser voir que, si le temps de la politique de sentiment était passé, celui de la politique de ressentiment ne l'était pas »<sup>2</sup>.

Si inflexibles qu'ils se fussent montrés envers l'Autriche, Alexandre II et Gortchakoff n'en ont pas moins été spontanément émus de l'essor que la guerre d'Italie donnait aux passions révolutionnaires. Cette guerre est à peine déclarée que déjà ils redoutent de la voir dégénérer en insurrection nationale et mettent la France en garde contre cet écueil. « Le prince Gortchakoff a plus d'une fois insisté auprès de moi », écrit Montebello, « sur l'importance de ne point laisser prendre à la guerre un caractère irrégulier »<sup>3</sup>.

Il était plus facile de signaler le danger que de l'éviter, et demander à Napoléon III de réfréner les passions qu'il venait satisfaire, c'était exiger de lui l'impossible. L'Autriche l'avait très bien compris; aussi avait-elle adopté une tactique très habile en assimilant le conflit à la lutte du principe révolutionnaire contre le principe conservateur dont elle se proclamait le champion. Le manifeste lancé par Napoléon III partant pour l'Italie fournit à Karolyi la première occasion d'exploiter ce thème et à Montebello de le réfuter : « Je ne saurais trop vous

1. Montebello, 9 mai 1859.

2. Id., 29 avril 1859.

3. Id., 9 mai 1859.

dire », mandait notre ambassadeur à Walewski, « combien la susceptibilité est vive sur ce point et combien nous devons être soigneux d'éviter tout ce qui peut l'éveiller »<sup>1</sup>. Tout en démentant les allégations de son collègue d'Autriche, Montebello était bien forcé de s'avouer à lui-même qu'elles contenaient une part de vérité. « Plus ce caractère est au fond des choses », disait-il en parlant du caractère révolutionnaire de la guerre, « plus nous devons mettre de soins à conjurer ce mauvais côté de notre situation »<sup>2</sup>.

C'était reconnaître implicitement que les arguments de l'Autriche *portaient*. Quelque plaisir, en effet, qu'Alexandre II et Gortchakoff éprouvassent à voir l'Autriche battue, et battue par nos mains, tout ce qui « sentait la Révolution » tendait à nous aliéner leurs sympathies. Les mots de *nationalité* et de *civilisation* sonnaient désagréablement à leurs oreilles. Gortchakoff glissait dans le premier projet de sa célèbre circulaire aux États allemands un coup de patte contre ces expressions, et Montebello devait s'employer à lui faire effacer cette boutade, qui avait comblé d'aise le vieux Nesselrode.

Les événements eurent bientôt fait de démontrer à Alexandre II et à Gortchakoff qu'il était impossible à Napoléon III de répudier l'alliance du parti unitaire italien, et même qu'il lui était nécessaire de s'appuyer sur ce parti, d'autant plus que sa lutte avec l'Autriche devenait plus âpre et plus impitoyable. D'autre part, les défaites de l'Autriche devaient naturellement tendre à atténuer chez Alexandre II et chez Gortchakoff l'intensité de leur ressentiment contre elle. Leur vengeance était suffisamment assouvie et par les victoires de la France et par leur propre participation aux événements. Les dispositions de Gortchakoff envers la cour de Vienne n'en ont pas été sensiblement modifiées ; celles d'Alexandre II l'ont été davantage ; on constate chez lui, depuis Solferino, une tendance à se relâcher de ses rigueurs envers elle.

Il est rare que les défaites d'un peuple lui ramènent les sympathies d'un souverain neutre, ce souverain fût-il Alexandre II. La France est payée pour le savoir. Ce n'est donc pas à la pitié qu'il faut faire remonter l'origine du léger revirement qui se

1. Montebello, 9 mai 1859.

2. Id., 27 mai 1859.

manifeste chez le tsar. Ce peut être à l'appréhension de voir par trop affaiblir l'Autriche. C'est surtout, croyons-nous, à la crainte de la Révolution, par laquelle Napoléon III se trouvait débordé en Italie. L'inquiétude qu'éprouvait Alexandre II à voir la Révolution gagner du terrain devait, en effet, lui faire désirer la paix comme le seul moyen d'enrayer les progrès du mouvement révolutionnaire. S'il n'a point fait état de cet argument pour engager Napoléon III à s'arrêter après Solferino, il ne s'ensuit nullement que sa propre décision n'en ait pas été largement influencée. Ainsi du moins en a jugé Napoléon III lui-même qui, dans une lettre autographe adressée peu après à Alexandre II, déclare avoir déposé les armes pour ne pas agir contre la politique russe en soulevant la Galicie et la Hongrie.

A la crainte de la Révolution est venu se joindre un autre sentiment qui a exercé aussi une influence décisive sur les dispositions du tsar : c'est l'attachement à la Prusse, avec laquelle il lui eût fallu peut-être entrer en conflit pour permettre à la France de poursuivre sa marche. Ces deux considérations ont certainement eu beaucoup plus de part qu'un intérêt tardif pour la conservation de l'Autriche, à la résolution que prit Alexandre II, après Solferino, d'envoyer un de ses aides de camp à Napoléon III, avec une lettre lui conseillant de s'arrêter.

A aucun moment, pendant la guerre d'Italie, l'exécution des promesses que la Russie avait faites à la France n'a donc été entravée, ou seulement contrariée par le souci de ménagements à garder envers l'Autriche. S'il est vrai qu'après Solferino l'appui d'Alexandre II et de Gortchakoff a faibli au point de forcer la France à s'arrêter, il n'en faut pas chercher la raison dans une tardive rentrée en grâce de l'Autriche à Saint-Petersbourg, mais bien dans les considérations auxquelles cette puissance a été à peu près totalement étrangère, encore qu'elle en ait bénéficié.

Les soucis que leur avait inspirés l'avenir peuvent se mesurer à l'immense satisfaction que provoquèrent, chez Alexandre II et Gortchakoff, les préliminaires de Villafranca. La conclusion de la paix les délivrait en effet de leurs préoccupations les plus immédiates et les plus pressantes. Les conditions en étaient exactement conformes à leurs vœux, en consacrant un affaiblissement raisonnable de l'Autriche au profit du Piémont, sans concession directe à la Révolution. Mais pour être éclairci, l'horizon



politique n'en était pas déblayé de tout nuage. Les trois quarts de l'Italie attendaient encore l'indépendance et la liberté que la paix ne leur avait pas données ; le sentiment national protestait contre un résultat disproportionné avec les espérances qu'il avait conçues ; l'opinion publique réclamait l'unité sous le sceptre du Piémont ; les forces qui s'étaient levées et organisées à l'appel de Victor-Emmanuel et de Napoléon III restaient debout, enhardies par le succès, irritées par la déception.

La satisfaction de voir la paix rétablie n'a pas empêché Alexandre II et Gortchakoff de discerner ces points noirs. Leurs efforts ont immédiatement tendu à les dissiper. Le seul moyen d'empêcher que l'ordre de choses établi à Villafranca fût dépassé, c'était, selon eux, de le faire sanctionner le plus tôt possible par l'Europe. Il fallait se hâter de donner aux arrangements pris directement entre les deux souverains de France et l'Autriche la ratification et la garantie de l'Europe entière. Seul l'accord des grandes puissances pouvait obliger le Piémont à se renfermer dans les limites des clauses de Villafranca. Il n'était pas inutile non plus d'apposer sur ces conditions, quelque peu viciées dans leur principe par l'esprit révolutionnaire, l'estampille du droit public européen. Ces divers résultats ne pouvaient être que l'œuvre d'un congrès, auquel seraient invitées toutes les grandes puissances. La perspective d'y représenter son souverain souriait particulièrement à Gortchakoff, que ne laissait pas indifférent l'espoir de s'y tailler un rôle à sa convenance et de faire reconnaître à la fois sa supériorité et ses principes.

Cet espoir ne tarde pas à lui échapper. Fomentée par le Piémont, la révolution éclate dans les duchés ; l'Italie centrale chasse ses gouvernants et réclame son annexion à la monarchie de Savoie. Partout les souverainetés légitimes sont renversées, les pouvoirs réguliers remplacés par des dictatures révolutionnaires. Le cabinet de Turin a pris la tête du mouvement dont il s'apprête à profiter.

Un Nicolas I<sup>er</sup> se fût peut-être, dans les mêmes circonstances, porté à quelque extrémité, eût lancé un défi à la révolution, entraîné les souverains de droit divin à une croisade contre les peuples et leurs alliés couronnés. Mais, Alexandre II et Gortchakoff sont aussi peu enclins l'un que l'autre à ces partis extrêmes, dont les éloignent leur caractère, leurs maximes poli-

tiques et la situation de la Russie au regard de l'Europe. Bien que généreux, chevaleresque même, profondément imbu des principes autocratiques, Alexandre II n'a rien d'un paladin ; un sens pratique très aiguisé tempère et comprime les élans de sa sensibilité, de son orgueil ou de sa foi monarchique. Gortchakoff, qui se donne volontiers les airs d'un théoricien, se targue d'appliquer un système et affecte une grande rigueur sur les principes, est au fond un simple empirique qui met son empirisme au service d'une cause nullement désintéressée.

Cen'est pas à dire qu'il n'ait, comme aussi Alexandre II, quelques maximes politiques, nous entendons par là quelques idées directrices. La principale, et en tout cas la seule qui nous intéresse ici, est un parti pris de réaction contre la prétention de Nicolas I<sup>er</sup> à se considérer comme le champion du droit monarchique et à régenter l'Europe. « On a assez longtemps abusé de la Russie au moyen des grands mots de légitimité et de principes conservateurs », s'écrie Gortchakoff devant Montebello, « on lui a persuadé qu'il était de son intérêt d'épuiser ses trésors et de verser son sang pour leur défense et, au jour du danger, on l'a abandonnée et trahie<sup>1</sup> ! » Ne nous attendons pas à trouver sur les lèvres d'Alexandre II une critique aussi acerbe de la politique de son père. « Il ne m'appartient pas d'accuser mon père », a-t-il dit à Morny, comme pour s'excuser d'ajouter seulement : « Il se croyait trop peut-être le dépositaire des formes traditionnelles »<sup>2</sup>. La piété filiale empêche manifestement Alexandre II de désavouer la politique de Nicolas I<sup>er</sup> ; mais s'il a cherché à l'expliquer, à la justifier, n'est-ce pas la meilleure preuve qu'il la condamnait ?

Eût-il voulu d'ailleurs la suivre qu'il n'en eût pas eu les moyens. La situation de la Russie en Europe n'est pas ce qu'elle était au temps de Nicolas I<sup>er</sup> et de Nesselrode. Alexandre II et Gortchakoff dirigent la politique d'un état récemment vaincu, encore incomplètement remis de sa défaite ; leur pays a subi, au congrès de 1856, des conditions auxquelles ils ne se résignent pas et dont l'abrogation est l'objectif invariable, constant de leur diplomatie. Effacer les clauses humiliantes du traité de Paris,

1. Montebello, 16 septembre 1859.

2. *Une ambassade en Russie.*

rendre à la Russie son prestige traditionnel et son ancienne prépondérance en Orient est le but vers lequel ils marchent patiemment, sans hâte, mais aussi sans relâche. Pour saisir les causes de leur attitude en présence des problèmes internationaux quels qu'ils soient, il importe de ne pas perdre de vue cette préoccupation, constamment présente à leur esprit. Elle n'est pas exclusive d'autres considérations, d'autres intérêts, mais elle domine et prime, au besoin, tout ce qui ne se rapporte pas à elle hormis, bien entendu, le souci de sauvegarder l'intégrité de l'empire. Elle est la cause principale des sympathies et des antipathies de la Russie.

Or, dans l'œuvre de réparation et de relèvement qu'ils ont entreprise, Alexandre II et Gortchakoff ont, à son insu, réservé à la France une sorte de collaboration inconsciente. Dans l'état de l'Europe après la guerre de Crimée, la bonne grâce inespérée du gouvernement français, ses sympathies avouées pour la Russie leur sont apparues à juste titre comme une circonstance exceptionnellement favorable à leurs desseins. C'est sur lui qu'ils ont compté et comptent encore pour leur en faciliter l'exécution. Le besoin qu'ils ont de lui, l'espoir qu'ils fondent sur son concours les obligent à tenir compte, dans une certaine mesure, de sa politique, de ses tendances, même si elles vont à l'encontre des principes qu'ils ne peuvent renier.

Mais de là à assister aux événements en spectateurs indifférents, il y a loin. L'insurrection de l'Italie centrale ne surprend pas Alexandre II ni Gortchakoff, mais les émeut beaucoup. « Quoique le temps soit passé », écrit Montebello, « où, suivant l'expression du prince Gortchakoff, la Russie s'était faite la maréchaussée de l'Europe, on ne s'est pas accoutumé ici à voir tomber un trône avec indifférence, ce trône fût-il le plus petit de l'Europe<sup>1</sup>. »

Grands ou petits, les trônes, pourvu qu'ils soient légitimes, ont en effet, aux yeux de la Russie de ce temps, les mêmes titres à l'intangibilité, qu'ils tiennent du droit monarchique, du droit divin. Chaque fois qu'un trône s'écroule, tous les autres sont atteints dans le principe qui constitue leur base et fait leur solidité. Tolérer que la volonté d'un peuple les élève et les renverse

1. Montebello, 2 septembre 1859.

à son gré, c'est sanctionner la substitution à l'ancien droit monarchique d'un droit nouveau : le droit populaire. Permettre aux peuples de disposer d'eux-mêmes, de se grouper d'après leurs affinités, de se séparer d'après leurs antipathies, c'est étendre le même principe aux relations internationales, faire subir le même sort à l'ancien droit public européen.

Or, c'est à cette conséquence qu'aboutit la lutte engagée en Italie, entre ces deux principes opposés, entre ces deux droits contradictoires. Pour que la Russie y fût indifférente, il aurait fallu qu'elle eût oublié la Pologne et la Finlande, et l'autocratie et le servage, et tout ce qui le rendait solidaire de tous les princes qui règnent sur un peuple par la grâce de Dieu et sous la foi des traités. L'intérêt qu'Alexandre II et Gortchakoff prenaient aux affaires d'Italie n'avait donc sa raison d'être ni dans un sentiment de sympathie pour les princes dépossédés ou menacés, ni dans une prévention exagérée contre toute modification au *statu quo* territorial de la péninsule. Que Modène, Parme et Florence fussent ou ne fussent pas dévolus au Piémont, c'est ce qui ne leur importait guère. Leur intérêt était d'une tout autre nature, essentiellement théorique et cependant essentiellement égoïste.

Le sort les contraignait au rôle de censeurs impuissants ; il avait au contraire mis aux mains d'un autre les armes qui leur faisaient défaut à eux-mêmes. Napoléon III était, du moins le croyaient-ils, en mesure de couper court au mouvement unitaire italien. Il ne le pouvait pas seulement à leurs yeux, il le devait, comme ayant contribué à déterminer et à précipiter la crise. Mais qu'importait qu'il le pût et qu'il le dût, s'il ne le voulait pas ? C'est donc, en dernière analyse, de sa volonté, de ses dispositions que dépendait la sauvegarde des principes auxquels était lié l'intérêt de la Russie.

Supposer qu'Alexandre II et Gortchakoff ont cru Napoléon III spontanément disposé à enrayer la révolution italienne serait faire trop de crédit à leur naïveté. Mais il leur convenait à tous égards de ne pas paraître en douter. D'abord c'était la seule manière d'influer sur ses dispositions, de neutraliser ses sympathies italiennes, de l'amener à compter avec les désirs de la Russie ; et, si présomptueux que fût cet espoir, il n'est pas douteux qu'Alexandre II et Gortchakoff s'en sont bercés, même plus

longtemps que de raison. Ensuite, c'était encore le meilleur moyen d'amener Napoléon III, s'il venait à décevoir leur attente et leur confiance, à les dédommager, sur un autre terrain, des épreuves mêmes auxquelles il aurait soumis leur fidélité. En tout état de cause, leur intérêt les incitait donc à ne rien lui dissimuler des tourments que leur causaient les événements de la péninsule, à remettre leur cause entre ses mains, à affecter une confiance absolue dans son zèle pour les principes monarchiques.

C'est sous le couvert de cet euphémisme que parviennent à Napoléon III les premières invites de la Russie. « La guerre d'Italie a malheureusement fait naître », écrit Montebello, « une certaine confusion morale, devant laquelle l'empereur a eu la gloire de s'arrêter; son esprit élevé saura raffermir ces ébranlements<sup>1</sup>. »

La révolution garde ses positions, la France reste l'arme au pied, et cependant Alexandre II et Gortchakoff n'en témoignent ni surprise, ni émotion. Ont-ils voulu laisser à Napoléon III le temps dont il avait besoin pour accomplir son évolution et ménager les transitions? Ont-ils craint de démasquer prématurément leur défiance et leurs appréhensions? Napoléon III a-t-il obtenu d'eux, en faveur du Piémont, une sorte de quitus pour l'émancipation des duchés? Cette dernière hypothèse paraît être la vraie.

A la fin de septembre 1859 part pour Pétersbourg un officier d'ordonnance de l'empereur, le colonel Reille. Il a pour mission officielle de porter au tsarevitch, qui vient d'atteindre sa majorité, le grand cordon de la Légion d'honneur. Mais, avant de quitter les Tuileries, il a reçu de Napoléon III une lettre autographe pour Alexandre II. Il la lui remet le 21 septembre, a une longue entrevue avec Gortchakoff et rapporte à Paris une réponse du tsar. Sur le contenu de ces deux lettres, les seules indications que nous possédions sont des allusions échappées à Gortchakoff et à Montebello, au hasard de la conversation. Elles ne font pas mention d'une entente sur le sort des duchés. Mais cette entente, peut-être verbale, plus probablement tacite, n'en résulte pas moins des faits. Napoléon III a dû s'assurer, non pas l'approbation, non pas même le consentement d'Alexandre II

1. Montebello, 2 septembre 1859.



et de Gortchakoff à l'émancipation des duchés, mais leur résignation au fait accompli et à ses conséquences.

Les motifs de cette résignation sont aisés à déterminer. D'abord Alexandre II et Gortchakoff ne se résignaient qu'à ce qui était fait ou imminent; or, vouloir revenir sur ce qui était fait, — l'émancipation des duchés, — ou empêcher ce qui était imminent, — leur réunion au Piémont, — paraissait également chimérique. En faisant la part du feu, on se réservait la possibilité de protéger plus efficacement contre l'incendie le reste de l'Italie.

En outre, l'idée d'un congrès n'était pas encore abandonnée; elle laissait subsister une faible chance de voir l'Europe prendre en mains la question italienne et enlever aux peuples de la péninsule le règlement de leurs propres affaires. Enfin la concession faite aux vœux de Napoléon III pouvait devenir à ses yeux une sorte d'engagement moral à ne pas permettre que la limite en fût dépassée.

Napoléon III a certainement encouragé ces illusions par des déclarations de principe sur ses sentiments conservateurs. Est-ce là tout ce qu'il a donné en échange du quitus obtenu pour l'émancipation des duchés? Il est probable, sans qu'on puisse en aucune façon l'affirmer, que Reille a été autorisé à faire quelque allusion vague à l'empire ottoman, en laissant entrevoir la complaisance possible de l'empereur des Français pour la politique des Russes en Orient.

Dès l'instant qu'ils renonçaient à poursuivre la fin, Alexandre II et Gortchakoff renonçaient à poursuivre les moyens. En se résignant à passer condamnation sur le soulèvement des duchés et sur ses conséquences fatales, ils consentaient du même coup à tenir Napoléon III quitte de toute intervention, tant que le champ d'action du Piémont resterait limité à cette partie de l'Italie centrale. Aussi longtemps qu'il en fut ainsi, l'abstention de la France n'a provoqué de leur part ni observations, ni doléances. Tout au plus ont-ils rompu le silence, lorsque le Piémont a déclaré accepter les vœux d'annexion des duchés. Encore se sont-ils bornés à demander que le gouvernement français « ne se presse pas de reconnaître les annexions ».

C'était dire qu'ils ne mettaient même pas en doute cette reconnaissance et la considéraient comme inévitable, tout en souhaitant qu'elle se fit un peu attendre.

Mais, s'ils ont pris leur parti de l'abstention de Napoléon III, ils ne sont pas disposés à admettre son intervention, même morale, en faveur de la révolution. Lorsqu'il l'oublie, un sévère rappel à l'ordre l'en fait souvenir.

Sous le titre *le Pape et le congrès*, paraît sans nom d'auteur une brochure émettant sur la question italienne des idées beaucoup plus inspirées des revendications nationales que des principes conservateurs. L'opinion en attribue aussitôt la paternité à l'empereur, qui ne la renie pas. Cette incartade fait scandale à Pétersbourg, où elle est jugée du plus mauvais goût. « Je ne comprends pas », dit Gortchakoff à Montebello, « que vous hésitez à faire mettre un désaveu formel au *Moniteur*. C'est un ami qui vous parle ainsi : l'Europe a besoin de repos ; si vous la troublez ainsi périodiquement, vous inspirerez la défiance à tout le monde et vous finirez par vous aliéner vos meilleurs amis<sup>1</sup>. » C'était un véritable avertissement, et rarement, il faut en convenir, gouvernement en a reçu de mieux fondé, de plus catégorique et de plus loyal.

François-Charles Roux.

(Sera continué.)

1. Montebello, janvier 1860.

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### L'AFFAIRE DE MANTOUE EN 1613.

---

#### L'AVIS DE VILLEROY A MARIE DE MÉDICIS

(8 NOVEMBRE 1613).

---

A la fin de l'année 1612 mourut François, duc de Mantoue, laissant une veuve, Marguerite, fille de Charles-Emmanuel de Savoie, et une fille de quatre ans, la princesse Marie. L'héritier légitime était le frère du défunt, le cardinal Ferdinand de Gonzague, qui devait être proclamé duc, en l'absence d'un successeur mâle. La question restait encore douteuse, car, disait-on, Marguerite était enceinte. En attendant la délivrance de sa belle-sœur, le cardinal prit en mains le pouvoir<sup>1</sup>.

Cette affaire de succession attira aussitôt l'attention des trois puissances qui avaient tant d'intérêts particuliers à surveiller dans l'Italie du Nord, la Savoie, la France et l'Espagne.

1. L'histoire du conflit est très insuffisamment décrite chez les premiers historiens de Louis XIII : Le Vassor (*Histoire de Louis XIII...*, 1757, t. I) et le P. Griffet (*Histoire du règne de Louis XIII...*, 1758, t. I); Vittorio Siri, dans ses *Memorie recondite*, t. III, p. 31 et suiv., est plus complet; Bazin, dans son *Histoire de France sous Louis XIII*, 1846, in-8°, t. I, semble s'être inspiré de Siri; B. Zeller, dans la *Minorité de Louis XIII. Marie de Médicis et Villeroy*, 1897, in-8°, fait oublier les auteurs précédents; il nous a fait connaître la première partie du conflit (jusqu'au mois de juillet) d'après les sources vénitienes et florentines. Il ne dit que quelques mots sur la fin du conflit (juillet-décembre) et ne parle pas de l'Avis de Villeroy. Il n'a pas exploité certaines sources manuscrites très importantes : les papiers de Simancas, K. 1468, K. 1609, les dépêches du nonce Ubaldini, dont les copies sont conservées dans le fonds italien, n° 35. Un historique complet de l'affaire devrait être précédé d'un dépouillement de ces sources et de recherches aux archives de Turin. Nous avons tenté surtout dans cette courte étude de faire connaître les intentions et la politique du gouvernement français et mettre en valeur l'Avis de Villeroy à la Régente, du 8 novembre 1613.

Charles-Emmanuel I<sup>er</sup>, qui fut le plus ambitieux et le plus turbulent des ducs de Savoie, avait passé sa vie à méditer de prodigieux rêves de grandeur et de conquêtes. Il avait voulu être empereur, roi de Pologne, de Provence, de Chypre, de Morée, d'Albanie, de Sicile, de Sardaigne; à défaut de la couronne de France, il avait convoité la Provence et le Dauphiné. Ces chimères ne l'avaient pas détourné de desseins plus positifs et plus facilement réalisables. Si dans sa lutte contre Henri IV il avait perdu ses territoires au delà du Rhône, il avait gardé le marquisat de Saluces, s'était débarrassé des garnisons françaises, était resté maître chez lui. A aucun prix il ne voulait rester le chef d'un médiocre État montagnard, et sans trêve il guettait à tous les points de l'horizon l'occasion d'agrandir son duché, par la paix ou par la guerre, par les voies honnêtes ou par la perfidie. Depuis longtemps les ducs de Savoie avaient des prétentions sur le Montferrat, dont Charles-Quint avait donné l'investiture aux Gonzague. Charles-Emmanuel les avait abandonnées à sa fille en la donnant au duc de Mantoue. La disparition de son gendre n'offrait-elle pas au duc l'occasion de reprendre ses projets ambitieux?

La ligne de conduite du gouvernement français était tracée d'avance avec une netteté parfaite et nul, dans le royaume, n'émit le moindre doute sur ce qui était de l'intérêt évident du pays. Nos rois étaient de vieux alliés des Gonzague. Le duché de Mantoue-Montferrat était un des plus forts parmi ces petits États indépendants de la péninsule qui se tournaient d'instinct vers la France pour être protégés contre les Savoyards ou les Espagnols. Cette fois, le rôle était beau, car l'intérêt du royaume se confondait avec la justice et avec la cause de la paix publique dont la Régente voulait être la « protectrice »<sup>1</sup>.

La situation de l'Espagne était au contraire très équivoque. Du temps de Henri IV on n'aurait pas douté un seul instant de ses intentions; les deux rois catholiques se faisaient la guerre « en renards », cherchant à « s'entre malfaire » le plus possible, vivant entre eux, comme disait d'Ossat, « en perpétuelle inquiétude et en quelque danger »<sup>2</sup>. Leurs conflits étaient particulièrement envenimés dans la plaine du Pô par l'action d'un dangereux homme de guerre, Fuentes, gouverneur du Milanais, qui pendant dix ans, par ses armements, ses menaces perpétuelles, avait été la terreur des Grisons, des Vénitiens et de tous les états non inféodés à l'Espagne. Le

1. Voir plus loin l'*Avis*.

2. D'Ossat à Villeroy, 10 février 1603, *Lettres du cardinal d'Ossat*, éd. d'Amsterdam, 1735, in-12, t. II, p. 589.

gouvernement de la régence, inspiré par Villeroy, avait résolument renoncé à une politique d'hostilités qui pouvait être infiniment dangereuse pour un royaume troublé, gouverné par une femme et un enfant. On avait arrêté les mariages espagnols et signé un traité d'alliance défensive entre les deux États (30 avril 1611). Les deux gouvernements s'appliquaient à vivre en bonne intelligence et en amitié sincère; en haut, la bonne volonté ne manquait pas. Philippe III et ses ministres étaient des tempéraments pacifiques. Fuentes avait été remplacé dans le Milanais par un gouverneur plus conciliant, le marquis de l'Ynoyosa. La Régente, Villeroy et la plupart des membres du Conseil voulaient la paix; Villeroy, qui était le chef de la diplomatie française, se montrait particulièrement souple, modéré, ingénieux dans l'art de maintenir entre les deux pays de bonnes relations. Une telle œuvre était quelquefois difficile. L'alliance avait contre elle des ennemis acharnés dans les deux royaumes : en France, le parti huguenot, qui redoutait un retour offensif de l'esprit d'intolérance, et les grands seigneurs mécontents, les Condé et les Soissons, qui flattaient les protestants. Au dehors, certains princes travaillaient de toutes leurs forces à désunir les deux pays; le plus habile était le duc de Savoie qui cherchait à pêcher en eau trouble et qui était fort quand la France et l'Espagne étaient affaiblies par leurs querelles. Enfin, les deux royaumes avaient été si longtemps aux prises l'un avec l'autre que les sujets de dispute n'avaient pu disparaître par enchantement; bien des méfiances subsistaient, entretenues parfois par des gouverneurs ou des agents plus zélés que leurs maîtres, tels que le vice-roi de Navarre et le marquis de La Force, son voisin, qui, en 1613, avaient ranimé le vieux différend des frontières pyrénéennes. Il était extrêmement difficile de concilier sur certains points des intérêts opposés. On respectait la trêve des Pays-Bas. On était arrivé à un *modus vivendi* au sujet des affaires d'Allemagne; mais comment s'entendre parfaitement en Italie dont l'hégémonie était convoitée par les deux nations catholiques?

Les événements trainèrent pendant les quatre premiers mois de 1613 et tout à coup se précipitèrent à la fin d'avril. On apprit officiellement que la duchesse n'était pas enceinte et qu'elle voulait quitter Mantoue pour se retirer à Turin. Le cardinal la laissait libre, mais il était résolu à garder la jeune princesse Marie. L'empereur Mathias, son suzerain, lui avait en effet attribué la tutelle de sa nièce, dans l'espoir d'éviter un conflit entre la France, la Savoie et l'Espagne. Mais alors Charles-Emmanuel découvrit brutalement ses desseins. Il occupa les villes de Trino, de Moncalvo et d'Alba



et marcha avec ses canons contre Casal, la grande place forte du Montferrat. Le duc Charles de Nevers, parent du cardinal, qui voyageait à ce moment sur la côte méditerranéenne, ayant appris cette nouvelle, se jeta avec quelques hommes dans Casal pour la défendre.

Le cardinal et le duc de Nevers réclamèrent aussitôt l'appui du gouvernement de la Régente. La Reine et ses ministres parlèrent avec énergie. On écrivit immédiatement au duc de Savoie qu'il eût à renoncer à ses entreprises et à restituer les villes usurpées. Le maréchal de Lesdiguières reçut l'ordre de se tenir prêt sur la frontière savoyarde. La noblesse française, avide de gloire et d'aventures, tressaillit d'aise au bruit de ces préparatifs. Le duc de Longueville, neveu de Nevers, et ses jeunes compagnons de cour, demandèrent à partir pour Casal et Mantoue. La Reine qui, à ce moment, était brouillée avec Condé, — pour la quatrième fois depuis la mort de Henri IV, — le rappela à la cour pour montrer à l'étranger une noblesse unie. M. le Prince proposa aussitôt de dresser de nombreuses troupes de guerre et d'employer l'argent de la Bastille. Le jeune roi Louis XIII, qui avait hérité du courage de son père, battait des mains et disait à sa mère : « Madame, je suis bien aise, il faut faire la guerre<sup>1</sup>. »

Les ministres avaient conseillé ces mesures énergiques, sans partager l'enthousiasme des seigneurs. Villeroy disait qu'on ne pouvait penser à franchir « ce saut sans frémissement et horreur ». Il fallait tenter tout autre moyen avant de déclarer une guerre qui amènerait la rupture entre la France et l'Espagne, l'écroulement d'une politique d'entente et de mariage dont le roi et la France, estimait le vieux ministre, avaient déjà recueilli « tant de contentement et de bien »<sup>2</sup>.

L'attitude des Espagnols était assez inquiétante. Le gouverneur du Milanais n'avait rien fait pour s'opposer aux entreprises du duc de Savoie. Cette « froideur et lenteur » autorisait toutes les suppositions. Était-ce de la complicité ou de la faiblesse? Les plus « intelligents », dit Villeroy, attribuaient « à l'un et à l'autre défaut ». Ne pouvait-on pas redouter que les Espagnols, sans avoir l'intention réelle de faire la guerre à la France, ne cédassent à la tentation de s'emparer en pleine paix de quelques bonnes places, d'accord avec la Savoie?

On résolut donc de négocier directement avec la cour de Madrid.

1. Héroard, *Journal sur l'enfance et la jeunesse de Louis XIII*, t. II, p. 127.

2. Voir plus loin l'*Avis*.

L'ambassadeur français fit auprès du roi Philippe III et du duc de Lerme des démarches pressantes en faveur de la paix. Pendant plusieurs semaines, on n'obtint que des réponses vagues. Durant cette période, la diplomatie française avait agi très adroitement. Proclamant fort haut la justice de sa cause, elle avait cherché à nouer autour de Mantoue un faisceau de sympathies et d'ententes assez fort pour faire impression aux Espagnols. On avait sollicité l'Empereur, on avait prié le grand-duc de Toscane de coopérer à une démonstration armée contre la Savoie. On avait demandé l'appui du pape Paul V qui ne voulut pas se déranger. On était naturellement d'accord avec Venise dont le zèle, au dire de Villeroy, avait plutôt besoin d'être modéré, car la République de Saint-Marc aurait été enchantée de voir éclater une guerre entre la France et l'Espagne.

Cette politique eut de bons résultats. Au début du mois de juin, le roi d'Espagne se décida à donner au gouverneur de Milan l'ordre formel de forcer le duc de Savoie à restituer les places conquises.

\* \* \*

L'affaire semblait terminée. Les historiens de Louis XIII l'arrêtent presque tous à cette date, en ajoutant qu'un arrangement inspiré par les Espagnols assoupit bientôt les démêlés du duc de Savoie et du duc de Mantoue, à la satisfaction de ces derniers et de la France. Ils ont négligé de décrire la seconde phase du conflit qui dura encore six mois, et fut si grave que l'on dut poser à nouveau au conseil du roi la question d'une intervention armée.

Le duc de Savoie avait renoncé à parler ouvertement de guerre et avait congédié les troupes rassemblées sur la frontière française. Mais il avait concentré ses soldats aux portes du Montferrat et il continuait à menacer et à intimider le duc de Mantoue. Les troupes du gouverneur de Milan occupaient le plat pays de Montferrat, y vivaient à discrétion et ruinaient les campagnes; ils s'étaient même emparés de deux places voisines de Casal, comme s'ils voulaient bloquer cette ville, et refusaient le passage aux gens du cardinal qui portaient des armes et des munitions<sup>1</sup>. Avait-on joué les Français, et le Montferrat allait-il être indéfiniment occupé par les Savoyards et les Espagnols?

Villeroy et le gouverneur de la Régence comprirent alors que leur premier effort d'énergie avait été insuffisant et se demandèrent s'il ne fallait pas armer de nouveau pour protéger le duc de Mantoue.

1. Cette situation est nettement indiquée dans l'*Avis* qui fait un court historique de l'affaire.

Déjà, le 1<sup>er</sup> août, Marie de Médicis avait tenu un langage assez fier dans une audience accordée à l'ambassadeur espagnol Cardenas; elle lui avait dit que son fils n'était pas un prince d'Italie, un duc de Bourgogne ou un roi de Navarre, et que malgré l'amitié unissant les deux couronnes, si l'on ne faisait aucun cas des justes revendications du royaume, le roi de France saurait faire son devoir<sup>1</sup>. Cardenas, ami de la paix, était réellement inquiet de ces déclarations belliqueuses; il attribuait la surexcitation des Français aux bruits répandus par Charles-Emmanuel sur sa prétendue complicité avec les Espagnols et aux lenteurs et retards de toute espèce de la diplomatie de Madrid. Une sorte de panique s'était emparée des états indépendants de la péninsule. Tous, sauf Lucques et Parme, à demi vassaux de l'Espagne, sollicitaient l'assistance de la Régente<sup>2</sup>.

Alors la diplomatie française recommença patiemment à la fin de 1613, dans le même esprit et par les mêmes méthodes, son travail des premiers mois de l'année. L'ambassadeur espagnol n'obtenait que des réponses dilatoires de son gouvernement. Vaucelas, notre représentant à Madrid, reçut l'ordre d'entamer de nouvelles négociations. Les ministres continuaient à parler avec fermeté, tout en évitant soigneusement d'offenser les Espagnols par la moindre parole ambiguë. Villeroy allait répétant que, si la France voulait désarmer le duc de Savoie, c'était pour le repos de l'Italie et le bien de la Chrétienté et pour l'union des deux couronnes<sup>3</sup>.

Au début de novembre, on ne savait encore rien de précis sur les intentions de l'Espagne. On délibéra de nouveau au conseil du roi. Villeroy rédigea son avis sous forme de lettre adressée à la Reine mère le 9 novembre 1613.

La première partie de la lettre est un historique de la question. Villeroy retrace les efforts qui ont été faits par la diplomatie française pour résoudre pacifiquement le conflit depuis la mort du duc. Il rappelle les préparatifs militaires qui furent ordonnés après l'invasion du Montferrat et la solution provisoire du litige par la restitution de cette province. Mais celle-ci n'a été suivie ni du désarmement du Savoyard ni du retrait des troupes milanaises, et la France est obligée d'intervenir de nouveau.

La deuxième partie est consacrée à l'examen des deux sortes de moyens propres à remédier à cette inquiétante situation : la « négo-

1. Cardenas à Philippe III, 1<sup>er</sup> août 1613 (papiers de Simancas, K. 1468, p. 58).

2. Ibid., 14 septembre (ibid., K. 1468, p. 96).

3. Cardenas à Philippe III, 15 octobre 1613 (4<sup>e</sup> lettre), K. 1468, p. 110. — Voir aussi les dépêches du nonce Ubaldini des 8, 14 et 24 octobre (Bibl. nat., fonds italien 35, fol. 255 et suiv.).

ciation et douceur », « l'autorité, force et puissance ». Il faut employer le premier et faire l'impossible avant de s'engager dans l'autre voie. Villeroy propose d'envoyer une personne exprès auprès du roi d'Espagne pour savoir clairement ses intentions, une autre auprès du pape pour obtenir sa médiation, et donner beaucoup de publicité et de solennité à ces ambassades. Si les moyens pacifiques échouent, il faudra se résigner à la guerre, malgré l'incertitude du succès, car l'abandon du duc de Mantoue serait la honte et l'abaissement de la France.

\*  
\*  
\*

On peut se demander pourquoi Villeroy crut devoir mettre par écrit ce qu'il pensait. La question de Mantoue était très grave et pouvait amener de redoutables complications. Pour la première fois depuis le début de la Régence, le gouvernement armait. (L'expédition de Juliers, exécutée avec les troupes rassemblées par Henri IV, n'avait pas menacé la paix générale.) La possibilité d'une guerre, le plus terrible malheur qui pût fondre sur la Régence, justifiait la forme inusitée d'une rédaction d'avis. Rappelons-nous aussi combien cette politique énergique était à ce moment populaire. C'était une vraie « furie » au dire de l'ambassadeur Cardenas<sup>1</sup>. Les vieux ministres pacifiques risquaient de devenir suspects; au mois de juin, Condé et les grands avaient accusé Villeroy de traîner les négociations en longueur, de n'assister le duc de Mantoue que de bonnes paroles; Concini avait exprimé son mécontentement à l'envoyé vénitien Scipione Ammirato en lui disant qu'en France « on ne ferait rien qui vaille » parce que les ministres étaient tous Espagnols<sup>2</sup>. Les Huguenots avaient repris leur antienne et reprochaient aux ministres d'être vendus aux Espagnols<sup>3</sup>. Pour conserver son influence, Villeroy avait donc besoin de détruire cette légende, de montrer publiquement que, s'il préférait la voie pacifique, c'était dans l'intérêt du pays, mais que le jour où les moyens diplomatiques ne pourraient sauvegarder la dignité royale, il n'hésiterait pas à demander à la

1. Cardenas à Philippe III, 1<sup>er</sup> août 1613 (papiers de Simancas, K. 1467, p. 58). « Es una furia popular que todos dicen guerra, guerra con tanto impetu y desseo que parece han de alcançar el cielo por mover armas y pasa esto taz adelante que deve dedar mucho cuydado a la Reyna y sus ministros. »

2. Dépêche de Scipione Ammirato du 6 juin, citée par B. Zeller, p. 131; dépêche de Bartolini du 11 juin, citée par le même, p. 133.

3. Le nonce Ubaldini à l'archevêque de Capoue, nonce à Madrid, 5 novembre 1613 (fonds italien 35, fol. 270).

Reine de rompre. Voilà pourquoi, nous semble-t-il, il rédigea cet Avis destiné à Marie de Médicis et à son entourage.

La guerre redoutée, mais acceptée d'avance avec fermeté par Villeroy, n'éclata pas. Évidemment, le duc de Savoie, avec son machiavélisme habituel, s'était vanté, pour intimider la France, d'être assisté par toutes les forces de l'Espagne. C'était une grosse exagération. Mais il est certain aussi que le gouvernement espagnol n'avait pas une attitude très franche. Il avait essayé de pêcher en eau trouble, comptant sur la faiblesse de la Régente; il avait entraîné les négociations en longueur, espérant lasser la patience des Français et faire reconnaître l'occupation de quelques villes du Montferrat. Cependant le roi d'Espagne était aussi sincèrement attaché que la Régente à l'alliance des deux couronnes. Quand il vit l'ardeur belliqueuse d'une partie des Français et la fermeté digne de leur gouvernement, il céda, car il estimait qu'il ne fallait pas rompre pour une affaire aussi mesquine. Comme d'habitude, l'Espagne céda sans en avoir l'air; cette nation savait mettre un talent prodigieux à sauver le point d'honneur. Elle avait d'ailleurs dissimulé si adroitement son jeu, elle s'était si peu ouvertement compromise dans les affaires de la péninsule qu'elle put, sans paraître reculer devant la France, faire désarmer définitivement et le duc de Savoie et le gouverneur du Milanais. Dès le début du mois de décembre, la cour de Madrid adopta cette résolution pacifique, et cette longue affaire s'acheva, à la fin de 1613, par un accommodement général. Charles-Emmanuel renvoya ses troupes. Le marquis de l'Ynoyosa évacua les places du Montferrat. Le duc de Mantoue renonça à demander la réparation des dégâts commis par les ennemis aux forteresses du pays; il promit aussi de ne pas punir les rebelles du Montferrat qui s'étaient donnés au duc de Savoie. Et tout se termina, comme dans un roman bien fait, par un mariage. Le cardinal-duc « montrait avoir quelque affection pour l'infante veuve de son frère »; fortifié « en cette volonté »<sup>1</sup> par la cour de France, approuvé par l'Espagne, muni des dispenses pontificales, il épousa sa belle-sœur, et la paix régna dans la plaine du Pô.

Nous ne voulons point porter un jugement général sur la politique de la Régence qui n'a point encore été explorée en détails. Nous songeons encore moins à louer ou à blâmer comme on aimait jadis à le faire. Nous ne pouvons cependant terminer le récit de l'affaire de Mantoue sans une simple observation. On a presque toujours reproché à la politique extérieure de la Régence sa faiblesse

1. Selon l'expression de Villeroy dans l'Avis.



et sa timidité; on a employé le grand mot d'abdication devant l'Espagne. L'histoire de la succession de Mantoue et l'*Avis* de Villeroy ne prouvent-ils pas que ce gouvernement sut concilier la souplesse et la fermeté et que, tout en restant l'alliée de l'Espagne dans l'intérêt d'une paix nécessaire, la France ne fut pas en cette affaire la dupe d'une puissante amie et n'eut à faire aucun sacrifice de sa dignité?

\* \* \*

Pour bien connaître le caractère de l'*Avis* de Villeroy, il faut le distinguer des innombrables écrits qui portent le même nom.

En aucun temps, on n'a publié en France autant d'avis, de conseils, de « discours en forme d'avis », de plaintes, de remerciements, d'exhortations, d'éloges, de remontrances ayant pour fin de régler la conduite du gouvernement. On savait la Régente faible, les ministres et les grands divisés, les princes et les seigneurs disposés à se soulever, les huguenots mécontents. Des problèmes nouveaux et graves se posaient : les mariages franco-espagnols, la guerre civile, les États-Généraux. La censure des livres était très relâchée. C'était presque la liberté de la presse. Tout le monde voulut dire son mot sur la chose publique. Aussi cette littérature qui sévit de 1610 à 1620 fut-elle d'une abondance extraordinaire. La Bibliothèque nationale possède une centaine de ces avis<sup>1</sup>. La bibliothèque de l'Institut est plus riche encore<sup>2</sup>. Parmi les auteurs qui ont signé, on relève les noms de quelques bourgeois, officiers royaux ou parlementaires tels qu'Edme Callon, avocat au parlement de Dijon<sup>3</sup>, Bernard de Sainte-Hélène, conseiller du roi, lieutenant général au bailliage du Chalouris<sup>4</sup>, Antoine Arnauld<sup>5</sup> et Nicolas Pasquier<sup>6</sup>, fils d'Étienne Pasquier, ces derniers auteurs de graves et sages

1. Voir leur énumération dans le *Catalogue de l'Histoire de France*, t. I, p. 434 et suiv.

2. Ils sont groupés dans des recueils factices, année par année, sous le titre de *Mélanges sur le règne de Louis XIII. Recueils de pièces in-18* (X. a. 455 et suiv.). Quelques-unes de ces pièces se retrouvent à la Bibl. nationale; voir aussi à la bibl. de l'Arsenal le ms. 5427 : *Cinq avis importants donnez au roi Louis XIII pour le gouvernement de son état*.

3. « Avis à la France ». Lyon, 1610, in-8°.

4. « Propos tenus au Roi et à la Reine Régente sa mère, le 15 juillet 1610, par le s<sup>r</sup> Bernard... » (S. l. n. d.), in-8° (*Ibid.*, p. 98).

5. « Utile et salutaire avis au Roi pour bien régner... » (S. l.), 1612, in-8° (par Ant. Arnauld, d'après le P. Lelong).

6. « Advis très humble à la Reine mère du Roi régente en France ». Paris, 1610, in-8°.

dissertations. La plupart sont anonymes ou signés de noms de fantaisie. Toutes les causes sont défendues, la cause royale, la cause des princes, la cause des huguenots, la cause populaire et paysanne. Le gouvernement est soutenu par des panégyriques outranciers, œuvres d'auteurs à gage, ou par des avis désintéressés de bourgeois patriotes qui conservent leur franc-parler. On y trouve tous les styles, le genre simple et grave d'un Pasquier, ou de l'auteur du *Caton français au Roy*<sup>1</sup>, le genre pittoresque, ironique et plébéien de « maître Guillaume », auteur de la *Consolation des malcontents dédiée au Roi son ami*<sup>2</sup>, et aussi la manière boursoufflée et pédantesque de quelques cuistres inconnus<sup>3</sup>.

Malgré la similitude des titres et des sujets traités, les avis de Villeroi sont conçus dans un esprit très différent. Ils sont écrits non par un sujet irresponsable, mais par un ministre au pouvoir. Ce ministre était le plus expérimenté et le plus influent de tous et sous la Régence, après la disgrâce de Sully, il joua le principal rôle dans la direction des affaires. Attaquer la conduite du gouvernement, c'était pour une bonne part attaquer la politique de Villeroi. Or, Villeroi avait un tempérament de publiciste. Cet « homme de plume », comme l'appelait Sully<sup>4</sup>, cet esprit si réfléchi et si prudent s'enferma à Conflans, dans sa maison de campagne, dans certaines circonstances graves de sa vie, et y rédigea de longs mémoires pour défendre sa politique. De 1589 à 1594, il écrivit deux apologies, des lettres manifestes au roi de Navarre, des avis à Mayenne et un discours, qu'il ne prononça jamais, pour les États de 1593<sup>5</sup>. Sous Henri IV, il n'écrivit rien, sauf le manifeste sur l'affaire l'Hoste, parce qu'il avait la confiance de son maître. Sous le gouvernement faible de la Régente, il revint à ses anciens procédés. Il n'écrivait pas pour le public, mais pour la Reine, les membres du conseil et les grands, afin de résoudre un problème particulier de politique intérieure ou extérieure, tout en défendant des principes généraux.

Villeroi a rédigé à l'époque de la Régence quatre *Avis à la Reine*

1. *Le Caton français au Roi*. Paris, 1614 (attribué au premier président de Harlay).

2. Paris, 1614. — Voir aussi un amusant dialogue intitulé : *le Lourdaud vagabond*, de la même année. Ces pièces, la précédente et les suivantes sont dans la collection de l'Institut.

3. Voir particulièrement *le Conseiller fidèle à Mgr le prince de Condé*, Paris, 1615, et *Tyrtaeus aux Français*, qui sont dans la note précédente.

4. Sully, *Économies royales*, éd. Michaud, t. I, p. 370.

5. Ces apologies ont été plusieurs fois publiées sous le titre de *Mémoires d'état*. La dernière édition est celle de Michaud et Poujoulat. Paris, 1838, in-8°, 1<sup>re</sup> série, t. XI.

mère : en 1611, il examine les mesures à prendre pour empêcher les troubles, en faisant dissoudre les confédérations de princes et grands seigneurs mécontents<sup>1</sup>; le 10 octobre 1612, il expose son avis « sur la demande de Quillebeuf faite par M. le comte de Soissons »<sup>2</sup>; le 8 novembre 1613, « sur les différends de Mantoue »; le 10 mars 1614, « sur la paix à conclure avec les princes »<sup>3</sup>. Le troisième de ces avis que nous publions est resté inédit ainsi que les avis de 1611 et de 1612. Il est reproduit dans six manuscrits : Bibl. nat., f. fr. 4028, 17334, 17359; Nouv. acq. fr. 7260; bibl. Arsenal, n° 5427 et F. Dupuy, n° 3. C'est celui du fonds Dupuy, le plus correct et le plus connu, que nous avons transcrit.

De cet avis, comme des autres, toute polémique personnelle est absente. Par là ce genre d'écrit diffère des deux grandes *Apolo-gies*. Villeroy a soin de dissimuler tout ce qui peut rappeler les contradictions, les intrigues, le désaccord du personnel gouvernemental. Les avis ont une belle allure grave, ordonnée, impersonnelle; le ton est élevé; les conseils semblent donnés non par Villeroy, secrétaire d'État, mais par la sagesse et la raison mêmes s'adressant à l'intelligence et au cœur de la Reine.

Ceci suffit à nous faire comprendre le style des Avis. Villeroy n'était pas un grand lettré; il n'avait pas étudié aux universités, il avait été employé aux affaires de l'État à l'âge où d'autres apprennent encore. Il savait très peu de latin et ignorait l'art de faire de beaux discours ou des morceaux de style soigné. Il écrivait, tout naturellement, avec une certaine facilité; ses idées s'enchaînaient bien parce qu'il avait l'esprit très clair; le ton était plein de bonhomie, de familiarité; la langue était émaillée de locutions populaires et de proverbes pittoresques. Le style des Avis est toutefois un peu différent. Il a perdu une partie de ces qualités familières. En lisant l'Avis de 1613, qui est à notre sens le mieux ordonné et le plus châtié de

1. Cinq-Cents Colbert, n° 19.

2. Bibl. nat., f. fr. 4028, 17334, 17359; nouv. acq. fr. 7260; bibl. Arsenal, n° 5427; f. Dupuy, n° 3.

3. Mêmes sources que le précédent, plus une copie conservée f. fr. 18141. Nous avons publié cet avis dans la *Revue Henri IV*. Paris, 1908 (avril-mai), t. II, n° 2, p. 79 et suiv. Cette revue bimensuelle, qui a paru à Paris, à la librairie Champion, en 1905 et en 1906, a publié un certain nombre d'articles et de documents inédits relatifs à l'histoire du règne et signés par MM. Chamberland, Baguenault de Puchesse, Brière, Couzard, Laffleur de Kermaingant, Jadart, Souchon, Nouaillac, etc. Après une année d'interruption, elle a reparu au début de 1908 réorganisée sous la direction de M. Chamberland, professeur au lycée de Reims, et se propose d'être l'organe commun aux travailleurs qui a-tentés la riche et complexe histoire de Henri IV.

tous, on verra que Villeroy a tenté d'écrire d'une manière grave et soutenue. Mais son intelligence nette et son sens pratique d'homme d'affaires l'ont préservé de l'enflure, de la solennité et du pathos. Son défaut même de culture étendue et la simplicité de son caractère ont sauvé le naturel du style. Les Avis sont parmi les écrits politiques de l'époque les seuls que n'orne aucune citation, aucun souvenir de l'antiquité; partout ailleurs, on voit défilér en rangs plus ou moins serrés les Alexandre, les Caton, les César et autres personnages classiques. Cet Avis du 9 novembre 1613 est une dissertation bien composée, très claire et très simple. Il importait de remarquer ses qualités littéraires, après avoir fait ressortir son intérêt comme document historique<sup>1</sup>.

J. NOUAILLAC.

#### AVIS DE VILLEROY A LA RÉGENTE

(8 NOVEMBRE 1613).

Madame,

Il est question de donner conseil à V. M. sur les affaires de Mantoue. Ceste délibération est très importante et plus difficile à résoudre qu'aucune qui se soit présentée depuis vostre régence.

Car il ne s'agit pas seulement de protéger le cardinal duc de Mantoue et sa maison, à quoi nos traittez, vostre affinité et la justice de sa cause obligent le Roi et vous et par conséquent le royaume, mais il y va de la conservation et dignité roiale de Voz Majestez, et par tel exemple de celle des autres amis et alliez de la France.

Quoi sagement préveu par V. M., à la mesme heure que l'advis lui fut donné du deceds du dernier duc de Mantoue, frère aîné de celui qui règne, elle advertit le Pape, l'Empereur et le roi d'Espagne par letres et courriers exprès qu'il falloit prendre garde aus mouvemens et altérations que cela pouvoit engendrer à cause des prétentions anciennes du duc de Savoie sur le Montferrat, renforcées à présent par celles de la fille du dit duc, vefve du deffunt duc de Mantoue, et de sa petite-fille.

Le Pape s'esmeut peu à vostre susdit advis, n'en recognoissant et appréhendant peut-estre la conséquence. L'Empereur monstra en avoir soin<sup>2</sup>; et le roi d'Espagne permit que le courrier que vous aviez

1. Qu'il me soit permis de citer mon livre sur *Villeroy secrétaire d'État et ministre de Charles IX, Henri III et Henri IV*. Paris, Champion, 1909. La politique du ministre pendant les années de minorité de Louis XIII a été exposée très brièvement dans le dernier chapitre.

2. Voir Siri, *Memorie recondite*, t. III, p. 31-32. — On avait demandé à

dépesché exprès pour ce seul effect nous fust renvoyé par vostre ambassadeur sans response, après plusieurs et diverses instances réitérées par lui tant à la personne du dit roi qu'à l'endroit de ses principaux officiers<sup>1</sup>.

V. M. trouva cela estrange et en fit mauvais jugement; toutesfois, elle fut destournée de s'en formaliser davantage par la considération de vos dernières alliances avec le dit roi, de la bonne foi et sincérité qu'il a tousjours professée à la cognoissance que V. M. savait qu'il a esprouvée comme les autres du courage du dit duc de Savoie et de ses fins, comme de l'intérêt que le dit Roi catholique ha de maintenir le repos public de la chrestienté et spécialement celui de l'Italie à l'imitation du feu roi son père, lequel tant qu'il a vescu s'est abstenu avec grande prudence de donner aux princes et potentats d'Italie aucun sujet de meffiance de sa domination et de son voisinage.

V. M. trouva bon aussi, sur le conseil qui vous en fut donné par les princes et seigneurs qui estoient lors auprès du Roi, de faire dire au dit duc de Savoie premièrement par vostre agent résident auprès de lui et depuis par la voie de M. le mareschal de Lesdiguières, que vous désiriez qu'il choisit celle de la douceur et justice en sa poursuite et conduite des affaires qu'il pouvoit avoir à démesler avec le dit cardinal duc de Mantoue tant pour lui que pour sa fille et sa petite-fille, sans y employer la force pour ne troubler la paix publique, d'autant que V. M. et la France estoient obligez à la conserver et protéger ledit cardinal et sa maison, offrant néanmoins vostre entremise et l'autorité du Roi pour faire décider et composer leurs différends par la douceur.

La response du duc de Savoie fut véritablement plus accompagnée de respect envers Voz Majestez qu'elle ne fut suivie d'effets correspondans à vostre susdite déclaration et office.

V. M. tint le dit duc de Mantoue adverti de vos diligences et intentions en sa faveur, comme du succès d'icelles; dont il vous remercia, en suppliant V. M. de continuer.

Et néanmoins, recognoissant que l'autorité de l'Empereur et les armes de l'Espagne pouvoient plus promptement et seurement le garantir contre les desseins et mouvemens du duc de Savoie, il est

l'Empereur d'employer son autorité à empêcher que l'Infante veuve et sa fille ne sortissent de Mantoue. La conduite de Mathias fut assez ferme et conforme aux intérêts de la France. Il maintint ses droits de suzerain, lança une proclamation pour les affirmer et attribua la tutelle de la jeune princesse à son oncle Ferdinand.

1. Il faut ajouter qu'un courrier fut envoyé à Venise pour disposer la République à embrasser la défense du Montferrat si le duc de Savoie cherchait à s'en emparer. D'autre part, Marie de Médicis avait entamé une correspondance avec le grand-duc de Toscane pour l'encourager à se joindre à la France et à coopérer au besoin à une manifestation armée contre la Savoie. Voir les lettres des 22 et 23 mai publiées en appendice par B. Zeller, p. 347 et 348.



certain qu'il eut lors son principal recours à l'un et à l'autre. Ce qui fut par V. M., de sa bonté et de sa judicieuse prudence, plus attribué à la nécessité et aus conseillers du dit duc qu'à son inclination ni à aucune irrévérence et mespris du nom et protection de Vos Majestez<sup>1</sup>.

Lesquelles aians sceu que le dit cardinal monstroït avoir quelque affection pour l'Infante vefve de son frère, V. M. fut conseillée de le fortifier en cette volonté, jugeant si Sa Sainteté le dispensoit de faire le dit mariage que c'estoit un très bon et très prompt moien d'amortir les querelles d'entre ces deux maisons qui estoient allumées artificieusement par ceux qui projettoient dès lors et s'attendent encore peut-estre à présent d'en profiter aus despens peut-estre de l'une et de l'autre maison.

Ce que le dit duc a fondé sur le manquement de la parole prétendue avoir esté donnée par le dit cardinal pour le sequestre entre les mains du duc de Modène, dont il est certain que le dit cardinal fut bien aise d'avoir quelque sujet de se desveloper, ainsi qu'il a publié, pour avoir mieux recogneu les fins ausquels tendoient ceux qui le demandoient, les autres qui le favorisoient et ceux qui lui donnoient tel conseil.

Quels ont esté les exploits d'armes faits par le duc de Savoie au Montferrat, chacun en a cognoissance, comme de la froideur et lenteur du gouverneur de Milan à s'y opposer, interprétée par aucuns à connivence, par les autres à foiblesse et par les plus intelligens à l'un et à l'autre deffaut.

Tant y a que V. M. fut conseillée, voire forcée du devoir de vraie et bonne parente<sup>2</sup> et de protectrice de la paix publique, comme digne régente de ce grand royaume, de secourir le prince injustement assailli et opprimé, voyant que de la part d'Espagne il tardoit tant à recevoir l'assistance et consolation qui lui estoit nécessaire contre l'espérance donnée à lui et à ses amis et par exprès à V. M. par lettres mesmes redoublées du dit gouverneur de Milan à elle envoyiez par courriers exprès et par les propos tenus sur ce sujet à vostre ambassadeur en Espagne. A quoi l'auroit encore excité la considération de M. de Nevers, lequel, comme prince généreux intéressé en la cause du dit duc de Mantoue et de sa maison, s'estoit très à propos jetté dedans Casal, aiant appris à Savonne, conduisant en Italie la duchesse d'Ornano sa belle-sœur, que ledit duc avoit assailli avec armes décou-

1. Sous ce langage courtois, il faut reconnaître l'expression d'un vif mécontentement. On fut très irrité en France contre le cardinal duc, à qui on reprochait d'être inconstant, timide, mou et de se défier de la France. La reine l'excusait comme un jeune prêtre embarrassé dans un labyrinthe d'affaires. Voir les dépêches de Villeroy à Léon Brulart, dans Siri, *Memorie recondite*, t. III, p. 33.

2. Le duc Vincent I<sup>er</sup>, qui régna de 1587 à 1612, avait épousé Éléonor de Médicis, sœur de la Reine régente.

vertes les places du dit Montferrat et par surprise ja occupé quelques-unes d'icelles.

Quelle a esté la diligence et despense employée par le Roi et V. M. à préparer et dresser ce secours après la résolution d'icelui prise par V. M. avec monseigneur le prince de Condé par vous appelé et attendu pour cet effet et les autres princes et officiers et grands du royaume, chacun en a cognoissance<sup>1</sup>, et puis dire que la despense extraordinaire qui a esté faite est revenue à plus de huit ou neuf cens mil livres, somme non petite en esgard à l'ordinaire que vous supportez pour maintenir le royaume en paix, qui surpasse et excède plus de trois millions de livres celle qui se faisoit du temps du feu Roi; laquelle néantmoins nous pouvons dire très bien employée puisque vous avez recueilli et jouissez encore heureusement avec toute la France et au bénéfice et avantage de toute la République chrestienne par la grâce de Dieu et la bonne assistance de tous les susdits princes et seigneurs et des gens de biens du royaume, de la concorde et tranquillité publique par nous tant désirée et à tous si utile et nécessaire.

Chacun dedans et dehors le royaume a recogneu par les prompts effets qui s'en sont ensuivis combien vostre armement estoit nécessaire au dit cardinal duc de Mantoue et à ses affaires, car encores que nous aions occasion de croire que l'intention du roi d'Espagne estoit que les places prises au dit Montferrat par le dit duc de Savoie fussent restituées au dit cardinal duc de Mantoue, sa parole et sa foi y estoit bien avant engagée outre les raisons publiques et secrètes qui l'ont peu et deu mouvoir à ce faire; puisque par effet elles lui ont esté rendues, il est vraisemblable que la jalousie des armes de France, mesme delà les monts, n'a pas peu servi à l'accélération de la dite restitution<sup>2</sup>.

Après laquelle V. M. fut conseillée de descharger les finances du Roi et les princes du royaume de la susdite despense extraordinaire

1. D'après une lettre de l'ambassadeur vénitien, du 30 mai 1613, on décida que l'on paierait 20,000 fantassins et 2,000 cavaliers, sur lesquels 2,000 fantassins et 1,800 cavaliers entreraient en Piémont sous Lesdiguières; 6,000 fantassins commandés par Guise s'établiraient en Provence, 2,000 fantassins et 2,000 cavaliers sous M. le Grand pénétreraient en Savoie (voir B. Zeller, p. 129). — Condé avait proposé de tirer l'argent des caves de la Bastille. Il s'était montré le plus belliqueux de tous les conseillers et avait toujours prononcé des discours « accompagnati da qualche passione », dit l'ambassadeur vénitien. Voir la dépêche du 11 juin, Bibl. nat., fonds italien 1766, fol. 81.

2. Villeroy ne parle pas du rôle joué par l'Espagne dans toute cette affaire. Les lettres de l'ambassadeur vénitien du 17 au 21 juin nous apprennent que le secrétaire du gouverneur de Milan passa à Lyon le 7 juin et dit à d'Alincourt, gouverneur de la ville, qu'il portait au marquis de l'Ynoyosa, gouverneur du Milanais, l'ordre du Roi de rétablir le *statu quo*. Bientôt une lettre du roi d'Espagne à la Reine l'informa qu'il avait donné ordre au gouverneur de Milan de faire mettre bas les armes au duc de Savoie.

et de la foule qu'elles en recevoient par un prompt licentierement des dits gens de guerre.

A quoi V. M. fut encore requise par lettres expresses dudit gouverneur de Milan et de la part du dit roi d'Espagne, assurant que les choses promises en faveur du dit cardinal de Mantoue seroient accomplies. Il remonstroit aussi à V. M. plus la séparation de nos forces seroit prompte, celle que le duc de Savoie devoit faire des siennes seroit aussi avancée et effectuée suivant l'intention du dit roi d'Espagne, à cause de la méfiance que le dit duc feignoit avoir d'icelles, mais en effet pour celle que sans fiction le dit gouverneur de Milan en avoit plus grande que le dit duc, comme il n'a depuis que trop apparu et apparoit encore à présent par le procédé du dit gouverneur et par les conseils qu'a depuis pris le roi d'Espagne.

Car au lieu de faire désarmer le dit duc de Savoie et remettre les choses en pleine quiétude, ainsi qu'elles estoient au dit Montferrat et ailleurs devant l'hostilité ouverte par le dit duc, comme la raison vouloit qu'il fust fait, et V. M. l'attendoit des espérances, voire des assurances que l'on lui en donnoit, les gens de guerre du dit duc ont esté maintenus ensemble, et plus tost augmentés que retranchés, et logés aus portes du dit Montferrat pour menacer et intimider le duc de Mantoue; et ceux de Milan ont tousjours vescu depuis à discrétion dedans le dit Montferrat à la ruine et désolation entière d'icelui, y consommant et mangeant entièrement les vivres, de sorte que les places ne peuvent plus estre assistées et nourries, ni mesme celle de Casal, de laquelle seule l'on sçait que dépend l'entière conservation du pais soubz la domination du dit duc de Mantoue, légitime seigneur et héritier du dit marquisat : de manière que l'on a juste argument de sousçonner que le dégast et la retenue des dits gens de guerre au dit pays se fait à poste et par commandement pour affamer la forteresse de Casal; et d'autant plus que l'on voit que les dits Espagnols se sont depuis peu emparez du chasteau de Pontesture<sup>1</sup> et de la ville d'Acqui, places voisines du dit Casal, et par lesquelles l'on peult comme bloquer la dite place; en laquelle non plus qu'aus autres il n'est desja plus permis au dit duc de Mantoue d'envoyer et faire passer et entrer armes et munitions de guerre ni vivres que par la volonté et permission des dits Espagnols, ayans naguères refusé le chemin et passage pour quelque balle d'armes que le dit duc de Mantoue envoioit au dit pays pour distribuer aux habitans d'icelui que le duc de Savoie a entièrement désarmez.

V. M. est à présent mieux informée des dernières intentions et raisons du dit cardinal sur la délivrance de la princesse et de l'estat présent de ses affaires par la depesche du secrétaire de vostre ambassa-

1. Ponte di Stura ou Pontesture, ou encore pont d'Esture (Bassompierre, *Mémoires de ma vie*, éd. Chantérac, t. IV, p. 297), est une place forte de la province d'Alexandrie qui, ainsi qu'Acqui, est très près de Casal.

deur à Venise qui vous a esté envoyée à son instance, pour sur cela fonder vos conseils et résolutions, après la response que vous recevrez du costé d'Espagne; laquelle il semble que V. M. doive attendre devant que d'entrer plus avant en cette délibération.

Toutesfois, d'autant que celles d'Espagne sont ordinairement tardives et ambiguës, que les affaires du dit cardinal au Montferrat et ailleurs empirent à veuë d'œil et ont tout besoin d'estre relevées et soustenues promptement par effets dignes de l'autorité et nom de V. M., quand ce ne seroit quë pour ne laisser deschoir et abbatre les volontez et courages des autres princes et potentats, qui par compassion et par intérêt lui ont jusques à présent départi leur amitié et assistance, il semble que V. M. ne peut trouver que bon qu'il soit par advance discouru par vos serviteurs sur ceste matière avec franchise, fidélité et affection deües au service de Voz Majestez pour en estre usé par votre prudence, ainsi qu'elle jugera par les meilleurs conseils qui lui seront départis estre à faire pour le service du Roi et le contentement de V. M., à quoi conspirent et aspirent les vœux de vos fidèles subjets et serviteurs.

Madame, il n'y a que deux moiens d'arrester le cours des accidens et malheurs desquels ces mouvemens nous menacent comme le reste de la chrestienté. L'un est celui de la négociation et douceur; et l'autre par une auctorité, force et puissance propre et suffisante à un tel effet.

Le premier doit estre non seulement préféré au dernier, mais je dis qu'il faut tenter et faire l'impossible devant que de s'engager en cestui-ci ni par délibération ni par aucune action, d'autant que les inconvéniens, périls et malheurs qui en naistroient indubitablement et inévitablement sont encore plus grands qu'ils ne peuvent estre à présent prévenus, prédits ni appréhendez par V. M. ni par autre personne vivante, quelque clairvoiante ou expérimentée qu'elle puisse estre aux affaires du monde.

V. M. prudemment a ja commencé à tenter le premier remède par les langages qu'elle a tenus à l'ambassadeur d'Espagne et les commandemens qu'elle a faits au sieur de Vaucelas; de quoi il semble qu'il faut bien espérer si vos raisons et remonstrances ne rencontrent l'esprit du roi d'Espagne et de ses conseillers aussi aliénés du soin et désir de conserver la paix publique et estreindre une parfaite amitié et alliance avec Vos Majestez, qu'ils s'y sont jusques à présent monstrez affectionnez<sup>1</sup>.

Toutesfois, comme il semble que ces affaires pressent, voire forcent la patience et longanimité ordinaire de V. M. en la direction de celles

1. On trouve aux Archives nationales, dans les papiers de Simancas, K. 1468, p. 113, l'original de la lettre écrite le 15 octobre par la Reine à Philippe III, afin d'accréditer auprès de lui son ambassadeur pour négocier sur les affaires de Mantoue.

du royaume, j'estime qu'il est à propos, voire nécessaire que V. M. réitère sans remise aucune les offices qu'elle a commencez envers le dit roi d'Espagne, mais par personne expresse de qualité, nourrie et entendue aus affaires d'Estat, pour fournir et départir de soi et sur-le-champ aus questions, ouvertures et difficultez qui lui pourront estre formées et par la conduite découvrir les dernières intentions du dit roi d'Espagne, pour pouvoir à présent mieux bastir vos résolutions; davantage cette dépesche, qui sera publique et sçeüe de tous, consolera grandement le duc de Mantoüe et ceux de sa maison et pareillement les autres amis et alliez de la France, acquerra réputation à V. M. et aidera à justifier à présent et à l'advenir vos actions et intentions quelque résolution que vous preniez. V. M. peut en mesme temps envoyer deux autres personnages en Italie, l'un au Pape, l'autre au dit duc de Mantoüe, pour requérir l'aide et assistance de Sa Sainteté en cette occasion plus importante à l'Église de Dieu et au repos de la chrestienté comme de l'Italie, et par conséquent à l'auctorité du Saint-Siège, que nul autre qui se soit présentée depuis son pontificat; lui déclarer ce à quoi vous engage l'intérêt et la réputation de la France en cas de guerre, vostre désir de l'éviter par tous moiens honestes et compatibles avec la dignité et conservation de ceste couronne très chrestienne. L'espoir que vous avez en sa prudence et sa justice pour ce regard, les malheurs qui naistront d'une nonchalance ou indifférence de la part de Sa Sainteté qui seroient suivis d'effets encore plus périlleux et irrémédiables que l'on ne peut prédire, si sa dite Sainteté par ses actions et jugemens s'escartoit aucunement de la neutralité et du devoir de père commun jaloux de l'entretènement de la paix de la chrestienté, et en particulier de l'Italie, comme l'espérance donnée de sa conduite depuis son exaltation manifeste qu'elle en a faite<sup>1</sup>. A quoi l'on peut adjoûster et lui faire remarquer tous les désavantages pour le public et pour le particulier, et mesme pour nostre religion, qui naistront en quantité et qualité incompré-

1. Le portrait du pape Paul V est un peu flatté pour la circonstance. Camillo Borghese, qui fut pape de 1605 à 1621, était un théologien défendant avec rigueur les droits de l'Eglise, mais un mauvais politique. En 1606, il faillit déchaîner la guerre en Italie en soutenant avec trop de raideur les droits du Saint-Siège dans le conflit avec Venise. Dans toute l'affaire de Mantoue, il n'eut qu'une seule préoccupation, fuir les responsabilités. Il refusa constamment de s'engager dans une affaire si épineuse qui pouvait lui attirer le ressentiment d'une ou plusieurs puissances catholiques. Dès le 8 mai, Brèves, notre ambassadeur à Rome, annonçait à la Régente que Paul V ne voulait pas aider Ferdinand (voir Siri, *Ibid.*, p. 75). Le pape avait d'autres mobiles que le désir du repos. Il avait conservé du ressentiment contre le feu duc de Mantoue qui, dans l'affaire de l'Interdit (1606-1608), s'était mis du côté des Vénitiens; à plus forte raison se défait-il des Vénitiens qui poussaient à une politique hostile à l'Espagne. Le pape ne retrouva la voix que pour louer les cours de France et d'Espagne, lorsqu'elles se furent mises d'accord (voir les dépêches



hensibles de l'infraction de paix étant faite de la part du dit roi d'Espagne, mesme mespris et contemnement des remontrances et prières de V. M. et sans mettre en considération leurs personnes et couronnes, à la veille de la perfection de leurs doubles alliances avec le dit roi.

De toutes lesquelles considérations et raisons, comme de plusieurs autres encore qui y concurrent et peuvent estre adjoustées, l'on dressera l'instruction de l'envoïé vers Sa Sainteté pour faire valoir davantage sa légation : laquelle à mon advis ne sera de peu d'efficace, étant commise à personne capable et propre pour bien s'en acquiter et pour estre respectée de Sa Sainteté et du sacré collège. Il semble aussi que M. le duc et M<sup>me</sup> la duchesse de Lorraine<sup>1</sup> doivent estre advertis par V. M. par homme exprès ou par lettres portées par le courrier qui sera despesché vers l'Empereur de vos dites intentions et délibérations et de l'ordre que vous avez délibéré de tenir à l'exécution d'icelles, affin qu'elles soient en toutes manières secondées par Leurs Altesses comme elles y sont tenues par leur proximité et par leur alliance et ont souvent fait dire à Leurs Majestez y estre disposées.

Il faut donc se résoudre à faire toutes sortes de devoirs, offices et efforts que l'on peut excogiter, et éviter ce précipice. Mais si Dieu permet pour nos péchez que l'on ne puisse divertir le dit roi d'Espagne de la volonté d'avoir la dite princesse Marie, mesme devant que l'on ait esclairci ses droits et convenu d'iceux, sous prétexte que son nom y est engagé ou pour autres considérations et raisons avantageuses pour lui et pour ses Estats, dont il prétend se prévaloir, doit-on conseiller à V. M. de consentir et donner les mains au dit dépost et passer par-dessus toutes les raisons et considérations qui militent au contraire.

Pour moi, Madame, j'avoue que je ne puis approuver cette opinion quoi qui en puisse arriver, d'autant que ce sera abandonner lâchement premièrement le dit cardinal et sa maison en une cause juste contre la protection que vous lui devez mesmes par les traittez de paix et davantage desgouter par tel exemple de vostre bienveillance et alliance vos autres amis, voisins et alliez, à la honte de la France. Ce qui produira des accidens pour V. M. très dangereux et pour ledit roi d'Espagne très avantageux ; car, comme il aura gagné ce point contre vostre volonté, il faudra non seulement que le dit duc de Mantoue

d'Ubal dini, fonds italien 35). Le 5 novembre (fol. 273), Villeroy avait exposé au nonce ses idées sur ce que devait être le rôle du pape, neutre dans les querelles, pacificateur, père commun et médiateur de la chrétienté. C'était un des principes les plus fermes de Villeroy en matière de politique étrangère. Cf. *Villeroy*, p. 414-428 (la Conquête de Rome. Villeroy principal conseiller de la politique romaine de Henri IV).

1. Henri de Lorraine, qui succéda à Charles II de Lorraine en 1608, avait épousé en secondes noces, en 1606, Marguerite de Gonzague. Nous n'avons trouvé aucune trace d'intervention des princes de Lorraine dans cette affaire.

fleschisse servilement à son vouloir, mais ce sera proprement lui dresser une eschelle pour monter et parvenir à la monarchie entière de l'Italie, et ensuite de cela au reste de la chrestienté, de laquelle la France a tousjours esté le contrepoids de la balance, assistée des amis et alliez d'icelle intéressez en la mesme cause.

Lesquels justement offensez de la cheute du dit duc et de sa maison, qu'ils imputeroient avec quelque raison au manquement de la protection et amitié de V. M. pour le bas aage du Roi, seroient entièrement désespérez de l'une et de l'autre; de sorte que Vos Majestez se trouveroient bien tost aussi decriées que délaissées et abandonnées de toutes parts, et partant réduittes à la discrétion et merci de ceux qui pour profiter de cette occasion auroient, contre tout ordre de justice et de respect de Vos Majestez et de la paix de la chrestienté, passé par-dessus les considérations des deux alliances traittées saintement de votre parole et prestes à solenniser, en mesprisant vos remonstrances, prières et intérêt et violans la foi publique, en laquelle nommément la maison de Gonzague est comprise comme plusieurs autres, et ce, sous prétexte et couleur de disposer d'une jeune princesse qui est vostre parente comme elle est du dit Roi, pour contenter le dit duc de Savoie, ou pour, sous le nom de ce dit prince, débatre et prétendre le Montferrat et sur cela s'en emparer, et peut-estre après ceste conquête passer avec le mesme mespris de Vos Majestez à autres plus importantes; de quoi il n'i a pas apparence de raison de croire que si les dites alliances non encore faites n'ont peu les divertir, qu'estans parfaittes ils en soient plus respectueux à vostre endroit.

Quoi donc dira-t-on, faut-il prendre le hazard de rompre des alliances et mariages si convenables, si honorables et utiles à vostre couronne comme à celle d'Espagne, desquels Vos Majestez et la France ont desja recueilli tant de contentement et de bien pour vostre couronne, pour favoriser et supporter la maison de Mantoüe ou seulement empescher le dépost de la dite princesse affectionnée par le dit roi d'Espagne? Véritablement, Madame, ce sault est si périlleux qu'il ne peut estre franchi sans frémissement et horreur.

Et d'autant plus qu'il est encore douteux et incertain, quand Vos Majestez s'opposeront aus desseins et vouloir du dit roi d'Espagne, que vous en veniez à bout, estant secondé comme il est du dit duc de Savoie.

Car ils sont desja armez puissamment, préparez et logez et puisamment et commodément pour avancer leur effet devant que vous aiez de quoi l'empescher. Car encore que la France abonde en capitaines et gens de guerre plus qu'elle n'a oncques esté, si faut-il du temps et de l'argent à bon escient pour les mettre et entretenir en besongne.

De manière que Vos Majestez courent fortune, si presentement elles se déclarent et prennent ouvertement l'affirmative pour le dit duc de Mantoüe contre le dit roi d'Espagne, que la honte entière en demeure

à Voz Majestez et à la France, accompagnée de regret pour le dommage que vous en recevrez; et partant que vous encourriez le reproche et le mespris qui suit ceux qui par impuissance ne peuvent garentir leurs amis de naufrage.

Car il est certain que le roi d'Espagne ha de grands avantages sur vous en l'exécution de ce dessein; et partant qu'il sera difficile que vous l'empeschiez s'il est résolu de le pousser avant aussi courageusement qu'il semble estre en son pouvoir d'en avancer l'exécution.

Je conclus donc, Madame, avec la permission de V. M., qu'il faut faire toutes sortes de diligences et devoirs envers le roi d'Espagne et les autres princes et potentats ici dénommez pour composer et accorder amiablement ceste querelle le plus promptement que faire se pourra et empescher que le dit Roi ne s'y engage plus avant, en recherchant et moiennant qu'il soit contenté en son désir par tous moiens honnestes et équitables et non préjudiciables insupportablement à vostre réputation ni à vos alliez.

Mais si vous ne pouvez en venir à bout, j'estime que V. M. doit hazarder toutes choses plustost que de laisser entamer la réputation du Roi, la vostre et celle de la France et opprimer vos alliez. En quoi je supplie le roi des rois, vrai protecteur de la justice et deffenseur des affligés, qu'il veuille assister et fortifier V. M. en ses conseils et droites intentions, affin que le succès en soit à sa gloire et à vostre avantage et de la France, comme jusqu'à présent il lui a pleu diriger et conduire depuis vostre régence par son Saint Esprit vos conceptions et actions roialles pour la conservation et manutention de la personne et autorité souveraine du Roi et de la paix du royaume, de laquelle dépend le bonheur de la République chrestienne et de l'Eglise universelle.

Fait à Conflans<sup>1</sup>, le VIII<sup>e</sup> jour de novembre 1613.

---

1. A Conflans, près Charenton, était la maison de campagne de Villeroy, son lieu préféré de retraite, dont Ronsard avait célébré les charmes. Conflans était célèbre par ses beaux jardins (voir le mémoire consacré au village, au château et aux seigneurs de Conflans par P. Hartmann dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, t. XXXV, 1908).

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### NÉCROLOGIE.

LÉOPOLD DELISLE.

La mort de M. Delisle est une grande perte pour l'érudition française. Si l'histoire de nos institutions, de nos gloires médiévales était plus en faveur en France, cette mort serait considérée comme un deuil national.

Léopold-Victor Delisle naquit à Valognes (Manche) le 24 octobre 1826. Il était de souche vigoureuse et saine, solidement charpenté, avec un tempérament sanguin et les plus heureuses facultés : il avait le don et le goût de l'observation précise, un jugement sûr, clair et pénétrant, peu d'imagination, mais une rare aptitude à recueillir les faits, à les cataloguer, à les classer dans l'ordre le plus logique, une mémoire rapide, étendue et tenace, une puissance de travail que l'âge devait à peine amortir; d'autre part, beaucoup de sens pratique, un esprit prudent, avisé dans les affaires; il était bienveillant avec les personnes, d'une bienveillance qui n'allait pas sans quelque réserve ni détours, mais qui savait encourager et guider les travailleurs. Ces dons s'unissaient d'ailleurs dans un si bel équilibre qu'ils donnaient l'impression d'une nature d'élite, capable d'aborder les plus grands sujets ou les questions les plus délicates et d'y réussir sans qu'on sentit l'effort.

Dans ses *Souvenirs de jeunesse*<sup>1</sup>, L. Delisle a conté comment, alors qu'il était encore sur les bancs du collège, il fut attiré vers l'étude des antiquités de sa province natale par un vieillard, Charles Duhérisier de Gerville, ancien émigré, qui fut un des fondateurs de la Société des Antiquaires de la Normandie<sup>2</sup>. Il apprit la paléographie en copiant le cartulaire de Saint-Sauveur-le-Vicomte que Gerville lui prêta. Le premier acte transcrit dans ce cartulaire est une charte du roi d'Angleterre Henri II, et l'on sait que c'est aux

1. Publiés en tête de ses *Recherches sur la librairie de Charles V* (1907).

2. L. Delisle a publié en 1853 une *Notice sur la vie et les ouvrages de M. de Gerville*.

chartes normandes de ce même roi qu'il consacra son dernier travail. Le rapprochement de ces deux faits est sans doute l'œuvre du hasard; il montre cependant l'unité que L. Delisle sut mettre dans une vie où tant d'autres soins retinrent son attention.

Il entra à l'École des chartes à la fin de 1845. Il a résumé lui-même, en peu de mots qui ne manquent pas de saveur, l'emploi de son temps pendant les trois années qu'il y resta : « En 1846, j'avais à suivre un seul cours, que M. Guérard<sup>1</sup> faisait dans les combles de la Bibliothèque royale et qu'il dut interrompre à plusieurs reprises par raison de santé. En 1847, la réorganisation de l'École, transférée aux Archives du royaume, dans un local encore à moitié approprié, réduisit à trois mois la durée des cours; en 1848, les événements amenèrent une assez longue fermeture de l'École. » Heureusement, il était de ces étudiants à qui suffit une bonne méthode et qui, dès le début, savent organiser leur travail d'une façon vraiment scientifique. Il sortit de l'École le 15 janvier 1849, troisième d'une promotion dont les deux premiers étaient Aug. Himly et Ad. Tardif. Sa thèse : *Essai sur les revenus publics en Normandie au XII<sup>e</sup> siècle*, n'a jamais été publiée en entier<sup>2</sup>. Une dissertation : *Des monuments paléographiques concernant l'usage de prier pour les morts*, qui avait paru un peu auparavant, fut distinguée par l'Académie des inscriptions qui lui accorda une médaille; c'était, dit le rapporteur, « un morceau achevé; pour un début dans la science, il serait difficile de rien produire qui montrât mieux tous les caractères de la maturité »<sup>3</sup>. L. Delisle justifia cet éloge par une suite rapide de remarquables travaux : *Études sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie au moyen âge* (1851), modèle d'histoire économique tirée entièrement des documents d'archives et qu'on a pu réimprimer en 1903 sans qu'il eût vieilli; *Cartulaire normand de Philippe-Auguste, Louis VIII, saint Louis et Philippe le Hardi* (1852); *Notice sur Orderic Vital* (1855), admirable étude critique où sont démêlées avec une rare sagacité les diverses rédactions de l'*Historia*, déterminées la composition et la valeur de cette

1. Benjamin Guérard, l'éditeur du *Polyptyque d'Irminon*.

2. Plusieurs chapitres ont paru dans la *Bibl. de l'École des chartes*, 2<sup>e</sup> série, t. V, et 3<sup>e</sup> série, t. I. Voir la *Bibliographie des travaux de M. Léopold Delisle*, par Paul Lacombe, p. 5.

3. Voir cette même *Bibliographie*, p. 2. La Dissertation est dans la *Bibl. de l'École des chartes*, 2<sup>e</sup> série, t. III, p. 361-411. On peut la considérer comme la préface du recueil intitulé *Rouleaux des morts, du IV<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle* (Soc. de l'hist. de France, 1866).



œuvre, aussi précieuse que confuse<sup>1</sup>; *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, avec une substantielle introduction sur les sources, les caractères et l'importance historiques de ces documents (1856); *Mémoire sur les actes d'Innocent III* (1857)<sup>2</sup>, où l'auteur fixait les règles employées pour leur rédaction à la chancellerie pontificale et donnait le moyen sûr de les distinguer des actes émanés des papes Innocent II et Innocent IV. Ces travaux dans des genres si divers avaient ce trait commun : ils épuisaient le sujet; sobres en considérations générales, mais abondants en faits nouveaux, riches en documents inédits, ils satisfaisaient l'esprit par ce qu'ils apportaient d'original et de définitif. Aussi comprend-on que l'Académie des inscriptions se soit hâtée d'élire L. Delisle parmi ses membres ordinaires (11 décembre 1857). Il venait d'avoir trente et un ans et n'était encore que simple employé au département des manuscrits de la Bibliothèque impériale; mais sa vie était désormais fixée : la Bibliothèque et l'Académie allaient devenir les deux centres principaux de sa prodigieuse activité. Quelques mois auparavant, il avait épousé (10 juin) Laure Burnouf, fille aînée du grand indianiste; en elle il trouva non seulement une compagne tendre et dévouée, mais une collaboratrice aussi intelligente que discrète. Elle devait être le charme et le soutien de sa studieuse vie.

En L. Delisle, l'Académie trouvait un auxiliaire admirable pour les grandes publications qu'elle avait héritées des Bénédictins. Il fut un des meilleurs ouvriers du *Recueil des historiens*. S'il n'a guère fait que surveiller de haut la réimpression des dix-neuf premiers volumes, il fournit beaucoup de textes aux tomes XXII (1865) et XXIII (1876); il prépara et rédigea en entier l'énorme tome XXIV, qui contient les enquêtes ordonnées par saint Louis et ses successeurs immédiats, c'est-à-dire une bonne partie de l'histoire administrative et sociale de la France au XIII<sup>e</sup> siècle. Il a publié en outre de savantes dissertations dans les *Mémoires de l'Institut*<sup>3</sup>, dans les *Notices et extraits des manuscrits*<sup>4</sup>, dans l'*Histoire littéraire de la France*, dont il enrichit le tome XXXII de nombreuses

1. Cette notice figure en tête de l'*Historia ecclesiastica* qu'Aug. Le Prevost avait été chargé d'éditer pour la Société de l'Histoire de France. Elle a été résumée et remaniée dans l'article sur Orderic Vital de la *Biographie Didot* (1862).

2. Publié dans la *Bibl. de l'École des chartes*, 4<sup>e</sup> série, t. III et IV.

3. *Mémoire sur les ouvrages de Guillaume de Nangis*, t. XXVII, 2<sup>e</sup> partie (1873); *Mémoire sur les opérations financières des Templiers*, t. XXXIII, 2<sup>e</sup> partie (1889).

4. *Notice sur les mss. de Bernard Gui*, t. XXVII, 2<sup>e</sup> partie (1879); *Notice sur la chronique d'un anonyme de Béthune*, t. XXXIV, 1<sup>re</sup> partie (1891);

notices sur des chroniqueurs français du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle, sans compter une foule de communications insérées dans les *Comptes-rendus* de l'Académie et d'articles critiques qu'il donna au *Journal des Savants*. Plusieurs de ces derniers sont des dissertations originales sur des questions de bibliographie ou d'histoire.

C'est en novembre 1852 que L. Delisle entra à la grande Bibliothèque de la rue de Richelieu. B. Guérard, qui venait d'être nommé conservateur du département des manuscrits, le prit avec lui comme attaché; il y franchit successivement tous les degrés de la hiérarchie; de conservateur du département des manuscrits (1871), il devint administrateur général en remplacement de Jules Taschereau (14 septembre 1874) et il dirigea la Bibliothèque pendant plus de trente ans. A son arrivée, le désordre était grand. Dans le dépôt des manuscrits, dont le nombre s'était considérablement augmenté depuis le catalogue dont la publication avait commencé en 1739, les recherches étaient devenues difficiles, parfois infructueuses, parce que beaucoup d'articles avaient été omis ou maladroitement intercalés. L. Delisle contribua plus que personne à la rédaction des catalogues d'après le plan tracé par B. Guérard et N. de Wailly. C'est à lui qu'on doit l'*Inventaire des mss. latins conservés à la Bibl. nat. sous les nos 8823-18613*<sup>1</sup>, l'*Inventaire général et méthodique des mss. français* (2 vol., 1876-1878), l'*Inventaire alphabétique des mss. latins et français ajoutés au fonds des nouvelles acquisitions pendant les années 1875-1891* (1891). Pour accomplir une telle œuvre, un labeur acharné ne suffisait pas, il fallait encore « bien connaître l'histoire de la maison, savoir distinguer l'écriture et les marques des premiers possesseurs des manuscrits, surtout l'écriture et les chiffres des anciens bibliothécaires... Tout employé devait connaître à fond l'histoire de la Bibliothèque »<sup>2</sup>. Après avoir appris cette histoire, afin d'y trouver un guide pour ses propres recherches, L. Delisle l'écrivit et la publia sous le titre : *le Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque impériale [nationale]*<sup>3</sup>; il y ajouta des notes qui contiennent les éléments d'une histoire de la calligraphie, de la miniature, de la reliure et du commerce des livres à Paris avant l'invention de l'imprimerie. « Entreprise quelque peu téméraire », dit-il avec ce ton plus que modeste

*Notice sur les mss. originaux d'Adhémar de Chabannes*, t. XXXV, 1<sup>re</sup> partie (1896). La chronique de l'anonyme de Béthune fut plus tard assez malencontreusement insérée à la fin du t. XXIV du *Recueil des historiens*.

1. Publié de 1863 à 1871 dans la *Bibl. de l'École des chartes*.

2. *Souvenirs de jeunesse*, p. 11.

3. Trois volumes, 1868-1881, dans la collection des « volumes verts » de la ville de Paris.

dont il ne se départit jamais en parlant de lui-même; « aujourd'hui, l'ouvrage serait à reprendre en sous-œuvre, de fond en comble, avec un choix de pièces justificatives, sur des bases beaucoup plus larges ». Il dut se contenter d'en refaire la partie qui se rapporte à l'« enfance » de l'établissement; ce sont ses *Recherches sur la librairie de Charles V* parues en 1907<sup>1</sup>.

En ce qui concerne le département des imprimés, le désordre, il y a un demi-siècle, était encore plus grand et plus préjudiciable au public que dans celui des manuscrits. Pendant longtemps, il n'y avait pas eu du tout de catalogues; puis on commença une série de catalogues méthodiques, dont ceux qui sont consacrés à l'histoire de France et aux sciences médicales furent assez rapidement imprimés; mais il fallut abandonner une entreprise dont les mécomptes contre-balançaient par trop les services. A partir de 1875, tous les livres entrant à la Bibliothèque reçurent une cote, et les fiches furent classées dans une seule série alphabétique; bientôt la fiche bibliographique de chacun d'eux fut imprimée dans des *Bulletins mensuels*; on s'acheminait ainsi vers le Catalogue général par ordre alphabétique qui exigea encore une longue préparation, tant était grand l'arriéré des livres entrés avant 1875 qui n'avaient pas encore été catalogués. Le tome I de ce *Catalogue général* parut enfin en 1897<sup>2</sup> avec une préface de M. Delisle sur l'origine et le développement des collections qui sont rangées sur les rayons de la Bibliothèque, les classements qu'elles ont reçus, les catalogues projetés, entrepris ou rédigés à diverses époques.

Ce n'est pas tout, car L. Delisle eut encore une part personnelle dans certains accroissements importants qui vinrent enrichir la Bibliothèque, surtout le département des manuscrits. Son plus beau succès à cet égard fut l'achat d'une partie des manuscrits possédés par le vieux comte d'Ashburnham. Un lot important de ces volumes provenait de nos bibliothèques publiques, d'où ils avaient été soustraits par le trop fameux Libri. L. Delisle travailla et réussit à prouver le fait pour chacun d'eux avec une telle évidence que les autres acheteurs se retirèrent devant lui, en reconnaissant à la France un droit exclusif de préemption; puis il engagea de longues et délicates négociations pour trouver l'argent nécessaire à cette acquisition. Il eut enfin la joie de faire rentrer dans nos bibliothèques une partie des trésors qu'on leur avait dérobés<sup>3</sup>.

1. Deux volumes précédés d'un Hommage à l'Académie des inscriptions et belles-lettres et des *Souvenirs de jeunesse*.

2. Ce catalogue ne contient que les livres publiés avec un nom d'auteur.

3. Voir le *Catalogue des mss. du fonds Libri et Barrois*, 1888; la préface contient l'historique de la question.

Enfin, si les conditions de travail à la Bibliothèque se sont améliorées dans des proportions considérables depuis une vingtaine d'années, le mérite en revient pour une bonne part à sa persévérance, à son ingéniosité ; il fallut, il est vrai, l'obliger quelquefois à marcher dans la voie du progrès plus vite qu'il n'aurait voulu ; mais il sut faire bon visage à des exigences même impatientes, et il croyait sans doute qu'on ne l'enlèverait pas à sa chère Bibliothèque tant qu'il garderait sa belle santé physique et intellectuelle. Les services inappréciables qu'il y avait rendus pendant plus de cinquante ans ne l'empêchèrent pas d'être mis brusquement à la retraite (21 février 1905). Il conserva de cette disgrâce une amertume qu'il ne chercha pas à dissimuler.

L'Académie et la Bibliothèque n'accaparèrent pas toute l'activité de L. Delisle. Loin de là. Bien qu'il eût appris peu de choses à l'École des chartes, il lui fut toute sa vie reconnaissant de l'enseignement qu'il avait puisé auprès du plus savant des maîtres. Il entra de bonne heure au Comité de publication de sa *Bibliothèque* ; il y fit paraître quelques-uns de ses meilleurs mémoires ; il y prodigua les comptes-rendus de livres sur les sujets les plus divers de paléographie, de diplomatique, de bibliographie. Ces écrits ont été pour les élèves un enseignement fécond et qui comblait les lacunes de certains cours par trop insuffisants. Quand il fut devenu président du Conseil de perfectionnement de l'École, il prit en outre une grande part à sa vie intérieure, à la réorganisation des études sous les fermes directions de J. Quicherat et de Paul Meyer. Grande fut aussi son influence dans les réunions des Sociétés savantes, dans les nombreux comités techniques dont il faisait partie, et dont il suivait les délibérations avec une ponctualité exemplaire, en particulier dans le Comité des travaux historiques, pour lequel il était toujours prêt à rédiger des rapports, des instructions d'un caractère à la fois scientifique et pratique<sup>1</sup>. On ne saurait trop admirer l'importance des résultats obtenus par les jugements qu'il portait sur les livres, par la méthode qu'il appliquait dans ses propres travaux et que tant d'autres se proposaient pour modèle. Car il ne cessa de produire ; ses premiers travaux avaient pu faire espérer qu'on aurait en lui un grand historien ; n'allait-il pas nous donner une biographie de Philippe-Auguste, une histoire de la littérature latine au moyen âge ? Mais il se défiait de lui-même, ou bien il hésitait à se risquer dans le domaine des idées générales. Il préférerait se cantonner dans

1. *Instructions concernant les communications de textes* (1875) ; *Instructions... Littérature latine et histoire du moyen âge* (1890). Ajouter les *Instructions pour la rédaction d'un inventaire des Incunables conservés dans les bibliothèques publiques* (1886) ; *Instructions pour la mise et le maintien en ordre des livres d'une bibliothèque* (1890 ; nouv. éd. en 1908), etc.

celui des faits, des documents, publier des textes et les mettre en valeur, éditer par exemple une lettre adressée à la reine Blanche par un habitant de La Rochelle avec un savoureux commentaire<sup>1</sup>, tenter la restitution d'un volume des *Olim* perdu depuis le xvi<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, préparer des recueils d'actes ou de chroniques pour la Société de l'histoire de Normandie<sup>3</sup>, pour la collection des Documents inédits<sup>4</sup>, ou bien encore recueillir et faire photographier des chartes, des dessins, des manuscrits intéressants pour l'histoire de l'écriture, de la calligraphie, de l'enluminure, de la littérature médiévale<sup>5</sup>; ou mieux enfin rédiger des catalogues et des inventaires de livres imprimés ou manuscrits.

L'année 1902 fut une année particulièrement mémorable pour M. Delisle. Il y avait cinquante ans qu'il était entré à la Bibliothèque, qu'il était membre de la Société de l'histoire de France et de la Société de l'École des chartes. Ce triple anniversaire fut célébré avec l'éclat que méritaient tant de services rendus à la connaissance des institutions, des hommes et des livres du moyen âge. L'hommage qui dut le plus réjouir son cœur et flatter son légitime orgueil fut la Bibliographie de ses travaux rédigée par M. Paul Lacombe<sup>6</sup>, qui eut la délicate pensée d'y ajouter celle des publications de M<sup>me</sup> Léopold Delisle, interprétant ainsi les sentiments de M. Delisle, heureux de voir associer le nom de sa femme au sien. Leur union dura quarante-sept ans dans la plus heureuse et la plus complète des intimités<sup>7</sup> que la mort vint rompre le 11 mars 1905, le jour même où ils devaient quitter la Bibliothèque nationale. Ce double déchirement aurait abattu un homme moins robuste. Il résista néanmoins et se remit au travail. Il reprit les chartes de Henri II qu'il avait copiées au sortir de l'École et, quand il eut découvert un élément, insoupçonné jusqu'à

1. *Bibl. de l'École des chartes*, 4<sup>e</sup> série, t. II (1856).

2. Dans les *Actes du Parlement de Paris*, publ. par Boutaric, t. I (1863).

3. *Actes normands de la Chambre des comptes sous Philippe de Valois* (1871); *Chronique de Robert de Torigni, abbé du Mont-Saint-Michel* (1871-73).

4. *Mandements et actes divers de Charles V recueillis dans les collections de la Bibliothèque nationale* (1874).

5. *Monasticon gallicanum, collection de 168 planches, de vues topographiques représentant les monastères de l'ordre de saint Benoît* (1871), le tout reproduit par les soins de M. Peigné-Delacourt, avec une préface par M. Léopold Delisle; *Mélanges de paléographie et de bibliographie*, avec un atlas (1880); *Le premier registre de Philippe-Auguste* (1883); *l'Apocalypse en français au XIII<sup>e</sup> siècle*, par L. Delisle et P. Meyer; reproduction phototypique (1901), etc.

6. *Bibliographie des travaux de M. Léopold Delisle* (1902).

7. « Six mois après le jour béni de notre union », écrit M. Delisle dans ses *Souvenirs de jeunesse*.



lui, qui permettait d'apporter un commencement d'ordre dans la chronologie trop souvent confuse des actes émanés de la chancellerie anglaise sous ce grand règne, il se mit, avec une ardeur juvénile, à en dresser le catalogue. Il n'a pu en donner que les prolégomènes<sup>1</sup>, fort importants d'ailleurs pour l'histoire anglo-normande dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Des signes trop visibles montraient que le temps accomplissait sur lui son œuvre de destruction; les épaules se voûtaient, la mémoire le trahissait quelquefois; mais c'est seulement dans les toutes dernières semaines qu'on le vit et qu'il se sentit sérieusement atteint<sup>2</sup>. Il mourut subitement le 22 juillet à Chantilly, dans ce beau domaine dont il était un des conservateurs et où il avait retrouvé une précieuse bibliothèque<sup>3</sup>.

D'autres diront ce que fut M. Delisle dans le fond de sa nature, dans l'intimité de son foyer; ils parleront de son désintéressement, de l'ardeur avec laquelle il servait ses amis, ses fidèles, vieux et jeunes. S'il eut des partis pris qui le rendirent parfois injuste, le nombre de ceux qu'il aida de ses conseils est infini. Les erreurs qu'on a pu lui reprocher s'oublieront; mais son nom demeurera au même titre que celui des illustres savants du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, non pas peut-être des plus grands, de ceux qui ont jeté les fondements de la science historique, car il a dispersé dans trop de directions différentes les trésors de son érudition; mais il occupa une place éminente parmi les plus laborieux, les plus intelligents, les plus utiles continuateurs de dom Bouquet et de dom Rivet, des Baluze et des Bréquigny.

Ch. BÉMONT.

1. Voir *Rev. histor.*, t. CIV, p. 95.

2. La veille de sa mort, il écrivit du musée Condé au secrétaire de l'Académie de Mâcon, président du comité pour les fêtes du millénaire de Cluny : « ... dans ces dernières semaines, mes infirmités de vieillesse ont pris un caractère tel que je dois renoncer aux occupations qui ont fait le charme de ma vie... Non seulement je suis matériellement hors d'état de voyager, mais je suis incapable de rédiger un discours susceptible d'être lu à cette cérémonie. Ces jours-ci, je me suis démis des fonctions que j'avais cru pouvoir conserver dans plusieurs sociétés ou commissions de Paris et de province. Ma vue s'est bien affaiblie, ma mémoire me trahit à chaque instant; souvent j'ai grand-peine à rester debout ou à faire quelques pas... Je vous supplie de prendre en pitié mes quatre-vingt-cinq années qui seront accomplies dans quelques semaines. L'heure du repos a sonné pour moi et j'aurais dû m'en apercevoir plus tôt... » (*Le Temps*, à la date du 27 juillet 1910).

Cette lettre est du 21 juillet au soir; le 22, à onze heures du matin, Léopold Delisle s'éteignait en s'entretenant avec un visiteur de son édition des actes de Henri II.

3. Voir *Chantilly. Le Cabinet des livres. Imprimés antérieurs au XVI<sup>e</sup> siècle*, par L. Delisle. In-4°, 1905.

## ANTIQUITÉ ROMAINE.

I. GÉNÉRALITÉS. — Il y a environ dix ans, M. BOUCHÉ-LECLERCQ a publié un volume, intitulé *Leçons d'histoire grecque*, dans lequel étaient réunies plusieurs leçons d'ouverture prononcées à la Sorbonne entre 1880 et 1899. Il a donné un pendant et un complément à ce premier volume en publiant l'an dernier ses *Leçons d'histoire romaine*<sup>1</sup>. On y retrouve la même science puisée aux meilleures sources; la même compréhension, pénétrante et sereine, de la vie antique, de ses conditions et de ses vicissitudes; le même souci, très haut et très noble, d'offrir au temps présent l'image fidèle du passé pour le mettre en garde contre des fautes déjà commises, des catastrophes jadis éprouvées. « Sans me faire illusion sur l'efficacité des enseignements de l'histoire, je crois plus opportun que jamais de les rappeler à une démocratie entraînée par sa logique interne à des expériences déjà faites autrefois à Athènes et à Rome... » Mais, pour que ces leçons de l'histoire soient vraiment utiles, il faut qu'elles se fondent sur des analogies réelles et non sur des ressemblances purement verbales. Ici encore, M. Bouché-Leclercq précise, avec une clarté lumineuse, les conditions nécessaires de l'œuvre historique telle qu'il la conçoit et l'exécute : « Les peuples sont des organismes vivants : les vicissitudes de leur existence sont toujours l'effet de causes multiples qui agissent toutes ensemble et ne se laissent pas ramener à une impulsion unique. L'analyse doit démêler, mais non pas séparer ces forces associées... On doit commencer par enregistrer des faits aussi exacts et aussi nombreux que possible; puis, au lieu de les isoler, sous prétexte de les mieux voir, il faut s'attacher à en montrer l'enchaînement, la cohérence, l'action réciproque, sans se préoccuper de satisfaire les esprits impatients qui se hâtent pour leur compte et pressent les autres de conclure. » Il n'est aucune des dix études, réunies dans ces *Leçons d'histoire romaine*, où ne se reflètent cette conception et cette méthode. Qu'il s'agisse des institutions religieuses de Rome, des rapports de Rome avec l'Orient hellénistique, de la fin de la République romaine, du principat d'Auguste, de l'empire romain aux divers siècles de son existence ou de l'administration financière du Bas-Empire, M. Bouché-Leclercq, après avoir reconstitué le passé

1. A. Bouché-Leclercq, *Leçons d'histoire romaine*. Paris, Hachette, 1909, VIII-294 p. in-12.

avec une scrupuleuse conscience et une exactitude qu'il serait bien difficile de prendre en défaut, en tire toujours pour le présent une leçon d'autant plus expressive qu'elle est sobre, discrète, dénuée de toute érudition pédante. Et c'est encore un des caractères distinctifs, en même temps qu'un des charmes de ce volume, que la science profonde de l'auteur y soit comme dissimulée. Il n'a voulu présenter à ses auditeurs d'abord, au grand public ensuite, que la conclusion synthétique de ses vastes recherches. On comprend, à la lecture d'un tel livre, tout ce que l'art de la composition ajoute de vie interne et de force aux analyses minutieuses qui constituent la première, mais non la seule tâche du véritable historien.

II. BIOGRAPHIES. — De ces analyses, qui conviennent à des sujets restreints et dont la nécessité doit être démontrée à tous les étudiants en histoire, M. G. BLOCH a donné un modèle dans sa biographie de M. Aemilius Scaurus<sup>1</sup>. Cette biographie, par laquelle s'ouvre le XXV<sup>e</sup> volume de la bibliothèque de la Faculté des lettres de l'Université de Paris, est surtout une œuvre de critique. M. Aemilius Scaurus, consul, censeur et prince du Sénat à la fin du II<sup>e</sup> et au début du I<sup>er</sup> siècle av. J.-C., fut pendant près de trente ans le personnage politique le plus influent de Rome. Cicéron en fait un éloge enthousiaste, sans restriction. Tacite, Sénèque, Valère-Maxime, Juvénal lui-même s'associent à ces louanges. Seul Salluste émet une autre opinion. Il ne conteste pas les qualités d'activité, d'énergie, d'intelligence du personnage; mais il prétend que sous des apparences austères son âme était cupide et vénale. La plupart des historiens modernes ont adopté, avec plus ou moins de réserves, l'avis de Salluste. M. G. Bloch pense qu'il est nécessaire de reviser le procès. Tel est le but de son étude. Mais, précisément parce que le rôle de Scaurus a été capital à son époque, M. G. Bloch a été amené à étudier en même temps l'histoire intérieure de la République pendant près d'un demi-siècle. Il l'a fait avec une préoccupation constante d'exactitude historique et d'équité morale qui donne à ses conclusions une indéniable valeur. Il lui a été certes impossible de contester que Scaurus ait fait preuve de cupidité dans ses rapports avec les sujets de Rome, ni qu'il ait pris envers Jugurtha une attitude au moins inattendue, sinon suspecte. Mais il s'est efforcé de prouver d'une part qu'il n'a été ni meilleur ni plus mauvais que les hommes de son temps, Caton peut-être excepté, et qu'en tout cas Salluste n'était guère qualifié pour s'ériger en censeur; d'autre part, que la trahison reprochée à Scaurus à propos de la guerre de

1. G. Bloch, *M. Aemilius Scaurus*. Paris, F. Alcan, 1908 (1909), 80 p. in-8°.

Jugurtha n'est pas démontrée. « Scaurus », écrit-il, « n'a pas été le héros pur et sans tache dont l'image idéalisée a passé à l'état de type conventionnel dans la littérature impériale. Il n'a pas été non plus le politicien sans conscience, le trafiquant sans scrupules que nous représente Salluste. »

Le livre que M. René WALTZ a consacré à la *Vie de Sénèque*<sup>1</sup> est dédié à M. G. Bloch. On y retrouve le souci de porter sur un grand personnage de l'histoire romaine un jugement exempt de toute passion, fondé uniquement sur des faits certains. La tentative est louable, mais, en ce qui concerne Sénèque, singulièrement ardue. Car, quoi que prétende M. Waltz, il y a en Sénèque deux éléments entre lesquels la conciliation logique et morale paraît bien peu vraisemblable : le philosophe et l'homme d'État. Pour juger le ministre complaisant de Néron, M. Waltz a trop subi l'influence de la sympathie et de l'admiration qu'il éprouve pour le philosophe. Sans doute, il est fort mal à l'aise quand il lui faut apprécier la part que Sénèque a prise, peut-être inconsciemment, au meurtre d'Agrippine. Mais il s'efforce d'excuser l'attitude du philosophe; il ne le blâme pas formellement d'avoir rédigé le message fameux dans lequel Néron tentait de justifier son forfait devant le Sénat en rappelant tous les crimes accomplis ou médités par sa mère. Il se borne à juger le message inhabile et cynique. « Mieux eût valu », ajoute-t-il, « proclamer résolument, au nom de l'intérêt politique, la légitimité du meurtre. Cette thèse, soutenable si l'on avait pris soin de donner au meurtre les apparences d'un acte de justice et de défense sociales..., eût causé moins d'indignation. » M. Waltz n'est même pas éloigné d'approuver Sénèque, comme Burrhus, d'avoir gardé pendant trois ans encore la situation qu'ils occupaient auprès de l'empereur. Ce n'est là qu'un épisode. Mais est-il possible de souscrire à ce jugement général porté sur la valeur politique de Sénèque : « Continuateur lointain d'Auguste, précurseur lointain des Antonins, liant le passé à l'avenir par-dessus l'abîme des tyrannies sanglantes et des révolutions militaires, Sénèque, en tant qu'homme d'État, a donc bien mérité non seulement des hommes de son époque, mais de la postérité civilisée tout entière... Son influence de moraliste se fit sentir d'une manière aussi efficace sur l'administration de la chose publique que sur la conduite privée de quelques amis qui acceptaient sa discipline, et si jamais la Rome impériale eut l'illusion de posséder réunis tous les avantages des institutions libres, ce fut sous l'éphémère régence qu'il lui fut donné

1. René Waltz, *Vie de Sénèque*. Paris, Perrin et C<sup>e</sup>, 1909, 462 p. in-8°.

d'exercer. » Cette conclusion paraîtra plus paradoxale encore, si on la rapproche des premières pages du livre où M. Waltz affirme que pendant les huit premières années du règne de Néron Sénèque, « toujours présent et presque toujours invisible », a été l'âme de l'État romain, le véritable chef de l'empire, « s'évertuant à réparer les fautes qu'il n'a pu empêcher, même quand ces fautes sont des crimes ». Or, ces huit premières années du règne de Néron sont marquées surtout par l'empoisonnement de Britannicus, le meurtre d'Agrippine et celui de Domitia, tante du prince. M. Waltz croit qu'il y eut alors une application heureuse du système de la dyarchie, système laissant au Sénat une part réelle dans l'administration de l'État, une influence active sur le gouvernement. Mais on sait aujourd'hui que le système de la dyarchie n'a jamais existé en fait, qu'il faut y voir uniquement une théorie philosophique et politique conçue de nos jours par des historiens, mais non vraiment appliquée dans l'empire romain. Le pouvoir de l'empereur n'a jamais été limité ni contrebalancé sérieusement par l'initiative du Sénat; d'ailleurs pouvait-il l'être sérieusement, puisqu'en réalité l'empereur était maître à la fois du recrutement des sénateurs et de l'ordre même de leurs délibérations? Il n'est d'ailleurs pas très malaisé de comprendre par quelle méthode M. Waltz en est arrivé à sa conclusion. Que l'on se reporte aux premières lignes de son livre. « J'ai scruté à fond les documents et j'ai cru qu'il était d'une bonne méthode de les interpréter à la seule lumière du bon sens, chaque fois que les éclaircissements proprement scientifiques faisaient défaut. Aussi ne me suis-je interdit, en présence des incertitudes ou des lacunes de l'histoire, ni les inductions ni les hypothèses, à condition qu'elles fussent conformes aux lois de la logique et de la psychologie, ou, pour mieux dire, aux lois mêmes de la vie et de la nature humaine. » Il ne faut chercher en histoire ni la logique ni l'unité psychologique ni même le bon sens : il faut voir les faits, seulement les faits, et en tirer, après un examen critique purement objectif, les conclusions qu'ils comportent, quelles qu'elles soient.

III. INSTITUTIONS, DROIT, RELIGION. — M. PALLU DE LESSERT s'est proposé de déterminer quelle avait été l'œuvre géographique d'Agrippa et d'Auguste<sup>1</sup>. On sait que, dans son *Histoire naturelle*, Pline l'Ancien nomme souvent Agrippa et parfois Auguste parmi les sources auxquelles il a puisé de nombreux renseignements

1. C. Pallu de Lessert, *l'Œuvre géographique d'Agrippa et d'Auguste* (extrait des *Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France*, t. LXVIII). Paris, 1909, 84 p. in-8°.



géographiques et statistiques. D'autre part, l'on a attribué au premier empereur et à son gendre l'origine des données de même ordre contenues dans plusieurs ouvrages de basse époque, la *Dimensuratio* ou *Demonstratio provinciarum Hieronymi presbyteris*, l'écrit du moine irlandais Dicuil, la *Divisio orbis terrarum*, données dont quelques-unes offrent une ressemblance frappante avec divers passages de Pline. Les documents à l'aide desquels on peut examiner et résoudre la question posée par M. Pallu de Lessert ne sont pas très nombreux ni d'une précision toujours satisfaisante. Mais surtout l'étude du problème a été compliquée par les hypothèses fragiles, sinon fantaisistes, qu'ont édifiées des savants allemands, Mommsen, Petersen, Schweder, d'autres encore. Sans doute dans ces dissertations tout n'est pas inutile : des remarques de détail, des observations intéressantes y peuvent être glanées ; mais le plus clair résultat de ces travaux a été d'embrouiller encore cette question par elle-même assez compliquée. M. Pallu de Lessert commence par dégager la discussion de tous « les éléments parasites », puis il présente des conclusions fondées uniquement sur l'examen des documents antiques. Ces conclusions sont les suivantes : « A Agrippa, l'on doit uniquement la carte du Portique de Polla ; aucune preuve sérieuse ne justifie jusqu'ici l'existence de ses prétendus Commentaires. Auguste ne fit qu'achever l'exécution de cette carte préparée par son gendre et commencée par la sœur de celui-ci. Pline, enfin, a dû trouver les documents statistiques qu'il utilise, d'abord dans un recueil officiel des *Formulae* [*provinciarum*] dont la rédaction se place approximativement entre l'an 27 et l'an 20 av. J.-C., et pour le surplus dans divers actes administratifs édictés depuis cette époque, tant en vue de la réorganisation de l'Italie que de l'organisation des nouvelles provinces. »

M. F. DESSERTAUX a entrepris une série d'*Études sur la Formation historique de la Capitis deminutio*. La première, qui porte sur l'*Ancienneté respective des cas et des sources de la Capitis deminutio*<sup>1</sup>, ne se rattache pas moins à l'histoire proprement dite qu'à la science du droit. La méthode de l'auteur est en effet essentiellement historique. Après avoir rappelé les nombreux travaux consacrés à cette institution, M. Desserteaux ajoute : « Une théorie, qui, comme celle de la *Capitis deminutio*, remonte aux origines et est encore vivante du temps de Justinien, constitue nécessairement un ensemble complexe formé d'apports successifs sur-

1. F. Desserteaux, *Études sur la formation historique de la Capitis deminutio*. Tome I : *Ancienneté respective des cas et des sources de la Capitis deminutio*. Paris et Dijon, 1909, 387 p. in-8°.

venus à des époques diverses et soumis à des transformations qui peuvent être en désaccord avec la notion de l'institution primitive et obéir à d'autres idées directrices... Je vais commencer par prendre l'institution par le côté le plus facile à préciser, ses cas d'application; je les fixerai à l'aide des textes et abstraction faite de toute construction juridique *a priori*...; comme il est incontestable que ces cas n'ont pas existé de tout temps, j'essaierai de remonter pour chacun d'eux à son époque d'apparition et, procédant par élimination des plus récents, d'arriver aux cas originaires qui, si on pouvait les entrevoir, donneraient le point de départ et la notion de l'institution primitive... » En un mot, M. Desserteaux veut d'abord préciser les faits concrets, en quoi ont consisté les divers cas de *Capitis deminutio*; il tient le plus grand compte de l'évolution qui s'est produite à Rome comme partout dans les institutions; pour lui, les textes des grands jurisconsultes sont non le point de départ, mais au contraire le terme auquel ont abouti ces institutions. Par l'application de cette méthode, M. Desserteaux a pu apporter beaucoup de clarté dans une question jusque-là complexe et fort obscure. Il a démontré, par une analyse minutieuse et critique des cas connus de *Capitis deminutio*, que l'origine de cette institution est l'entrée du *civis* en servitude ou sa mise *in mancipio*, c'est-à-dire la perte de la *civitas libertasque*, de la qualité de citoyen romain et de la liberté, considérées pendant longtemps comme inséparables. Il en fut ainsi à peu près jusqu'à l'empire. Avec l'empire, avec l'extension et l'organisation de plus en plus complexe du monde romain, la qualité de citoyen romain et la liberté ne furent plus considérées à Rome comme inséparables; on admit qu'il pût y avoir dans l'État romain des êtres libres qui ne fussent pas *cives romani*; la personnalité juridique se subdivisa en trois éléments essentiels, *libertas*, *civitas*, *familia*, et la *Capitis deminutio* évolua conformément à ces nouvelles conceptions. L'évolution générale de la *Capitis deminutio* sera exposée par M. Desserteaux dans un autre travail.

Pour être une brève et sobre étude de trente-trois pages seulement, le mémoire de M. Franz CUMONT sur la *Théologie solaire du paganisme romain* n'en est pas moins d'une réelle importance et d'un vif intérêt<sup>1</sup>. Le culte du soleil fut la dernière forme du paganisme romain; Aurélien et Julien l'Apostat furent des adorateurs fervents de *Sol Invictus* ou d'*Hélios*. M. F. Cumont s'efforce

1. F. Cumont, *la Théologie solaire du paganisme romain* (extrait des *Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XII, 2<sup>e</sup> partie). Paris, Klincksieck, 1909, 33 p. in-4°.

d'expliquer « quelles raisons firent accorder au Soleil cette souveraineté et sur quel fondement théologique reposa l'idée de son hégémonie ». Il n'en était pas ainsi à l'origine. En Grèce, à l'époque classique, *Hélios* ne tenait dans le panthéon qu'un rang secondaire; le *Sol Indiges* du Latium n'avait de même qu'un pouvoir restreint et une situation modeste. Dans l'antique religion babylonienne, le dieu lunaire Sin était plus important et plus puissant que le dieu du soleil Shamash. C'est aux progrès mêmes de l'astronomie scientifique et à l'influence de ces progrès sur l'astrologie que M. Cumont attribue la prédominance finale du culte solaire. De plus en plus, les astronomes antiques comprirent le rôle considérable que le soleil joue dans la vie de l'univers; c'est lui qui, avec la lumière et la chaleur, distribue partout la fécondité et la joie; il est « l'ordonnateur de l'harmonie cosmique, le maître des quatre éléments et des quatre saisons »; c'est lui qui lance les astres dans l'espace et qui les ramène vers lui avec une sûreté infaillible; il est une lumière intelligente, *ἡὼς νοερόν*; il est la raison directrice du monde. « De ces spéculations astronomiques, les Chaldéens avaient déduit toute une dogmatique religieuse. Le soleil, placé au milieu des planètes superposées, règle leurs mouvements harmonieux; sa chaleur les poussant en avant, puis les ramenant en arrière, il modifie constamment suivant ses divers aspects la direction de leur cours et leur action sur la terre. Cœur ardent du monde, il vivifie tout ce grand organisme et, commandant aux étoiles, il règne sur l'univers. Le rayonnement de sa splendeur illumine l'immensité divine des cieux, mais en même temps clarté intelligible, il est l'origine de toute raison et projette sans cesse ici-bas, semeur infatigable, la multitude des âmes... Dans sa course rapide, rapprochant tour à tour et écartant de lui les autres corps célestes, associant et dissociant les éléments, ramenant l'alternance des saisons et des jours et provoquant à la fois la naissance et la mort, ce foyer incandescent; source éternelle de toute énergie, réunit en lui des forces contraires qui, balancées suivant les lois du rythme cosmique, produisent la série indéfinie des phénomènes matériels et moraux. » C'est vraisemblablement au stoicien Posidonius d'Apamée qu'il faut attribuer la première systématisation de cette théologie solaire. Il ne semble pas, quoi qu'affirme en terminant M. Cumont, que cette théologie ait vraiment passé dans la religion populaire.

IV. LES PROVINCES. — A. La Gaule. — Dans le troisième volume de sa magistrale *Histoire de la Gaule*<sup>1</sup>, M. C. JULLIAN

1. C. Jullian, *Histoire de la Gaule*; t. III : *la Conquête romaine et les premières invasions germaniques*. Paris, Hachette et C<sup>e</sup>, 1909, 607 p. in-8°.

aborde le récit des événements qui ont amené Rome au delà des Alpes. Il raconte la première intervention romaine en faveur de Marseille et la création de la province de Gaule narbonnaise; il montre comment, à la même époque, la civilisation gauloise et la prospérité de Marseille sont entrées en décadence. De 125 à 49 av. J.-C., les vicissitudes par lesquelles toute la Gaule a passé; les invasions germaniques qu'elle a subies et celles qui l'ont menacée; les discordes intérieures qui l'ont déchirée et livrée plus facilement aux convoitises de Rome; les répercussions que l'histoire de la République romaine a eues sur ses propres destinées; enfin la lutte suprême, d'abord éparsée et successive, puis concentrée et devenue vraiment nationale, entre César et les chefs gaulois: tous ces événements sont évoqués et retracés par M. C. Jullian avec une sûreté et une ampleur qui attestent chez l'historien de la Gaule une égale maîtrise dans les minutieux travaux de l'analyse et dans les reconstitutions à la fois scientifiques et esthétiques de la synthèse. La narration se développe, sous les yeux du lecteur, comme une vaste fresque, admirablement composée, dont les plans divers et les multiples personnages se superposent ou se succèdent sans se confondre jamais. M. C. Jullian prouve par son exemple que les qualités littéraires ajoutent non seulement un grand charme, mais une force véritable, et d'ailleurs légitime, aux démonstrations scientifiques.

La majeure partie du tome III de l'*Histoire de la Gaule* est consacrée à la conquête du pays par Jules César. C'est dans l'ensemble un modèle d'exposé historique. Mais M. C. Jullian nous semble trop sévère pour César. Le portrait qu'il en trace (p. 167-173) est-il bien équitable? Il nous paraît difficile d'admettre que l'âme de César n'ait même pas valu celle de Pompée, dont au fond les ambitions n'ont été ni moins égoïstes ni moins coupables; elles ont été simplement moins franches et se sont abritées hypocritement derrière les formes surannées d'une constitution depuis longtemps abolie en fait. Nous ne pouvons non plus souscrire à cette sentence finale: « Si les circonstances l'avaient laissé à Rome, il eût ressemblé plus à Catilina qu'aux Gracques. Placé par son proconsulat en face d'ennemis à combattre, il devint le plus meurtrier des conquérants qu'ait produits le peuple romain. » M. C. Jullian n'accorde sans doute pas grande importance à la double décision de reconstruire Carthage et Corinthe. Il nous semble, au contraire, que c'est là peut-être l'acte capital de la politique de César, celui par lequel son génie a le mieux indiqué les voies nouvelles à suivre désormais. Qu'il ait envoyé à la mort un grand nombre, un trop grand nombre d'individus, nous le concédons (quoique à cet égard les noms de Scipion Émilien, de

Marius, de Sylla, nous paraissent beaucoup plus tachés de sang humain que celui de César); mais il n'a point traité la Gaule ni l'Égypte comme le second Africain a traité Numance et Carthage, comme Mummius a traité Corinthe. Il a été le premier et le puissant inspirateur de cette colonisation romaine qui a, pendant plusieurs siècles, donné une incomparable prospérité à l'Afrique du Nord et à la plus grande partie de l'Europe occidentale. M. C. Julian nous excusera d'avoir indiqué aussi nettement l'unique objection que nous croyons devoir formuler après avoir lu son troisième volume; cette divergence d'opinion ne nous empêche pas d'admirer la science solide, la dialectique vigoureuse et le beau talent d'écrivain qu'il consacre à cette histoire de nos origines.

L'ouvrage de M. DE LA VILLE DE MIRMONT sur l'*Astrologie chez les Gallo-Romains*<sup>1</sup> et le volume de M. Paul ALLARD sur *Saint Sidoine Apollinaire*<sup>2</sup> nous transportent à la fin de la période gallo-romaine. M. de La Ville de Mirmont établit, avec de nombreuses preuves à l'appui, que l'astrologie n'a jamais fait partie des disciplines du druidisme et que les pratiques astrologiques, devenues chères aux Gallo-Romains, sont d'origine grecque. Ces pratiques ont été introduites en Gaule quand la Gaule a subi l'influence de Rome. Elles y sont venues de l'Orient. M. de La Ville de Mirmont passe ensuite en revue tous les écrivains gallo-romains, païens ou chrétiens, du iv<sup>e</sup>, du v<sup>e</sup> et du commencement du vi<sup>e</sup> siècle, Ausone, l'auteur du *Querolus*, Paulin de Nole, Sidoine Apollinaire, Ennodius, Avitus, saint Césaire d'Arles; il relève toutes les allusions que leurs œuvres contiennent à l'astrologie et à l'astrolâtrie, toutes les attaques dirigées par eux contre ces superstitions et les pratiques qui en dérivent. De cet examen, fait avec une connaissance étendue et précise de la littérature gallo-romaine, deux conclusions ressortent : d'une part l'astrologie a été en grande faveur chez les Gallo-Romains; les lettrés s'en occupaient, les petites gens n'hésitaient pas à y recourir; les ignorants et les naïfs se laissaient facilement duper par les astrologues. D'autre part, il est visible que beaucoup d'évêques et d'auteurs chrétiens se sont abstenus de combattre les superstitions astrologiques; saint Martin de Tours, dont la propagande contre le paganisme a été si active, si violente même, paraît ne s'être jamais élevé contre la croyance aux

1. H. de La Ville de Mirmont, *l'Astrologie chez les Gallo-Romains* (fascicule VII de la *Bibliothèque des Universités du Midi*). Bordeaux et Paris, 1904 (paru seulement en 1909), 182 p. in-8°.

2. P. Allard, *Saint Sidoine Apollinaire (431-489)*. Paris, V. Lecoffre, 1910, xii-211 p. in-12.



influences sidérales : « La plupart des auteurs ecclésiastiques, conclut M. de La Ville de Mirmont, ont l'air de craindre de se hasarder sur un terrain brûlant où le feu se cache mal à l'abri d'une couche de cendres perfides... Tous ces écrivains espèrent sans doute, en ne disant rien de la superstition chère à leurs compatriotes, arriver à en détourner l'attention... Peut-être veulent-ils ne pas considérer la superstition qui désole l'église catholique des Gaules et essayer de l'étouffer par une sorte de conspiration du silence. »

La biographie de Sidoine Apollinaire par M. Paul ALLARD fait partie de la Collection des Saints, que la librairie Victor Lecoffre publie sous la direction de M. Henri Joly. M. P. Allard ne s'est pourtant pas cru obligé de passer sous silence ou de reléguer au second plan ce qui, dans la vie de Sidoine Apollinaire, précède son épiscopat. Sans doute, c'est la vie de l'évêque et les vertus du saint qu'il a « eu le plus de plaisir à mettre en lumière. Mais, pour comprendre tout à fait cette vie, il faut encore la placer dans son milieu et autant que possible reconstituer ce milieu de révolutions et d'invasions qui lui servit de cadre ». De plus, Sidoine Apollinaire fut, en même temps qu'un fervent chrétien et un évêque, un des derniers et des plus ardents patriotes de la Gaule ; « il y eut du patriotisme jusque dans son amour obstiné des lettres ; il défendit contre les Barbares la langue latine avec autant d'énergie que sa province d'adoption et sa ville épiscopale ». M. P. Allard montre que la vie de Sidoine Apollinaire se divise en deux périodes séparées par un intervalle de trois années : la période mondaine pendant laquelle il joua un rôle politique brillant et devint préfet de Rome, et la période ecclésiastique caractérisée par l'épiscopat de Clermont-Ferrand ; entre ces deux périodes, et servant de transition de l'une à l'autre, s'intercale une retraite de trois années. Par un souci d'impartialité tout à fait méritoire, M. P. Allard a consacré autant de chapitres et presque le même nombre de pages aux deux parties de la vie de Sidoine Apollinaire. Le tableau qu'il trace de la haute société gallo-romaine et romaine, dans laquelle son héros a d'abord vécu et tenu un rang considérable, n'est pas moins complet ni moins brillant que la description du petit monde arverne auquel il a consacré ses dernières années.

B. *Les provinces africaines.* — En Afrique, ce n'est plus seulement du sol même, c'est aussi du fond de la mer que surgissent les antiquités. En 1907, des Grecs pêcheurs d'éponges découvrirent à cinq kilomètres au nord-est de Mahedia, en mer, plusieurs statues de bronze ; informé de cette curieuse découverte, M. Merlin, le savant directeur du Service des antiquités de la régence de Tunis,

en comprit aussitôt l'intérêt. Après avoir assuré au musée du Bardo la possession des bronzes ainsi retrouvés, il a entrepris des recherches méthodiques à l'endroit même qu'un heureux hasard lui désignait comme un gisement probable d'œuvres d'art naufragées. Ces espérances n'ont pas été trompées. De nouveaux bronzes, des marbres, même des inscriptions grecques ont été retirées de la vase marine. Il est à souhaiter qu'un travail d'ensemble soit consacré à ces recherches originales quand elles seront terminées. Mais M. MERLIN et son collaborateur M. POINSSOT n'ont pas voulu attendre jusque-là pour présenter au public, dans une étude documentée et scientifique, les plus belles pièces de ce trésor sous-marin, en particulier un Éros, œuvre de Praxitèle, un hermès de Dionysos, signé de Boethos le Chalcédonien, deux corniches avec les bustes de Dionysos et d'Ariane, deux statuettes d'Hermaphrodite et d'Éros lampadophores<sup>1</sup>. Le commentaire de MM. Merlin et Poinssot est d'une sobriété élégante qui n'exclut ni l'érudition ni le sens esthétique. On le lira avec agrément et profit.

J. TOUTAIN.

## HISTOIRE BYZANTINE.

### PUBLICATIONS DES ANNÉES 1907-1910.

I. PUBLICATIONS D'ENSEMBLE. — M. Paul MARC, un des nouveaux directeurs de la *Byzantinische Zeitschrift*, a entrepris de continuer les travaux préparatoires à la publication du *Corpus* des diplômes byzantins que la mort du regretté Krumbacher a laissés inachevés. Dans un rapport présenté à l'assemblée de l'Association internationale des Académies<sup>2</sup>, il a donné des renseignements sur le travail accompli jusqu'ici et fourni des spécimens d'éditions de diplômes ou de regestes. Six cents diplômes impériaux ont été réunis, mais c'est à peine si l'on possède deux cents originaux, dont la plus grande partie appartient aux derniers siècles de l'Empire. En outre, il semble qu'il y aurait intérêt à comprendre dans le

1. A. Merlin et L. Poinssot, *Bronzes trouvés en mer près de Mahdia (Tunisie)* (extrait des *Monuments et mémoires* publiés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres (fondation Eugène Piot), t. XVII, 1<sup>re</sup> fasc.). Paris, E. Leroux, 1909, 31 p. in-4°, 3 pl. hors texte et 5 fig. dans le texte.

2. Paul Marc, *Corpus der griechischen Urkunden des Mittelalters und der neueren Zeit. Bericht und Druckproben*. Munich, 1910, 32 p. in-8°.

*Corpus* les nouvelles ou constitutions antérieures à l'an 1000 qui tiennent le milieu entre les diplômes et les lois. Suivant le modèle emprunté aux publications de diplômes occidentaux, chaque diplôme sera précédé d'une date et d'une courte notice, indiquant, autant que possible, le lieu de dépôt et les caractères extrinsèques. Pour les regestes, on prendra modèle sur la publication d'Engelbert Mühlbacher : *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern*.

## II. HISTOIRES PARTICULIÈRES. ANCIEN EMPIRE (V<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> SIÈCLES).

— Les marches orientales de l'empire byzantin, sans la connaissance desquelles l'histoire des rapports avec l'empire perse et les Arabes demeure impossible, viennent d'être l'objet d'études topographiques et archéologiques de premier ordre. M. AL. MUSIL, l'explorateur de Kosselr Amra, a publié un travail d'ensemble sur les pays de Moab et d'Edom<sup>1</sup>; on y trouvera des renseignements sur les ruines d'églises et de forteresses du commencement du moyen âge, ainsi que sur les tribus arabes placées sous le protectorat de l'empire. Bien que l'ouvrage de M. CHAPOT sur la frontière de l'Euphrate<sup>2</sup> ait été ici même l'objet d'un compte-rendu<sup>3</sup>, il est impossible de ne pas signaler l'intérêt de premier ordre qu'il présente pour l'histoire byzantine. Il deviendra le manuel nécessaire de tous ceux qui voudront étudier l'histoire des guerres contre les Perses et celle de la conquête arabe. Les byzantinistes apprécieront en particulier l'étude sur l'organisation de l'armée au VI<sup>e</sup> siècle et surtout la description topographique et archéologique de la frontière, où les moindres forteresses ont été relevées et situées.

M. LEUTHOLD a examiné au point de vue critique les témoignages relatifs aux négociations et aux événements qui ont précédé l'expédition de Bélisaire contre les Ostrogoths<sup>4</sup>, de 535 à 537. Procope est notre source principale; l'auteur a analysé son récit et déterminé sa méthode chronologique. Procope compte les années de Justinien non depuis son avènement réel (1<sup>er</sup> août 527), mais depuis son association au trône par Justin (1<sup>er</sup> avril 527).

Le pape Grégoire le Grand s'est trouvé en trois circonstances en conflit avec l'empereur Maurice ou ses agents, d'abord à propos de la paix avec les Lombards, puis à cause de la nouvelle défendant aux

1. Alois Musil, *Arabia Petraea*, 4 vol. in-8°. Vienne, Hölder, 1907-1908.

2. Chapot, *la Frontière de l'Euphrate, de Pompée à la conquête arabe*. Paris, Fontemoing, 1907, xv-408 p. in-8°.

3. *Rev. hist.*, t. CII, p. 360.

4. H. Leuthold, *Untersuchungen zur ostgothischen Geschichte der Jahre 535-537*. Jéna, 1908, 55 p. in-8° (Inaug. Dissert. der phil. Fakultät der Univ. Jéna).

soldats et aux curiales de devenir clercs ou moines, enfin sur la question du titre d'« œcuménique » pris par le patriarche de Constantinople, Jean le Jeûneur, au synode de 587. Tels sont les trois épisodes de l'histoire des rapports entre les papes et Constantinople qu'a examinés M. Patrono<sup>1</sup>; son étude est un morceau détaché d'un livre qu'il prépare sur l'histoire de Maurice et qui comblera une lacune importante de l'érudition byzantine. Comme le fait remarquer très justement l'auteur, la période qui s'étend entre la mort de Justinien et l'avènement d'Héraclius a été, par un préjugé fort répandu, considérée comme une époque sans intérêt, pendant laquelle l'empire byzantin aurait dormi d'une sorte de sommeil léthargique. En réalité, des empereurs comme Tibère et Maurice ont déployé des qualités remarquables pour sauver l'héritage de Justinien et défendre l'immense superficie de territoires qu'il leur avait léguée; il faut les admirer d'avoir pu mener à bien, sans succomber sous l'effort des Barbares, une tâche aussi prodigieuse. Nous sommes là-dessus pleinement d'accord avec M. Patrono, mais peut-être l'admiration très légitime qu'il a pour Maurice l'a-t-il conduit à juger avec quelque partialité les actes de Grégoire le Grand. Nous reconnaissons cependant volontiers qu'il a détruit encore une légende, en justifiant Maurice du reproche d'avoir abandonné l'Italie à son malheureux sort. Le fait que Grégoire a demandé instamment des secours (voir par exemple sa lettre au comte excubitus. Constantin, *Gregor Epist.*, I, 31; éd. Ewald, I, 43-44) n'implique nullement que l'Italie ait été laissée sans défense contre les Lombards; on voit au contraire Maurice envoyer trente livres d'or au pape et des présents pour la milice de Rome. La question des rapports entre le pape et l'exarque de Ravenne, Romain, est plus difficile à résoudre. On sait que Romain rompit en 592 la paix que le pape avait conclue de sa propre autorité avec les Lombards et attira ainsi sur Rome des représailles qui auraient pu être funestes sans le courage déployé par le pape et les habitants. M. Patrono explique cette attitude par une opposition entre les intérêts particuliers de Rome et ceux de la politique impériale. Le pape ne songeait qu'à délivrer Rome d'un danger pressant; l'exarque trouvait le moment peu favorable pour conclure un traité qui, étendu à toute l'Italie, aurait contrarié l'action dissolvante exercée par la diplomatie byzantine sur les ducs lombards. A cette époque, et M. Patrono le fait remarquer

1. C. Patrono, *Studi Bizantini. Dei conflitti tra l'imperatore Maurizio Tiberio e il papa Gregorio Magno*. Padova, 1909, 39 p. in-8° (extr. de *Rivista di Storia Antica*).

avec M. Diehl, la question de la domination en Italie était loin d'être résolue et l'empire byzantin pouvait encore lutter avec l'espoir du succès. Est-il vrai que le pape soit venu s'opposer malencontreusement à cette politique savante? M. Patrono va jusqu'à parler (p. 13) de sa fourberie et l'accuse (p. 12) d'avoir opposé à la fureur des Lombards des lamentations plus que des actes. Ce sont là de bien gros mots et des accusations injustes. Les preuves de l'activité et de l'esprit d'initiative du pape manquent si peu que M. Patrono est le premier à les lui reprocher. Ensuite les intérêts des Romains étaient-ils si différents de ceux de l'empire et la nouvelle de la prise de la vieille Rome par les Lombards n'eût-elle pas jeté la consternation à Constantinople et ruiné à tout jamais le prestige de l'empire en Occident? Enfin l'initiative du pape et son intervention incessante dans les questions administratives n'est pas un fait qu'on puisse présenter comme isolé à une époque où tous les évêques d'Occident et même d'Orient exerçaient dans leur cité une autorité d'ordre temporel. Ne voit-on pas les empereurs favoriser cette tendance et n'est-ce pas à Grégoire lui-même que l'empereur adresse, pour qu'il la publie en Occident, sa loi sur l'entrée dans les ordres religieux<sup>1</sup>?

Dans l'affaire de la novelle de 592 et dans celle du titre d'œcuménique, le pape a défendu l'idée de la supériorité du pouvoir spirituel de l'Eglise sur la société laïque et du pape sur toutes les églises. Par là il a été un précurseur, mais on ne voit pas qu'il ait songé à se séparer de l'empire; comme l'a montré M. Patrono, il paraît avoir publié dès 592 (et non en 597) la loi même contre laquelle il envoyait des protestations à l'empereur. Il ne pouvait admettre, d'autre part, le titre équivoque d'œcuménique qui semblait accorder au patriarche de Constantinople un pouvoir universel. Telles sont les observations que suggère cette intéressante étude qui fait bien augurer du travail d'ensemble dont elle est détachée.

Comment expliquer la rapidité foudroyante avec laquelle les Arabes ont conquis les provinces orientales de l'empire byzantin? En composant des « Annales de l'Islam », M. Leone CAETANI DI TEANO a essayé de répondre à cette question<sup>2</sup>. Le tableau qu'il trace de la situation de l'empire byzantin est chargé de traits un peu noirs. L'armée de mercenaires, formée de nations les plus diverses (p. 2), est une tradition romaine dont le maintien a fort bien réussi aux

1. Cf. la mission confiée par Héraclius auprès des Arabes au patriarche d'Alexandrie Cyrus en 641.

2. Leone Caetani di Teano, *Bisanzio e la chiesa orientale alla vigilia della invasione araba*. Florence, Biblioteca scientifico-religiosa, 1907, 43 p. in-8°.



empereurs byzantins; c'est grâce à cet instrument qu'ils ont pu assurer à l'empire mille ans de durée. De même l'auteur semble sévère pour les successeurs de Justinien (p. 8). Il arrive enfin à donner la véritable explication du succès des Arabes en exposant la situation religieuse de l'Orient et la haine des Orientaux contre le christianisme hellénique des conciles. Héraclius a exaspéré ces sentiments d'hostilité après sa victoire sur la Perse par une série d'actes maladroits : tributs levés en Orient pour indemniser les églises qu'il avait dépouillées de leurs trésors avant la guerre, tentative d'unification religieuse (Ecthesis), persécution cruelle des Juifs regardés comme des alliés des Perses. Dès que les Arabes se présentèrent, les Orientaux les accueillirent comme des libérateurs. Le mot de Barhebræus (p. 40) est significatif : « Deus ultionum per Ismaelitas e manibus Graecorum nos liberavit. » On peut le rapprocher de celui du chroniqueur copte Jean de Nikiou, qui attribue les malheurs de l'empire et la conquête de l'Égypte à la diffusion du « dogme impie » des deux natures (*Notices et extraits des mss.*, t. XXIV, 1, p. 586). Une autre circonstance paraît avoir favorisé le succès des Arabes, du moins en Syrie, ce fut le grand nombre de compatriotes qu'ils y trouvèrent déjà établis et qui s'étaient détachés du gouvernement impérial dès qu'on avait cessé de leur verser des subsides<sup>1</sup>.

M. Caetani di Teano s'est posé la même question à propos de l'empire perse, dont il a étudié la situation à la veille de l'invasion arabe<sup>2</sup>. Après un résumé excellent de l'histoire de l'état sassanide depuis les origines, l'auteur détermine les raisons qui ont amené la disparition si rapide de cet empire devant l'invasion arabe : existence d'une féodalité, reste du régime des Parthes, que les rois, depuis Ardeschir, avaient été impuissants à détruire et dont ils avaient sans cesse à réprimer les révoltes; clergé tout-puissant et oppresseur; administration rudimentaire et vexatoire; coutume déplorable des transportations violentes de peuples; enfin guerres incessantes contre Byzance et les Turcs. Telles sont les causes qui ont amené la chute de cet état d'aspect si brillant, mais M. L. C. di Teano remarque avec raison que les Arabes ne mirent que trois ans à conquérir la Babylonie, tandis qu'ils durent lutter pendant dix-sept ans pour soumettre le Farsistan, véritable cœur de la nationalité persane.

1. Cf. Pernice, *Eraclio*, p. 246; Dussaud, *les Arabes en Syrie avant l'Islam*. Paris, 1907.

2. L. Caetani di Teano, *Causa della decadenza dell'impero sassanida alla vigilia dell'invasione araba*. Rome, Ferrari, 1907, 28 p. in-8°.

## III. ÉPOQUE DES ICONOCLASTES ET DYNASTIE MACÉDONIENNE. —

Le principal champion des images, le bienheureux Théodore de Stoudion, n'en est plus à compter ses biographes. Après les travaux de miss A. Gardner<sup>1</sup> et de l'abbé Marin<sup>2</sup>, M. Nikolaj GROSSU a écrit un livre substantiel sur la vie et les œuvres de Théodore<sup>3</sup>. Les écrits de Théodore, qui ne sont pas encore tous édités, sont l'objet d'une étude critique et bibliographique des plus utiles.

La collection de monographies consacrées par des érudits de divers pays aux règnes des empereurs byzantins vient de s'enrichir d'une histoire de Basile I<sup>er</sup>, due à M. A. Vogt<sup>4</sup>. Le fondateur de la dynastie macédonienne n'avait guère donné lieu jusqu'ici qu'à des études de détail; il manquait un ouvrage d'ensemble qui permit de déterminer son rôle exact dans l'histoire byzantine, et, si l'on peut adresser un reproche à l'auteur, c'est peut-être d'avoir grossi ce rôle et d'avoir considéré Basile comme une sorte de nouveau fondateur de l'empire. D'ailleurs, pour apprécier ce qui, dans la réorganisation de l'empire, convient à Basile, il faudrait connaître mieux les empereurs iconoclastes et en particulier le règne de Théophile. Si l'on étudiait l'histoire de ce prince, on verrait probablement qu'il faut lui attribuer pas mal de réformes administratives et une grande partie de la renaissance artistique, dont M. A. Vogt fait honneur à Basile. Cette réserve faite, nous ne pouvons que nous féliciter de la publication de cette excellente étude. Une introduction est consacrée à l'étude critique des sources de l'histoire de Basile. L'auteur divise les témoignages en deux catégories : ceux qui sont favorables à Basile (surtout la *Vita Basilii* de Constantin Porphyrogénète, version dynastique et officielle) et ceux qui lui sont hostiles (continuation de Georges le Moine, Léon le Grammairien, pseudo-Siméon Magister). Aux œuvres historiographiques, il faut ajouter les actes des conciles de Constantinople, la correspondance de Photius et la vie d'Ignace, que M. Vogt rend avec Vasiljevskij à Nicéas, enfin le « Livre du Préfet » codifié sous Léon VI, mais valable pour l'époque de Basile. L'ouvrage est divisé en quatre parties. Le premier livre est une étude sur les origines de Basile et sur les circonstances au milieu desquelles il est arrivé au pouvoir. Était-il Slave ou Arménien? M. Vasiljev (*Viz. Vrem.*, 1905, 1) le fait des-

1. Voir *Rev. histor.*, t. XCI, p. 333.

2. *Ibid.*, t. XCIX, p. 382.

3. Nikolaj Grossu, *le Bienheureux Théodore de Stoudion, son temps, sa vie et ses œuvres* (en russe). Kiev, 1907, xxii-312 p.

4. A. Vogt, *Basile I<sup>er</sup>, empereur de Byzance (867-886), et la civilisation byzantine à la fin du IX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Picard, 1908, xxxii-447 p. in-8°.

cendre d'une famille d'Arméniens établis en Macédoine et alliée peut-être à des Slaves. C'est la solution qu'adopte M. Vogt. En réalité, l'origine arménienne semble la plus probable; l'alliance avec des familles slaves n'est qu'une conjecture qui repose sur le témoignage d'historiens arabes pour lesquels le mot slave est synonyme de macédonien. Le personnage même de Basile a été très bien étudié par M. Vogt, qui montre toute la complexité et les contrastes de son caractère. C'est un portrait bien vivant que celui de cet aventurier arrivé au trône et devenant subitement le plus paisible, le plus religieux des empereurs, soucieux de l'ordre social et de la bonne administration. M. Vogt n'a pas dissimulé d'ailleurs les tares de cette famille macédonienne, qui étaient la fable de Byzance, et les discordes de la famille impériale. Cet empereur si bon pour ses sujets, dont il cherche à améliorer le sort, est pour les siens un vrai tyran domestique. Le bâtard de Michel III et d'Eudocie, qu'il avait été contraint de reconnaître pour son fils, lui était odieux. Il songea d'abord à assurer sa succession à Constantin, fils de sa première femme, mais lorsque ce prince fut mort, à la douleur de Basile se mêla une véritable rage qui faillit être funeste au futur Léon VI. Après avoir voulu lui faire crever les yeux, Basile dut le reconnaître comme successeur en lui adjoignant toutefois son frère Alexandre, seul « porphyrogénète » né depuis son avènement. — Dans le II<sup>e</sup> livre, l'auteur examine l'œuvre administrative de Basile, ainsi que sa politique religieuse. Une étude intéressante est consacrée à l'attitude de Basile en face des grands propriétaires fonciers; il est loin d'avoir eu à leur égard la politique hardie qui sera celle de ses successeurs; bien plus, il a été lui-même un de ces grands propriétaires en incorporant à chacun des palais impériaux plusieurs fonds de terre avec leurs habitants. Son intervention n'en a pas moins été bienfaisante dans la vie des classes rurales par les mesures qu'il a prises pour assurer aux paysans des garanties contre les collecteurs d'impôts. L'affaire de Photius tient dans l'ouvrage de M. Vogt une place légitime, et il a très bien réussi à déterminer le point de vue auquel s'est placé Basile. Son antipathie pour Photius est évidente, mais le but auquel il aspire, c'est l'établissement solide et durable de la paix religieuse. C'est en homme d'État qu'il agit en rétablissant Ignace (867) et en cherchant à obtenir des légats pontificaux venus à Constantinople un jugement régulier de Photius au lieu d'une condamnation sans preuves. C'est après avoir échoué qu'il rompt avec le pape, et c'est encore pour fonder une paix définitive qu'il rétablit Photius en 877. La question des rapports entre l'église grecque et Rome a été bien caractérisée par M. Vogt; il montre que

les Grecs ont toujours reconnu au pape une primauté d'honneur, mais, sauf les Studites, ils ont refusé de reconnaître sa primauté de juridiction. — Le III<sup>e</sup> livre est une étude sur les guerres et la diplomatie de Basile; la voie était déjà ouverte par les livres de MM. Vasiljev (*Byzance et les Arabes*) et Gay (*l'Italie méridionale et l'empire byzantin*). La description de l'armée qui termine le livre a pour principale source les *Tactica* de Léon VI. — Enfin, dans un IV<sup>e</sup> livre, M. Vogt a dressé un tableau de la civilisation byzantine à la fin du ix<sup>e</sup> siècle, en étudiant la condition des terres, le sort des paysans, le développement économique et artistique. Cette enquête sur un des règnes les plus importants de l'histoire byzantine apporte à cette histoire des éléments précieux. En rétablissant l'ordre dans les finances et l'administration, en cherchant à fonder la paix religieuse, en se défendant contre les Barbares, Basile a accompli une œuvre, moins brillante peut-être que celle que lui attribue M. Vogt, mais qui devait permettre à ses successeurs de reprendre l'offensive contre les ennemis de l'empire.

L'Académie des sciences de Saint-Petersbourg a entrepris de réunir en volumes les publications, éparses dans un grand nombre de revues, d'un des principaux représentants de l'érudition byzantine en Russie, de VASILJEVSKJ (1838-1899). Le tome I<sup>er</sup> comprend une série de travaux devenus classiques et consacrés à l'histoire byzantine des xi<sup>e</sup>-xii<sup>e</sup> siècles : *Byzance et les Petchénègues* (1048-1094)<sup>2</sup>. — La droujina varangue-russe et varangue-anglaise à Constantinople au xi<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>; on sait que cette étude a été établie pour la première fois une distinction entre les deux éléments différents dont se composait la garde varange. A l'article de Vasiljevskj est jointe la réponse où Plovaïskof discutait ses conclusions. Les byzantinistes ne peuvent que remercier l'Académie de Saint-Petersbourg d'une publication qui leur sera si utile.

IV. ÉPOQUE DES COMNÈNES ET DES ANGES. — Le 31 juillet 1201, les habitants de Constantinople, qui avaient déjà en plusieurs occasions manifesté leur mécontentement contre le régime établi par l'usurpateur Alexis III l'Ange, se révoltèrent et proclamèrent empereur un survivant de la dynastie déchue, Jean Comnène. Cette affaire fut une simple échauffourée; après avoir été maître du palais impérial pendant quelques heures, Jean, qui semble avoir été un

1. *Travaux de B. G. Vasiljevskj*, publiés par l'Académie impériale des sciences (en russe). Saint-Petersbourg, 1908, v-401 p. in-8°.

2. Publié en 1872 dans le *Journal du ministère de l'Instruction publique de Russie*.

3. Publié dans le même *Journal* en 1874-1875.

personnage des plus médiocres, fut abandonné de ses partisans et tué par les gardes d'Alexis III. On connaissait les détails de cet épisode par le récit de Nicéas Acominatos<sup>1</sup> et par les panégyriques adressés à Alexis III<sup>2</sup>. M. HEISENBERG a retrouvé dans le Cod. Ambrosianus F 96 un discours d'un certain Nicolas Mesarites<sup>3</sup> qui, non seulement raconte les péripéties de cette journée, mais donne les détails les plus précieux sur la topographie, encore si obscure, du Grand Palais impérial. M. Heisenberg a publié le texte inédit du manuscrit de Milan et l'a fait suivre d'un commentaire historique et archéologique. Cette publication n'est d'ailleurs qu'un spécimen de l'édition des œuvres complètes de Nicolas Mesarites qu'il prépare. La découverte de ces œuvres a enrichi l'histoire byzantine d'une source nouvelle. Elles se trouvent dans deux manuscrits de Milan (F 96 sup. = A et F 93 sup. = B), dont les feuillets sont malheureusement en désordre; plusieurs des morceaux qu'ils contiennent existent sans nom d'auteurs dans d'autres manuscrits<sup>4</sup>. Tous ces morceaux forment un témoignage contemporain de premier ordre pour l'histoire d'Alexis III et des empereurs de Nicée. Après avoir en effet occupé la charge importante d'« ἐπὶ τῶν κρήσεων » de Sainte-Sophie et de gardien des reliques du palais impérial, Nicolas Mesarites devint métropolite d'Éphèse et fut un des évêques les plus influents de l'empire de Nicée. On voit donc tous les services que rendra une édition de ses œuvres.

V. ÉPOQUE DE LA QUATRIÈME CROISADE. PRINCIPAUTÉS FRANQUES. — L'histoire des principautés franques du Levant, qui a été dans ces dernières années l'objet de travaux si complets, a donné lieu à un nouveau travail d'ensemble, celui de M. W. MILLER<sup>5</sup>.

VI. ÉPOQUE DES PALÉOLOGUES. — Le deuxième volume de l'histoire de l'empire ottoman, par M. JORGA<sup>6</sup>, comprend l'histoire de la formation de cet empire sous Mahomet II et celle de son affermis-

1. T. III, p. 7, éd. de Bonn, 697-699.

2. Celui de Nicéas, éd. Sathas, *Bibl. medii ævi*, t. I, p. 84-89, et celui de Nicéphore Chrysoberge, éd. Treu. Breslau, 1892.

3. Aug. Heisenberg, *Nikolaos Mesarites. Die Palastrevolution des Johannes Komnenos*. Würzburg, Stürtz, 1907, 77 p., avec un fac-similé (Prog. Gymn. Würzburg).

4. En particulier la controverse d'un métropolite d'Éphèse avec le cardinal Pélage en 1213, publiée par Arsenij d'après un manuscrit de Moscou et utilisée par W. Norden, *Das Papsttum und Byzanz*.

5. W. Miller, *The Latins in the Levant. A history of frankish Greece (1204-1566)*. London, Murray, 1908, xx-676 p. in-8° (ne nous a pas été communiqué).

6. Nic. Jorga, *Geschichte des Osmanischen Reiches nach den Quellen dargestellt*; t. II : 1453-1538. Gotha, Perthes, xvii-453 p. (coll. Heeren).



ment territorial de Bajazet II à Soliman II. On retrouve dans ce volume l'excellente information et les qualités d'exposition déjà signalées dans le premier<sup>1</sup>. Les byzantinistes liront avec un intérêt tout spécial le premier chapitre consacré au récit de la prise de Constantinople. Grâce aux recherches faites par lui à Venise et à Gènes, et résumées dans ses *Notes et extraits pour servir à l'histoire des croisades au XV<sup>e</sup> siècle*<sup>2</sup>, M. Jorga a pu élucider la question des secours envoyés à l'empire byzantin par l'Occident. En face des discordes chrétiennes et de l'esprit formaliste des Occidentaux du moyen âge, le jeune sultan, avide d'action, appuyé sur des forces homogènes, dont l'auteur a tracé un portrait bien vivant, avait la victoire assurée. Le chapitre suivant contient un tableau intéressant et nouveau, grâce à la connaissance des sources italiennes, de l'impression produite par cet événement en Occident, où l'on s'agita beaucoup, où l'on écrivit plus encore, mais où l'on agit fort peu. L'histoire officielle de l'empire byzantin se termine à la prise de Constantinople; il n'en est pas de même de l'histoire des croisades, dont l'idée continue à vivre en Europe jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle. En décrivant les progrès de la conquête ottomane sous Mahomet II et ses successeurs, M. Jorga a donné une place importante à la place tenue dans la politique européenne par les projets de croisade, dont quelques-uns ont été près de se réaliser. Enfin on lira avec intérêt les chapitres qui terminent chacun de ces deux livres et qui présentent un tableau d'ensemble de la société et des institutions ottomanes, d'abord sous le règne de Mahomet II, ensuite sous celui de Soliman II.

VII. HISTOIRE DES INSTITUTIONS. — M. FERRARI a édité d'après des papyrus égyptiens de la collection Vitelli (Florence) trois contrats privés<sup>3</sup> : les deux premiers sont des fragments de location de terre, dont une datée du 1<sup>er</sup> octobre 552; le troisième est une reconnaissance de dette du 29 décembre 514. Les trois documents proviennent du village d'Aphrodites, nome d'Antaioupolis.

Au cours de fouilles entreprises à Éphèse, la mission autrichienne a découvert deux inscriptions gravées sur un monument d'une rue en bordure de l'agora. Ce sont deux fragments d'édits impériaux, dont M. DIEHL a proposé une explication<sup>4</sup> : l'un peut

1. *Rev. histor.*, t. XCIX, p. 389.

2. *Revue de l'Orient latin*, t. IV-VIII.

3. Giannino Ferrari, *Tre papiri inediti dell' età bizantina*. Venise, Ferrari, 1908, 9 p. in-8°.

4. Charles Diehl, *Note sur deux inscriptions byzantines d'Éphèse*. Paris, Picard, 1908, 7 p. in-8°.

être daté du 11 février 585 et attribué à Maurice; l'autre est peut-être du même prince, et tous deux semblent se rapporter à une prohibition de la vénalité des charges, déjà édictée par une novelle de Justinien en 535. La situation même de ces inscriptions est un exemple curieux des procédés employés pour assurer la publicité aux ordonnances impériales.

M. AUSSARESSES, qui avait déjà consacré une notice au *Strategicon* attribué à l'empereur Maurice<sup>1</sup>, s'est servi de ce texte pour donner une description complète de l'organisation militaire dans l'empire byzantin à la fin du VI<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Il étudie successivement le mode de recrutement, l'organisation des cadres, la hiérarchie, la discipline, l'armement, l'administration, les services auxiliaires, la tactique. C'est là un tableau complet et intéressant; malheureusement, la question est de savoir à quelle époque il faut l'attribuer. Les conclusions de M. Aussaresses sur l'époque du *Strategicon* sont en contradiction avec les arguments très forts donnés par R. Vari (*Byz. Zeit.*, t. XV, p. 45 et suiv.); elles ont été de plus combattues par M. Patrono<sup>3</sup> qui, après avoir étudié aussi les manuscrits du *Strategicon*, conclut que la version de ce traité conservée à Milan est certainement postérieure aux *Tactica* de l'empereur Léon VI (886-911). C'est donc tout au plus au X<sup>e</sup> siècle qu'il faut placer l'étude mise sous le nom de l'empereur Maurice. Il se peut néanmoins que le *Strategicon* ait été composé à l'aide d'éléments glanés dans des écrivains antérieurs (et c'est ce que tendraient à prouver les rapports signalés par M. Aussaresses entre ce texte et Théophylacte de Simocatta); mais c'est là justement ce qu'il faudrait commencer par établir, avant de s'en servir pour décrire les institutions militaires du VI<sup>e</sup> siècle.

M. ANDREADES a publié des études intéressantes sur les questions économiques (budget, armée, flotte), d'après le témoignage des chroniques byzantines<sup>4</sup>.

Une question qui mériterait une monographie est celle de la persistance du latin dans la terminologie officielle de Byzance. En attendant que ce travail devienne possible, M. RENAULD y a apporté

1. Voir *Rev. histor.*, t. XCI, p. 326.

2. Aussaresses, *L'Armée byzantine à la fin du VI<sup>e</sup> siècle*, d'après le *Strategicon* de l'empereur Maurice. Paris, Fontemoing, 1909, 115 p. in-8° (bibl. des universités du Midi, fasc. XIV).

3. *Rivista Abruzzese*, t. XXI, p. 635 et suiv. C'est par erreur qu'en signalant l'ouvrage de M. Patrono sur les Perses et les Byzantins (*Rev. hist.*, t. XCIX, p. 381) je lui avais reproché d'ignorer l'étude de M. Aussaresses.

4. Andreades, « *Περὶ τῶν οἰκονομικῶν τοῦ Βυζαντίου.* » Athènes, 1908 (extr. de *Ἐπιθεώρησις κοινωνικῶν καὶ νομικῶν ἐπιστημῶν*, t. I, p. 22-46).

une utile contribution<sup>1</sup> en dressant le lexique des mots latins employés dans les ouvrages juridiques de Psellos<sup>2</sup>.

VIII. HISTOIRE DE L'ÉGLISE. — M. Vogt a publié un texte hagiographique du x<sup>e</sup> siècle resté jusqu'ici inédit<sup>3</sup> et qui fournit des détails intéressants sur les institutions et les mœurs monastiques, ainsi que sur l'histoire des couvents du mont Olympe. C'est la vie de saint Luc le Stylite, conservée dans un seul manuscrit de la Bibliothèque nationale (ms. grec 1458, fol. 113-132). Ce solitaire vécut environ quarante-cinq ans sur une colonne de la région d'Eutrope, située entre Chalcédoine et le palais d'Hieria. On trouvera dans sa vie des renseignements intéressants sur la politique religieuse des empereurs et des allusions au patriarche Théophylacte (933-956), fils de Romain Lécapène.

M. MILLET a consacré une intéressante notice au culte de la croix par les iconoclastes<sup>4</sup> d'après une inscription trouvée près de Sinasos en Cappadoce. L'inscription, où la croix est qualifiée de « force de l'Église », se trouve dans une chapelle dont la décoration purement linéaire répond bien à la conception artistique des iconoclastes; c'est ce qui fait sa grande valeur. M. Millet a rassemblé les textes qui montrent cette prédilection des iconoclastes pour l'image de la croix dépouillée du crucifié. Il n'y avait là aucune contradiction; la croix est un symbole mystique, tandis que le crucifix est une représentation matérielle. On retrouve la même pratique chez les Syriens du vi<sup>e</sup> siècle. Enfin un autre caractère curieux de la croix de Sinasos est d'être une reproduction, telle qu'on la figurait à Byzance depuis le iv<sup>e</sup> siècle, de la croix vue par Constantin avant la bataille du pont Milvius; une croix de forme analogue, avec les bras pattés et deux branchages partant du pied, avait été élevée par Constantin sur le Forum.

On trouvera dans le volume écrit par dom Placide DE MEESTER après un voyage au mont Athos<sup>5</sup> des renseignements complets sur l'histoire des monastères de la sainte montagne et sur leur situation actuelle (énumération des monastères, structure des couvents et des

1. E. Renauld, *les Mots latins dans la « Synopsis Legum » et le « De legum nominibus » de Michel Psellos*. Toulouse, Privat, 1908, 19 p. in-8°.

2. Cf. le lexique analogue dressé par Triantaphyllidès pour Théophile et les Nouvelles de Justinien (*Bibl. de l'École des hautes études*, fasc. 82).

3. A. Vogt, *Vie de saint Luc le Stylite*. Paris, Picard, 1909, 56 p. in-8°.

4. Gabriel Millet, *les Iconoclastes et la croix*. Paris, Fontemoing, 1910, 13 p. in-8°.

5. Dom Placide de Meester, *Voyage de deux Bénédictins aux monastères du mont Athos*. Paris, Desclée, de Brouwer et C<sup>ie</sup>, 1908, vi-316 p. in-8°.

églises, institutions monastiques, offices, cérémonial, discipline, culture intellectuelle). Cet ouvrage n'a pas seulement la valeur d'un simple guide, mais on est heureux d'y trouver des impressions personnelles et des descriptions vivantes; il eût gagné à être accompagné d'une bibliographie, même sommaire.

M. DRAESEKE, dont nous avons déjà signalé les travaux sur le patriarche Jean Veccos, étudie spécialement, d'après le traité de cet auteur, « sur l'union et la paix entre les Églises de l'ancienne et de la nouvelle Rome »<sup>1</sup>, les difficultés de langage qui contribuaient à séparer les Grecs des Occidentaux. Des historiens animés d'un esprit réaliste ont soutenu que ces querelles théologiques n'avaient aucune importance en face des intérêts politiques; la vérité est que deux fois, au XIII<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècle, ces questions, qualifiées de misérables, ont empêché les politiques d'établir l'union qu'ils rêvaient. On saura donc gré à M. Draeseke d'avoir dévoilé une des causes secrètes qui rendaient stériles les discussions entre théologiens des deux partis, à savoir la difficulté d'employer deux vocabulaires identiques et de rendre les termes grecs par des vocables latins correspondants<sup>2</sup>.

On sait quelle fut l'importance des sectes manichéennes dans l'empire byzantin et dans tout l'Orient. En publiant une analyse du « Livre des Scholies » de Théodore bar Khôni, évêque nestorien de Kachgar (VI<sup>e</sup>-VII<sup>e</sup> siècles), M. CUMONT a donc rendu un grand service aux études sur les hérésies orientales et celles du reste de l'Europe qui en sont dérivées<sup>3</sup>. Le traité de Théodore renferme en effet « l'exposé le plus détaillé que nous possédions de la cosmogonie manichéenne ». Le texte est écrit dans le dialecte syriaque de Babylonie, voisin de celui même dont s'était servi Mâni, « et il nous a conservé notamment la forme originale des noms attribués par celui-ci aux esprits célestes ou infernaux qui interviennent dans la création ». On voit toute l'importance de cette nouvelle contribution apportée par M. Cumont à l'étude des religions orientales.

IX. HISTOIRE ET TOPOGRAPHIE DE CONSTANTINOPLE. — L'ouvrage de M. GURLITT<sup>4</sup> sur l'architecture de Constantinople sera après son achèvement un des monuments les plus considérables qu'on ait

1. J. Draeseke, *Analecta byzantina*. Wandsbeck, Puvogel, 1909, 20 p. in-4<sup>e</sup>.

2. L'entente sur la procession du Saint-Esprit dépendait de la traduction des mots ἐκπορεύεσθαι (procedere), διὰ (per), ἐκ (a), etc...

3. F. Cumont, *Recherches sur le manichéisme*; I : *la Cosmogonie manichéenne d'après Théodore Bar Khoni*. Bruxelles, Lamertin, 1908, 80 p. in-8<sup>e</sup>.

4. Cornelius Gurlitt, *Die Baukunst Konstantinopels*. Berlin, Wasmuth, depuis 1907, 40 p. et atlas in-fol. (en cours de publication).

élevés à la mémoire de l'ancienne Byzance. Bien qu'il ne soit pas encore entièrement terminé, on peut déjà juger de l'importance de ce livre qui sera un répertoire précieux pour tout ce qui touche aux monuments qui subsistent de la Constantinople du moyen âge et aux constructions dues aux sultans. A côté de l'œuvre des architectes byzantins, l'auteur a présenté celle des artistes italiens de la Renaissance au service des sultans. Dans ses magnifiques planches, M. Gurlitt ne s'est pas contenté de donner des reproductions photographiques des monuments actuels, mais il a relevé les plans et les coupes d'un grand nombre d'édifices, il a même proposé quelques restitutions ingénieuses de monuments aujourd'hui ruinés. Un texte accompagne ces vues; il est entremêlé de figures théoriques des plus utiles et il donne des notices complètes sur les monuments reproduits. M. Gurlitt a déjà étudié ainsi : la Porte d'or, la Grande Muraille, les palais impériaux et l'hippodrome, les aqueducs, les colonnes triomphales, les églises Sainte-Irène, Saint-Serge et Saint-Bacchus, Sainte-Sophie, les Saints-Apôtres et les églises de moindre importance. Ce bel ouvrage rendra les plus grands services aux travailleurs par la masse de documents qu'il leur apporte, ainsi que par la méthode scientifique et le soin qui ont présidé à la reproduction des monuments.

Le livre de DJELAL ESSAD BEY sur Constantinople<sup>1</sup> est certainement la première contribution qu'un érudit ottoman ait apportée à l'histoire byzantine. L'auteur s'est proposé de rassembler les témoignages les plus notoires relatifs à l'histoire et à la topographie de Constantinople en profitant des travaux de ces dernières années. Il a écrit un livre clair et dont les différentes parties sont bien distribuées. Il étudie successivement l'histoire de Byzance, des origines à 1453, la topographie de la ville du moyen âge, les édifices byzantins. Cette partie n'offre rien de nouveau, mais elle forme un résumé très commode des principaux travaux des archéologues. La seconde partie, au contraire, est une description, d'un caractère tout à fait nouveau, de la ville turque et de ses édifices, mosquées, fontaines, cimetières, bains, bazar, palais, etc. Cette étude est précédée d'un historique de l'art ottoman, dont l'auteur cherche à démontrer l'originalité. Une abondante illustration accompagne cet ouvrage qui se termine par une bibliographie bien informée. Le livre de Djelal Essad Bey sera un guide commode pour tout ce qui touche à la topographie et aux monuments de Byzance.

1. Djelal Essad, *Constantinople. De Byzance à Stamboul*, traduit du turc par l'auteur. Paris, Laurens, 1909, iv-289 p. in-8° (préface de Ch. Diehl).



M. Jean EBERSOLT a consacré au grand Palais impérial de Constantinople une étude<sup>1</sup> qui, grâce à une méthode rigoureuse, renouvelle dans une large mesure l'idée qu'on se faisait du théâtre habituel de la vie des empereurs d'après les travaux de Labarte, Paspatis ou Bjeljaev. En utilisant les textes déjà connus, dont les plus importants sont ceux du Livre des cérémonies, et en mettant à profit le discours de Nicolas Mesarites publié par Heisenberg (voy. plus haut), M. Ebersolt est arrivé à dresser une chronologie exacte des monuments du grand Palais depuis l'époque de Constantin jusqu'aux dernières constructions du XI<sup>e</sup> siècle. Il montre comment le centre de la vie palatine, d'abord concentrée autour de Daphné, de Constantin au VI<sup>e</sup> siècle, s'est déplacé vers l'est après la construction du Chrysotriclinium par Justinien II. Il cherche, d'après les renseignements fournis par les ruines de Spalato ou de Mschatta, à reconstituer le plan et l'aspect du palais primitif de Constantin. Grâce à des relevés topographiques exécutés par M. Ad. Thiers et dont les résultats sont consignés sur le plan luxueux placé à la fin du volume, M. Ebersolt a pu établir d'une manière plus exacte qu'on ne l'avait fait jusqu'ici la situation réciproque de l'hippodrome et des diverses parties du grand Palais. Sans doute, dans la restitution ainsi tentée, il demeure une part d'hypothèse; néanmoins M. Ebersolt a su la réduire au minimum, et, par les nombreux textes qui y sont rassemblés et commentés, son livre est appelé à devenir un répertoire indispensable à consulter pour quiconque voudra étudier avec précision la biographie des empereurs qui habitèrent le grand Palais. Enfin après avoir ainsi déterminé l'ordre chronologique des constructions, M. Ebersolt a essayé, d'après ces résultats, une critique du Livre des cérémonies qui lui a permis de fixer l'époque où ont été rédigés les morceaux disparates dont il se compose.

A l'aide des mêmes sources, M. Ebersolt a essayé de reconstituer la topographie de l'église Sainte-Sophie et de ses dépendances à l'époque où fut rédigé le Livre des cérémonies<sup>2</sup>. En comparant ce texte à la disposition actuelle des lieux il a pu déterminer la situation exacte de l'horologion, de la Belle Porte, du patriarchat, du baptistère et du skenophylakion. Rien ne peut mieux contribuer que les études de ce genre à donner une précision nouvelle au commentaire des sources historiques.

1. Jean Ebersolt, *le Grand Palais de Constantinople et le Livre des cérémonies*. Paris, Leroux, 1910, xv-237 p. in-8°.

2. Jean Ebersolt, *Sainte-Sophie de Constantinople, étude de topographie d'après les Cérémonies*. Paris, Leroux, 1910, iv-38 p. in-8°.

Au cours d'une mission à Constantinople, M. J. Ebersolt a étudié un certain nombre de monuments mal connus jusqu'ici<sup>1</sup>. Par suite du grand incendie d'août 1908, il a pu examiner et photographier la base de la colonne de Marcién, dissimulée jusque-là dans la cour d'une maison; on n'en connaissait encore que le chapiteau et l'entablement orné d'aigles; sur le soubassement en marbre étaient sculptés des boucliers ornés de croix à six branches, entourés d'une guirlande, ainsi que deux Victoires de style tout antique tenant une couronne timbrée de la croix. Les églises étudiées vont du v<sup>e</sup> au xiv<sup>e</sup> siècle et présentent les différentes variétés de l'art byzantin. Ce sont : la basilique de Stoudion (Mir-Achor-Djami), en ruines avec sa citerne intacte; l'église octogonale de Saint-Serge ou petite Sainte-Sophie (Kutchuk-Aya-Sofia), élevée par Justinien; l'église Sainte-André (Hodja-Moustafa-pacha-djami), plan triconque défigurée; l'église de la Vierge (Kalender-Djami), coupole sur pendentifs; l'église Sainte-Théodosie (Gul-Djami), coupole centrale flanquée de quatre voûtes en berceau; Sainte-Théodore-Tiron (Kilisse-Djami); le Pammacanistos (Fétiyé-Djami), xiii<sup>e</sup> siècle; le Pantocrator (Zeirek-Djami). Les monuments étudiés par M. Ebersolt ont été relevés aux frais de l'Académie des inscriptions par M. A. Thiers, architecte. La publication de ces dessins, accompagnés de notices historiques, jettera un jour nouveau sur la Constantinople byzantine dont ces monuments sont les vestiges.

#### X. HISTOIRE DES PROVINCES ET PEUPLES VOISINS DE L'EMPIRE.

— L'histoire des provinces byzantines et des pays voisins se confond en grande partie avec celle des progrès ou du recul de l'hellénisme. A ce point de vue, un certain nombre de découvertes récentes ont une grande importance.

Une expédition allemande organisée à Francfort explore depuis 1905 un des sanctuaires les plus importants de l'Égypte chrétienne, celui de Saint-Ménas, la « Lourdes égyptienne », qui fut au v<sup>e</sup> siècle un des principaux pèlerinages fréquentés par les Orientaux. Le directeur des fouilles, M. C. KAUFMANN, a présenté en un élégant petit volume les principaux résultats de ses découvertes et l'ensemble des connaissances acquises sur les églises et les bâtiments à l'usage des pèlerins dont elles étaient entourées<sup>2</sup>. Ce fut le 7 juillet 1905 que l'emplacement de la ville de Saint-Ménas fut reconnu et les fouilles ont continué jusqu'à la fin de 1907. En attendant le grand ouvrage

1. J. Ebersolt, *Étude sur la topographie et les monuments de Constantinople*. Paris, Leroux, 1909, 41 p. in-8°.

2. Carl Kaufmann, *Der Menastempel und die Heiligtümer von Karm Abu Mina in der aegyptischen Mariütwüste*. Francfort, Baer, 1909, 88 p. in-12.

destiné à en exposer les résultats, ce guide, très bien rédigé, nous donne une idée avantageuse des véritables richesses qui ont été découvertes. Ce fut à la fin du iv<sup>e</sup> siècle que le culte de Saint-Ménas s'implanta dans le désert, à l'ouest d'Alexandrie; il devint bientôt florissant et se répandit dans toute l'Égypte, puis dans le nord de l'Afrique, à Chypre, à Salone, jusqu'à Arles. Ce fut à ce moment que l'on commença à élever les constructions dont la mission Kaufmann a retrouvé les restes : une basilique sépulcrale; une basilique plus grande élevée par ordre d'Arcadius au v<sup>e</sup> siècle avec trois nefs, un transept et une abside en saillie; un baptistère que l'on a pu comparer à celui des Orthodoxes de Ravenne; une autre basilique sépulcrale avec abside en trèfle; des piscines, des citernes, des cryptes, un grand nombre de chambres et de corridors appartenant à des xenodochia destinés à abriter les pèlerins; des fours servant à la fabrication des « eulogies de Saint-Ménas », de ces petites ampoules en verre sur lesquelles le saint est représenté entre deux chameaux agenouillés et qu'on exportait dans le monde entier, après les avoir remplies de l'eau de la source de Saint-Ménas. Les nombreux graffiti retrouvés apportent des renseignements précieux sur l'origine des pèlerins, qui viennent de toutes les parties du monde méditerranéen, et sur les vertus miraculeuses qu'ils attribuaient à l'eau de Saint-Ménas. Ce fut seulement en 849 que ces sanctuaires furent dévastés et dépouillés de leurs colonnes qui allèrent enrichir les mosquées du Caire. On voit quels éléments précieux ces belles découvertes ont apporté à l'histoire religieuse de l'Égypte sous la domination byzantine et à l'expansion des cultes orientaux en Occident.

M. Adonč a écrit une histoire de l'Arménie à l'époque de Justinien<sup>1</sup>. M. Karolides a étudié la ville d'Amorium en Asie Mineure dans l'histoire et la légende<sup>2</sup>. M. Cumont, qui avait déjà, en étudiant les Actes de saint Dasius à Durostorum en Mésie, apporté une contribution utile à l'histoire des progrès de l'hellénisme dans le nord de la péninsule des Balkans<sup>3</sup>, vient de retrouver à Ancône le tombeau de ce saint, conservé à la cathédrale<sup>4</sup>. Ce fut peut-être à la suite du pillage de Durostorum par les Avars (579) qu'eut lieu cette translation des reliques d'un saint grec en Italie.

M. KUGENER a apporté par ses travaux des témoignages impor-

1. Adonč, *l'Arménie à l'époque de Justinien* (en russe). Saint-Petersbourg, 1908, xiv-526 p. in-8°.

2. Karolides, *Π πόλις Ἀμόριον*. Athènes, 1908, 30 p. in-8°.

3. *Analecta Bollandiana*, t. XVI, p. 11.

4. Cumont, *le Tombeau de saint Dasius de Durostorum*. Bruxelles, 1908, 4 p. in-8°.

tants sur le recul de l'hellénisme en Syrie avant l'invasion arabe. L'étude d'une inscription trilingue découverte à Zébed dans le désert entre Alep et l'Euphrate (aujourd'hui au musée du Cinquantenaire de Bruxelles) nous montre qu'en 514, date de la consécration de l'oratoire de saint Serge rapportée sur cette inscription, le grec était la langue officielle de cette localité, tandis que le syriaque en était la langue indigène<sup>1</sup>. La double inscription en grec et en syriaque gravée sur le linteau et indiquant la date de la fondation de l'oratoire est suivie : 1° d'une seconde inscription grecque; 2° d'une inscription arabe, toutes deux du VI<sup>e</sup> siècle. L'inscription arabe présente l'intérêt d'être « le plus ancien monument de l'écriture arabe avant Mahomet » et un témoignage de la vénération des Arabes chrétiens pour saint Serge. Un traité d'astronomie syriaque mis sous le nom de Denys l'Aéropagite et composé au VI<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, probablement par un habitant d'Édesse, contient des attaques curieuses contre la science hellénique et contre Aristote. C'est un des nombreux témoignages de la décadence croissante de l'hellénisme en Orient dont l'expansion arabe devait profiter.

M. GOETZ, connu déjà par ses travaux sur l'histoire de l'Église russe<sup>3</sup>, a écrit une étude d'ensemble sur l'histoire des rapports entre l'Église naissante et les grands princes de Kiev<sup>4</sup>. L'histoire religieuse de la Russie au moyen âge est liée intimement à celle de l'expansion de l'hellénisme sous sa forme religieuse. Après une étude complète des sources et des origines de l'église fondée par des Grecs et organisée sur le modèle byzantin, l'auteur montre comment les grands princes russes dans leurs rapports avec l'Église se sont inspirés du droit impérial de Constantinople. Le fondateur de l'église russe, Vladimir, est devenu un nouveau Constantin; le pouvoir a été donné par Dieu à lui et à ses successeurs pour punir les méchants et récompenser les bons. A son avènement, le grand prince est intronisé dans une cérémonie religieuse qui ressemble à celle du sacre des empereurs. La liturgie contient des prières pour le prince. Une union intime existe entre l'Église et l'État, dont les domaines ne se distinguent pas. Les princes donnent l'exemple de la piété, ajoutent un nom grec à leur

1. Kugener, *Note sur l'inscription trilingue de Zebed*. Paris, Impr. nat., 20 p. in-8°; *Nouvelle note sur l'inscription trilingue de Zebed*. Rome, 1908, 10 p. in-8°.

2. Kugener, *Un traité astronomique et météorologique syriaque attribué à Denys l'Aéropagite*. Paris, Leroux, 1907, 62 p. in-8°.

3. Voir *Rev. hist.*, t. XCI, p. 342.

4. Goetz, *Staat und Kirche in Altrussland, Kiever Periode, 988-1240*. Berlin, A. Duncker, 1908, viii-214 p. in-8°.

nom slave, bâtissent des églises et des monastères, prennent l'habit monastique à leur lit de mort, correspondent avec les moines et les évêques et discutent avec eux des questions de dogme, de discipline, parfois même de politique. Les grands princes n'ont pas cependant sur l'Église une autorité aussi considérable que les basileis. D'abord ils ont reçu le dogme tout fait de Byzance. D'autre part, l'Église russe est subordonnée à Constantinople; son chef, le métropolitain, n'est pas élu, mais nommé par le patriarche de Constantinople; il est presque toujours un grec et ses décisions sont soumises à l'appel du patriarche. Depuis le XII<sup>e</sup> siècle, le haut clergé n'est plus recruté exclusivement parmi les Grecs; il n'en est pas de même du métropolitain, qui a toujours été grec et est devenu de plus en plus étranger à l'église qu'il gouvernait. Enfin la division de la Russie en principautés indépendantes a favorisé la décentralisation ecclésiastique et les évêques n'ont pas tardé à acquérir une véritable autonomie vis-à-vis du métropolitain. Telle est l'originalité de l'histoire de l'Église russe : cependant un fait domine toute cette histoire depuis son origine, c'est le pouvoir ecclésiastique que le prince s'est arrogé à l'imitation des empereurs byzantins.

XI. HISTOIRE DE LA CIVILISATION. — Aucun ouvrage ne nous fait mieux pénétrer dans l'histoire intellectuelle des monastères grecs du moyen âge que le monument élevé par M<sup>me</sup> Marie VOGEL et M. GARDTHAUSEN aux copistes des manuscrits grecs<sup>1</sup>. Trois mille noms de copistes ont été relevés sur les manuscrits grecs des bibliothèques européennes; à chaque article, on trouve des détails biographiques, la liste des manuscrits copiés et des références. A côté des moines du haut moyen âge figurent les humanistes des XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles, Lascaris, Palaeocappa, etc.

M. SCHLUMBERGER a apporté une nouvelle contribution à l'histoire de la sigillographie et des petits monuments de l'art byzantin<sup>2</sup>. Comme toujours, les saints militaires, saint Georges, saint Théodore Tiron, jouent un grand rôle sur ces plaques ou sur ces intailles. Sur une croix processionnelle de bronze provenant de Homs (Syrie) se trouve le nom de Théognis, général de Tibère (581). La série ecclésiastique s'est augmentée de plusieurs sceaux de métropolitains et de celui d'un patriarche de Jérusalem.

Le *Manuel d'art byzantin* de M. DIEHL<sup>3</sup> est une synthèse con-

1. Marie Vogel et Gardthausen, *Die griechischen Schreiber des Mittelalters und der Renaissance*. Leipzig, 1909, 508 p. in-8° (Beiheft XXXIII zum Zentralblatt für Bibliothekswesen).

2. G. Schlumberger, *Monuments byzantins inédits*. Paris, Impr. nat., 1910, 13 p. in-8°.

3. Charles Diehl, *Manuel d'art byzantin*. Paris, Picard, 1910, xi-837 p. in-8°.



sidérable dans laquelle sont étudiés tous les monuments importants qui ont été découverts ou remis en lumière au cours de ces dernières années. Dans son illustration, en particulier, l'auteur, sans négliger les reproductions classiques, a fait une large place aux monuments peu connus qui n'avaient été reproduits que dans des publications académiques ou dans des revues spéciales. Certaines parties de l'ouvrage, comme les chapitres sur les fresques des grottes de Cappadoce et des églises russes, et toute l'étude sur l'art byzantin à l'époque des Paléologues seront pour le public de véritables révélations. Le mérite de la nouveauté est donc un des attraits de ce livre et, grâce au répertoire complet qu'il présente et à l'abondante bibliographie disposée dans un ordre méthodique, dont il est accompagné, il est destiné à rendre les plus grands services. Mais, en outre, il est autre chose et plus qu'un simple manuel. M. Diehl qui, par tous ses travaux antérieurs, était admirablement préparé à composer cette synthèse a voulu la présenter dans un ordre historique; l'explication du développement de l'art byzantin tient dans son livre une place aussi grande que la description des monuments. Bien plus, comme il était inévitable, il a dû prendre parti dans la question si controversée de l'originalité de l'art byzantin, et la thèse qu'il a adoptée d'une manière très nette, et au service de laquelle il a mis toutes les ressources de son érudition et d'une exposition pleine de clarté, ne constitue pas un des moindres intérêts de son livre.

Dans une première partie, consacrée à l'origine de l'art byzantin, l'auteur abandonne la théorie de l'art impérial romain et rend pleine justice aux études d'Ainalov et de Strzygowski sur la domination incontestable exercée par l'art hellénistique, imprégné d'éléments orientaux, à la fin de l'antiquité. Il analyse les éléments que l'art byzantin a reçus de la Syrie (décoration sculptée, iconographie), de l'Égypte (goût de la polychromie, du dessin pittoresque et du portrait réaliste), de l'Asie Mineure (édifices à coupoles sur pendentifs, églises à croix grecque, etc.). Peut-être une part plus importante eût-elle pu être faite à la Perse et surtout à la Mésopotamie, dont on commence à entrevoir l'activité créatrice. Il est incontestable que ces éléments étrangers ont subi dans une certaine mesure l'influence du milieu nouveau dans lequel ils se sont combinés. Il est impossible d'expliquer le développement de l'art byzantin si l'on oublie les carrières de Proconnèse qui lui ont fourni ses matériaux et le programme que les exigences de la cour impériale ou les conditions matérielles de la nouvelle capitale ont imposé aux artistes. Bien plus, dès l'origine, l'art byzantin prend un caractère particulariste en éliminant certains éléments orientaux (basilique voûtée, arcs brisé et outrepassé, porche syrien entre deux tours) qui restèrent

inconnus à Constantinople ; en outre, tandis que la tradition hellénistique s'affaiblissait de plus en plus en Orient, elle se maintint à Byzance à travers les siècles. L'art byzantin est donc une importation orientale en Europe, mais il n'a pas tardé à former une province autonome et il semble difficile de contester cette conclusion.

Où les divergences apparaissent, c'est lorsqu'il s'agit d'apprécier le rôle historique de cet art. N'a-t-il été qu'une longue survivance, et a-t-il fallu pour le renouveler de nouveaux apports étrangers, ou bien a-t-il eu un développement organique indépendant des influences extérieures ? Son action a-t-elle été restreinte à l'empire byzantin, ou bien est-ce par son intermédiaire que les peuples slaves et même les Occidentaux ont subi l'influence de l'art oriental ? De ces deux thèses contradictoires, M. Diehl défend celle du développement original et de l'action toute puissante de l'art byzantin ; il cherche à en montrer l'évolution régulière, dont les moments sont marqués par trois grandes époques : VI<sup>e</sup> siècle, époque des Macédoniens et des Comnènes, époque des Paléologues.

Dans les monuments de la première époque, M. Diehl relève avec raison les perfectionnements apportés aux procédés architecturaux et qui ont rendu possible la construction de Sainte-Sophie ; mais il ne faut pas oublier que les seuls architectes dont les noms nous soient parvenus étaient originaires d'Asie Mineure ; Sainte-Sophie est donc moins un point de départ (une école artistique ne débute pas par des chefs-d'œuvre) que la création suprême des écoles artistiques de l'Asie. L'architecture byzantine est donc à sa naissance toute orientale et l'examen des autres arts amène à la même conclusion. La victoire de l'Orient s'affirme dans la sculpture sur pierre ou sur ivoire, dans la technique de l'orfèvrerie, dans la décoration des tissus empruntée à l'Égypte ou à la Perse, dans les icônes qui ont gardé jusqu'au bout la tradition de la peinture égyptienne. De même, c'est avec peine que M. Diehl résout exclusivement en faveur de Byzance la question des mosaïques de Ravenne, où il constate lui-même un certain archaïsme, et celle des miniatures dont il est obligé d'admettre en partie la provenance syrienne ou alexandrine. Le fait même de la ressemblance entre le Christ barbu de Ravenne et celui du *Codex Rossanensis* tendrait à prouver que les mosaïques de Ravenne ne sont pas nécessairement byzantines. Sans doute l'influence de Constantinople s'est exercée dès cette époque, comme le prouve l'importation des chapiteaux en marbre de Proconnèse, mais Byzance n'a fait que donner ce qu'elle avait reçu elle-même d'ailleurs. La vérité, c'est qu'avant l'invasion arabe il existe dans le monde méditerranéen une école d'art hellénistique-

oriental dont Constantinople n'est qu'un des centres principaux. Si l'influence byzantine règne en Italie, et, en particulier, à Rome, il est peut-être difficile de la trouver dans les églises arméniennes, et on ne peut admettre qu'à l'époque carolingienne Byzance ait conservé en Europe « la direction générale de l'art » (p. 363).

Après la querelle des images, les conditions sont très différentes et l'école byzantine est devenue la principale, mais non la seule école d'art chrétien oriental. L'art byzantin se distingue alors par des caractères qui lui sont propres et que M. Diehl a bien mis en lumière : quelle que soit l'origine de l'église en croix grecque, elle n'en est pas moins, à partir du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, le monument caractéristique de l'architecture byzantine ; de même, en admettant l'origine antérieure de la plupart des motifs de l'iconographie byzantine, la réunion systématique de ce cycle de figures et de scènes dans les églises grecques n'en est pas moins une originalité ; enfin, si la plupart des manuscrits sont la reproduction de prototypes anciens, on peut parfois constater dans les copies des variantes qui impliquent des tendances nouvelles ; l'existence d'une école byzantine à cette époque est une réalité et il serait vain de vouloir chercher ailleurs une persistance de la tradition hellénique comparable à celle qui règne dans les mosaïques de Daphni. M. Diehl a d'ailleurs fait à l'Orient la part qui lui revient dans l'origine des techniques usitées dans l'art byzantin du <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle ; le seul reproche qu'on pourrait lui adresser serait d'avoir voulu trop étendre l'influence de cette école en revendiquant pour elle les églises à coupoles du Périgord.

Enfin reste la dernière période de l'art byzantin qui commence après la restauration de l'Empire par Michel Paléologue. L'art nouveau, qui s'est développé à Constantinople, dans les provinces et les pays slaves, présente un assez grand caractère d'unité. La recherche du pittoresque, l'observation réaliste, le goût des types individuels et même populaires, l'entente de la décoration, la science raffinée de la couleur, qui produit une peinture toute impressionniste, tels en sont les principaux caractères. Pour expliquer cette renaissance, M. Diehl rejette l'hypothèse d'un retour à des prototypes syriens et il faut avouer que les qualités originales d'exécution, qu'on trouve dans ce nouvel art, lui donnent raison. Peut-être fait-il trop bon marché de l'influence occidentale, contestable peut-être dans la peinture, mais qui paraît très visible dans les églises de Mistra et de Trébizonde. D'autre part, s'il y a eu une réelle transformation de l'art byzantin au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, il ne faudrait pas trop insister sur son caractère d'originalité. Les paysages pompéiens, qui forment les fonds des mosaïques de Kahrié-Djami ou des fresques de Mistra, ne

sont qu'un retour à l'antique; quelques portraits, comme celui de Jean Cantacuzène, sont admirables de vérité, mais si l'observation de la nature a tenté certains artistes, elle n'a pu les affranchir des traditions étroites qui pesaient sur l'art byzantin depuis ses origines. L'hellénisme n'a fourni à cet art que des motifs de décoration, mais il a toujours gardé son caractère oriental; si l'on peut admettre avec M. Diehl qu'il n'est pas toujours resté semblable à lui-même, c'est à condition d'ajouter que ses transformations ont eu moins le caractère d'un développement organique que celui de renaissances suivies de périodes d'affaiblissement.

Nous avons insisté sur l'idée maîtresse qui donne à ce livre toute son originalité; il nous semble que son principal mérite est d'avoir dégagé par une analyse minutieuse les caractères que présente l'art byzantin aux divers moments de son histoire; aussi, malgré les réserves que nous avons cru devoir présenter, il serait injuste de ne pas reconnaître le grand service que M. Diehl a rendu à l'histoire de l'art byzantin en dissipant bien des obscurités et en déterminant, d'une manière nette, les différences de style qui appartiennent à chaque époque.

Les églises byzantines de Salonique transformées en mosquées ont été l'objet dans ces derniers temps de restaurations intelligentes qui ont fait réapparaître des mosaïques admirables dissimulées sous le badigeon ou le papier. M. LETOURNEAU a relevé les mosaïques de la coupole et de l'abside de l'église Sainte-Sophie; après avoir étudié de son côté ces mosaïques, M. Ch. DIEHL a cherché à en déterminer les dates<sup>1</sup>. Dans l'abside, on trouve des traces d'une décoration des v<sup>e</sup>-vi<sup>e</sup> siècles (la grande croix sur fond d'or), tandis que la madone trônant au fond est un monument fort curieux de la première restauration des images. On sait combien sont rares les œuvres de cette époque. La date est donnée par les monogrammes de Constantin VI, d'Irène et de l'évêque Théophile. La coupole offre également des figures de deux époques : tandis que le Pantocrator, à la figure courte, à la main démesurée, appartient à un décor primitif auquel se rapporte une inscription malheureusement incomplète, la madone, les apôtres et les anges qui l'entourent ont été appliqués plus tard sur ce fond d'or primitif. En comparant la figure du Christ aux miniatures syriaques du vi<sup>e</sup> siècle, M. Diehl conclut que les restes de la première décoration datent du vii<sup>e</sup> siècle, tandis que les personnages qui entourent la coupole se rattachent à l'art

1. Ch. Diehl et M. Letourneau, *les Mosaïques de Sainte-Sophie de Salonique*. Paris, Leroux, 1908, 24 p. in-4°.

de Daphni, de Saint-Marc de Venise, de Vatopédi et appartiennent à l'époque macédonienne (x<sup>e</sup>-xi<sup>e</sup> siècles). On voit quelle est l'importance de ces constatations pour l'histoire de l'art byzantin.

L'église Saint-Démétrius de Salonique décrite par PAPAGEORGIU (*Byz. Zeit.*, t. XVII, p. 321-381) a été étudiée par M. USPENSKIJ qui en a relevé les mosaïques<sup>1</sup>. Se fondant sur le témoignage d'un manuscrit du xii<sup>e</sup> siècle (Bibl. nat., ms. grec 1517), M. TAFRALI démontre, contrairement aux conclusions de M. Uspenskij, que l'incendie qui ravagea cette église eut lieu entre 629-634, que la restauration fut entreprise aussitôt après le sinistre et achevée assez vite, que le personnage nommé Léon sur une inscription de la mosaïque ne peut être identifié avec Léon III l'Isaurien; il s'agit de l'« éparque » Léon, dont parle le manuscrit<sup>2</sup>.

Le XII<sup>e</sup> Bulletin de l'Institut archéologique de Russie de Constantinople est consacré à une œuvre importante de la miniature byzantine, au précieux Octateuque de la bibliothèque du Sérail dont l'étude avait été impossible jusqu'ici<sup>3</sup>. M. USPENSKIJ a pu, grâce à un iradé spécial du sultan, examiner et photographier les miniatures de ce précieux manuscrit. Dans l'album qui accompagne sa publication il a fait reproduire 195 miniatures auxquelles il a ajouté d'autres miniatures provenant d'octateuques apparentés à celui du Sérail, ceux du Vatican, du mont Athos, de Smyrne. Ces divers manuscrits forment un groupe d'œuvres semblables inspirées probablement d'un même prototype plus ancien. On relève par exemple des rapports intéressants entre quelques-unes de leurs miniatures et celles du Rouleau de Josué du Vatican. Un autre intérêt de ce manuscrit, c'est le témoignage qu'il nous apporte sur le mouvement intellectuel à l'époque des Comnènes. Il a été écrit en effet pour le prince Isaac, fils d'Alexis Comnène, qui en a composé le prologue dans la première moitié du xii<sup>e</sup> siècle. Ce prince peu connu, dont M. Uspenskij a reconstitué la biographie, avait fondé le monastère de la « Cosmosoteira » en Thrace, dont l'église subsiste encore aujourd'hui.

M. STRZYGÓWSKI a continué à prouver par des exemples caractéristiques l'influence profonde exercée par l'art oriental de la fin de l'antiquité sur le développement artistique de l'Europe. C'est ainsi qu'il montre comment la tablette en forme de sigma employée

1. *Bull. de l'Institut archéologique de Russie à Constantinople*, t. XIX.

2. Tafrali, *Sur les réparations faites au VII<sup>e</sup> siècle à l'église de Saint-Démétrius de Salonique*. Paris, Leroux, 1909, 7 p. in-8°.

3. Th. Uspensky, *l'Octateuque de la bibliothèque du Sérail à Constantinople*. Sofia et Leipzig, Harrassowitz, 1907, 255 p. in-4° et album de 47 pl.



par les Coptes et les Arabes comme stèle funéraire a donné une des formes de l'autel chrétien, puis celle du réfectoire monastique<sup>1</sup> (Daphni, Lavra, etc.). Il suit de même le développement de la coupole persane supportée par des trompes d'angles et qui, dans l'architecture byzantine (Saint-Luc, Daphni), se substitue à la coupole sur pendentifs<sup>2</sup>. Enfin, après Herman Thiersch, il recherche dans l'antiquité classique et dans l'Orient antique la forme architecturale qui a donné naissance au minaret musulman<sup>3</sup>.

M. G. MILLET a commencé à publier les relevés des monuments de Mistra<sup>4</sup>. Nous reviendrons sur cet important travail qui comblera les lacunes de nos connaissances sur l'art byzantin des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.

Louis BRÉHIER.

## HISTOIRE DE FRANCE.

### RÉVOLUTION ET EMPIRE.

(Suite et fin<sup>6</sup>.)

Dans son livre *La Grande Révolution*<sup>6</sup>, M. Pierre KROPOTKINE retrace, une fois de plus, à son point de vue spécial (celui de l'anarchie révolutionnaire), le tableau d'ensemble du mouvement de 1789-1795. Nous connaissons bien, selon lui, le courant de la *pensée* d'alors, mais l'histoire de l'autre courant, celui de l'*action populaire*, « n'a pas même été ébauchée » (p. 6). On pouvait croire cependant que Michelet, Louis Blanc et M. Jaurès avaient consacré des pages nombreuses et brillantes à ce personnage nouveau, le

1. Strzygowski, *Der sigmaförmige Tisch und der älteste Typus des Refektoriums*. Heidelberg, Winter, 1909, 10 p. in-4°.

2. Strzygowski, *Die persische Trompen Kuppel*. Heidelberg, Winter, 1909, 15 p. in-4°.

3. Strzygowski, *Antike, Islam und Occident*. Leipzig, Teubner, 1909, 18 p. in-8°.

4. G. Millet, *Monuments byzantins de Mistra* (matériaux pour l'étude de l'architecture et de la peinture en Grèce aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles), atlas de 152 pl. Paris, Leroux, 1910, in-fol. (Monuments de l'art byzantin publiés sous les auspices du ministère de l'Instruction publique, II).

5. Voir *Revue historique*, t. CIV, p. 377.

6. Pierre Kropotkine, *La Grande Révolution, 1789-1793*, 2<sup>e</sup> éd. Paris, Stock, 1909, vii-749 p. in-8°. L'auteur donne plus que le titre ne promet, car il raconte encore la fin de la Convention.

peuple, qui surgit aux alentours de 1789, fait succéder les émeutes politiques aux émeutes de la famine, puis se lance dans les jacqueries rurales et le mouvement agraire jusqu'à ce que la réaction soit définitivement vaincue en juin 1792. Encore la révolution du 10 août n'a nullement suffi pour atteindre ce but. Il a fallu guillotiner le roi et chasser les Girondins de la Convention<sup>1</sup> pour amener celle-ci à restituer aux paysans les terres enlevées jadis par les seigneurs et les bourgeois (p. 275). Le livre est écrit avec une chaleur presque persuasive et un enthousiasme humanitaire qui voit déjà la Russie, l'Allemagne et l'Autriche prêtes à commencer également leurs révolutions sociales. On reste persuadé que l'auteur est d'une entière bonne foi, et c'est précisément ce qui attriste quelque peu quand on rencontre chez lui l'apologie détaillée des massacres de septembre (p. 374-391) ou le panégyrique de Marat (p. 579)<sup>2</sup>. Mais la lecture de son livre est instructive; en étudiant des écrits de ce genre, même quand ils nous semblent un travestissement involontaire du passé, ils permettent de mieux comprendre les passions politiques et sociales de l'époque contemporaine et l'on peut profiter des lueurs qu'ils projettent sur l'avenir<sup>3</sup>.

M. HOCQUART DE TURTOT n'a raconté qu'un des premiers chapitres du drame révolutionnaire dans sa *Conquête des Communes*<sup>4</sup>; il comprend, sous ce titre, l'histoire parlementaire des mois de mai, juin, juillet 1789. Peut-être se trompe-t-il, croyant traiter « un sujet nouveau », en nous racontant les débuts de la Constituante et ce duel inégal entre la royauté inerte et mal conseillée et l'esprit nouveau du tiers accourant à Versailles, impatient de réformes, avide de libertés. On ne trouvera rien de bien neuf dans son volume, ni pour les faits ni pour les idées<sup>5</sup>. L'auteur blâme sans doute doucement la maladresse de Louis XVI, mais il accentue surtout, « avec un sentiment de tristesse », l'*usurpation* des députés avant et après la séance du Jeu de Paume. Sans vouloir dissimuler l'ignorance de

1. Ces Girondins sont d'ailleurs « la Contre-Révolution ». « La Révolution ne pouvait s'arrêter inachevée; elle dut passer outre sur leurs corps » (p. 462).

2. M. Kropotkine nous affirme qu'il ne fut « nullement sanguinaire », qu'il aurait désapprouvé la Terreur et que c'est même le seul des hommes marquants de la Révolution qui ait vu les choses en grand (p. 580).

3. Il y aurait plus d'une remarque de détail à faire, mais M. Kropotkine n'a pas voulu écrire un livre d'érudition. C'est une œuvre de doctrine et de propagande, et c'est comme telle seulement qu'il est équitable de la juger.

4. E. Hocquart de Turtot, *la Conquête des Communes, mai-juillet 1789*. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1910, vii-279 p. in-18.

5. Le livre est fait avec le *Moniteur* et les *Mémoires* bien connus de Bailly, Malouet, Ferrières, etc.

la reine ni l'insuffisance du roi, il ne s'est pas suffisamment rendu compte de l'incapacité absolue du monarque. Il s'efforce sincèrement d'être impartial, mais certaines affirmations témoignent d'une confiance trop naïve aux assertions des contre-révolutionnaires<sup>1</sup>.

En parlant de l'influence supposée de la franc-maçonnerie à cette époque, M. Hocquart de Turtot s'est laissé aller à dire que « la chose lui paraissait peu sérieuse » (p. 226). Cet aveu vaudra sans doute à l'auteur les reproches de M. Gustave BORD, l'auteur de la *Conspiration révolutionnaire de 1789*<sup>2</sup>; dans ce livre, il prétend montrer, — thèse qui n'est pas nouvelle, puisque l'abbé Barruel la développait il y a plus de cent ans déjà, — que toute la Révolution jaillit des loges comme Minerve de la tête de Jupiter. M. Bord y a mis beaucoup d'entrain, soutenu par une érudition très documentée sur de nombreux points de l'histoire révolutionnaire. Il ne démontre en définitive qu'une chose, dont aucun historien sérieux n'a jamais douté, c'est que beaucoup des personnages marquants, surtout au début du mouvement révolutionnaire, étaient affiliés aux loges et même y avaient joué un rôle. On était alors d'une loge maçonnique comme on est aujourd'hui d'un cercle ou d'une association savante ou sportive. Les intelligences en éveil, les ambitions inquiètes devaient s'y grouper tout naturellement. Mais conclure de ce fait à l'existence d'une « conspiration » organisée en France par les loges en faveur du duc d'Orléans me semble bien risqué, et plus encore de nous montrer les agents de la maçonnerie travaillant fiévreusement à la dissolution de l'État<sup>3</sup>. Si l'auteur nous présente ainsi des fantaisies plus ou moins historiques dans son chapitre des *Complices*, ce sont des scènes d'un réalisme bien lugubre qu'il nous dépeint dans celui des *Victimes*, où il raconte la fin lamentable de Launey, Flesselles, Bertier et Foulon avec beaucoup de détails nouveaux<sup>4</sup>. Il y a autre chose pourtant dans le mouvement de 1789 que des tyranneaux de village comme Gléron-Rappe ou des monstres

1. Comme lorsqu'il assure que les rassemblements de troupes en juillet ne visaient nullement un coup de force (p. 179). — P. 5, lire 1588 pour 1688; p. 182, lire *Falckenhayn* pour *Fackenheim*.

2. Gustave Bord, *la Conspiration révolutionnaire de 1789. Les complices. Les victimes*. Paris, Bibliothèque d'histoire moderne, 1909, xxii-447 p. in-8°, planches.

3. L'auteur semble ignorer que les révolutions ne réussissent jamais que quand les temps sont venus, c'est-à-dire quand les gouvernants, quels qu'ils soient, succombent sous le poids de leurs propres maladresses, de leurs fautes ou de leurs crimes; l'histoire de notre pays est là pour le prouver; je ne parle pas, bien entendu, des coups d'État faits par les gouvernements eux-mêmes.

4. 250 pages sont consacrées à Bertier, à Foulon et à leurs assassins.

comme le cuisinier Dénat. Puisque l'auteur reproche âprement aux « historiens révolutionnaires » de faire tant d'efforts « aux dépens de la vérité pour conserver intactes les légendes de 1789 » (p. 406), il est permis de lui répondre qu'on fausse également l'histoire quand on affirme que ce sont « des bandes soudoyées qui, pour le compte d'ambitieux, ont joué le principal rôle » dans cette révolution et qu'on nie de la sorte les aspirations légitimes de la nation tout entière, sauf quelques milliers de privilégiés<sup>1</sup>.

M. Gaston MAUGRAS a pu mettre autrefois la main sur une correspondance adressée de Paris à ses parents par le fils d'un armateur bordelais venu dans la capitale pour y poursuivre ses études. Il l'a publiée sous le titre, qui n'est pas absolument exact, de *Journal d'un étudiant*<sup>2</sup> et vient d'en publier une seconde édition. Ces lettres nous donnent les impressions très prime-sautières du jeune Edmond Géraud exprimées, au courant de sa plume, avec un entrain, je serais presque tenté de dire avec une outrecuidance extrême<sup>3</sup>, car il entrait à peine dans son quinzième printemps quand il entama cette correspondance sur les questions du jour avec « papa » et « maman ». Évidemment, les opinions d'un jeune homme, si peu capable encore de juger les hommes et les choses, n'ont d'importance pour nous que parce qu'on y perçoit l'écho des bruits de la foule, de cette foule changeante qui d'abord s'extasie sur les vertus de Louis XVI, le nouveau « bien-aimé », sauf à le conspuer, douze mois plus tard, comme le « bœuf couronné ». Géraud, lui aussi, brûlera plus tard avec entrain ce qu'il avait adoré d'abord<sup>4</sup>. Et il a

1. On a peine à comprendre comment M. Bord parle encore « de la légende du complot de la cour » après tout ce que l'on sait aujourd'hui de l'attitude de la famille royale pendant toute l'année 1789. — P. 21, il me semble bien douteux que M. Jean de Turkheim, un des députés de Strasbourg, très conservateur et bientôt émigré, ait fait partie du club Breton.

2. Gaston Maugras, *Journal d'un étudiant (Edmond Géraud) pendant la Révolution, 1789-1793*, nouv. éd. Paris, Plon-Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1910, vii-331 p. in-18.

3. Le modèle du genre est la lettre (p. 300-303) : « Tu m'as demandé, papa, mon sentiment sur chacun des députés de Paris, etc. », dans laquelle Edmond, avec une aisance parfaite, juge et définit Robespierre, Marat, Danton, Camille Desmoulins, Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, etc.

4. Dès septembre 1791, Duport n'est plus qu'un « courtisan vil et abject », l'honnête Ramond de Carbonnières un « misérable d'une méchanceté réfléchie » ; il gémit de l'indicible « duplicité du traître Lafayette ». Il avait écrit d'abord : « Notre liberté ne peut s'assurer qu'autant qu'elle aura pour lit des matelas de cadavres ; je consens à devenir l'un de ces cadavres » ; après trois mois de service en 1793 dans l'armée des Pyrénées, il rentrait à Bordeaux, où il « vécut paisible et ignoré » eh faisant de la littérature.

adoré bien des choses, Vestris et M<sup>lle</sup> Raucourt, le Lycée et le club des Jacobins, Mirabeau et l'abbé Delille, les soldats de Châteaueux et « l'inestimable Pétion ». Il faut pourtant reprocher au volume de M. Maugras un assez grave défaut. Au lieu de nous donner simplement les lettres de l'étudiant, avec quelques notes nécessaires, il a voulu présenter à ses lecteurs un tableau complet de Paris pendant les premières années de la Révolution; c'est pourquoi nous trouvons, au milieu des missives, parfois non datées, de l'étudiant, des morceaux du *Journal d'une bourgeoise* publié par M. Lockroy, de la *Correspondance secrète* de M. de Lescure, des fragments de Mercier, etc., si bien qu'on ne sait pas toujours qui parle; ce n'est pas là une bonne méthode pour faire apprécier un document historique par un public sérieux.

Depuis le retour de Varennes, le club des Cordeliers a été le centre de l'agitation révolutionnaire dans la capitale, agitation qui, se refusant à tenir compte ni de la Constituante ni de la Constitution, visait un bouleversement qui aboutirait à la disparition de la monarchie. M. MATHIEZ a pensé avec raison qu'il serait intéressant d'étudier de plus près l'activité du club du 20 juin au 7 août 1791; il a reconstitué, dans la mesure du possible, ses délibérations et ses actes d'après son journal officiel, ses placards et d'autres papiers provenant de Momoro, de l'avocat Buirette de Verrières, un des accusés dans l'affaire du Champ-de-Mars, de Bernard de Beauvoir, l'accusateur public chargé des poursuites<sup>1</sup>. Ces pièces sont accompagnées d'*éclaircissements*, dont le premier expose les origines du club et son rôle avant la fuite du roi; le second s'occupe du massacre du Champ-de-Mars, dont l'histoire reste, malgré toutes les données nouvelles, bien contradictoire<sup>2</sup>; le troisième est consacré aux poursuites judiciaires et précède l'information secrète, l'interrogatoire des accusés, les conclusions du ministère public et l'ordonnance du tribunal. Quelle que puisse être l'opinion des historiens futurs sur ces « premiers martyrs de la cause démocratique »<sup>3</sup>, tous remer-

1. *Le Club des Cordeliers pendant la crise de Varennes et le massacre du Champ-de-Mars*, documents en grande partie inédits, publiés avec des éclaircissements, des notes et une planche par Albert Mathiez. Paris, H. Champion, 1910, iv-392 p. in-8°. — Malheureusement, plusieurs pages (p. 145 et 152) sont presque illisibles, par suite d'un mauvais tirage.

2. Le chiffre des victimes varie de 13 à 400. Il semble admis que le premier blessé d'un coup de feu fut un dragon.

3. D'autres verront plutôt en eux des anarchistes rebelles à la loi, poussés par des meneurs qui s'échappent prudemment de l'autre côté de la Manche ou se terrent dans Paris même et ne retrouvent leur verve gouailleuse et accusatrice que lorsqu'ils ne craignent plus la prison.



cieront volontiers M. Mathiez d'avoir réuni avec un soin aussi scrupuleux les documents nécessaires pour reprendre à fond cette question si controversée dès lors et qui l'est restée jusqu'à ce jour<sup>1</sup>.

C'est une étape décisive dans la carrière de la Révolution que nous franchissons avec M. DE VAISSIÈRE, qui a consacré tout un volume à la *Mort du roi*<sup>2</sup>. L'auteur a-t-il simplement voulu refaire le récit de l'exécution de Louis XVI d'après tous les documents actuellement accessibles, ou bien n'aurait-il pas visé surtout à apitoyer le grand public sur « la passion du Roi-Martyr » ? C'est dans ce but sans doute qu'il s'est abstenu de faire la moindre allusion aux fautes du malheureux monarque, à ce qu'on devrait appeler, à notre point de vue moderne, ses crimes, s'il n'était équitable de lui tenir compte des tares de son éducation première, de son incapacité mentale, des conseillers détestables dont il suivit docilement les avis, se jurant avant Varennes, mentant après, pour suivre jusqu'au 10 août les complots avec l'étranger. C'est donc un récit d'allures plutôt hagiographiques qu'on trouvera dans le volume de M. de Vaissière, et je ne vois pas d'ailleurs qu'il ait apporté beaucoup de matériaux nouveaux sur son sujet. Mais on sera d'accord pour reconnaître qu'il les a bien groupés, qu'il élucide plusieurs points douteux<sup>3</sup> et que le ton de la narration cadre bien avec les épisodes successifs de cette tragique journée. En suivant Louis XVI depuis la dernière soirée passée dans l'enceinte du Temple jusqu'au cimetière de la Madeleine, nous éprouvons un sentiment de commiseration profonde devant les duretés inutiles infligées au condamné et devant la détresse mentale de ses heures ultimes. Si l'auteur a fait justice de plusieurs des légendes que la Restauration fit éclore, il nous semble pourtant admettre encore trop de mots ou de détails contestables<sup>4</sup> sur la foi de sources en partie peu sûres<sup>5</sup>.

1. P. 198, lire *Setigmann* pour *Sétignan* et, p. 208, *Fleischmann* pour *Fleischmann*.

2. Pierre de Vaissière, *la Mort du roi (21 janvier 1793)*. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1909, vii-225 p. in-18 illustré.

3. Pas tous cependant ; pour ce qui est du mot de l'abbé Edgeworth : « Fils de saint Louis... », il admet seulement qu'il n'y a pas de « raison absolue » pour le rejeter. Sur la question de l'ordre donné aux tambours, il penche à croire que quatre hommes (Berruyer, Santerre, etc.) « hurlèrent » à la fois l'ordre d'étouffer la voix du condamné.

4. Par exemple le sérieux de la tentative de rescousse du baron de Batz, la présence du duc d'Orléans au supplice, etc.

5. *Souvenirs* de George Duval, *Mémoires* de Pasquier, de Sanson, de Touchard-Lafosse. Le récit est accompagné d'illustrations nombreuses (portraits, monuments, couperet de la guillotine, « chemise quittée par Louis XVI le matin du 21 janvier », etc.).

Un volume que tout le monde parcourra avec plaisir et dont tous ceux qui s'occupent de l'histoire de la Révolution seront reconnaissants à l'auteur, c'est celui de M. le lieutenant-colonel HARTMANN sur *les Officiers de l'armée royale et la Révolution*<sup>1</sup>; on y trouvera tout ce que promet le titre précis de l'ouvrage. Ce n'est pas une histoire générale de l'armée française pendant la période révolutionnaire; l'auteur y expose les mutations professionnelles et les crises politiques par lesquelles a passé le corps des officiers de l'armée royale depuis l'année 1788 jusqu'au moment où l'armée royale cessa d'exister, c'est-à-dire jusqu'au 10 août 1792. Un chapitre final résume les dures épreuves par lesquelles eurent à passer les derniers représentants de l'ex-armée royale restés fidèles à la France républicaine, du 10 août au 9 thermidor de l'an II<sup>2</sup>. M. Hartmann expose avec une équité parfaite la situation pénible du corps d'officiers d'alors, les motifs admissibles et d'autres, moins acceptables, qui ont déterminé l'émigration militaire. Sans cacher le moins du monde l'attitude indisciplinée de certains régiments vis-à-vis de leurs officiers, attitude qui a pu très légitimement dégoûter l'officier noble de servir plus longtemps, M. Hartmann a pourtant établi d'une façon non douteuse que pour certaines périodes d'émigration plus intense « la cause déterminante de l'exode ne fut pas l'attitude des soldats » (p. 357); que la longanimité des ministres de la Guerre constitutionnels, La Tour du Pin, de Grave, Duportail et même Narbonne, a plutôt accentué la crise en ne débarrassant pas l'armée d'éléments absolument indignes de confiance *avant les préliminaires de guerre*; en gardant certains officiers nobles à la tête des régiments patriotes, ils firent d'eux, au lieu de simples émigrés, de tristes déserteurs (p. 241); on comptait sans doute que la majorité serait plus française que royaliste (p. 440); c'est le contraire qui se produisit. Le colonel Hartmann a puisé de nombreux détails topiques dans les écrits du temps, les Mémoires, les archives historiques de la Guerre. Il aurait été désirable qu'il citât, d'une façon plus précise, les sources de cette dernière catégorie. Assurément, son travail inspire toute confiance, mais on voudrait pouvoir mettre, le cas échéant, la main sur tel dossier qu'il utilise, mais dont il ne cite pas la cote. Cela aurait peut-être un peu grossi le volume, mais le spé-

1. Lieutenant-colonel L. Hartmann, *les Officiers de l'armée royale et la Révolution*. Paris, F. Alcan, 1910, iv-540 p. in-8°.

2. Après la réaction de thermidor, en 1795, on retrouve environ 1,000 à 1,100 officiers de l'ancienne armée (sur 6 à 7,000 gentilshommes qu'elle comptait) et qui ne sont plus des *nobles* ou des *royalistes*, mais seulement des *soldats* « qui au culte du Roi ont substitué celui de la Patrie » (p. 528).

cialiste aurait été satisfait<sup>1</sup>. Les *Nouvelles lettres du comte Valentin Esterhazy*<sup>2</sup>, que met au jour M. Ernest DAUDET, nous montrent, une fois de plus, l'incurable frivolité de cette noblesse militaire qui fuyait la France et la Révolution, et plus encore son manque total de perspicacité<sup>3</sup>. Dans le premier volume de cette correspondance avec sa femme (1784-1792), le comte nous avait initié à la vie mondaine avant la grande crise, puis au mouvement de l'émigration d'Allemagne; ici nous le trouvons comme représentant des princes à la cour de Catherine II; mais ses descriptions de la haute société de Saint-Pétersbourg et du monde russe en général<sup>4</sup> ne nous fournissent que bien peu de détails nouveaux sur un sujet si souvent traité déjà<sup>5</sup>.

En fait de travaux relatifs à l'histoire départementale et locale de cette période, nous avons d'abord à mentionner le volume de M. Roger DOUCET sur *l'Esprit public dans le département de la Vienne*<sup>6</sup>. Basée sur un dépouillement consciencieux des cartons afférents des Archives nationales, c'est une étude détaillée des différents courants politiques qui ont agité ce département depuis la convocation des États-Généraux jusqu'à la veille du 18 brumaire. Ce n'est point du tout, — et l'auteur a soin de nous en avertir dès la première ligne de sa thèse, — « une histoire générale de la Vienne

1. J'ai noté en passant quelques petits errata : p. 314, lire *Bruchsal* pour *Brucksal* et *Schoenbornlust* pour *Schoenburlust*. — P. 354, Royal-Champagne n'était pas en garnison à Strasbourg en 1791. — P. 445, lire *Haesingen* pour *Hoessingen*. Le camp de Plobsheim, à quelques kilomètres de Strasbourg, ne pouvait surveiller les passages du Haut-Rhin. — P. 467, lire *Waldighoffen* pour *Walligöthen*.

2. *Nouvelles lettres du comte Valentin Esterhazy à sa femme, 1792-1795*, publ. par Ernest Daudet. Paris, Plon, 1909, m-391 p. in-8°.

3. « Rien n'est plus aisé », écrit Esterhazy, « que de faire aller chacun à la place où il était au 1<sup>er</sup> janvier 1789 » et de « rayer les quatre années de licence et d'abomination des annales de la France » (p. 68). Encore en octobre 1792, il voit la Convention « se retirer derrière la Loire » (p. 159) et c'est en novembre seulement qu'il avoue que « le mal français gagne partout » (p. 187).

4. Le troisième appendice du volume donne une esquisse d'une trentaine de pages, la *Vie russe en 1791*. — P. 192, lire *Bischofswerder* pour *Bischoffsverde*; p. 205, lire *Langeron* pour *Langerou*; p. 358, lire *Landon* pour *Landon*.

5. Bien qu'il ne cesse de déclarer à sa « chatte minette » chérie que « le bonheur n'est pour lui que dans ses bras » (p. 3, 4, 15, 17, 30, 96, 140), la comtesse nourrit l'idée fixe que son époux est un des amants de la vieille Catherine. « Je te jure d'honneur qu'il n'y a rien du tout entre l'impératrice et moi », s'écrit-il, p. 188. Cependant, il avoue qu'elle « aimait à miauler » (p. 146).

6. Roger Doucet, agrégé d'histoire, *l'Esprit public dans le département de la Vienne pendant la Révolution*. Paris, H. Champion, 1910, 427 p. in-8°.

pendant la Révolution » ; l'exposition de M. Doucet se développe infiniment plus dans la sphère des *idées* que dans celle des *faits*. De là une certaine froideur, un peu de monotonie dans le récit ; la prudence très louable avec laquelle l'auteur formule ses hypothèses sur la force relative des partis<sup>1</sup>, sur le véritable but de leurs efforts, sur les résultats toujours passagers obtenus tantôt par l'un, tantôt par l'autre, refroidira sans doute un peu le lecteur ordinaire, auquel cette placidité d'idéologue au milieu de l'effervescence révolutionnaire paraîtra peut-être d'un singulier effet. Mais c'est le tempérament du département lui-même ; il n'y a eu probablement ni terroristes bien féroces ni royalistes très enragés dans une région où, selon l'auteur, « la masse de la population resta indifférente à tous les événements politiques » (p. 410)<sup>2</sup>. M. Charles GODARD a entrepris un dépouillement analogue des sources locales dans sa très vivante étude sur le *Conseil général de la Haute-Loire et l'administration départementale de 1790 à 1800*<sup>3</sup>. Contrairement à M. Doucet, M. Godard nous a peut-être un peu trop chichement fourni des aperçus généraux ; il a trop exclusivement composé son livre de documents juxtaposés, mais son récit est précieux par la foule de détails précis qu'il fournit, comme par le désir évident de l'auteur d'être toujours impartial. C'est donc une contribution très utile à l'histoire de la transformation de la France d'autrefois en une France nouvelle. L'ancien Velay, devenu le département de la Haute-Loire, fut un des nouveaux territoires où les conflits politiques et surtout religieux furent le plus violents<sup>4</sup>, où modérés et radicaux se combattirent le plus âprement, où, dès septembre 1794, la réaction royaliste et cléricale se manifesta tantôt par des soulèvements en masse, tantôt par des brigandages isolés, « les autorités fermant volontiers les yeux sur les représailles exercées à l'égard des terroristes » (p. 141). Cette alliance des prêtres et des conscrits réfractaires domina la majeure partie du département jusqu'au Consulat, et le territoire perdit dans

1. Faire « la statistique des partis », avec les moyens que l'auteur avait à sa disposition, me semble, à vrai dire, une tâche impossible ; on y reste forcément dans la vague, les textes étant trop imprécis et les groupements trop flottants.

2. Cela ne peut pas constituer une « originalité » pour les Viennois que « leur opinion comme leur politique sont déterminées par leurs intérêts » ; il en a toujours et partout été ainsi.

3. *Le Conseil général de la Haute-Loire, le Directoire et l'administration départementale de 1790 à 1800*, par Charles Godard, docteur ès lettres. Paris, H. Champion, 1909, xviii-287 p. gr. in-8°.

4. Il faut voir, p. 49, 50, 51, 206, l'attitude inouïe des femmes catholiques vis-à-vis des curés assermentés.

ces années difficiles une notable partie de sa population ainsi qu'une partie de ses vieilles industries<sup>1</sup>. Je regrette de ne pouvoir donner aussi pleinement le même éloge d'impartialité sereine à une troisième monographie du même genre, celle que M. Joseph HAMON, docteur en droit, a consacrée à la *Vie municipale dans les communes du canton de Passais*<sup>2</sup>. Il nous fait un bien sombre tableau de ce coin de terre breton pendant la période révolutionnaire et l'on y voit s'en aller « sous le régime de la liberté métaphysique les derniers restes des libertés municipales » (p. 167); mais il ressort de son propre récit que les citoyens du canton de Passais qui avaient volontiers banqueté aux fêtes de la Fédération, qui n'avaient pas opposé « la moindre résistance » (p. 70) à la constitution civile du clergé, répondirent par « un effroyable tumulte » quand on leur demanda de s'inscrire parmi les défenseurs de la patrie (p. 97). Ce n'est ni le zèle religieux ni la ferveur royaliste qui les travaille quand ils pillent et dévastent la contrée. Les autorités ont essayé de désarmer les réfractaires, d'empêcher ces excès. M. Hamon appelle cela prendre des « mesures terroristes » (p. 127). Là-dessus, les émeutiers « se mettent à concevoir une haine terrible contre les officiers municipaux » (p. 195) et se « laissent aller facilement aux crimes privés » (p. 213). Avec de pareils administrés, comment les administrateurs ne seraient-ils pas devenus faibles, inertes, pusillanimes? En 1795, « il n'y a plus dans tout le pays de municipalité en activité » (p. 226). Et l'auteur conclut : « L'ignorance, la pauvreté particulière, la misère générale, la pleine désorganisation, voilà le résultat auquel aboutit la Révolution dans les communes du canton de Passais » (p. 268). A qui la faute, sinon à ces populations, passives sous la main de quelques meneurs, qui les insurgent contre l'ordre de choses nouveau qu'il serait de leur intérêt de soutenir? Sans doute la Constituante a eu tort de croire les Français plus intelligents qu'ils n'étaient, créant un état « bon pour des hommes fictifs, parfaitement bons et également libres », mais le crime de ceux qui ont exploité cette bêtise n'en est pas moins grand et ils en restent responsables devant l'histoire. Ces observations générales ne nous empêcheront pas de reconnaître la somme de travail considérable représentée par la thèse de M. Hamon, le zèle consciencieux avec

1. Notamment l'industrie dentellière. La Haute-Loire perdit 37,000 habitants de 1790 à l'an X.

2. Joseph Hamon, docteur en droit, *la Vie municipale dans les communes du canton de Passais pendant la Révolution*. Rennes, impr. Oberthur, 1909, 316 p. gr. in-8°. — Passais est un canton de l'arrondissement de Domfront (Orne) qui comptait 145,000 âmes en 1791 et 99,000 seulement en 1906.



lequel il a fouillé les archives de ces neuf communes dont il raconte l'histoire. C'est par centaines que nous devrions compter de pareilles monographies locales.

Nous avons parlé autrefois du premier volume de l'*Histoire de la guerre de la Vendée*<sup>1</sup>, rédigée par M. l'abbé DENIAU, sous la direction de dom CHAMARD, prieur de l'abbaye de Saint-Martin-de-Ligugé<sup>2</sup>. La mort ayant enlevé successivement ces deux auteurs, on nous annonce que M. l'abbé UZUREAU assurera la publication des derniers volumes de l'ouvrage (t. IV, p. 668). Il n'y a pas lieu de revenir sur ce que nous disions alors des tendances d'un ouvrage où les troupes françaises sont toujours « l'ennemi », où la lumière et l'ombre sont très inégalement partagées entre les combattants et où l'appréciation morale des faits semble varier selon qu'ils se passent à l'abri de tel ou tel drapeau<sup>3</sup>. Nous voudrions recommander au nouvel éditeur responsable de cette lugubre histoire de nos guerres civiles, où l'on dressait jusqu'aux enfants de neuf ans à canarder les *bleus*, où l'on voit aussi ces derniers massacrer des centaines d'être sans défense, de n'accueillir tant de détails horribles, — il y en a déjà suffisamment qui sont véridiques, — qu'après le contrôle le plus sévère et sans invoquer si fréquemment les « assertions » de témoins anonymes ou les « traditions du pays »<sup>4</sup>. Une autre *Histoire de la guerre de Vendée*, celle d'un contemporain, Joseph CLÉMANCEAU, juge au tribunal de Beaupréau, a été mise au jour par M. l'abbé UZUREAU<sup>5</sup>. Prisonnier des Vendéens, de mars à octobre 1793, puis libéré, négociant, fonctionnaire impérial, Clémanceau se

1. *Histoire de la guerre de Vendée*, par l'abbé Deniau, sous la direction de dom Chamard. Angers, Sirandeau, s. d., t. II (774 p.), t. III (720 p.), t. IV (681 p.), in-8°.

2. *Voy. Rev. hist.*, t. XCII, p. 101.

3. C'est ainsi que l'on rencontrera l'éloge de la trahison de certains républicains (t. IV, p. 64); que l'auteur trouvera (parlant du meurtre du petit Barra) qu'on « fait bien du fracas pour un mince événement » (t. IV, p. 22). Quand La Rochejacquin, « le premier des héros de la Vendée », tire, comme des moineaux, les inoffensifs curés assermentés qui essaient de fuir, ceux-ci sont « victimes des lois de la guerre » (t. IV, p. 216), mais lorsqu'un prêtre réfractaire est massacré par les colonnes mobiles, c'est un crime inexpiable. — Certains détails complaisamment étalés (par exemple les oreilles grillées et mangées à la vinaigrette, t. IV, p. 159) sont certainement des racontars posthumes.

4. P. 568 (t. IV), le 9 thermidor (de l'an II) est placé en l'an XI. — P. 572, on fait mourir le général Alexandre Dumas à l'armée des Pyrénées-Orientales, alors qu'il est mort à Villers-Cotterets en 1806.

5. Joseph Clémanceau, *Histoire de la guerre de la Vendée (1793-1815)*, publ. par les soins de l'abbé F. Uzureau. Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1909, xxxv-377 p. in-18.

fixa plus tard à Angers et y composa, de 1825 à 1829, différents ouvrages restés inédits, dont le présent, qui « fait partie d'une collection privée ». L'éditeur ignore où ni quand est mort Clémanceau (p. xxxv). Les souvenirs de ce dernier ne pouvaient plus être très précis<sup>1</sup>, puisqu'il les rédigeait trente-cinq ans après les événements; mais on peut l'en croire quand il affirme que ce ne fut « point par amour de la royauté, dont les Vendéens s'occupaient très peu dans ce temps-là, encore moins pour soutenir la cause des ex-nobles, qu'ils n'aimaient pas, que les habitants prirent les armes..., ce fut pour défendre et garder leurs bons prêtres » (p. 12). Il reste prouvé aussi, par son récit, que, dès les premiers jours de l'insurrection de mars 1793, les insurgés, avant toutes représailles, avaient commis des égorgements collectifs à Mortagne, Tiffauge et Machecoul (p. 23-24). C'est sous Charles X que ce narrateur, très prudent, et qui reconnaît impartialement le mérite de certains chefs vendéens, parle de « tigres cruels et fanatiques » et qu'il raconte comment des prêtres (qu'il nomme) criaient à leurs ouailles : « Exterminez les ennemis de Dieu, c'est le moyen d'attirer sur vous les faveurs célestes » (p. 110, 115). Cette lutte néfaste, où partout « on marche dans le sang », il ne la raconte d'ailleurs, avec quelques détails, que jusqu'à la pacification de 1795; le reste, jusqu'aux mouvements de 1815, est relaté très en raccourci.

Avant de quitter l'époque révolutionnaire pour celle du Consulat et de l'Empire, il nous reste à mentionner encore deux recueils formés d'articles de revues et de journaux, suites de séries depuis longtemps commencées. C'est d'abord le sixième volume des *Études et leçons sur la Révolution française*<sup>2</sup>, de M. Alphonse AULARD. Nous y signalerons le travail sur les *Premiers historiens de la Révolution* : Rabaut-Saint-Étienne, Montjoye, Pagès, Fantin des Odoards, Lacretelle, Toulangeon, etc. On nous y présente pour la première fois, dans leur ensemble et d'une façon scientifique, ce qu'on pourrait appeler les incunables de la Révolution, avec l'ana-

1. On voit bien, à certaines phrases un peu sentencieuses, que l'ex-percepteur de Saint-Florent-le-Viel écrivait pour le bénéfice de « l'inxorable postérité » (p. 352-368). M. Uzureau a montré, dans ses notes, que, s'il se trompe parfois, on ne saurait l'accuser d'avoir caché intentionnellement la vérité. Il ne faut pas oublier non plus qu'il composa son récit alors que déjà de nombreux écrits sur la matière avaient paru, tant sous l'Empire que sous la Restauration. Il n'est vraiment une source pour nous que quand il raconte ses impressions personnelles de captivité et ce qu'il a pu voir après sa mise en liberté.

2. *Études et leçons sur la Révolution française*, par Alphonse Aulard, professeur à l'Université de Paris, 6<sup>e</sup> série. Paris, F. Alcan, 1910, 307 p. in-18.

lyse de leurs idées et de leur méthode, ce qui fournit des points de comparaison curieux avec l'état actuel de ces mêmes études. Mentionnons encore les *Lettres de l'abbé Barbotin*, député du clergé du Hainaut aux États Généraux, « sorte de Sancho Pança en soutane », et la note sur l'*État de l'enseignement primaire dans la Haute-Garonne en l'an VI*, qui nous fournit des renseignements précis et lamentables sur l'absence presque complète d'une instruction populaire sérieuse, après tous les beaux discours et les belles lois de nos assemblées<sup>1</sup>. Pour les vieilles maisons et les vieux papiers du *Paris révolutionnaire*<sup>2</sup>, de M. Gustave LENÔTRE, nous en sommes à la quatrième série. Selon son habitude, M. Lenôtre nous mène un peu partout, dans les vivants et pittoresques croquis qu'il y a réunis. Tout n'est pas d'un intérêt égal dans ces glanes à travers l'histoire inconnue; le sort du mamelouk Roustan, de l'archiviste Berthelemy, du couple Tison, géôliers du Temple, de la courtisane Catherine Thevenin, maîtresse d'un jour du comte d'Artois, nous laisse assez indifférent. Les études sur Herman, le président du tribunal révolutionnaire, guillotiné le 7 mai 1795; sur la prétendue princesse Stéphanie-Louise de Bourbon-Conti, morte de froid ou de faim en 1825, « au pied d'une borne, en face des Tuileries »; sur les amours séniles de la « veuve de Jean-Jacques » avec un groom de M. de Girardin, éveillent un intérêt plus vif, à cause de leur nom, de leurs fonctions, de leur passé; mais les plus curieuses parmi ces figures détachées sont celle de P.-F. Guillot, dit de Folleville, recteur de N.-D. de Dol, qui, après avoir été jureur et soldat, eut la malencontreuse idée de se faire passer pour évêque, siégea dans les conseils de la Vendée, comme évêque d'Agra *in partibus infidelium*, et fut guillotiné comme contre-révolutionnaire à Angers, en janvier 1794; celle aussi de Thomazeau, le fermier fidèle et peut-être l'amant passionné mais muet de Marie-Adélaïde de La Rochefoucauld, cette amazone intrépide qui fut une des maîtresses de Charette; ils furent fusillés ensemble sur la plage des Sables, le 5 pluviôse de l'an II.

M. Gustave HUE nous raconte *Un Complot de police sous le Consulat*<sup>3</sup>; c'est l'histoire de la conspiration, plus ou moins authen-

1. Nos lecteurs connaissent l'aventure quasi-tragique de François Robert, le député montagnard de Paris, qui frisa la guillotine comme accapareur, Robert-Rhum, ayant paru ici même.

2. *Paris révolutionnaire. Vieilles maisons, vieux papiers*, 4<sup>e</sup> série, par G. Lenôtre. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 7<sup>e</sup> éd., 1910, xxxv-367 p. in-18, planches.

3. Gustave Hue, *Un Complot de police sous le Consulat. La conspiration de Ceracchi et Aréna (vendémiaire an IX)*. Paris, Hachette, 1909, 262 p. in-18.

tique, de Ceracchi et d'Aréna (en vendémiaire de l'an IX), dont le vrai créateur fut un ex-capitaine Harel, qui, après avoir échangé avec le sculpteur italien des propos violents et frondeurs chez un tiers, alla dénoncer ses interlocuteurs à la police et fut chargé par elle de continuer le rôle d'agent provocateur; les prétendus complices furent des mouchards et c'est la préfecture de police qui fournit pistolets et poignards. M. Hue nous raconte, d'après les dossiers de cette préfecture, les menées ignobles et louches qui aboutirent à la mise en accusation et à la condamnation de conspirateurs qui ne s'étaient même jamais vus pour la plupart; l'attentat royaliste, — très réel, celui-là, — du 3 nivôse, entraîna la mort d'Aréna, Ceracchi, Demerville et Topino-Lebrun. Dans cette étude, publiée d'abord par le *Correspondant*, l'auteur, romancier expert, a cédé peut-être, çà et là, au penchant de romancer un peu son sujet, mais l'ensemble paraît sérieux et fournit une preuve nouvelle, effrayante, de ce qu'était la justice du premier Consul. C'est également à cet endroit que l'on peut mentionner le troisième et dernier volume de la *Correspondance du duc d'Enghien*, publiée par M. le comte BOULAY DE LA MEURTHE<sup>1</sup>. Il contient une introduction d'une quarantaine de pages sur les *Sources*, et puis, en une série de chapitres, l'histoire des événements qui se rattachent à l'exécution du prince dans les fossés de Vincennes, le deuil de la famille royale, les protestations du comte de Provence, l'agitation dans les cours de l'Europe, les notes diplomatiques de la Russie à Ratisbonne et à Paris, la proclamation de l'Empire, les poursuites contre les royalistes, le procès de Moreau et de Georges, l'abandon de Louis XVIII par ses premiers défenseurs, sauf le roi de Suède, et le pape venant à Notre-Dame consacrer de ses propres mains le régime nouveau. Le dossier, que l'éditeur a réuni au prix de longs efforts et qu'il a commenté d'une façon si suivie, semble désormais complet. Une bonne table des noms de personnes et de lieux rend facile les recherches dans l'ouvrage.

C'est de la même époque, à peu près, que s'occupe le livre de M. C. LATREILLE, *l'Opposition religieuse au Concordat*<sup>2</sup>. Auteur d'un intéressant travail sur *Joseph de Maistre et la Papauté*, dont nous avons parlé récemment, il étudie dans ce nouveau volume l'opposition faite au Concordat de Bonaparte (signé

1. *Correspondance du duc d'Enghien (1801-1804) et documents sur son enlèvement et sa mort*, publ. par le comte Boulay de la Meurthe. T. III. Paris, A. Picard et fils, 1910, XLVIII-639 p. in-8°, fac-similé.

2. C. Latreille, *l'Opposition religieuse au Concordat de 1792 à 1803*. Paris, Hachette, 1910, xx-290 p. in-18.

d'ailleurs par lui « par politique et non par conviction religieuse » dans certains milieux et par certaines personnalités ecclésiastiques. Sur le Concordat lui-même, il ne nous apprend rien de très neuf, puis il fournit des détails curieux sur l'attitude de l'ancien épiscopat gallican, réfugié en Angleterre, en Allemagne, en Italie, etc., contre l'action unilatérale du Saint-Siège et sur sa connivence avec le pouvoir civil. Il est permis de croire que M. Latreille oublie un peu trop les sentiments royalistes intransigeants de ces hauts dignitaires, en admirant leur « sincérité absolue » dans cette protestation contre « la faiblesse pontificale exploitée par un homme d'État sans scrupule ». Ont-ils seulement refusé « d'obéir au successeur de saint Pierre pour rester les champions de l'Église ? » Mais, tout en différant d'opinion à ce sujet, on suivra volontiers l'auteur dans le récit de cette lutte inégale entre les évêques récalcitrants et la curie romaine ; il nous annonce un second volume sur la *Petite Église*, qui fera suite à celui-ci.

Les conférences de M. Frédéric MASSON, de l'Académie française, sur *Napoléon*<sup>1</sup>, rentrent dans le domaine de l'éloquence historique plutôt que de l'histoire érudite. « Ici », dit l'auteur lui-même, « on ne voit plus que Lui, et autour de Lui, comme dans l'histoire, tout est comparse » (p. 95). Il est certain qu'on entrevoit à peine dans le tableau brillant du conférencier les peuples misérables et foulés, la France elle-même éternée par un surmenage insensé, et qu'on n'apprend guère que tout cet éclat vertigineux, tout ce fracas mondial aboutirent à une diminution de territoire et d'influence durables de notre pays en Europe. L'auteur voudrait « incliner devant le Héros », dont le palais est un « temple », l'univers entier, le précipiter, dans un élan d'ivresse enthousiaste, « aux pieds de l'Idole ». « Tout ce que nous pouvons être, nous le sommes par lui », dit M. Masson, mais il oublie trop tout ce que nous ne sommes plus, grâce à Napoléon<sup>2</sup>. Il veut apitoyer son auditoire sur les tortures subies par le prisonnier de Sainte-Hélène, mais il se tait, — à dessein, — sur celles que le premier Consul, et plus encore l'empereur, a infligées à la Liberté et à la Justice. Il va sans dire que, connaisseur émérite de l'épopée impériale<sup>3</sup>, il a raconté des choses fort intéres-

1. Frédéric Masson, de l'Académie française, *Sur Napoléon*, huit conférences. Paris, Ollendorf, 1909, x-289 p. in-18.

2. « Nul n'a plus contribué que Napoléon à modeler l'Europe contemporaine », dit très justement M. E. Driault dans l'ouvrage dont nous allons parler (p. 336).

3. Quand M. Masson sort de sa spécialité, son érudition est moins sûre ; ainsi, p. 149, quand il cite les trois écrivains *Cuspidien* (lire *Cuspinien*),



santes et piquantes à son auditoire, en traitant des sujets aussi variés (*Jeunesse de Napoléon, Napoléon et les femmes, la Malmaison et Joséphine, le Sacre*<sup>1</sup>, *le Pape et l'Empereur, les Missionnaires de Sainte-Hélène, etc.*), mais on ne peut s'empêcher de constater que c'est en admirateur passionné, et non pas en juge équitable, qu'il a parlé de « Lui ».

Plus simple d'allures, mais aussi plus conscient des devoirs de l'historien, M. DRIAULT continue ses études patientes et fructueuses sur la politique de Bonaparte consul et de Napoléon empereur. Son nouveau volume, *Napoléon et l'Europe*, a pour sous-titre : *la Politique extérieure du premier Consul*<sup>2</sup>; il nous y donne un tableau d'ensemble de sa politique extérieure depuis le 18 Brumaire jusqu'à la rupture de la paix d'Amiens, paix qui ne fut jamais qu'une trêve signée, de part et d'autre, sans grande confiance réciproque. L'attitude du général Bonaparte dans les affaires de Hollande, d'Allemagne et d'Italie autorisait assurément les Anglais à douter de la sincérité du premier Consul, et M. Driault a raison de parler de ses « provocations », de ses « usurpations » continues (p. 275). D'ailleurs, la lutte seule pour l'empire des mers aurait suffi pour remettre aux deux antagonistes les armes à la main. Sans doute, après la rupture de mai 1803, Bonaparte a parfaitement joué l'indignation vertueuse contre la perfide Albion, « calcul d'ailleurs fort habile, puisqu'il lui a réussi, non seulement alors, mais depuis, dans l'opinion de beaucoup d'historiens » (p. 406); « mais », comme ajoute l'auteur, « il est impossible que l'histoire en reste dupe » (p. 413). Tout ce qu'on peut dire de plus topique pour défendre la politique du premier Consul, c'est qu'étant si merveilleusement doué pour la guerre, « il lui était difficile, sinon impossible, d'être un pacifique » (p. 473)<sup>3</sup>.

*Krants* (lire *Krantz*) et *Mainbourg* (lire *Maimbourg*) comme sources pour l'histoire du moyen âge.

1. C'est là qu'il réclame une statue pour David, le grand artiste, mais le triste personnage politique que l'on sait, et qu'il abhorrerait certainement comme admirateur de Marat, si David, abandonnant ses amis, n'était devenu l'admirateur de Bonaparte.

2. Édouard Driault, *Napoléon et l'Europe. La politique extérieure du premier Consul, 1800-1803*. Paris, Félix Alcan, 1910, vi-481 p. in-8°.

3. Nous ne méconnaissons pas pour cela l'égoïsme calculateur de la politique anglaise d'alors. — Quelques petits errata : p. 45, lire *Wickham* pour *Wickam*. — P. 48, lire *Anconne* (Drôme) pour *Ancône*. — P. 245, lire *Lenthe* pour *Leuthe*. — P. 337. Il est injuste de dire que Sheridan fut un ennemi passionné de la France, puisqu'il occupa une place dans le ministère de Fox. — P. 399. Lombard n'était pas « ministre » prussien en 1803, mais « secrétaire intime du cabinet royal ».

On a déjà publié bien des volumes sur les guerres de l'Empire dans la péninsule ibérique, d'un côté comme de l'autre des Pyrénées. Il y a beaucoup à dire encore cependant sur cet épisode lamentable de l'histoire napoléonienne, et la lecture de l'ouvrage de M. Pierre CONARD, *Napoléon et la Catalogne*<sup>1</sup>, en fournit la preuve convaincante. Nous n'en possédons encore que le premier volume, qui porte le sous-titre : *la Captivité de Barcelone*, et qui embrasse les événements de la région catalane, de février 1808 à janvier 1810, c'est-à-dire depuis le début de l'occupation française jusqu'au renvoi du général Duhesme par Augereau. Le récit est précédé d'une longue introduction sur les sources, avec maint bon conseil sur leur emploi, dont les débutants dans le métier d'historien feront leur profit. M. Conard nous présente moins un tableau des faits militaires qu'une histoire de l'administration de la province; son récit est établi avec beaucoup de soin et de critique, d'après les documents des archives espagnoles et françaises. C'est cette histoire impartiale qui constitue surtout la nouveauté de son travail. On y apprend comment des chefs sans scrupule, comme Duhesme, appliquaient le mot terrible de Napoléon : « La guerre justifie tout »; mais on en voit aussi les suites. Dès 1810, un témoin français, Carrion-Nisas, écrivait : « Ruinés dans leur territoire, ruinés dans leur commerce, les Catalans sont aujourd'hui les plus exaspérés de tous les Espagnols » (p. 368). L'incendie des villes, les exécutions en masse des insurgés, les voleries cyniques des fonctionnaires quasiment irresponsables<sup>2</sup> faisaient oublier les quelques changements favorables que le pouvoir impérial apportait aux abus administratifs d'autrefois. Le style de M. Conard est fort sobre et ne vise jamais à l'effet dramatique; l'auteur est d'autant plus convaincant quand il montre les conséquences de cette politique de forban, sans profit pour la gloire impériale, sans profit surtout pour la France ni pour l'Espagne, et qu'il conclut : « Le vrai responsable de la ruine de Barcelone, de la misère et de l'exaspération des Catalans était Napoléon » (p. 384). — Puisque nous parlons de l'Espagne, mentionnons tout de suite le quatrième volume de la *Correspondance du comte de La Forest*<sup>3</sup>, ambassadeur de France à la cour du roi Joseph, correspondance publiée par M. Geoffroy DE GRANDMAISON.

1. Pierre Conard, *Napoléon et la Catalogne, 1808-1814*. T. I : *la Captivité de Barcelone*. Paris, F. Alcan, 1910, XLIV-473 p. in-8°, carte.

2. A côté de Duhesme, il faut signaler surtout le général Lechi et le commissaire général Casanova; mais, à côté des grands voleurs, il y avait la foule des petits.

3. *Correspondance du comte de La Forest, ambassadeur de France en*

Ce nouveau tome contient les dépêches du comte, de juillet 1810 à mars 1811. Sa situation devient de plus en plus embarrassée, à cause du mécontentement croissant de Napoléon, des brouilles entre les maréchaux, des bouderies de Joseph, effarouché par la mise à pied du roi de Hollande<sup>1</sup>. Naturellement, le roi d'Espagne n'a guère envie de causer avec le représentant officiel de son frère<sup>2</sup>, surtout quand l'empereur a formulé son terrible ultimatum, que si Joseph ne parvient pas à s'arranger avec les cortès de Cadix, il se dédommagera de tous ses débours en annexant les provinces de la rive gauche de l'Èbre et n'agira plus qu'au gré des intérêts français, sans se préoccuper du roi. Joseph songe à démissionner alors, lui aussi; il déclare que « le roman tire à sa fin ». Il finit même par consulter sur ce point délicat La Forest qui lui conseille amicalement d'y bien réfléchir. Entre temps, la misère financière est devenue telle que le roi vend secrètement les vases sacrés de sa propre chapelle pour payer le pain de la garnison de Madrid (p. 521).

Parmi les mémoires militaires de l'époque, nous avons d'abord à mentionner le second volume de ceux du général Griois, édités par M. Arthur CHUQUET<sup>3</sup>. Ce second tome est beaucoup plus intéressant que le premier, parce que les faits de guerre y sont plus notables et qu'on y rencontre beaucoup moins de commérages amoureux. Le drame effroyable de la campagne de Russie y tient une grande place; tant de fois déjà racontée par des témoins échappés au cataclysme, cette retraite légendaire exerce toujours encore sur nous une fascination singulière, et certains traits d'égoïsme féroce, d'insensibilité monstrueuse racontés par Griois font frémir<sup>4</sup>. On trouvera d'intéressants détails aussi sur la campagne de Saxe, la bataille de Hanau, la campagne de France où Griois voit l'empe-

*Espagne*, publ. par M. Geoffroy de Grandmaison. T. IV. Paris, A. Picard, 1910, 588 p. in-8°, portr.

1. Signalons en passant la dépêche du 26 septembre 1810, où l'on raconte l'histoire des 50 tableaux dont Joseph devait faire cadeau, par ordre, à l'empereur, alors qu'il voulait les garder (p. 153).

2. « Il juge les entretiens avec moi très superflus », écrivait l'ambassadeur le 11 octobre 1810 (p. 173).

3. *Mémoires du général Griois, 1792-1822*, publ. par son petit-neveu, avec introduction et notes par Arthur Chuquet, membre de l'Institut. T. II. Paris, Plon-Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1909, xxv-391 p. in-8°.

4. Je note, non pas en moraliste, mais plutôt en psychologue, que le colonel Griois, échappé à une mort presque certaine, avec les cheveux « complètement blancs », la face encore « cadavérique », n'a rien de plus pressé à faire, en arrivant à Glogau, que de se ruer chez les pourvoyeuses pour avoir « des filles dont nous étions affamés » (p. 214). C'est à une mentalité pareille que l'Empire avait réduit les meilleurs!

reur de près à Montmirail (p. 295), etc. Détail caractéristique pour l'armée d'alors, au moment de la capitulation de Paris, notre auteur ignorait jusqu'au nom des membres de la famille royale qu'il allait servir ! Resté en fonctions jusqu'en 1822, le général quittait le service pour se retirer à Paris ; c'est là qu'il écrivit ses Mémoires.

M. le général BONNAL a mis au jour le premier volume d'une *Vie militaire du maréchal Ney*<sup>1</sup>. N'y ayant pas joint un seul mot de préface, qui nous orienterait sur ses sources<sup>2</sup> et sur la façon dont il entend traiter son sujet, il est assez difficile de prévoir s'il aura deux, trois ou même quatre volumes. Vu l'extrême brièveté des renseignements fournis sur le milieu dont est sorti Ney et sur sa première jeunesse, il s'agit évidemment d'un travail plutôt technique, écrit pour les militaires<sup>3</sup> ; l'histoire générale du temps, ce qui constituerait, pour ainsi dire, le fond du tableau, fait à peu près défaut dans le récit de M. Bonnal, qui s'étend, dans ce tome I<sup>er</sup>, jusqu'au départ de Suisse du général (janvier 1804). Dans les rares excursions de l'auteur en dehors de son domaine spécial, il y aurait à relever certaines inexactitudes, comme dans l'exposé du conflit constitutionnel au sein des Cantons helvétiques, conflit que Ney fut chargé de régler par la force des baïonnettes. Si les mérites professionnels du futur maréchal sont mis en pleine lumière par lui, il nous fournit plus rarement l'occasion de juger l'homme<sup>4</sup>. L'orthographe des noms de personnes et de lieux a été malheureusement trop superficiellement révisée et il faudrait un assez long erratum pour redresser toutes les déformations qui déparent le texte<sup>5</sup>.

1. Général H. Bonnal, *la Vie militaire du maréchal Ney, duc d'Elchingen, prince de la Moskowa*. T. I. Paris, R. Chapelot et C<sup>ie</sup>, 1910, 418 p. gr. in-8°, portr. et cartes.

2. L'auteur a certainement établi sa biographie sur les archives de la Guerre ; on s'en rend compte à la lecture, mais on aurait désiré quelques renseignements préliminaires et des renvois précis aux dossiers consultés.

3. Le général, qui marque quelque dédain pour la « stupidité des plumitifs » et se moque quelque part d'un « ingénieur doublé d'un intellectuel, » ne semble pas avoir songé à un public de simples civils. Les militaires, au contraire, feront leur profit de mainte observation professionnelle, de maint conseil pratique donné par l'auteur au cours de son récit.

4. On peut lire pourtant, p. 398, cette indication : « L'évolution de son esprit s'était faite sous l'empire des réalités, montrant l'inanité des systèmes construits de toutes pièces par des idéologues affectés de sectarisme et trop souvent malhonnêtes. » Ignorant les détails de cette conversion politique de Ney, je ne veux pas mettre en doute sa sincérité. Mais, en tout état de cause, c'était là une théorie commode, qui lui permettait de lâcher les opinions jacobines de sa jeunesse pour faire (ainsi que l'écrivait un de ses amis) de Bonaparte « la pierre angulaire de notre félicité commune ».

5. Ainsi, le diplomate *Bonnier*, la victime de l'attentat de Rastatt, devient

C'est avec un vif plaisir, mais non sans émotion, que nous avons parcouru l'ouvrage posthume de Henri Lot sur les *Deux généraux Ordener*<sup>1</sup>. Collaborateur, comme moi, de la *Revue critique*, dès ses débuts, Lot y écrivait sur l'histoire de la Révolution et de l'Empire des articles que nous jugions tous des plus remarquables et qui promettaient à la France un historien d'élite. Dans cette étude, consacrée à la mémoire de son grand-père et de son oncle, il n'a pas seulement élevé un monument de piété familiale<sup>2</sup>, mais fourni un vrai modèle de biographie militaire par la simplicité du style, la sûreté de la critique, l'annotation sobre et vraiment utile, qualités qui n'y excluent nullement la chaleur patriotique, mais sans fausse éloquence. Il appliquait simplement, comme il le dit dans son avant-propos, « à l'étude historique des quatre-vingts dernières années les procédés de la science », mais c'était alors une qualité fort rare et elle n'est pas encore devenue commune aujourd'hui. Il est bien regrettable que cette double biographie, celle du père, Michel Ordener, le paysan lorrain, mort à Compiègne, en 1811, et celle du fils, le colonel des dernières charges de cavalerie de Waterloo, mort général, lui aussi, en 1862, n'ait pas été publiée trente ans plus tôt. L'auteur a été partiellement frustré de la sorte du mérite de ses longues recherches sur l'affaire du duc d'Enghien (à laquelle le général Ordener fut mêlé); il avait réuni bien des pièces que nous avons connues d'abord par le travail de M. le comte Boulay de la Meurthe<sup>3</sup>.

Un autre ouvrage posthume de biographies militaires, c'est la troisième série des *Grands cavaliers du premier Empire*<sup>4</sup> de M. le général THOMAS. Si la publication du présent volume a tant tardé, c'est que la dernière étude du volume, celle sur le général

Boursier, M. de Mullinen, Mulhiren, Hompesch, Hompspech, Sandhofen, Sanhofen, Kehl, Khel, Fürfeld, Furseld, Moerten, Merle, etc., etc.

1. Henri Lot, archiviste aux Archives nationales, *les Deux généraux Ordener*, préface de Félix Rocquain, membre de l'Institut. Paris, Royer et Chernovitz, 1910, VII-392 p. gr. in-8°, portr. et cartes. — M. H. Lot est mort en 1878.

2. Le livre est dédié à la mémoire de son frère, Camille Lot, officier de cuirassiers, qui périt dans une des charges folles et glorieuses de son régiment à travers les houblonnières de Morsbronn.

3. Henri Lot, qui avait le respect des minuties comme des grandes règles de la critique, aurait regretté certaines fautes d'impression qui déparent son excellent travail. Il faut lire *Deutz*, *Saeckingen*, *Moesskirch*, *Vandeleur*, *Ripert de Montclar*, etc., pour *Deust*, *Sackingen*, *Masskirch*, *Vaudeleur*, *Repert de Montclar*, etc.

4. *Les Grands cavaliers du premier Empire*. Notices biographiques par le général Thomas, 3<sup>e</sup> série. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1909, II-439 p. in-8°, portr.



Espagne, était à peine commencée quand l'auteur mourut en 1893, et elle n'a été terminée que récemment par M. le capitaine H. Chopin. On connaît les deux premières séries de ces croquis animés que le général Thoumas publia d'abord dans la *Revue de cavalerie*, esquisses sans notes aucunes ni renvois aux sources, mais pour lesquelles il utilisait pourtant des documents inédits; il savait y faire revivre, d'un crayon pittoresque, les grands sabreurs et manœuvriers de l'épopée napoléonienne. La plus longue de ces nouvelles études est consacrée à Grouchy et discute, une fois de plus, d'une façon qui nous semble équitable, le problème de sa conduite à Waterloo. Signalons encore les portraits de d'Hautpoul, Caulaincourt et Bessières, et quelques autres, moins connus, Vagnair de Marisy, Espagne, Lefebvre-Desnoëttes, ou connus surtout comme personnages politiques, tels Latour-Maubourg et Sébastiani<sup>1</sup>.

M. le prince MURAT et M. Paul LE BRETHON ont fait paraître, depuis notre dernier bulletin, deux nouveaux volumes des *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat*<sup>2</sup>, le troisième et le quatrième de cette importante collection. Le tome III comprend la correspondance de Murat durant le temps qu'il fut gouverneur de Paris (15 janvier 1804-12 août 1805). Sur les 938 pièces qu'il renferme, les deux tiers n'ont guère d'intérêt pour l'historien; ce sont des réponses à des solliciteurs, humbles ou titrés, qui ne manquent jamais aux puissants du jour. Si l'on peut y constater la bonhomie du général, accueillant d'ordinaire les quémandeurs, qui lui demandent tout, depuis une bourse de lycée, une place de juge, un permis de chasse, une chaire de professeur, jusqu'à une plaque de grand'croix, ces correspondances ne donnent pas une bien haute opinion de l'humanité d'alors, qui était un peu celle de tous les temps. On doit attacher plus d'importance aux pièces qui se rapportent au procès du duc d'Enghien. Il y eut vraiment, semble-t-il, une velléité de révolte de la part du gouverneur de Paris contre la volonté du premier Consul, qui entendait le mêler plus étroitement à l'attentat de Vincennes, mais il ne faudrait

1. Quelques errata seraient nécessaires pour les noms de lieux. Lire, par exemple, *Poischwitz* pour *Plesswitz*, *Erlangen* pour *Erlang*, etc. Une erreur plus grave, c'est de faire nommer le père du général Espagne à l'*École centrale* de la Creuse par le ministre Calonne. Il y a confusion avec le collègue d'Aubusson.

2. *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat, 1767-1815*, publ. par le prince Murat avec une introduction et des notes par Paul Le Brethon. T. III. Paris, Plon-Nourrit et C<sup>o</sup>, 1909, 490 p. in-8°, portr.; t. IV, 1910, 514 p. in-8°, portr.

pas s'exagérer la résistance de Murat à son impérieux beau-frère. Il donna bien vite la signature, refusée d'abord. Le tome IV est, dans sa première moitié, presque exclusivement consacré à la campagne d'Autriche; dans la seconde, nous assistons à la prise de possession et à l'organisation du grand-duché de Berg. Après le livre si détaillé, si consciencieux de M. Charles Schmidt sur cette matière, on n'y trouvera naturellement que peu de données nouvelles. Le volume se termine par la campagne de Prusse; nous citerons une lettre curieuse à l'empereur, écrite par Murat à Varsovie (29 novembre 1806) pour orienter Napoléon sur les dispositions des Polonais<sup>1</sup>. Un autre travail relatif à la *Dernière année du règne de Joachim Murat*<sup>2</sup>, celui de M. le commandant H. WEIL, en est arrivé à son cinquième volume. Rédigé, comme on sait, sous forme d'annales, il suit, jour par jour, l'activité politique et militaire du roi de Naples; les tomes III-V embrassent les quelques mois qui s'étendent du 27 février au 12 août 1815. Nous l'y voyons se préparer à rompre avec l'Autriche, au moment même où son représentant à Vienne offre de signer la déclaration des alliés contre Bonaparte, puis entamer une lutte sans issue, qui se termine par la défaite et la fuite, en attendant les balles qui le frapperont au Pizzo, sept semaines plus tard. Victime, à coup sûr, des intrigues de Metternich, Murat le fut surtout de son incapacité absolue à se rendre compte de l'état véritable de l'Italie, de son impuissance à y jouer un rôle en dehors de l'influence napoléonienne<sup>3</sup> et de son impéritie militaire quand la dernière partie dut être engagée, au milieu de l'indifférence absolue des populations de la péninsule.

M. DE LANZAC DE LABORIE poursuit avec diligence et succès son travail encyclopédique sur le *Paris de Napoléon I<sup>er</sup>*<sup>4</sup>. Son sixième volume est consacré tout entier au monde des affaires et du travail. L'auteur nous y entretient successivement du commerce parisien depuis le 18 Brumaire et des crises fréquentes qui le tourmentent après la rupture de la paix d'Amiens et la proclamation du blocus continental. Il nous expose l'activité du Tribunal de commerce et de

1. T. III, p. 526, Shée est appelé préfet du *Haut-Rhin*; c'est *Bas-Rhin* qu'il faut lire. — T. IV, p. 237, lire *Horstmar* pour *Hortsmar* et, p. 288, *Preiswerk* pour *Freisswerk*.

2. Commandant H. Weil, *Joachim Murat roi de Naples. La dernière année de son règne (mai 1814-mai 1815)*. T. III-V. Paris, A. Fontemoing, 1909-1910, 646 p., 576 p., 647 p. in-8°, cartes.

3. Il n'a jamais vu l'absurdité qu'il y avait à vouloir jouer, lui, l'étranger détesté, le rôle de protagoniste de la nationalité italienne.

4. L. de Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon. Le monde des affaires et du travail*. Paris, Plon-Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1910, iv-354 p. in-18.

la Chambre de commerce de la capitale et nous décrit au prix de quelles concessions et après quelles difficultés le gouvernement impérial, — bien puissant pourtant, — obtint enfin l'introduction, bien imparfaite encore, du système des poids et mesures et des monnaies voté par les assemblées républicaines. Parmi tous ces chapitres, ceux sur la création de la Banque de France, sur l'établissement de son monopole, sur les interventions continuelles de l'empereur dans la fixation du cours de rente, sur l'activité des agents de change sont les plus neufs et les plus intéressants. L'auteur s'est acquis des droits à la reconnaissance spéciale des historiens qui s'occupent de cette époque, pour avoir exposé, d'une façon si lucide et dans un langage aussi compréhensible, des questions techniques fort négligées d'ordinaire par les essayistes de l'ère napoléonienne. On trouvera moins de détails sur l'industrie; cependant, nous visitons les fabriques de toiles peintes d'Oberkampf à Jouy et les sucreries de Delessert à Passy. Le chapitre le plus court (ce serait certainement le plus long, s'il s'agissait de notre époque) est celui que l'auteur consacre aux ouvriers. Il y en avait alors de 70,000 à 80,000 à Paris, pas dangereux au fond, parce que dégoûtés de la politique, mais craints néanmoins plutôt qu'aimés par l'empereur, auquel ses souvenirs de sous-lieutenant, durant la Terreur, conseillaient de ménager les faubouriers révolutionnaires d'autrefois.

Rod. REUSS.

## HISTOIRE DE RUSSIE.

### PUBLICATIONS DE L'ANNÉE 1909.

ÉPOQUE DE KIEV, IX<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> SIÈCLES. — Il y a longtemps que l'attention des historiens russes ne se fixe plus sur les premiers siècles de l'histoire de Russie. Ce qui, il y a un demi-siècle, paraissait offrir un intérêt exclusif n'attire plus que de rares chercheurs, tels, par exemple, que M. PRESSNIAKOV dans son livre sur le droit princier<sup>1</sup> et de M. STCHEPKINE dans son intéressant article sur la succession au trône de Norvège du IX<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Le livre de M. Pressniakov est un exposé d'idées originales sur l'histoire de la

1. *Kntajote pravo*. Saint-Petersbourg, 1909, in-8°, 305 p.

2. *Poriadok prestolonasledia ou drevnie-Norvejskikh konungov*, dans le recueil présenté au professeur Klutchevski par ses élèves et amis à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de professorat à l'Université de Moscou (5 décembre

Russie aux IX<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles basées sur l'étude comparée des antiquités slaves et germaniques. Ces idées diffèrent sensiblement de celles qui ont été généralement admises à présent sur l'origine et l'histoire primitive de la Russie. Ainsi l'auteur pense que les princes de la maison de Rurik, au lieu de succéder au trône à tour de rôle, tiraient leur origine du droit de posséder ce qui avait appartenu aux ascendants directs. C'est dans une société toute primitive que surgit le pouvoir princier; le prince et sa « droujina », troupe de guerriers à son service personnel, furent les premiers organisateurs de cette société et les fondateurs de l'État russe. Cependant, en plaçant au premier rang le pouvoir princier, l'auteur semble oublier les « véché », — assemblées populaires, — si spéciales à la vieille Russie et dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Il est du reste difficile de préciser les premières étapes historiques de la Russie. Les sources précieuses que nous possédons pour l'histoire des IX<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles ont trop de lacunes pour qu'il soit possible de bien expliquer les faits. L'historien qui tâche de faire revivre ce que la mémoire des hommes n'a pas pu conserver est obligé de se lancer dans des hypothèses ingénieuses peut-être, mais bien difficiles à prouver. C'est le cas pour notre auteur; il faut reconnaître néanmoins que certaines de ses observations sur les débuts historiques de la Russie augmenteront nos connaissances à ce sujet.

En retraçant les annales de la Norvège au temps des Inglings, M. Stechepkine s'attache à prouver que la succession au trône de ce pays était conforme au droit de succession des « odhals » ou terres nobles. L'idée de l'« odhal », importée en Russie par les princes scandinaves, s'est trouvée aux prises avec le droit de succession de père à fils en usage chez les Slaves. Les deux influences ont abouti à une combinaison très compliquée et propre à la Russie seule. L'article de M. Stechepkine ainsi que le livre de M. Pressniakov sont des études d'histoire comparée; c'est, à notre avis, le seul et vrai moyen d'accroître nos connaissances sur les premiers siècles de l'histoire de Russie.

MOYEN AGE, XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> SIÈCLES. — Cette époque est tout aussi peu représentée parmi les publications de l'année 1909 que la précédente. Comme pour la période primitive, il y a peu d'espoir que la découverte de sources nouvelles jeter la lumière sur l'obscur histoire d'une série de petites principautés, domaines à moitié indépendants, parmi lesquelles celle de Moscou faisait les

1879-5 décembre 1909. Moscou, 1909, in-8°, 828 p.). Sur 41 articles, 30 se rapportent à l'histoire de Russie. Les plus importants sont mentionnés dans ce Bulletin aux époques auxquelles ils se rapportent.

premiers pas vers sa grandeur future. Signalons tout d'abord la seconde édition de l'intéressant ouvrage sur le patronat du regretté M. PAVLOV-SILVANSKI, dont la mort prématurée a privé l'histoire de Russie d'un infatigable chercheur et d'un écrivain de talent<sup>1</sup>. Un des plus grands mérites de l'œuvre historique de M. Pavlov-Silvanski a été d'avoir soutenu et affirmé cette thèse que la Russie a connu, à l'état embryonnaire du moins, toutes les grandes institutions féodales propres à l'Europe occidentale. Un ouvrage sur le patronat, paru il y a une dizaine d'années, était une des études préliminaires qui devaient servir de base à un grand ouvrage sur la féodalité en Russie resté inachevé.

M. BAHROUCHINE a publié un article très documenté sur l'administration et l'économie des domaines princiers aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles<sup>2</sup>. Une principauté russe du moyen âge n'est qu'une grande propriété privée. Le prince est un gros fermier qui gère son domaine en exploitant ses richesses naturelles. Le fait est connu; mais l'article de M. Bahrouchine en donne un tableau si vivant et si détaillé que l'on ne saurait le passer sous silence. Cependant une lente évolution économique fait périlcliter l'ancien ordre des choses. Le capital fait défaut; la circulation de l'argent se modifie; la valeur des produits bruts diminue. Vers le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, tous les anciens domaines princiers qui subsistaient encore étaient criblés de dettes, ce qui n'a pas peu contribué à l'écroulement des dernières principautés indépendantes; elles n'eurent plus la force de lutter contre le pouvoir et l'argent des grands princes de Moscou.

En fait de documents relatifs au moyen âge russe, il convient de signaler deux publications; destinées aux étudiants des universités, elles présentent néanmoins une importance plus grande. La Faculté des lettres de l'Université de Moscou a fait paraître, rédigée par le privat-docent IAKOVLEV, l'édition complète des chartes administratives et judiciaires octroyées par les grands princes et tsars de Moscou à différentes localités du pays aux xiv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles<sup>3</sup>. Les plus anciennes de ces chartes déterminent les droits et le pouvoir des

1. Décédé le 16/29 septembre 1908. Les amis de l'auteur ont entrepris de publier une nouvelle édition de ses œuvres les plus importantes. Deux volumes ont paru jusqu'à présent. Le premier contient un article sur le patronat (*Lioudi kabalniye i dokladnyie*) et l'histoire de la noblesse (*Posoudarevy Slougilyie lioudi*); le deuxième est un recueil d'articles sur l'histoire des xviii<sup>e</sup>-xix<sup>e</sup> siècles. Saint-Petersbourg, 1908, in-8°, 2 vol.

2. *Kniageskote khoziaistvo XVI i pervoi poloviny XVI veka*. Dans le « recueil » Klutchevski.

3. *Namestnitchii goubnyia i zemskie oustavnyia gramoty Moskovskago gosoudarstva*. Moscou, 1909, in-8°, 208 p.



lieutenants princiers (*namestniki*), celles du xvi<sup>e</sup> siècle introduisent dans certaines provinces une autonomie locale qui subsista en partie au siècle suivant. La découverte de nouvelles chartes a rendu les anciennes éditions insuffisantes; l'édition présentée étant complète peut servir de manuel pour l'étude de l'administration locale de la Moscovie. Les testaments et les traités des princes des xiv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> siècles, publiés dans le même but de faciliter l'étude des sources du moyen âge russe, font partie d'une série de publications analogues rédigée par les professeurs d'histoire de Russie à l'Université de Moscou<sup>1</sup>.

RUSSIE OCCIDENTALE ET LITHUANIE, xiv<sup>e</sup>-xvii<sup>e</sup> SIÈCLES. — Outre l'étude détaillée des droits de la petite noblesse du grand-duché de Lithuanie par le professeur LEONTOVITCH, parue dans le Journal du ministère de l'Instruction publique dans le courant de 1908 et de 1909<sup>2</sup>, il a paru sur l'histoire du grand-duché de Lithuanie quelques articles qui méritent d'être signalés. Le professeur LUBAVSKI s'est arrêté à la question souvent débattue des droits politiques des Grecs orthodoxes dans le grand-duché de Lithuanie, en se basant sur des sources nouvellement découvertes<sup>3</sup>. C'est l'éphémère union religieuse de Florence d'abord et la propagande du calvinisme parmi l'aristocratie lithuanienne ensuite qui donnèrent aux orthodoxes les droits politiques qui, depuis l'union de Jagellon, avaient été le privilège des catholiques. M. PRICHETA expose le rôle dominant que l'antagonisme entre l'aristocratie lithuanienne (*pany*) et la petite noblesse rurale (*chliakhtha*, orthographe polonaise *szlachta*) de la Lithuanie et de la Russie occidentale a joué dans l'histoire de la réunion définitive du grand-duché à la Pologne en 1569<sup>4</sup>. Le professeur LAPPO s'attache à des questions plus spéciales; il étudie les droits et l'organisation des bourgeois chevaliers de Vitebsk, dont le service militaire était pareil à celui des nobles, et l'organisation des tribunaux municipaux selon les statuts du grand-duché de Lithuanie de 1566 et de 1589<sup>5</sup>.

Parmi les documents touchant l'histoire de la Russie occiden-

1. *Doukhovnyia i dogovornyia gramoty kniaziei velikikh i oudielnykh*, dans la série des Documents pour servir à l'histoire de la Russie (*Pamiatniki roussoi istorii*). Autres livraisons importantes de la même série : Documents pour servir à l'histoire de Novgorod (*Pamiatniki istorii velikago Novgoroda*) et Documents pour servir à l'histoire des paysans du xiv<sup>e</sup> au xix<sup>e</sup> siècle (*Pamiatniki istorii krestian XIV-XIX vekov*). Tous parus à Moscou, 1909.

2. *Pravospobnost litovsko-rousskoï chliakhthy*.

3. *Kvoprossou ob ogranitcheni politicheskikh prav pravoslavnykh kniaziei, panovi chliakhthy v vel. kn. Litovskom*. Dans le « recueil Klutchevski », de même que les deux articles suivants.

4. *Litovsko polskiia ounii i otnoshenié k nim litovsko roussoi chliakhthy*.

5. *Konnyie mestchanie Vitebskie et Grodskii soud v velikom kniagestve*

tale, citons le tome XXXV des *Actes de la commission archéographique de Vilna*<sup>1</sup>, qui contient des documents se rapportant aux guerres contre la Moscovie de 1654 à 1669. Ces documents donnent une idée très claire de la crise financière que traversait à cette époque la Lithuanie, des opérations militaires contre les Moscovites et de la déplorable situation économique du pays dévasté par la guerre.

Le professeur M. GROUCHEVSKI a contribué à l'étude de l'histoire de la petite Russie, autrement dite Ukraine, en publiant le tome VII de l'*Histoire de l'Ukraine*, grand ouvrage en langue petite russe entrepris depuis plusieurs années<sup>2</sup>. Le volume paru contient l'exposé de l'histoire de l'Ukraine depuis le milieu du x<sup>v</sup> siècle. L'auteur étudie surtout l'origine des cosaques et les circonstances qui ont préparé le rôle prépondérant que ces derniers furent appelés à jouer sous Bathory et ses successeurs.

LA MOSCOVIE, XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> SIÈCLES. — Les sources de l'histoire de la Moscovie étant inépuisables et loin d'être suffisamment étudiées, c'est de ce côté tout naturellement que se portent depuis longtemps les études historiques en Russie. Parmi les publications de l'année 1909, l'attention est tout d'abord attirée par le livre de M. BOGOSLOVSKI<sup>3</sup> sur l'autonomie dont jouissaient aux xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles les communes municipales et rurales du nord de la Russie. Le tome I<sup>er</sup> contient une étude importante sur la géographie administrative de l'immense pays situé entre le lac Ladoga et les monts Oural; l'auteur s'arrête ensuite à l'histoire de la population et de la propriété foncière; dans la dernière partie du livre, qui est en même temps la plus importante, il décrit les institutions électives et autonomes auxquelles furent confiées, dès le règne d'Ivan IV, la justice et l'administration locales. Le tome II, impatientement attendu, traitera de l'histoire proprement dite de ces institutions pour l'étude desquelles les documents du xvii<sup>e</sup> siècle sont d'une richesse inépuisable. L'ouvrage, richement documenté et très bien écrit, idéalise peut-être un peu la vie sociale et les aptitudes politiques des paysans au xvii<sup>e</sup> siècle; il est à regretter aussi que l'auteur

*Litovskom v XVII Stoletii*. Ce dernier, dans le Journal du ministère de l'Instruction publique, 1909, janvier.

1. *Akti izdavaemyie Vilenskoï commissiei dla razbora drevnikh aktov*, t. XXXV. Vilna, 1909, in-4°.

2. *Istoria Oukraini-Roussi*, T. VII : *Kosatski tchassi do roku 1625*. Kiev i Lvov, 1909, in-8°.

3. *Zemskoïe samoupravleniie na sïevérii v XVII vëké*. Moscou, 1909, in-8°, viii-321-105 p.

arrête ses recherches au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle; néanmoins, l'ouvrage de M. Bogoslovski offre le plus haut intérêt et prendra sûrement la place qui lui est due parmi les ouvrages classiques de la littérature historique de la Russie. A l'ouvrage cité se rattache en quelque sorte une belle étude de M. STOROGEV sur les domaines du clergé dans la province de Vologda d'après les cadastres de 1627-1630<sup>1</sup>. M. IAKOVLEV a contribué à l'étude de l'histoire des troubles (1598-1613) par un article sur les causes de ces troubles, expliquées par les contemporains russes. L'esprit religieux d'alors s'y montre dans toute sa force. Ce sont les péchés de la nation qui sont considérés comme la cause principale des calamités politiques; ils ont amené la colère divine sous forme de famines, de faux tsars, de guerres civiles. Les troubles se développant, une autre idée surgit : l'inertie générale, l'esprit passif de la nation expliquent la persistance de la colère divine; l'union de tous pour libérer la patrie mourante doit apporter le salut. C'est ainsi que les contemporains expliquaient le succès de Minine et Porjarski<sup>2</sup>. Un travail spécial a été consacré par M. VESSËLOVSKI aux impôts extraordinaires perçus sous le règne du premier Romanov<sup>3</sup>. On trouve ici l'explication de certaines questions d'histoire financière restées obscures jusqu'à présent. Pendant l'époque des troubles, le gouvernement, pour augmenter ses ressources, avait recours aux emprunts, à l'altération des monnaies et à la vente des terres de l'État. Le gouvernement provisoire de Minine et Porjarski eut pour la première fois recours à l'emprunt forcé qui devint depuis le moyen par excellence de remplir le trésor vide. L'emprunt forcé était perçu de façon différente selon qu'il s'agissait de paysans ou de bourgeois. En 1616, il fit place à un impôt permanent de répartition. Signalons ici la 2<sup>e</sup> édition, revue et complétée, des monuments historiques sur les temps des troubles qui forment le tome XIII de la Bibliothèque historique russe<sup>4</sup>.

Le livre de M. MOULIOUKINE sur l'arrivée des étrangers en Mos-

1. *Monastyrskoté zemlevladiénie na Vologdie po dannym 1627-1630 godov.* Dans le « recueil Klutchevski ».

2. *Bézoumnosté molitchanié. Pritchiny smouty po vzgliadam rousskikh sorriemennikov ieia.* Dans le « recueil » Klutchevski.

3. *Sem sborov zaprosnykh i piatinykh dienieg v pervyie gody zarstvovaniia Mikhaïla Feodorovileha.* Moscou, 1909, in-8°, 233 p.

4. *Pamiatniki drevnei rousskoï pismennosti otnossiastchiesiei v Smoutnomou Vremeni.* Saint-Pétersbourg, 1909, in-8°, 1472 p. Outre la bibliothèque historique, la Commission impériale archéographique, qui a pour but de publier les documents antérieurs à 1700, fait paraître les Annales de la Commission (*Lietopis ransatii*; 21 vol. parus) et le Recueil complet des Annales russes (*Poïnoie Sobranie rousskikh lietopissei*; 20 vol. parus).

covie<sup>1</sup> a pour but d'analyser la situation et les droits des étrangers à leur arrivée dans les états du tsar; en Moscovie, une autorisation était nécessaire pour franchir la frontière. Cette autorisation était facilement obtenue par les marchands; tous les autres immigrants devaient obtenir une invitation spéciale du gouvernement. Le 16 novembre 1696, un oukase du tsar Pierre donna à tous les étrangers le libre accès de la Russie. Les conclusions qu'on tire de ce livre ne sont ni très riches ni très neuves; mais l'ouvrage est fortement documenté et s'appuie sur de minutieuses recherches dans les archives.

Le professeur KAPTEREV a fait paraître le tome I d'un grand ouvrage sur le patriarche Nicone et le tsar Alexis<sup>2</sup>. La thèse qu'il soutient peut être résumée comme suit : les réformes ecclésiastiques de Nicone provenaient d'une confiance aveugle du patriarche dans l'Eglise grecque, quoique cette dernière se fût fortement éloignée des traditions de l'Eglise primitive. Les pratiques de l'Eglise nationale, auxquelles Nicone déclara une guerre acharnée, se rapprochaient au fond beaucoup plus de celle de l'Eglise primitive que tout ce que le patriarche a emprunté à l'Eglise grecque du XVII<sup>e</sup> siècle. L'Eglise officielle et les réformateurs grecophiles qui étaient à sa tête terrorisaient le peuple en éliminant brutalement ce que l'Eglise russe avait fidèlement conservé pendant des siècles. La réforme ecclésiastique n'était cependant considérée par son promoteur que comme une partie secondaire de son œuvre. Le but auquel il visait était la primauté de l'Eglise sur l'Etat, du patriarche sur le tsar. C'est ce que l'auteur se propose de traiter dans le volume suivant.

La littérature russe possède des ouvrages classiques sur quelques-uns des voyages d'Européens en Moscovie. Citons ceux de ZAMY-SLOVSKI sur Herberstein et de SEREDONINE sur Fletcher. Nous devons à un savant allemand, M. Fr. DUKMEYER<sup>3</sup>, une étude approfondie sur le *Diarium* de Korb, secrétaire de l'ambassade impériale en 1697 et 1698, qui assista au retour de Pierre de son premier voyage en Europe et au fameux procès des streltzi. La première partie du livre contient l'histoire du *Diarium* et des persécutions que l'auteur eut à subir de la part de Pierre le Grand, ainsi que la biographie de Korb; la seconde traite de la situation diplomatique internationale et de l'état dans lequel se trouvait la Russie à la

1. *Priezd inostrantsev v Moskovskoie gosouдарство*. Saint-Petersbourg, 1909, in-12, 284 p.

2. *Patriarkh Nikon i tsar Alexei Mikhailovitch*. Serguiev Posad., 1909, in-8°, 524 p.

3. *Korbs Diarium itineris in Moscoviam und Quellen die es ergänzen*. I Band. Berlin, 1909, in-8°, VIII-462 p.

fin du xvii<sup>e</sup> siècle. Écrit avec un soin consciencieux, le livre de M. Dukmeyer éclaire amplement l'épisode historique qu'il étudie.

L'histoire des paysans et les origines du servage ne cessent jamais d'intéresser les historiens russes. Dans le recueil offert au professeur Klutchevski, on trouve trois articles d'un grand intérêt se rapportant à l'histoire des paysans. Dans l'un, purement historique, le professeur ROJDESTVENSKI<sup>1</sup>, expose les efforts faits entre 1637 et 1648 par la petite noblesse rurale pour supprimer les droits des paysans de passer d'un domaine à un autre; les deux autres, par les professeurs DIAKONOV<sup>2</sup> et LAPPO-DANILEVSKY<sup>3</sup>, contiennent une analyse juridique des actes instituant le servage.

La Commission impériale d'archéologie a fait paraître le tome XXVI de la *Bibliothèque historique russe* contenant des documents sur les relations du gouvernement des tsars et des cosaques du Don de 1645 à 1649<sup>4</sup> et le tome XXI des *Annales de la commission*, où se trouve le catalogue des actes qui ont été transférés à la commission de Koungour et de Solikamsk (gouvernement de Perm). C'est une collection très précieuse pour l'histoire de l'époque des troubles ainsi que pour celle de l'administration locale pendant le xvii<sup>e</sup> siècle et la première moitié du xviii<sup>e</sup> (1605-1785)<sup>5</sup>.

XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE. — Le xviii<sup>e</sup> siècle est une époque à part dans l'histoire de Russie. C'est l'époque de transition par excellence où le vieil esprit moscovite lutte contre les réformes utilitaires et tout extérieures de Pierre le Grand. Le règne du réformateur attire toujours l'attention des historiens; c'est par lui que nous commencerons. La fin de l'année 1909 a vu paraître le tome IV du *Cours d'histoire de la Russie* par le professeur KLUTCHEVSKI. Tous ceux qui s'occupent d'histoire russe savent ce que représente le nom de l'éminent professeur aux yeux des historiens russes actuellement vivants. Deux ou trois générations de travailleurs ont formé leurs idées sur celles de l'auteur de ce fameux cours professé à l'Université de Moscou à partir de 1879. Il y a quelques années, le professeur Klutchevski a commencé à publier ce cours en volumes séparés, paraissant à des intervalles de un à deux ans. Le présent

1. *Iz istorii otmieny ourotchnykh let dla syska beglykh krestian v Mosk. gosoudarstve XVII v.*

2. *K voprossou o krestianskoï poriadnoi zapici i slougiloi kabale.*

3. *Slougilyia kabaly pozdnieichago tipa.*

4. *Rousskaia Istoritcheskaja biblioteka. T. XXVI : Donskaia diela. Saint-Petersbourg, 1909, in-8°.*

5. *Opissanie aktov khrañištchikhisia v arkhive Imp. Arkh. Komissii. Akty Koungourskaro i Solikamskago ouiezd. souda. Saint-Petersbourg, 1909, in-8°.*



volume contient l'histoire de Pierre le Grand et de ses successeurs jusqu'à l'avènement de Catherine II. Il ne faut pas y chercher le récit des faits et gestes du grand tsar et de ses peu remarquables successeurs. C'est une suite de descriptions brillantes, d'appréciations fines et spirituelles et d'analyses profondes. A côté du portrait de Pierre, qui n'a pas son égal dans la littérature russe, on voit défiler ses collaborateurs et compagnons ; au fond du tableau se montre le peuple, abasourdi de tout ce que fait son extraordinaire souverain, croyant le trône occupé par l'antéchrist lui-même. Le tableau de la société russe à la mort de Pierre est saisissant. Les pages consacrées à l'époque de réaction qui a suivi les réformes ne le sont pas moins. Le deuxième centenaire de la bataille de Poltava (27 juin-10 juillet 1909) a ranimé l'intérêt pour l'étude de la guerre du Nord. La Société impériale d'histoire militaire, récemment créée, a consacré les quatre premiers volumes de ses travaux à la campagne de 1708-1709. Outre une collection de documents forts intéressants, on y trouve un article très détaillé sur la bataille de Poltava par M. YOUNAKOV<sup>1</sup>.

L'étude méthodique de l'époque qui a suivi le règne de Pierre le Grand en est encore à ses débuts. Quelques ouvrages sur les institutions et sur l'histoire politique des successeurs de Pierre sont à signaler tout d'abord. Le prince Viazemski s'est occupé du Conseil supérieur secret dans ses rapports avec l'histoire politique de 1726 à 1730<sup>2</sup>. C'est l'histoire du Conseil au jour le jour et l'analyse détaillée de ses fonctions administratives et judiciaires. L'auteur se base sur les documents publiés dans le *Recueil de la Société d'histoire russe* et les étudie à fond. Il est à regretter cependant qu'il semble ignorer des ouvrages sur le règne de Pierre, récemment parus, tels par exemple que le livre de M. Bogoslovski sur l'administration locale sous Pierre.

L'idée de refaire l'histoire du règne d'Anne et de passer au crible de la critique les traditions qui ont laissé à cette époque une si triste mémoire était sans contredit juste. Il est regrettable que son exécution, telle que l'offre le livre de M. STROIEV<sup>3</sup>, laisse tant à désirer. A côté de faits nouveaux et de pages d'une réelle valeur, on y trouve des idées fort contestables ; notons par exemple une apologie de l'impératrice Anne qui semble plutôt un réquisitoire. L'auteur a voulu reviser la tradition : il l'a fait triompher malgré lui. C'est à

1. *Troudy Imp. roussk. votenno-istoricheskago obshchestva. Documenty Sievernoï voiny. Poltavskii period.* Saint-Petersbourg, 1909, 4 vol. in-8°.

2. *Verkhovnyi tainnyi sovet.* Saint-Petersbourg, 1909, in-8°, x-423 p.

3. *Bironovstchina i kabinet ministrov.* Saint-Petersbourg, 1909, in-8°, 205 p.

cette même époque que se rapporte le tome X des documents relatifs au Cabinet des ministres d'Anne<sup>1</sup> et les « Procès-verbaux du Sénat » de 1737, deux volumes rédigés par le professeur FILIPPOV<sup>2</sup>.

La sécularisation des domaines du clergé est peut-être le plus important des actes de Catherine II ; néanmoins, l'étude de cette grande réforme est loin d'être terminée. Pierre le Grand s'empara des revenus de l'Église sans pourtant les confisquer. Vers la fin de son règne, il dut faire même un pas en arrière en restituant au Synode récemment institué l'administration du temporel ecclésiastique. Ce fut le commencement d'une lutte opiniâtre engagée par celui-ci pour la conservation de ses biens. Cette lutte est traitée dans le livre de M. VERKHOVSKI sur « les domaines du Synode, des évêchés et des couvents sous les successeurs de Pierre le Grand »<sup>3</sup>. L'auteur retrace l'histoire du « collège » composé de fonctionnaires laïques qui, dès 1726, dut gérer les intérêts économiques de l'Église et l'histoire des domaines eux-mêmes. Il arrive à la conclusion que l'état provisoire établi en 1726 ne pouvait durer longtemps. Les émeutes des paysans amenèrent le gouvernement à des mesures décisives qui reçurent un commencement d'exécution sous Pierre III. Catherine II craignit d'abord d'insister ; elle établit cependant une commission spéciale pour élaborer un plan d'améliorations dans l'administration des biens ecclésiastiques ; la réforme fiscale suivit bientôt en 1764. Écrit avec une certaine sécheresse, le livre de M. Verkhovski est une importante contribution à l'étude du temporel des églises russes.

Celui de M. KIESEWETTER sur la charte municipale de 1785<sup>4</sup> expose les origines du document et la part personnelle que Catherine II prit à sa rédaction. L'auteur montre qu'il a pour sources d'abord la charte de la noblesse, qui fut publiée en même temps, mais qui avait été rédigée antérieurement, ensuite le droit municipal allemand, qui avait déjà inspiré les règlements municipaux des provinces baltiques et de la Suède. La dernière partie du livre contient l'histoire de l'application de la charte, de 1785 à 1796, écrite

1. *Sbornik rousskago istoricheskago obshchestva*, t. CXXX. Saint-Petersbourg, 1909, in-8°. Boumagui kabineta Ministrov imperatritzy Anny Ioannovny.

2. *Journaly pravitelstvovouchchago Senata za 1737*. Moscou, 1909, in-4°.

3. *Nacielionnyia niedvigimyya imenia sv. sinoda, arkhieieiskikh domov i monastyrlei pri preiemnikakh Petra Velikago*. Saint-Petersbourg, 1909, in-8°, x-345-185 p.

4. *Gorodovoié pologenié Ekateriny II 1785 goda*. Moscou, 1909, in-8°, viii-473 p. — Nous ne parlons pas de l'ouvrage de M. Pissarevski sur la colonisation étrangère en Russie au XVIII<sup>e</sup> siècle, parce qu'il a déjà fait ici l'objet d'un compte-rendu spécial (t. CIV, p. 401).

surtout d'après les documents tirés des archives de la ville de Moscou. Le travail est du plus haut intérêt; il serait à désirer que tous les grands actes de la législation de Catherine II eussent leur histoire aussi bien faite. Signalons en passant les tomes XII et XIII des « Archives du Sénat » qui contiennent les procès-verbaux du Sénat de 1762 à 1765 et les oukases impériaux des mêmes années<sup>1</sup>.

XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. — De tous les ouvrages sur l'histoire moderne de la Russie, le plus intéressant peut-être qui ait paru dans ces dernières années est celui que S. A. I. le grand-duc Nicolas MIKHAILOVITCH a consacré à la délicate figure de la femme d'Alexandre I<sup>er</sup><sup>2</sup>, figure très effacée tant que vécut cette princesse, mais qui se révèle sous un aspect inattendu aux yeux de l'histoire. L'ouvrage, publié en russe et en français, contient une biographie de l'impératrice Élisabeth, documentée et concise à la fois. Cette biographie sert d'introduction aux lettres qu'Élisabeth adressait à sa mère, la princesse Amélie de Bade. Cette dernière, qui survécut à sa fille, a soigneusement gardé ces lettres, qui sont conservées maintenant aux archives du grand-duché de Bade. Les lettres publiées sont au nombre de 909; elles embrassent une période de trente-trois ans et forment un document historique d'une valeur inestimable. La souveraine, reléguée au second rang par sa bruyante et orgueilleuse belle-mère, unie à un empereur qui, pendant un certain temps, fut une des personnalités les plus marquantes de l'Europe, se révèle comme une observatrice fine et spirituelle et surtout comme la femme d'un grand et noble cœur et d'une intelligence bien supérieure à son entourage. On la voit traverser la vie : gentille fillette à la cour de Catherine, jeune femme terrifiée par l'empereur Paul, radieuse souveraine, ayant conquis par son courage et sa présence d'esprit au moment de la mort de Paul l'estime et l'admiration universelles. Puis c'est l'épouse délaissée, fière et aimante quand même, la mère infortunée pleurant ses enfants, la bienfaitrice discrète, qui paraissent tour à tour pour faire place à l'idylle des dernières années où Élisabeth a vu « son empereur » revenir auprès d'elle en ami tendre et dévoué. Les portraits qu'elle trace des personnes de la cour et de la Société de Saint-Pétersbourg sont surtout remarquables. Le point faible de cette source historique si précieuse, c'est quand le sentiment de l'impératrice s'en mêle. Toute sa vie elle se fit des illusions sur Alexandre; les invasions des Français dans le pays de Bade, sa patrie, lui font garder contre la France et contre « Bonaparte » un

1. *Senatskii arkhiv*, t. XII et XIII. Saint-Pétersbourg, 1909, in-8°.

2. *Imperatritsa Elisaveta Alekzeievna, soprouga imperatora Alexandra I.* Saint-Pétersbourg, 1908-1909, 3 vol. in-8°.

ressentiment qu'il lui est difficile de vaincre. Notons aussi le charme captivant du style de l'impératrice; détestant la France, elle s'exprime en français avec une grâce et une pureté qui auraient pu faire honneur à une Française.

Un très important article sur Spéransky, le fameux ministre d'Alexandre I<sup>er</sup>, par M. SÉRÉDONINE a paru dans le Dictionnaire biographique russe<sup>1</sup>. Notons surtout l'analyse détaillée et assez critique des projets constitutionnels de Spéransky et l'exposé des sources de ces projets; c'est surtout la constitution française de l'an VIII qui fut mise par lui à contribution.

Le centenaire de 1812 approchant, la Société impériale d'histoire de Russie a commencé la publication de documents touchant cette époque. Le premier volume de cette collection contient des actes du gouvernement provisoire des provinces russes occupées par l'armée française en 1812<sup>2</sup>. Dans l'introduction, M. VOÏENSKI expose quelques idées qui valent la peine d'être signalées. La légende patriotique de 1812 doit céder la place à l'étude impartiale. Les guerres contre Napoléon ont été faites non par la Russie, mais par l'Angleterre. 1812 n'est qu'un épisode de la grande lutte de ces deux pays dans laquelle la Russie fut entraînée parce qu'économiquement elle dépendait de l'Angleterre. Le blocus continental frappait la noblesse terrienne, hostile à la politique suivie par Alexandre après Tilsitt. La haine de la noblesse russe pour Napoléon fut le grand levier du patriotisme russe en 1812. L'ennemi hors du pays, l'orgueil national était vengé et la Russie n'avait plus d'intérêt à continuer la guerre. Ce furent les intérêts de la Prusse qui eurent alors le dessus. Les guerres de 1813-1815 eurent pour résultat une Prusse plus forte et le pouvoir mondial de l'Angleterre.

Certaines améliorations dans les conditions pour l'étude de l'histoire de Russie au XIX<sup>e</sup> siècle, survenues depuis 1905, ont ranimé l'intérêt pour l'histoire politique des règnes d'Alexandre I<sup>er</sup> et de Nicolas I<sup>er</sup>. Les sociétés secrètes et la conjuration des décembristes ont été depuis cette époque le sujet de travaux d'une réelle valeur. Le nouvel ouvrage de M. SEMEVSKI sur « les idées politiques et sociales des décembristes » appartient sans contredit au nombre de ces derniers<sup>3</sup>. L'auteur a rassemblé dans ce gros volume les articles

1. *Rousskii biographitscheskii slovar* (2 vol. parus en 1909 : lettres P, R, S; autres articles à noter : Pougatchev, Pouchkine, Razoumovski, Soloviov).

2. *Sbornik. T. CXXVIII : Akty, dokoumenty i materialy dlia politicheskoi i bytovoï istorii 1812 goda*. Saint-Petersbourg, 1909.

3. *Politicheskia i sotsialnyia idei dekabristov*. Saint-Petersbourg, in-8°, XII-693 p.

qu'il avait publiés précédemment dans différentes revues. Les chapitres où il est question de l'influence des idées occidentales et des projets de constitution et de réformes élaborés par les membres des sociétés secrètes sont particulièrement intéressants. Pestel, le plus remarquable des conjurés de 1825, forme le sujet de deux essais par M. SYROMIATNIKOV<sup>1</sup> et feu M. PAVLOV-SILVANSKI<sup>2</sup>.

La *Revue historique* a déjà signalé l'Histoire de la Russie au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, publiée par la maison Granat et C<sup>ie</sup> et destinée au grand public. L'édition a continué depuis et touche à sa fin. Cet ouvrage, premier essai d'une histoire complète de la Russie au XIX<sup>e</sup> siècle, est un travail collectif. Les articles y sont sérieux et documentés; aussi les spécialistes eux-mêmes devront-ils consulter cet ouvrage pour les questions touchant aux règnes d'Alexandre II, Alexandre III et Nicolas II. Les chapitres sur les réformes municipales de 1870 et de 1892, les réformes du zemstvo de 1863 et de 1890 sont d'un grand intérêt. L'exposé de l'histoire politique du XIX<sup>e</sup> siècle, par M. POKROVSKI, représente, en dehors du livre de M. MILIOUKOV (*Russia and its crisis*), dont il n'a jamais paru d'édition russe, et du manuel bref et succinct de M. KORNILOV<sup>4</sup>, tout ce que nous possédons sur cette époque si curieuse et si mouvementée. Néanmoins, l'ouvrage en question n'est pas de ceux auxquels on peut se fier les yeux fermés. Presque tous les collaborateurs sont les membres de partis politiques de l'extrême gauche, et leur œuvre est plutôt un moyen de propagande politique qu'un ouvrage d'histoire. Chose plus grave encore, les chapitres consacrés aux pays annexés, Pologne, Caucase, provinces baltiques, sont animés d'un esprit nationaliste étroit et contraire à l'impartialité scientifique.

G. GAUTIER.

1. *Polititsheskata doctrina nakaza Pestela*. Dans le « recueil » Klutchevski.
2. *P. I. Pestel*. Dans le 2<sup>e</sup> volume de l'édition posthume des œuvres contenant les travaux sur l'histoire de Russie aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Saint-Pétersbourg, 1909, in-8°, 401 p.
3. *Istoria Rossii XIX véka*. 30 livraisons à 80 pages ont paru jusqu'à présent. Cf. *Rev. histor.*, t. XCIX, p. 374.
4. *Obstchestvennoe dvigénie pri Alexandre II (1855-1881)*. Moscou, 1909, 263 p.



## HISTOIRE DES PAYS-BAS.

Depuis 1885, le gouvernement hollandais a chargé successivement plusieurs historiens de missions ayant pour but de rechercher et d'inventorier les collections de documents intéressant l'histoire des Pays-Bas qui se trouvent dans les archives et dans les bibliothèques étrangères. M. KERNKAMP, qui, en 1903, a publié un rapport sur ses recherches dans les dépôts scandinaves, s'est acquitté d'une seconde mission vers la Baltique dont l'objet cette fois était non seulement de compléter ses travaux antérieurs, mais d'examiner aussi les dépôts des villes baltiques de l'Allemagne. Le volumineux rapport sur cette mission<sup>1</sup> contient les résultats de visites effectuées dans onze villes, et bien que deux fois, à Wismar, où il manque un inventaire, et à Stralsund, où les archives ne sont ouvertes au public que deux jours par semaine, un examen sérieux ait été impossible, ces résultats sont copieux pour l'histoire politique, économique, littéraire, ecclésiastique. C'est surtout dans les dépôts de Copenhague et de Danzig que M. Kernkamp a puisé de précieux renseignements et des documents intéressants, surtout pour le xvi<sup>e</sup> et le xvii<sup>e</sup> siècle; il les a publiés dans son rapport, soit intégralement, soit par extraits. D'excellentes tables permettent d'utiliser facilement cet important rapport.

Le travail que M. BROM poursuit à Rome est de la même sorte. Comme nous avons déjà signalé ici même (*Rev. hist.*, t. CII et CIV, p. 237) les deux parties de son Catalogue des archives Vaticanes, nous n'y reviendrons pas, sinon pour ajouter que l'auteur a publié en français un petit livre sur lequel je me permets d'appeler l'attention; c'est le *Guide aux archives du Vatican*<sup>2</sup>.

Dans une thèse d'Utrecht sur la haute cour de justice en Zélande, dite de *hooge vierschaar*, M. LASONDER a étudié en détail le caractère, la composition, les fonctions de cette institution, surtout au xv<sup>e</sup> et au xvi<sup>e</sup> siècle, et ensuite sous la République; il a mis en lumière ce fait que, malgré les changements inévitables qu'amena la fondation de la République, les vieilles formes particulières ont persisté. C'est de cette manière et en comparant aussi les institutions judiciaires d'autres provinces avec celles de la Zélande que l'auteur

1. *Rijks Geschiedkundige Publicatien*. Kernkamp, *Baltische Archivalia*. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1909, in-8°, xxii-363 p.

2. Gisbert Brom, *Guide aux archives du Vatican*. Rome, Loescher et C<sup>ie</sup>, 1910, in-8°, vii-96 p.

arrive à la conclusion suivante : tandis qu'au moment où éclata le soulèvement des Pays-Bas contre Philippe II, la centralisation administrative des provinces était à peu près achevée, l'organisation judiciaire était encore en voie de formation ; la guerre de Quarantevingts ans ayant interrompu ce travail, l'unité dans la juridiction et dans la législation continua de faire défaut tant que la République des Provinces-Unies a existé ; elle ne fut réalisée que par la domination de Napoléon I<sup>er</sup>. A cette étude<sup>1</sup> bien faite, M. Lasonder a ajouté un appendice contenant une douzaine de pièces justificatives.

Sur les relations entre Guillaume le Taciturne et son pays natal, Nassau-Dillenburg, M. Carl Dönges a publié un volume de plus de 200 pages<sup>2</sup>. Décidément, c'est un peu long, car l'auteur se complait à répéter trop de choses fort connues depuis longtemps dans un style prolix et çà et là boursoufflé. Le livre n'est cependant pas dénué d'intérêt. Dans le chapitre IV l'auteur, à l'aide de documents inédits, a étudié les secours que le prince d'Orange a tirés des pays de Dillenburg ; il a divisé ce chapitre en deux parties, l'une traitant du château de Dillenburg comme point d'appui militaire pendant les années 1567-1572, l'autre exposant les secours en argent que le comte Jean de Nassau-Dillenburg a procurés à son frère Guillaume. D'intéressants renseignements montrent l'importance de ces secours pour les expéditions de 1568 et de 1572. Toutefois, l'auteur exagère la part qu'ils ont eue sur le cours des événements. Au bout du compte, ce ne sont pas les armées du prince qui ont décidé du succès, mais les villes hollandaises et zélandaises se soulevant contre le gouvernement du duc d'Albe. Pour la première partie de ce chapitre, M. Dönges ne paraît pas avoir connu la correspondance du prince d'Orange avec Jacques de Wesembeke, publiée par M. van Someren (1896) et surtout les études importantes de feu M. Fruin, intitulées *Prins Willem I in het jaar 1570* et *Nederland betrokken in de politiek der groote mogendheden (Verspreide Geschriften, t. II)*. M. Dönges a donné quelques portraits de Guillaume le Taciturne et de membres de sa famille et, dans un utile appendice, il a publié une vingtaine de documents relatifs principalement aux affaires financières, à l'engagement des objets précieux, aux frais des expéditions, etc.

Il y a peu d'années, une société, appelée *De Linschoten-Vereeniging*, s'est constituée dans le but de publier des narrations néerlandaises de voyages, soit inédites, soit devenues très rares. Elle a

1. L. W. A. M. Lasonder, *Bijdrage tot de geschiedenis van de hooge vierschaar in Zeeland*. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1909, in-8°, xxi-152 p.

2. Carl Dönges, *Wilhelm der Schweiger und Nassau-Dillenburg*. Dillenburg, M. Weidenbach, 1909, in-8°, ii-226 p.

débuté par le voyage entrepris en 1611 par Jan Cornelisz May; l'édition, due au savant archiviste d'Utrecht M. S. MULLER, a paru au moment où fut célébrée en Amérique la découverte trois fois séculaire de Hudson<sup>1</sup>. M. Muller, qui, par des études antérieures sur la Compagnie néerlandaise du nord, s'était beaucoup occupé de l'histoire des voyages vers l'Océan arctique, a exposé, dans une introduction d'un haut intérêt, les circonstances dans lesquelles s'accomplit l'expédition de Jan Cornelisz May. Sous l'impression des déceptions causées par les tentatives infructueuses faites au xvi<sup>e</sup> siècle pour trouver le passage des Indes par le nord-ouest, on sembla pendant quelque temps se désintéresser des voyages d'exploration dans ces contrées glaciales; bientôt cependant les expéditions de Hudson ravivèrent l'esprit d'entreprise. A Amsterdam, le pasteur Plancius, animé d'une ardeur non moins grande pour les explorations géographiques que pour les dogmes calvinistes, puisa dans les récits des voyages de Hudson de nouveaux arguments en faveur de sa théorie personnelle; il était convaincu qu'en se dirigeant hardiment vers le nord, sans suivre timidement les côtes, on gagnerait une mer sans glaces; ainsi on serait à même de venir tout près du pôle d'où, en se dirigeant un peu vers l'est, on atteindrait aisément un détroit qui conduirait enfin au pays mystérieux de Cathay et aux Indes orientales. Hudson, entré au service néerlandais, devait mettre en pratique les idées de Plancius dans son troisième voyage; on sait comment, forcé d'abandonner son projet par l'insubordination de l'équipage, il se tourna vers les côtes de l'Amérique et explora soigneusement la rivière qui porte son nom. L'insuccès de cette expédition, par rapport au projet véritable, n'avait pas du tout démontré que les théories de Plancius étaient fausses, et celui-ci restait convaincu de leur justesse. Lorsqu'en 1610 deux hommes s'offrirent à l'amirauté d'Amsterdam pour tenter de nouveau le voyage, Plancius les soutint de tout son crédit et, les États-Généraux ayant donné leur consentement, deux navires furent équipés. Le commandement de l'expédition fut confié à Jan Cornelisz May qui appartenait à une famille dont plusieurs membres ont rendu de grands services à l'exploration des régions polaires. Le départ du Texel eut lieu le 28 mars 1611; bientôt les espérances furent cruellement trompées. Pendant plus de quatre mois, on fit d'inutiles efforts pour gagner la mer sans glaces; partout on se heurta à d'infranchissables barrières de glaces. May se dirigea alors vers les côtes du Canada, puis, navi-

1. *Werken uitgegeven door de Linschoten-Vereeniging. De reis van Jan Cornelisz May, 1611-1612.* Verzameling van bescheiden uitgegeven door Mr. S. Muller Fz. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1909, in-8°, LVI-226 p.

quant vers le sud, il explora les côtes jusqu'à 40° 30'. Vers la fin de février 1612, May, avec un des navires, partit de nouveau pour l'Océan glacial; cette nouvelle tentative n'eut pourtant pas plus de succès que celle de l'année précédente et, le 3 octobre 1612, May et son équipage étaient de retour dans la patrie. C'est le journal de ces voyages tenu par Jan Cornelisz May lui-même que M. Muller a publié très soigneusement avec tous les éclaircissements désirables et avec un appendice fort important qui contient un recueil de documents relatifs au voyage lui-même et à sa préparation. Il y a lieu de féliciter la *Linschoten-Vereeniging* de ce début.

Il y a déjà longtemps que Ranke a appelé l'attention sur l'importance des relations des ambassadeurs vénitiens, et depuis lors nombre de publications en Italie, en Belgique, en Autriche, en Angleterre ont été puisées à cette source. A son tour, M. Blok a recueilli celles qui se rapportent aux Pays-Bas depuis 1600; il y a joint d'autres pièces, des instructions, des avis, des récits de voyage surtout; c'est un ensemble de dix-huit documents sur l'époque de 1607 à 1713, dont quatorze sont inédits; parmi les quatre pièces déjà publiées, le récit du voyage de Giorgio Giorgi en 1626 par Francesco Belli est tellement rare qu'on peut le ranger à peu près parmi les documents inédits<sup>1</sup>. L'étude des relations ne laisse pas d'être fatigante tant y abondent inévitablement les répétitions; sans doute les envoyés étaient pour la plupart des observateurs attentifs et pénétrants; mais ce qu'ils nous disent, les uns après les autres, sur l'organisation du gouvernement, sur l'armée, la flotte, les compagnies des Indes occidentales et orientales, le commerce, l'industrie n'ajoute en général pas grand'chose à ce que nous savons par ailleurs tout aussi bien ou mieux<sup>2</sup>. On y trouve néanmoins des observations remarquables soit sur les hommes et les femmes de la cour stathoudérienne et les hommes d'état, soit sur les finances, l'armée, les rapports de la République avec les autres puissances, sur les mœurs et les coutumes, la situation des catholiques, etc. Du reste, M. Blok a augmenté considérablement l'importance de sa publication par ses notes et surtout par les introductions, placées à la tête de chaque docu-

1. *Rijks Geschiedkundige Publicatien*. P. J. Blok, *Relazioni Venetiane. Venetiaansche berichten over de Nederlanden, 1600-1795*. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1909, in-4°, XXIX-420 p.

2. Le plus souvent, M. Blok a signalé les erreurs qui se trouvent dans les relations, mais quelquefois il n'en dit rien; c'est un peu déroutant pour ceux qui n'ont pas une connaissance suffisante des institutions de la République, car ils s'imagineront que les informations sont correctes toutes les fois que l'éditeur ne les avertit pas du contraire. Il aurait mieux valu soit n'en dire rien du tout, soit signaler toujours les erreurs. La dernière méthode aurait été sans doute la meilleure.

ment, pour lesquelles il a puisé aussi dans les lettres des ambassadeurs. M. Blok y fait mieux comprendre et apprécier les documents et en même temps il réussit à esquisser l'histoire des rapports entre les deux Républiques d'après les sources vénitiennes; il complète ainsi l'ouvrage intitulé *Nederland en Venetie* de feu M. de Jonge, qui a étudié ces mêmes rapports à l'aide des documents néerlandais. En appendice, M. Blok a publié une liste des recueils de lettres relatives aux Pays-Bas qui se trouvent aux archives de l'État de Venise, une liste des relations vénitiennes qui traitent des Pays-Bas et une liste des sources pour l'histoire des rapports entre Venise et les Provinces-Unies que possèdent les archives de l'État à La Haye. Les tables des noms de personnes et de lieux n'ont pas été dressées par M. Blok, mais par M<sup>lle</sup> Brons. J'ai eu le regret de constater qu'elles laissent à désirer; dans soixante-treize pages du texte italien j'ai remarqué une vingtaine d'omissions de noms propres; p. 68, apparemment parce que M<sup>lle</sup> Brons n'a pas compris le texte italien, elle a pris Gravisenda (Gravesend) pour la place néerlandaise s Gravensande; et quand elle enregistre le nom de Marco Polo, elle y ajoute la qualification : gentilhomme vénitien, mais ne dit pas qu'il s'agit du célèbre voyageur.

Dans la collection de l'*Allgemeine Staatengeschichte*, publiée à présent sous la direction de M. Lamprecht, a paru le tome IV de l'*Histoire du peuple néerlandais* par M. Blok, traduit en allemand par M. HOUTROUW<sup>1</sup>. Il n'y a pas lieu de rendre compte ici de nouveau de ce volume qui se rapporte aux années 1609-1648 et dont il a été fait mention dans cette *Revue* lorsqu'il a été publié en néerlandais (1899). Notons cependant que M. Blok a mis à profit cette occasion pour utiliser des publications postérieures à 1899; elles sont signalées au bas des pages et çà et là elles ont donné lieu à une petite rectification ou à l'insertion de quelques lignes qui pourtant n'amènent pas un changement essentiel dans le texte. En feuilletant la traduction, je me suis convaincu qu'en général M. Houtrouw s'est bien acquitté de sa tâche, quoiqu'il n'ait pas toujours compris tout à fait la valeur des expressions néerlandaises; par exemple p. 81, le mot néerlandais *alvast* est traduit inexactement par *aufs engste*; p. 85, *Und nicht weniger wichtig* ne rend pas le néerlandais : *En weinig minder belangrijk*; p. 263, la traduction du néerlandais : *Met het verzetten der regeeringen* par *Mit dem Wechsel des Regierungsystems* est décidément fausse, et l'expli-

1. Allgemeine Staatengeschichte. I Abteilung : *Geschichte der europäischen Staaten. Geschichte der Niederlande* von P. J. Blok. Vierter Band. Gotha, F.-A. Perthes, 1910, in-8°, 562 p.



cation du mot néerlandais *doodeter*, donnée par M. Houtrouw p. 439, donne une interprétation erronée des paroles prononcées par l'amiral de With.

M. KNUITTEL poursuit la publication des actes des synodes particuliers de la Hollande méridionale, dont il a été rendu compte dans le bulletin précédent (*Rev. hist.*, t. CII). Le tome II comprend l'époque de 1634 à 1645<sup>1</sup>; de même que dans le tome I<sup>er</sup>, on y trouve, outre les affaires purement ecclésiastiques, beaucoup de renseignements sur l'histoire des mœurs et de la vie sociale. Dans l'introduction, M. Knuttel a donné un aperçu intéressant des rapports entre les gouvernements et les autorités ecclésiastiques qui s'efforçaient en vain de se soustraire à la surveillance et à l'ingérence des régences provinciales et communales.

M. JAPIKSE s'est chargé de poursuivre la publication des lettres de Jean de Witt, dont le tome I, paru en 1906, était l'œuvre de M. Kernkamp. Pour comprendre le caractère de cette publication, il faut se rappeler que feu M. Fruin avait fait pour son usage personnel des copies et des extraits de la correspondance de Jean de Witt, qui se trouve aux archives de l'État à La Haye, laissant de côté toutes les lettres qui ont été recueillies dans l'édition de 1723<sup>2</sup>, mais reliant chacun de ces extraits par un commentaire qui les mettait en pleine valeur. C'est la publication de ces dossiers formés par M. Fruin que M. Japikse a entreprise après que M. Kernkamp eut prié d'en être déchargé. Dans le tome II<sup>3</sup>, qui contient les lettres de 1658 à 1664, M. Japikse s'est acquitté parfaitement bien de sa tâche; tous les extraits ont été collationnés, annotés pour autant que les notes de M. Fruin ne suffisaient pas, complétés et augmentés s'il était nécessaire pour mettre mieux en lumière les méthodes de gouvernement ou le caractère de Jean de Witt. Un inconvénient de la présente publication c'est que, dans les premiers volumes, on ne trouve que les lettres de Jean de Witt et que les lettres à lui adressées ne suivront que plus tard<sup>4</sup>; mais si on avait cherché à corriger cet arrangement

1. *Rijks Geschiedkundige Publicatien. Knuttel, Acta der particuliere synoden van Zuid-Holland*, tweede deel. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1909, in-8°, xxvii-554 p.

2. Cette édition est intitulée *Brieven geschreven ende gewisselt tusschen den Heer Johan de Witt ende de Gevolmachtigden van den Staet der Vereenighde Nederlanden* (correspondance entre Jean de Witt et les envoyés de la République, de 1652 à 1669).

3. *Brieven van Johan de Witt*. Tweede deel (1657) 1658-1664, bewerkt door Robert Fruin, uitgegeven door N. Japikse. Werken van het Historisch Genootschap te Utrecht. Amsterdam, Joh. Müller, 1909, in-8°, xix-651 p.

4. La lettre de J. de Witt à Tyman Tilvoren, mentionnée p. 227, note, est une réponse à une lettre de Tyman Tilvoren du 18 septembre 1658.

peu recommandable en soi, on aurait dû changer tout l'ordre des dossiers de M. Fruin et supprimer aussi les résumés qui lient les extraits l'un à l'autre, et c'est ce qu'on n'a pas voulu faire, afin de laisser intacte autant que possible l'œuvre du maître vénéré. Ceux qui se mettent à l'étude des volumes publiés dans l'attente d'y puiser beaucoup d'informations sur la politique générale de l'époque seront vite déçus; certes les documents de cette sorte ne manquent pas tout à fait<sup>1</sup>, mais ils sont peu nombreux auprès de ceux qui concernent le caractère de Jean de Witt, ses relations avec les régents des villes de Hollande, spécialement avec ceux d'Amsterdam et de Dordrecht, ses négociations avec les Zélandais, avec la princesse royale (la veuve du stathouder Guillaume II) et avec la princesse douairière (la mère de Guillaume II), bref, les moyens qu'il mettait en œuvre pour raffermir et fortifier son crédit et diriger ses maîtres, les États de Hollande. C'est là le haut intérêt de cette importante publication.

En 1653, Guillaume van der Goes dut s'enfuir de La Haye et de la République à cause d'un duel; après avoir parcouru plusieurs pays, il s'établit à Vienne, où il demeura jusqu'à ce qu'en 1673 il obtint des lettres de pardon. Pendant son exil, du moins depuis 1659, il fut en correspondance régulière avec son frère Adrien qui résidait à La Haye. En 1899, M. GONNET a publié le tome I de cette correspondance relative aux années 1659 à 1668; après un intervalle de dix ans, il nous donne dans le tome II les lettres de 1669 à 1673<sup>2</sup>. Bien que l'importance de cette publication ne soit pas proportionnée à son étendue, elle ne manque pas d'intérêt; elle contient beaucoup d'informations sur l'opinion publique, sur les impôts écrasants, sur le prix des produits agricoles et des terres, çà et là aussi sur les événements politiques (par exemple sur la catastrophe des frères de Witt). Il faut regretter pourtant que M. Gonnet se soit acquitté trop discrètement de ses devoirs d'éditeur; il s'est borné à faire imprimer le texte des lettres, ajoutant quelquefois une note pour expliquer le sens de mots ou d'expressions qui n'ont pas besoin d'explication ou qu'il explique inexactement (p. 105), mais il s'est gardé soigneusement de donner des renseignements sur les personnes et les affaires dont il est fait mention dans les lettres, méthode qui n'est pas admissible dans une édition scientifique.

En publiant le tome III, qui contient les années 1700 à 1702,

1. Je fais remarquer que les lettres des p. 46 à 59 ont été publiées par René Dollot, *les Origines de la neutralité de la Belgique*, p. 541 et suiv.

2. *Briefwisseling tusschen de Gebroeders van der Goes (1659-1673)*, uitgegeven door C. J. Gonnet. Tweede deel. Werken van het Historisch Genootschap te Utrecht. Amsterdam, Joh. Müller, 1909, in-8°, 588 p.

M. KRÄMER a achevé la troisième série des Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau<sup>1</sup>. Grâce à cette publication, les historiens peuvent maintenant étudier toute la correspondance entre Guillaume III et le conseiller pensionnaire Heinsius de 1689 à 1702. Il est superflu d'appeler l'attention sur l'intérêt de cette correspondance, qui constitue une source de la plus haute importance pour l'histoire politique de l'Europe pendant cette époque. Quoique plusieurs historiens y aient déjà puisé, cette publication nous met pour la première fois à même d'étudier toute la suite des idées de ces deux hommes d'état et les obstacles qu'ils eurent à vaincre en Angleterre et dans la République pour faire triompher leur politique. Pour s'en convaincre, il suffit par exemple de comparer avec cette publication les parties correspondantes de l'ouvrage de M. Legrelle sur la France et la succession d'Espagne; M. Legrelle avait cependant, lui aussi, consulté les Archives royales de La Haye. Il va de soi que les lettres offrent aussi des informations intéressantes sur la part qui revient à Guillaume III et Heinsius dans l'œuvre commune. On était enclin à représenter Heinsius comme un serviteur docile qui recevait toutes les idées de Guillaume et subissait profondément sa direction. Il n'en est rien. Très souvent, c'est Heinsius qui prend l'initiative, émet des idées, donne des conseils qui sont acceptés par Guillaume; plusieurs fois, c'est celui-ci qui demande l'opinion du conseiller pensionnaire; d'ailleurs, l'accord est toujours facile parce qu'il y a entre eux cette communauté de vues qui est la garantie sûre d'une collaboration parfaite.

Dans la quatrième série du même recueil, le tome III a été publié par l'auteur du présent bulletin<sup>2</sup>, il contient des documents relatifs aux affaires étrangères de 1749 à 1755 et aux affaires intérieures de la République de 1751 à 1755; de même que pour le tome I, ce sont surtout des papiers de W. Bentinck que les matériaux les plus importants de ce volume ont été tirés. On lira avec intérêt la correspondance entre Guillaume IV et Bentinck pendant la mission de celui-ci à Vienne; cette mission avait pour but d'engager le prince Louis de Brunswick-Wolfenbüttel au service de la République. D'un intérêt plus général sont les documents qui ont rapport aux tentatives faites pour raffermir l'ancien système d'alliance entre les puissances maritimes et l'Autriche; la correspondance de Bentinck avec le duc

1. *Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*, 3<sup>e</sup> série, publiée par M. Krämer; t. III : 1700-1702. Leyde, A. W. Sythoff, 1909, in-8°, xxxi-709 p.

2. *Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*, 4<sup>e</sup> série, publiée par Th. Bussemaker; t. III : 1749 (1751)-1755. Leyde, A. W. Sythoff, 1909, in-8°, xli-671 p.

de Newcastle et le comte de Kaunitz, celle de Marie-Thérèse et de Brunswick et beaucoup d'autres documents nous font assister à l'avortement de ces efforts; nombre de pièces mettent en lumière la part considérable que les négociations infructueuses sur l'exécution du traité de la Barrière ont eue au renversement des alliances. De même que sur la politique étrangère, ce volume contient beaucoup de matériaux sur les affaires intérieures de la République pendant cette époque; il donne des informations très intéressantes sur une époque assez mal connue jusqu'à présent, en particulier sur le caractère de la princesse Anne qui exerça les fonctions stathoudériennes pendant la minorité de son fils, sur ses méthodes de gouvernement, sur les personnages et les partis qui se combattaient autour d'elle, sur la conduite des bourgmestres d'Amsterdam, sur les délibérations des États de Hollande, etc.

M. COLENBRANDER a achevé la publication des documents relatifs aux délibérations sur les constitutions néerlandaises; le tome II<sup>1</sup> a un intérêt non moins grand pour les Belges que pour les Néerlandais, parce qu'il s'agit dans ce volume de la loi fondamentale de 1815 qui fut appliquée au beau royaume formé, en vertu des décisions des grandes puissances et en conformité des vœux du roi, par l'union des Pays-Bas du nord et du sud, union malheureuse, brisée par la révolution de 1830, mais qui, malgré cette existence éphémère, a eu des résultats importants pour les deux parties. M. Colenbrander s'est efforcé de rendre son recueil aussi complet que possible. Il aurait voulu pouvoir utiliser les papiers conservés dans les archives appartenant aux descendants des membres belges de la commission chargée d'élaborer la loi fondamentale de 1815. Bien que les résultats de ces recherches n'aient pas été très riches, il a pu ajouter aux documents déjà publiés qu'il a recueillis dans ce volume nombre de pièces inédites tirées des archives de l'État et de plusieurs archives privées. Pour la première partie, qui contient des documents relatifs à l'histoire diplomatique de l'union des provinces belges au royaume des Pays-Bas, les documents inédits ont été puisés principalement dans le Record Office à Londres. Dans une ample introduction, où l'éditeur a rendu compte de ses recherches et fait des observations sur les documents publiés, il a aussi donné un exposé intéressant de ce qui s'est passé depuis 1789 jusqu'à 1815 par rapport à l'union des Pays-Bas du nord et du sud.

Th. BUSSEMAKER.

1. H. T. Colenbrander, *Ontstaan der grondwet. Bronnenverzamling*. II deel, 1909. 's Gravenhage, Nyhoff.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

---

R. W. CARLYLE, C. I. E., et A. J. CARLYLE, M. A. **A history of medieval political Theory in the West. Vol. II : The political Theory of the Roman lawyers and the canonists, from the tenth Century to the thirteenth Century**, par A. J. CARLYLE. Édinburgh et Londres, William Blackwood et fils, 1909. In-8°, XIX-274 pages.

C'est à l'étude des sources des théories politiques du moyen âge que se sont consacrés MM. R. W. et A. J. Carlyle. Dans un précédent volume, après avoir porté leur attention sur les écrits des jurisconsultes romains et sur ceux des Pères de l'Église qui se sont succédé du I<sup>er</sup> au VI<sup>e</sup> siècle, ils ont examiné les théories qui furent mises en circulation au IX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire à l'époque de la Renaissance carolingienne. Ils sont arrivés à cette conclusion que, quelle que puisse être la part originale de l'esprit germanique, dès que les hommes du IX<sup>e</sup> siècle ont voulu donner une forme littéraire aux conceptions politiques de leur temps, ces conceptions ont reproduit en grande partie des notions qu'ils ont trouvées dans l'héritage de l'antiquité. Cet héritage leur a été transmis par la littérature ecclésiastique; c'est, en général, aux ouvrages des Pères qu'ils ont emprunté le cadre de leurs doctrines.

Le présent volume, qui porte la signature de M. A. J. Carlyle, traite des théories politiques répandues en Occident du X<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du XIII<sup>e</sup>; l'auteur s'arrête intentionnellement à l'époque où se réalise dans le monde des idées un changement considérable par le triomphe définitif de l'influence aristotélicienne. C'est seulement sur les écrits des légistes et des canonistes que portent les investigations de M. Carlyle; la période qu'il étudie est d'ailleurs couronnée par deux faits de grande importance : l'apparition de la grande glose d'Accurse dans le domaine du droit romain et, dans le domaine canonique, la promulgation des Décrétales de Grégoire IX. Le volume de M. Carlyle est divisé en deux parties; la première traite des doctrines des légistes, la seconde est consacrée à celle des canonistes.

La première partie s'ouvre par une étude des notions fondamentales sur lesquelles, selon les légistes, reposent le droit et la loi. L'auteur y examine le sens que prennent, dans les ouvrages des premiers interprètes du droit romain, les expressions *aequitas*, *justitia* et *jus* et le sort qu'ont fait ces jurisconsultes à la fameuse division tripar-



tite du droit en *jus naturale*, *jus gentium* et *jus civile*; en outre, s'inspirant de l'ouvrage de M. S. Brie, il esquisse, d'après les légistes, la théorie de la coutume. Il ne se borne pas à poser des principes généraux, il suit l'application qu'en ont faite les légistes quand il s'est agi de construire les théories du servage, de la propriété, de l'autorité politique et des relations entre la puissance spirituelle et la puissance temporelle.

La deuxième partie, consacrée aux canonistes, est composée d'après un plan à peu près semblable. Après y avoir exposé les doctrines des premiers canonistes sur les principes philosophiques du droit, ce qui comporte l'analyse, à ce point de vue nouveau, des notions de droit naturel, de droit des gens, de droit civil et de coutume, M. Carlyle recherche, dans les œuvres des canonistes, leur manière de comprendre le servage, la propriété et les relations entre les deux pouvoirs; entre temps, il n'a pas négligé de préciser la notion de la loi canonique, en tant qu'elle se distingue de la loi naturelle et des livres saints, et de montrer la place que tient, dans la formation de cette loi, l'autorité législative des papes.

Il est impossible d'analyser ce livre, fait lui-même d'une série de résumés des théories que les anciens jurisconsultes avaient amplement développées. Ce qui importe surtout, ce me semble, c'est de faire connaître l'idée générale d'après laquelle il a été conçu. L'auteur, très résolument, entend n'étudier que les doctrines des juristes qui n'ont point quitté les *templa serena* pour se jeter dans le milieu des idées et prendre part aux polémiques qui ont fait rage à certaines époques du moyen âge. C'est à cette condition seulement, pense-t-il, qu'on peut se rendre compte des doctrines reçues; même dans les documents pontificaux, « il est extrêmement important de distinguer les phrases représentant l'opinion, élaborée avec soin, des autorités ecclésiastiques, d'expressions employées dans la ferveur de la controverse », qui ont pu répondre à un sentiment momentané, mais qui ne sauraient être considérées comme traduisant d'une manière adéquate le jugement de l'Église<sup>1</sup>. A plus forte raison, quand il s'agit d'écrits privés, l'auteur n'entend retenir que les ouvrages composés de sang-froid et aboutissant à des conclusions raisonnables et raisonnées<sup>2</sup>. C'est ainsi qu'il ne fait jamais appel aux nombreux écrits de polémique qu'a suscités la querelle des investitures; il ne cite pas les *Libelli de lite Imperatorum et Pontificum*. Il va plus loin et s'attache à n'employer que des extraits d'ouvrages techniques de droit canonique ou civil; il ne se sert pas des écrits du x<sup>e</sup> au xiii<sup>e</sup> siècle qui ne lui semblent pas porter ce caractère, par exemple de ceux d'Abbon et d'Hugues de Fleury, de Jean de Salisbury ou d'Honorius d'Autun; il ne consulte que les compilations canoniques d'Yves de Chartres et

1. P. 214.

2. P. 93.

non ses lettres. Visiblement, il tient à écarter avec une rigueur, peut-être exagérée, les documents dont l'auteur a pu se laisser plus ou moins influencer par les événements et les passions de son temps.

Grâce à cette méthode, que l'on n'accusera pas d'être téméraire, M. Carlyle arrive à des résultats intéressants. Notamment, il fait apparaître certains principes qui constituent comme le terrain commun sur lequel peuvent évoluer légistes et canonistes. Comme les canonistes, beaucoup de légistes s'accordent à reconnaître que la loi positive dépend étroitement des principes éternels de justice, dont elle n'est que l'application aux circonstances de la vie, si bien que cette loi non seulement procède de la justice, mais ne saurait être en désaccord avec elle. Comme les canonistes, les légistes, offusqués par certaines institutions généralement admises, l'esclavage et, pour quelques-uns d'entre eux, la propriété privée, se tirent de la difficulté en s'attachant à l'idée d'une différence profonde entre la condition actuelle de l'humanité et la condition primitive, pour laquelle fut faite la loi naturelle. Au surplus, tous les légistes ne semblent pas à M. Carlyle mériter la réputation de partisans déterminés et intransigeants de l'absolutisme qui leur a été faite depuis longtemps. Plusieurs d'entre eux se refusent à admettre la doctrine d'après laquelle le peuple romain aurait irrévocablement transféré sa souveraineté à l'empereur. « Il est de grande importance », fait observer l'auteur, « qu'un légiste illustre comme Azon reconnaisse au peuple la faculté de reprendre un jour l'autorité qu'il a déléguée, comme d'ailleurs il l'a fait antérieurement<sup>1</sup>. » Aussi M. Carlyle croit-il pouvoir affirmer que l'opinion d'après laquelle la renaissance de l'étude du droit romain fut défavorable au progrès de la liberté politique, si elle contient quelques éléments de vérité, ne doit être acceptée que sous de très graves réserves, au moins en ce qui concerne le XIII<sup>e</sup> siècle et le commencement du XIV<sup>e</sup><sup>2</sup>.

Quand il en vient aux relations entre les deux pouvoirs, l'auteur fait encore apparaître des idées qui semblent communes aux légistes et aux canonistes : ce sont celles qui sont énoncées dans la célèbre décrétale du pape Gélase I<sup>er</sup><sup>3</sup>. On ne peut douter, dit-il, que les légistes ne considèrent l'Église comme distincte de l'État et munie d'un caractère et d'une autorité qui viennent de Dieu. De même les canonistes se conforment à la tradition de Gélase en enseignant que les deux autorités, la spirituelle et la temporelle, sont l'une et l'autre d'origine divine; elles ont été distinguées par le Christ lui-même, qui était à la fois roi et prêtre. Le principe de la loi canonique, toujours proclamé à cette époque, est que le domaine de chacune d'elles est distinct et

1. P. 65.

2. P. 75.

3. Jaffé-Wattenbach, *Regesta Pontificum Romanorum*, n° 632.

que l'une et l'autre sont souveraines dans leur sphère<sup>1</sup>. Sans doute, comme les deux autorités gouvernent les mêmes sujets, des conflits peuvent s'élever contre elles, conflits dont la solution ne sera pas toujours aisée. Pour les résoudre a été soutenue, entre autres systèmes, une opinion qui donne en tout cas la décision dernière au pape, chef de la hiérarchie ecclésiastique. M. Carlyle croit devoir faire remarquer que, quelles que soient les doctrines proposées dans le feu des controverses, la loi canonique, au cours de la période qu'il étudie, n'a pas admis cette solution radicale, répudiée d'ailleurs par les grands papes de cette époque, en tant que leur enseignement a été incorporé aux recueils de droit canon<sup>2</sup>. On en peut conclure qu'entre les deux législations il n'y a pas de désaccord essentiel sur les principes généraux; la même conclusion se dégage d'ailleurs de l'examen de certaines questions particulières. Ainsi, pour les légistes, « le clergé, en tant que clergé, n'est soumis qu'à la juridiction de l'Eglise »<sup>3</sup>. D'autre part, la loi canonique, encore au temps des Décrétales de Grégoire IX, ne connaît rien des théories qui placeraient les membres du clergé en dehors de la sphère de l'autorité séculière. Comme ecclésiastiques, ils peuvent être soustraits à cette autorité; mais, comme hommes, ils lui sont, en tout cas, soumis jusqu'à un certain degré. Il va de soi que de telles solutions ne sauraient supprimer tous les conflits; mais au moins sont-elles de nature à faciliter les transactions par lesquelles, le plus souvent, ils se termineront.

Ainsi l'auteur montre sous divers aspects, dans ce volume, les conceptions politiques, fondées sur la jurisprudence romaine et les écrits des Pères, que développent à l'envi les légistes et les canonistes. Ceux-là procèdent davantage des jurisconsultes romains; ceux-ci font des emprunts plus nombreux à la littérature patristique. Parfois ils s'inspirent de l'esprit chrétien pour modifier certaines règles juridiques, par exemple celles qui concernent le mariage des serfs; parfois ils s'efforcent de rattacher au cadre des idées antiques des notions, telles que la coutume, qui prennent au moyen âge une importance particulière; en tout cas, ils demeurent fidèles à la tradition qu'avait renouée la Renaissance carolingienne et par là ils sont dans le droit fil de l'antiquité. Quel sera le sort de ces constructions doctrinales à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et au XIV<sup>e</sup>, c'est la question qui sera sans doute traitée dans le prochain volume. Souhaitons que MM. Carlyle puissent sans tarder conduire à bonne fin leur intéressante entreprise!

Paul FOURNIER.

1. P. 233. Il est à remarquer qu'on retrouve une pensée analogue dans l'encyclique *Immortale Dei* de Léon XIII, du 1<sup>er</sup> novembre 1885.

2. P. 225.

3. P. 81.

L. VON PASTOR. *Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters*. Fünfter Band : Paul III, 1534-1549. Fribourg-en-Brigau, Herder, 1909. In-8°, XLIV-891 pages. Prix, broché : 12 m. 50; relié : 14 m. 50.

Dans ce volume, qui paraît deux ans seulement après celui qui traitait de Clément VII, la méthode suivie par l'auteur n'a point changé<sup>1</sup>. Les sources manuscrites les plus utilisées sont les brefs, les rapports d'ambassadeurs conservés à Florence, Mantoue, Modène, Lucques, Vienne, les diaires, les correspondances, en particulier celle du cardinal Ercole Gonzaga, témoin très bien placé, très bien renseigné, et que sa malveillance pour les Farnèse mettait à l'affût des informations. A la fin de l'ouvrage, quatre-vingts documents inédits sont publiés comme pièces justificatives.

L'histoire des relations de Paul III avec Charles-Quint et l'Allemagne ou de la question conciliaire et des premières sessions du Concile de Trente occupe la plus grande partie du livre : chapitres I, *la Question du Concile dans les années 1534 à 1539*; III, *Tentatives du pape en faveur de la paix et de la croisade, prise de Tunis et visite de Charles-Quint à Rome, conférences de Nice, la Sainte-Ligue et la guerre contre les Turcs*; V, *la Question conciliaire de 1539 à 1541*; enfin les chapitres VIII à XIII, qui exposent les faits d'une façon continue depuis 1541 jusqu'à la mort du pape. Le récit de l'auteur se fonde principalement sur les deux grandes séries de publications documentaires qu'il avait à sa disposition : les tomes I-IV, VIII-X des *Nuntiaturberichte aus Deutschland* (en outre le tome V communiqué en bonnes feuilles), d'autre part, les matériaux pour l'histoire du Concile de Trente jusqu'à présent édités sous la direction de Mgr Ehses. En revanche, les papiers des nonces en France restent toujours inédits. M. Pastor ne cite cette nonciature que dans trois ou quatre notes sans importance : c'est là une lacune dont il n'est nullement responsable et qu'il nous appartient particulièrement, à nous Français, de déplorer, mais qui nous paraît grave pour la connaissance de Paul III et de sa diplomatie.

Le chapitre II étudie les travaux des commissions romaines de réforme ecclésiastique avant le Concile de Trente, la transformation du Sacré-Collège. On regrettera que M. Pastor n'ait pas explicitement rapporté les décisions prises par les cardinaux réformateurs, mais simplement renvoyé, p. 141, n. 1, p. 147, n. 2, à d'autres ouvrages. Lui-même reconnaît qu'il est bien difficile de savoir ce qui fut vraiment exécuté; seules des monographies des différentes institutions : daterie, pénitencerie, chambre, pourront nous renseigner.

1. Cf. ce que nous en avons dit, à propos du tome IV, dans la *Revue historique*, t. XCVII, II (1908), p. 418-423.

Parmi les pièces justificatives, p. 823-827, un curieux édit de 1536 pour la réforme du clergé de la ville de Rome.

Dans le cours du chapitre IV, consacré à *l'état de l'Église, à l'élévation de la famille Farnèse jusqu'en 1538*, se trouve une étude de la vie de cour à Rome et des fêtes du Carnaval sous Paul III qui met en valeur l'autre aspect, encore très païen, de ce pontificat à double face. On remarquera cette cavalcade du carnaval de 1545 : des figurations antiques accompagnées d'édifiantes inscriptions explicatives, par exemple Androclès et le lion, symbolisant les hérétiques qui ont recours au pape.

Sur l'évolution de l'esprit réformateur pendant le pontificat, il faut se reporter d'abord à la fin du chapitre V, où l'auteur suit, jusqu'à la mort de Contarini en 1542, l'action des tendances libérales que personnifiait ce cardinal, et la réaction des tendances conservatrices et répressives. Les progrès de ce nouvel esprit, représenté par le cardinal Caraffa, sont exposés au chapitre XIV. Là en effet, entre *l'achèvement de la révolution religieuse en Angleterre et en Scandinavie et la propagation du christianisme hors d'Europe*, l'examen de la *propagande protestante en France, Pologne et Italie* amène à la *fondation de l'inquisition romaine*. A ce propos, on remarquera cette note p. 712, n. 3 : « A la fin de 1901, je fis une première requête, qui fut suivie de deux autres, pour être admis à consulter les archives de l'inquisition romaine. Tout ce que j'ai pu, après quatorze mois de démarches, apprendre de l'archiviste, le P. G. M. van Rossum, c'est que pour l'époque de Paul III rien n'a subsisté des procès intentés pour hérésie, tandis qu'en revanche les *decreta* de l'inquisition sont conservés. Le droit d'examiner ces derniers documents m'a été, malgré la recommandation la plus haute, absolument refusé. » Sur la diffusion des idées protestantes en Italie, M. Pastor signale, p. 703, de très importants documents nouveaux par lui trouvés soit au Vatican (une lettre d'Aléandre), soit dans les archives générales de l'ordre des Ermites de Saint-Augustin à Rome. Il doit les publier dans son recueil d'*Acta inedita*. Souhaitons qu'il ne tarde point.

Toute cette partie du livre est, on le voit, un peu dispersée. La conversion au protestantisme du capucin B. Ochino, qui a provoqué dans les esprits une crise très grave, est racontée à trois reprises au chapitre V, au chapitre XIV et au chapitre VI à propos de l'ordre des Capucins.

Dans les chapitres VI et VII, M. Pastor expose en effet dans son ensemble l'activité réformatrice, d'abord des Théatins, des Barnabites, des Ursulines, des Capucins, puis d'Ignace de Loyola et de la Société de Jésus. Le ton est presque hagiographique (cf. p. 363). Le long récit de la vie d'Ignace, des progrès de ses compagnons en Europe, de leur activité à Trente, l'analyse superficielle des exercices spirituels, celle très détaillée des constitutions (qui sont cependant seulement de 1550) sont loin d'avoir la pénétration des pages consacrées aux étapes de la



pensée du fondateur, aux circonstances qui ont progressivement déterminé le caractère de la Compagnie, par M. H. Boehmer dans son petit livre sur les Jésuites, récemment traduit par M. G. Monod. La seconde édition allemande de ce livre est de 1907; cependant, dans sa riche bibliographie, M. Pastor ne l'a pas cité.

Parmi les pièces justificatives, un relevé (p. 863-867) des brefs de Paul III intéressant les réformes (uniquement des réformes de couvents), des dépouillements analogues pour l'œuvre de certains prélats réformateurs, Marcello Cervini, comme évêque de Reggio, le cardinal Morone, légat à Bologne, sont commentés au début du chapitre vi.

Le chapitre xv, *Paul III Mécène des lettres et des arts*, se compose d'une série de notices. Signalons notamment des extraits de comptes sur la décoration de la voûte de la Sala Regia et de la chapelle Pauline, les impressions produites sur les premiers spectateurs par le Jugement dernier de la Sixtine, d'après le cardinal Gonzague. C'est une décision de la congrégation du Concile du 20 janvier 1564, un mois avant la mort de Michel-Ange, qui a ordonné de couvrir les nudités de la fresque.

Comme les précédents, ce nouveau livre de l'historien catholique des papes est un guide d'une surabondante richesse à travers les faits et la bibliographie. Dans ce long exposé narratif, les discussions critiques sont rares : de simples notes signalent et résolvent un peu vite, p. 35, n. 5, la controverse soulevée par M. Friedensburg sur la sincérité de Paul III lors de ses premières démarches pour la réunion du Concile; p. 336 et 337, les discussions sur l'orthodoxie des idées de Contarini et de ses amis. Pas de jugement final sur ce pontificat de transition; les pages de l'introduction, *Charakteristik Pauls III*, n'en tiennent pas lieu suffisamment. Comme composition et comme forme, le « Paul III » de M. Pastor nous semble inférieur à son « Léon X ».

Pierre BOURDON.

RÉTIF DE LA BRETONNE. *Aventures galantes des dames du XVIII<sup>e</sup> siècle*, publiées par M. J. GRAND-CARTERET. Paris, Louis Michaud, 1910. In-8°, 450 pages.

— *Les Nuits révolutionnaires*. Impressions et récits contemporains publiés avec une introduction par F. FUNCK-BRENTANO et illustrés d'après les documents du temps. Paris, A. Fayard, 1910. In-4°, 170 pages.

M. Funck-Brentano a extrait de l'énorme fatras des *Nuits de Paris* de Rétif de La Bretonne ce qui, dans les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> parties parues en 1790 et 1794, a le caractère de récits historiques ou de tableaux de la vie parisienne. On se tromperait si l'on croyait trouver dans ces récits beaucoup de choses nouvelles. On est même étonné qu'un

homme qui, comme Rétif, vivait dans la rue et se qualifiait lui-même de « hibou » ou « spectateur nocturne » n'ait pas eu occasion de voir plus de choses restées inconnues aux autres témoins contemporains. Et, de plus, on ne peut se défendre d'une assez grande méfiance sur l'exactitude de quelques détails de ces récits (par exemple l'étrange histoire du Suisse et de la dame mystérieuse le soir de la fuite de Varennes, p. 87), bien que Rétif ait pourtant le souci d'être vrai et que l'un des principaux mérites de ses narrations soit dans les fragments de conversations ou d'aventures inachevées dont elles sont parsemées. Rétif, écrivain inculte, lourd et incorrect, est dépourvu de tout talent narratif. Ce qui fait l'intérêt des pages extraites par M. Funck-Brentano, c'est la tranquillité lente et l'espèce de candeur avec laquelle il raconte ce qu'il a vu ou entendu depuis le pillage de la maison Réveillon jusqu'à l'exécution de Marie-Antoinette, entremêlant ses récits de réflexions politiques où se reflète exactement la mentalité de la population parisienne. Nulle part, je pense, on ne peut mieux se rendre compte du mélange de sentiments généreux et brutaux, de raisonnements sensés et stupides, d'entraînements instinctifs qui a fait passer les masses des rêves de fraternité et de liberté et de la foi monarchique des premiers jours de la Révolution à la sauvagerie tyrannique de la Terreur. Rétif, qui est une âme sensible et qui se croit philosophe, tout en ressentant de l'horreur devant les actes de cannibalisme dont la Révolution fut souillée dès les premiers jours, suit aveuglément les instincts des foules et trouve toujours des raisons d'approuver tout ce qu'elles font ou approuvent. Avec une égale sincérité, il s'attendrit d'admiration sur les vertus et la bonté de Louis XVI lorsqu'il rentre à Paris après les journées d'octobre 1789 et sur le triomphe de Marat acquitté par le tribunal révolutionnaire; il trouve des justifications ou des excuses pour toutes les violences, pour les massacres de Septembre ou la proscription des Girondins, comme il applaudira plus tard au 18 brumaire. C'est là ce qui fait le prix de ces pages ternes, trainantes et pourtant vivantes; elles sont un miroir grossier, mais fidèle, où l'on saisit mieux qu'ailleurs l'état d'agitation, de désordre, d'insécurité, d'inquiétude, d'oppression, de tristesse et de peur qui a pesé sur Paris pendant les années 1789 à 1794 et le fatal enchaînement des actes, des pensées et des sentiments du peuple entraîné par le mouvement révolutionnaire. Mais, quoi qu'en dise M. Funck-Brentano dans la très intéressante introduction où il a admirablement retracé les vicissitudes de la carrière de Rétif de La Bretonne et les misères de ses dernières années et analysé son état d'esprit pendant la Révolution, nous ne trouvons pas trace, chez ce fatigant bavard, du « génie » que M. Funck y découvre, et nous croyons que l'histoire ne tirera rien de très nouveau des extraits des *Nuits de Paris*. Je ferai une exception pour les pages consacrées aux massacres de Septembre, qui abondent en détails d'une précision sinistre et donnent une idée très complète de

l'aspect de Paris pendant que se déroulaient ces scènes de sauvagerie et de luxure, auxquelles Rétif bien entendu finit par trouver une explication dans la nécessité de se débarrasser des prêtres réfractaires. Utilisons pour la connaissance du XVIII<sup>e</sup> siècle les verbeux et plats ouvrages que Rétif a accumulés pendant sa longue vie; mais ne cédon pas à la tendance qui se manifeste depuis quelque temps d'en faire un grand écrivain ou un peintre de mœurs très remarquable. M. Grand-Carteret a récemment publié un volume d'*Aventures galantes des dames du XVIII<sup>e</sup> siècle* extraites de l'immense fatras des *Contemporains*. On les lira avec curiosité, parce que ce sont des faits divers empruntés vraisemblablement, comme l'affirme Rétif, à la vie réelle; mais on sera rebuté par leur platitude et la prolixité de ces nouvelles qui font triste figure à côté des petits chefs-d'œuvre laissés par les conteurs galants du XVIII<sup>e</sup> siècle, de Marmontel à Laclos.

G. MONOD.

**Recherches sur la ville et sur l'église de Bayonne.** Manuscrit du chanoine René VEILLET, publié pour la première fois avec des notes et des gravures par M. l'abbé V. DUBARAT et M. l'abbé J.-B. DARANATZ, chanoines honoraires de Bayonne. Tome I. Bayonne, Lasserre; Pau, Lafon et Ribaut, 1910. In-4°, cviii-579 pages. Prix : 50 fr.

L'auteur de ces *Recherches*, le chanoine René Veillet, naquit à Bayonne en mai 1639 et mourut le 22 février 1714. Après avoir étudié pendant quatorze ans à l'Université de Paris la philosophie et la théologie (1658-1672), il entra au service du duc de Montausier, dont il quitta la maison en 1686, avec une pension de 1,500 livres par an. Il revint alors dans sa ville natale, où il avait su ne pas se faire oublier. Il était déjà chanoine théologal à la cathédrale; il devint vicaire général en 1693, official en 1700, vicaire capitulaire et official en 1708; chacune de ces nominations paraît avoir été obtenue à la suite d'efforts ou d'intrigues sur lesquels l'auteur de la préface, M. l'abbé Daranatz, donne d'abondants renseignements.

C'est par l'archéologie que Veillet fut amené à l'histoire. « C'est par pur hasard », dit-il lui-même (p. LXXIII), « que je me suis engagé à la composition de cet ouvrage. En regardant un jour la haute voûte de notre église cathédrale, j'y découvris de certaines armes qui, ne m'étant pas inconnues, me firent conjecturer que cette partie de l'église avait été bâtie durant ou à peu près la vie de celui qui avait porté ces armes... et peu à peu j'ai poussé ma curiosité jusqu'à vouloir découvrir en quel temps chaque partie de ce grand édifice avait été construite »; puis il poussa ses recherches « dans tout le corps de l'église, refouillant dans les archives du chapitre, parcourant quelques

anciens registres de l'hôtel de ville, déchiffrant beaucoup de vieux titres dans nos plus anciennes communautés et dans quelques maisons particulières ». C'est ainsi qu'il connut et utilisa largement le *Livre d'or* de Bayonne, dont on nous annonce comme très prochaine une édition critique<sup>1</sup>. Il ne manquait pas de guides ou de modèles : Oihenart et les frères de Sainte-Marthe, qui avaient établi la succession des évêques depuis le légendaire saint Léon, Marca, qui avait publié tant de textes précieux sur le Béarn et les pays voisins durant le haut moyen âge, Lopès, l'historien de l'église Saint-André de Bordeaux, dont il paraît s'être inspiré, du moins dans les lignes très générales<sup>2</sup>. A côté de ces érudits que l'on n'a cessé de révéler, Veillet place en outre Compaigne, qui a perdu tout crédit auprès des historiens depuis qu'il a été convaincu d'avoir falsifié des documents<sup>3</sup>. Les années de préparation furent longues : la seconde partie ne fut pas rédigée avant 1706 et son ouvrage était à peine terminé quand il mourut.

Il est resté manuscrit pendant deux siècles, mais non ignoré. La plupart des historiens bayonnais l'on consulté. On en fit d'assez nombreuses copies partielles<sup>4</sup>. Après de nombreuses vicissitudes, l'original parvint enfin aux archives municipales de Bayonne, où il se trouve encore aujourd'hui<sup>5</sup>. Il n'est plus intact ; des mains ignorantes l'ont lacéré en 1858. A l'aide des copies qu'on en possède, on a pu reconstituer le texte intégral.

L'œuvre est divisée en cinq parties. Dans la première, Veillet parle des « antiquitez » de la ville et de ses premiers évêques, jusqu'au moment où la ville changea son nom de Labourd en celui de Bayonne (XII<sup>e</sup> siècle) ; dans la seconde, il donne la suite des évêques proprement dits de Bayonne, depuis le XII<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'épiscopat d'André Druillet (1707-1727), dont Veillet ne dit rien ; dans la troisième, il essaie de déterminer les époques où ont été construites les différentes parties de la cathédrale ; dans la quatrième, il fait, pour

1. Le *Livre d'or* est le cartulaire de la cathédrale de Bayonne ; on y a transcrit 96 documents, dont le plus ancien est la charte d'Arsius (vers 980) et le plus récent est de 1310. Il est aujourd'hui aux archives départementales des Basses-Pyrénées. M. Dubarat en a donné une analyse détaillée dans ses *Études d'histoire locale et religieuse*, t. I, p. 17 ; une édition, préparée par feu l'abbé Bidache, est en cours d'impression (*Recherches*, p. 32, note 8 ; p. 38, note 2 ; p. 100, note 2).

2. Voir Préface, p. LXXV.

3. Bertrand de Compaigne, avocat du roi au présidial de Dax, est l'auteur d'un *Catalogue des évêques d'Acqz* et d'une *Chronique de la ville et diocèse de Bayonne*. Il a inséré dans le premier de ces ouvrages une charte pour l'abbaye de Divielle qui est un faux manifeste (voir les articles de MM. Dubarat et Degert dans les *Études historiques et religieuses du diocèse de Bayonne*, en juin et juillet 1898). « La probité historique et professionnelle du magistrat dacquois en sort fort amoindrie » (*Recherches*, p. 18, note 3).

4. Une liste de 18 de ces copies est donnée dans la Préface, p. LXXI-LXXII.

5. Il a été donné par M<sup>lle</sup> Julie Lesseps en 1864.

employer ses propres expressions (p. 3), « une petite histoire des chanoines des églises cathédrales en général; de leur origine, fonctions, manière de vivre, noms, droits, dignitez, relachemens et réformes »; dans la cinquième enfin, il note les faits les plus importants concernant le chapitre de Bayonne et ses rapports avec l'évêque, avec les prébendiers et avec le « corps de ville ». Dans le tome I, que nous annonçons aujourd'hui, figurent les trois premières parties; les deux autres paraîtront dans le tome II qui contiendra en outre une dissertation sur la célèbre inscription d'Hasparren communiquée par Veillet aux *Mémoires de Trévoux* (1704). Nous posséderons donc l'œuvre entière du docte chanoine. Elle nous est présentée avec la plus scrupuleuse fidélité; on en a reproduit les ratures, les remaniements, les additions, l'orthographe; on la traite avec autant de piété et d'amour que s'il s'agissait d'une grande œuvre.

Mérite-t-elle qu'on lui fasse tant d'honneur? Sans doute, Veillet fut un chercheur consciencieux et, sur plus d'un point délicat, il fit preuve de sagacité; mais il manque aussi trop souvent d'esprit critique, par exemple, quand il accepte, sans réserve, les récits légendaires concernant saint Léon, l'apôtre et le patron de l'église cathédrale<sup>1</sup>, ou certains actes faux mis en circulation par Compaigne. Ce qu'il dit des Wisigoths et des Normands prouve combien étaient incertaines ses notions sur l'époque mérovingienne ou carlovingienne. Que nous apprend-il aujourd'hui de nouveau, de vraiment important? Pour la partie ancienne, sa principale source est le *Livre d'or*; qui consultera Veillet quand nous aurons le texte même du cartulaire de la cathédrale? En vérité, son ouvrage aurait pu rester inédit sans grand dommage pour nos connaissances, et l'on se prend à regretter la dépense considérable de temps et de savoir qu'il en a coûté à MM. Dubarat et Daranatz.

Ceux-ci en effet se sont acquittés de leurs devoirs d'éditeurs de la manière la plus digne d'éloge. La préface contient des indications très étendues sur René Veillet, sur son père, Jean Veillet, sur son grand-père, Pierre Veillet, dont le nom paraît pour la première fois à Bayonne en 1606, sur les nombreux frères et sœurs du chanoine (Jean Veillet n'eut pas moins de dix-neuf enfants), sur les familles

1. La légende de saint Léon paraît avoir été fabriquée au xviii<sup>e</sup> siècle. L'abbé de Saint-Cyran est l'auteur de leçons sur l'office de ce saint que Veillet a eu le tort de prendre au sérieux. Les auteurs des *Recherches* paraissent éprouver une certaine satisfaction à dénoncer cette supercherie littéraire; mais ce qu'ils reprochent surtout au « trop célèbre abbé », c'est son jansénisme (p. 56, note 5; p. 58, note 4); de même, s'ils qualifient Le Nain de Tillemont de « très célèbre historien ecclésiastique », ils ne peuvent s'empêcher d'ajouter ce regret : « Il eut le malheur de donner dans le jansénisme et en fut un des principaux adeptes » (p. 30, note 1). Ce sont, d'ailleurs, avec quelques remarques sur la constitution civile du clergé, à peu près les seules traces de parti pris qu'on puisse relever dans l'ouvrage. C'est bien innocent.



alliées : les Lahet, les Lesseps<sup>1</sup>. Quant au texte, il est annoté avec une déférente sobriété, mais avec le souci de ne laisser rien passer qui doive être repris. Or, les éditeurs sont des érudits qui connaissent à fond l'histoire religieuse de leur ville et de leur diocèse. L'un d'eux, M. Dubarat, est particulièrement connu par la sûreté et l'étendue de son érudition. Dans une édition et commentaire du *Missel de Bayonne de 1543*, il avait déjà traité en détail la plupart des problèmes que pose la lecture des *Recherches* et il a suffi le plus souvent d'y renvoyer. L'annotation est donc aussi substantielle que bien informée; elle devra être consultée par tous ceux qui auront à s'occuper de l'histoire religieuse de Bayonne.

Quant à l'histoire civile, elle n'apparaît que tout à fait à l'arrière-plan<sup>2</sup>.

Veillet, on l'a déjà dit, n'a pas poussé l'histoire des évêques de Bayonne plus loin que l'année 1707. Les éditeurs ont jugé utile de continuer l'œuvre de leur confrère jusqu'à nos jours. Toute la fin de la seconde partie (p. 255-329) est donc leur œuvre propre. On leur saura gré de cette addition.

C'est affaire aux archéologues d'apprécier la valeur de la 3<sup>e</sup> partie, où Veillet parle de l'époque où fut fondée l'église cathédrale de Bayonne, des différentes époques de sa construction, de sa décoration, etc.; mais il importe de signaler une suite de planches où sont reproduits différents aspects de la cathédrale, des sculptures, quelques tableaux anciens, tous les vitraux. Il faut d'ailleurs faire cette remarque que le volume est illustré par un grand nombre de gravures, de cartes, de plans<sup>3</sup>, de fac-similés<sup>4</sup> généralement bien choisis et bien placés. La partie artistique a été dirigée par des hommes de science et de goût.

Une assez grande place est donnée à la fin du volume aux documents

1. Voir, en regard de la p. xli, le tableau généalogique des Lahet depuis le milieu du xv<sup>e</sup> siècle et, pages xlii-xlvii, les notes sur la famille de Lesseps à laquelle appartenait M<sup>lle</sup> Julie Lesseps, qui fut le dernier possesseur du manuscrit de Veillet, et Ferdinand de Lesseps, le créateur du canal de Suez.

2. A noter cependant de très utiles remarques sur les enceintes de Bayonne, avec plusieurs plans de la ville, dont un a été gravé sur les indications mêmes de Veillet. En dehors de la constitution donnée à la ville par la charte de Jean Sans-Terre en 1215 (on aurait dû à propos rappeler au moins ce qu'en a dit Giry dans ses *Établissements de Rouen*), Veillet ne dit presque rien des institutions municipales au temps de la domination anglaise, mais il s'étend longuement sur la constitution de 1482.

3. Certaines gravures sont même répétées; ainsi une vue cavalière du couvent des Jacobins (essai de restauration par Rohault de Fleury), p. 114 et 119; le plan de la cathédrale au xvi<sup>e</sup> siècle, p. 354 et 379.

4. On retrouve ici, en face de la p. 38, le fac-similé de la charte d'Arsius, le premier évêque connu de Bayonne après saint Léon; cette charte, dont nous n'avons d'ailleurs qu'une copie exécutée au xi<sup>e</sup> ou au xii<sup>e</sup> siècle, est fautive interpolée, « car les signataires du document ne vivaient pas à la même époque » (*Recherches*, p. 39, note 3). Une transcription en est donnée p. 401.

et aux pièces justificatives (p. 395-542). On aurait pu sans dommage en éliminer quelques-uns, par exemple la dissertation de Nicolas Sanson sur le nom primitif de Bayonne et la *Civitas Boatium*; en abrégé certains autres, tels que les emprunts faits aux *Annales archéologiques* de Didron; mais il est vrai qu'il est commode de trouver réunis en un même volume l'ensemble des textes relatifs à un même objet. Par contre, des textes comme les testaments de plusieurs membres des familles de Lahet et de Castelnau, les fondations et obits pour ces mêmes familles (xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles), les actes relatifs à Jean Sossiondo, évêque de Bayonne, mort en 1578, et à la maison qu'il possédait à Ascaim (avec de jolies reproductions photographiques), etc., seront lus avec profit. On nous promet pour le tome II des tables onomastiques très détaillées; elles sont indispensables, en effet, pour qu'on puisse utiliser la masse vraiment imposante de renseignements contenus dans cette publication si estimable et qui rendra de si réels services<sup>1</sup>.

Ch. BÉMONT.

---

Georges BOUSQUET. **Histoire du peuple bulgare depuis les origines jusqu'à nos jours.** Paris, Chaix. In-12, II-435 pages.

La nation bulgare présente un des phénomènes les plus curieux de résurrection que l'on trouve dans l'histoire de la péninsule des Balkans. Constituée au vii<sup>e</sup> siècle par le mélange de conquérants d'origine turque avec une population slave, entrée au ix<sup>e</sup> siècle dans le cercle des nations civilisées, grâce à sa conversion au christianisme, elle devint sous le tsar Siméon une des grandes puissances de la péninsule et menaça Constantinople. Une première fois, à la suite de la conquête byzantine, cette nation disparut de l'histoire et pendant près de deux siècles son territoire devint un thème impérial. Cependant, l'hellénisme ne put en venir à bout et elle se réveilla à la fin du xii<sup>e</sup> siècle avec la dynastie des Aşen. Ce second empire bulgare disparut à son tour devant la conquête turque au xiv<sup>e</sup> siècle et cette fois la nation bulgare semblait bien morte. Elle devait cependant ressusciter une seconde fois au xix<sup>e</sup> siècle, et aujourd'hui l'État bulgare, après avoir conquis son indépendance, est redevenu comme au temps des anciens tsars un des facteurs les plus importants de la politique orientale.

Telle est l'histoire si attachante que M. Bousquet a racontée dans

1. Il y a, p. 565-566, une assez longue liste de corrections et d'additions. Si l'on en donne une seconde au t. II, on pourra corriger la note vraiment trop insuffisante sur Walsingham, p. 180, et les noms des éditeurs des *Rôles gascons* (p. 402). Il faut, je crois, faire imprimer *Francisque-Michel* (avec un trait d'union) et il faut certainement changer le prénom de Bémont (*Charles* au lieu de *Paul*).

un volume clair et agréable à lire, qui comble une des lacunes de notre littérature historique. Ce qui donne à cette étude une valeur spéciale, c'est que l'auteur, établi en Bulgarie depuis plusieurs années, en a appris la langue, a parcouru le pays et a reçu des informations directes sur une partie des événements qu'il raconte. Il a écrit son livre avec une sympathie très vive pour cette démocratie de paysans, d'extérieur un peu rude, mais pleine de vitalité et curieuse de la culture moderne; il n'en a pas moins montré dans le récit des événements qui se sont passés sous nos yeux une véritable impartialité et il n'a jamais quitté le ton objectif de l'histoire. Bien qu'il se défende dans son avant-propos d'écrire une œuvre d'érudition, M. Bousquet est bien informé des travaux dont la Bulgarie a été l'objet; c'est cependant de ce côté que l'on peut faire quelques réserves et signaler quelques améliorations possibles.

L'histoire bulgare du moyen âge ne comprend que le quart du volume. Elle est exposée avec clarté et, avec un souci parfait de la composition, l'auteur a su se restreindre à son sujet sans raconter toute l'histoire de la péninsule des Balkans pendant cette période. A propos des Bulgares primitifs, il est fâcheux qu'il n'ait tiré aucun parti des belles fouilles exécutées par l'Institut archéologique russe de Constantinople à Aboba-Pliska (voy. *Rev. hist.*, t. XCVII, p. 207); c'est un des témoignages les plus importants que l'on possède sur les Bulgares au moment de leur conversion au christianisme. De même la connaissance de l'histoire byzantine, si intimement liée à celle des Bulgares, n'est pas toujours suffisante. Parler d'intrigues de harem dans la Constantinople impériale (p. 11) est un anachronisme, au moins dans la forme. L'entrevue de Romain Lécapène (p. 25) et du tsar Siméon en 924 est racontée d'une manière inexacte et aucune allusion n'est faite à l'attitude pleine de dignité de l'empereur, dont la fermeté sauva Constantinople. Après la conquête byzantine, le patriarche devint non pas évêque (p. 48), mais archevêque, et il est inexact de dire que l'Eglise bulgare resta autocéphale : elle fut au contraire gouvernée par des évêques recrutés dans le clergé de Sainte-Sophie et propagateurs fougueux de l'hellénisme. Enfin, ce ne sont pas les Slaves (p. 4) qui ont détruit l'état des Avars, mais bien les Francs de Charlemagne. Dans la bibliographie, on s'étonne de ne pas voir figurer des ouvrages aussi importants que ceux de Gerland sur l'empire latin, de Jorga sur l'empire ottoman, de Xénopol sur les Roumains. M. Bousquet n'a tenu aucun compte des résultats des recherches de Xénopol sur la formation du second empire bulgare, où l'élément valaque joua, au début du moins, un rôle plus important qu'il ne l'indique. Les fondateurs mêmes de la dynastie, les Ašen, paraissent bien avoir été des Valaques (*Nicét. Chon.*, éd. de Bonn, p. 617)<sup>1</sup>.

Malgré ces imperfections, qu'il serait facile de faire disparaître,

1. M. Bousquet nous permettra en outre de lui signaler un assez grand nombre de fautes d'impression et une orthographe des noms propres décon-

M. Bousquet a étudié avec beaucoup de précision les transformations de la Bulgarie au moyen âge. Il a donné des détails curieux sur l'influence dissolvante de la doctrine nihiliste des Bogomils, et dans un chapitre d'ensemble il a résumé tout ce que l'on sait sur l'état social de la nation bulgare aux premiers siècles de son histoire.

L'histoire de la Bulgarie moderne est traitée avec plus de détails, et dans cette partie l'information de l'auteur a un caractère tout personnel qui rend la lecture de son livre très attachante. Après avoir montré ce qu'étaient devenus les Bulgares maltraités par les pachas turcs et « dénationalisés » par les indignes pasteurs que leur envoyait le Phanar, il étudie l'histoire du réveil de ce peuple qui semblait avoir perdu toute conscience de lui-même. Le mouvement est parti d'abord des érudits qui essayèrent de reconstituer la langue et la littérature nationales. En 1762, l'higomnène Païci du monastère de Kilendar au mont Athos écrivit une « Histoire slave-bulgare des peuples, des tsars et des saints ». En 1806, le pape Stoïko Vladislavof publia le premier livre imprimé en bulgare. Puis vint le réveil religieux qui aboutit en 1872 à la création de l'exarchat et à la multiplication des écoles bulgares. Le terrain était alors préparé pour l'action politique qui fut entreprise avec un véritable héroïsme par une poignée d'hommes au milieu des difficultés de tout genre et malgré les représailles sanguinaires des Turcs. Ce qui ressort du récit de M. Bousquet, c'est le patriotisme indomptable des Bulgares qui bravent les supplices et ne veulent pas se résoudre à être de simples instruments dans la main des puissances européennes. Comment la Bulgarie a pu survivre à l'organisation défectueuse que l'Europe lui avait octroyée de si mauvaise grâce en 1879, comment elle a pu se dégager de la suzeraineté nominale de la Porte et de la suzeraineté de fait de la Russie, c'est ce que M. Bousquet raconte dans la dernière partie de son livre. Le caractère brouillon et impulsif du malheureux prince Alexandre, le régime de terreur instauré par Stamboulof, la politique sage et habile du tsar Ferdinand y sont appréciés en toute impartialité. Dans un chapitre d'ensemble, l'auteur fait un tableau du développement remarquable des forces intellectuelles et économiques de la Bulgarie pendant ces vingt dernières années. Comme il le montre en terminant, la nation bulgare, après avoir retrouvé ses titres et reconquis sa place en Europe, a renoué désormais ses traditions et elle est à un nouveau tournant d'une histoire qui s'annonce pour elle pleine de promesses.

Louis BRÉHIER.

certante pour le lecteur français ou même tout à fait inexacte : Ludovic le Germain (p. 14-16) ; les Madgyars (p. 21) ; Romain Lacapène (p. 23) ; Nicolas Mistik (p. 24) ; les Varings (p. 52) ; l'empereur Henrique, etc.

---

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

---

### HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

— B. BOUZESKOUL. *Histoire de la démocratie athénienne* (en russe) (Saint-Petersbourg, Stasioulevitch, 1909, in-8°, vii-468 p.). — Dans ce volume, consacré à l'histoire d'Athènes des origines à l'époque macédonienne, l'auteur étudie d'abord dans une courte introduction les institutions primitives de la Grèce et leur évolution. L'hypothèse d'un pouvoir monarchique très fort dans les cités grecques de l'âge héroïque me paraît dénuée de fondement; il y a confusion entre la Grèce égéenne et la Grèce homérique. En quatre parties très substantielles, M. Bouzeskoul décrit successivement l'origine, l'épanouissement, les crises et la chute de la démocratie athénienne. Une bonne bibliographie, où figurent les principaux travaux parus en Occident et quelques ouvrages russes moins connus, accompagne ce volume.

L. B.

### HISTOIRE DE FRANCE.

— Alcuis LEDIEU. *A la mémoire de M. Ernest Prarond, 1821-1909* (Abbeville, impr. A. Lafosse, 1910, in-8°, xxix-97 p.). — M. Prarond, dont nous avons annoncé la mort l'an dernier, méritait qu'on réunît les discours prononcés sur sa tombe, les principaux articles publiés après son décès dans les journaux locaux. Ce qui le recommandera davantage au souvenir de la postérité, ce sont ses œuvres, dont on trouvera dans cette brochure une bibliographie complète. — Ch. B.

— *Ex Guidonis de Bazochiis Cronosgraphie libro septimo. Letzter Teil, bis zum Schluss, 1199.* hgg. von Alexander CARTELLIERI, bearbeitet von Wilhelm FRICKE (Jéna, Kämpfe, 1910, in-8°, 23 p.). — M. Cartellieri a fait transcrire par un de ses élèves et imprimer avec quelques corrections le texte de Gui de Bazoches (1180-1199), d'après le manuscrit de Paris, latin 4998. Le commentaire a été donné par le professeur dans les exercices pratiques dirigés par lui. Il n'en est rien passé dans la présente brochure.

— Henri HAUSER. *Études sur la Réforme française* (Paris, A. Picard et fils, 1909, in-12, xiv-308 p.). — Bien que formé d'une série d'essais qu'aucun plan préconçu ne relie, sur l'Humanisme et la Réforme, Aimé Maigret, la Réforme et les classes populaires, la sédition de la « Rebeine » à Lyon en 1529, Nîmes, les consulats et la



Réforme, la Réforme en Auvergne, les petits livres du XVI<sup>e</sup> siècle, l'Histoire des persécutions et martyres d'Aristide Chandieu, le volume de M. Hauser trouve une certaine unité dans les idées essentielles qui s'en dégagent pour l'histoire de la Réforme française. Il montre tout d'abord que cette réforme, celle du moins dont Lefèvre d'Étaples a été le premier et le plus caractéristique représentant, a été en profond accord et harmonie avec le mouvement de l'humanisme et a paru un instant sur le point d'entraîner l'élite des intelligences françaises; que Calvin, humaniste lui aussi à ses débuts, a opéré la rupture entre l'humanisme et la Réforme, et qu'alors les humanistes, tout en empêchant la pensée française d'être opprimée par Rome ou Genève, se sont trouvés sans direction et sans doctrine. En second lieu, M. Hauser réfute l'idée très répandue que la Réforme n'a eu en France de prise réelle que sur les lettrés et la noblesse et n'a rien eu de populaire ni de national. Il montre, au contraire, qu'à ses débuts la Réforme a profondément remué les masses populaires, mais surtout les classes ouvrières. Elle a eu peu d'action sur les paysans qui seuls auraient pu lui donner une base solide. Dans son étude sur la sédition populaire ou « Rebeine » de Lyon du 25 avril 1529, M. Hauser démontre la justesse de l'affirmation de Symphorien Champier, qui a vu un élément religieux et une influence du luthéranisme dans cette sédition. Les études sur le rôle des Consulats dans la Réforme et sur la Réforme en Auvergne amènent aussi l'auteur à conclure que les populations urbaines ont été plus contaminées par la Réforme qu'on ne l'a cru et que la mollesse des consulats urbains a défendu le catholicisme a beaucoup aidé la diffusion de la Réforme dans tout le sud-ouest. Ces quelques indications peuvent donner une idée de l'originalité et de l'importance du petit livre de M. Hauser dont toutes les parties reposent sur une étude directe et pénétrante des sources manuscrites.

G. M.

— Arthur CHUQUET, membre de l'Institut. *Épisodes et portraits*, 2<sup>e</sup> série (Paris, Honoré Champion, 1910, in-18, 234 p.). — C'est une nouvelle série d'études critiques que nous offre le savant académicien; elles s'étendent chronologiquement de Louis XIV à la guerre de 1870. M. A. Chuquet, en rendant compte de publications historiques nouvelles, sait toujours ajouter de son fond inépuisable des détails inédits ou formuler sur les personnages qu'il étudie des jugements topiques; c'est assez dire qu'on le lira donc toujours avec un vif intérêt, soit qu'il résume les mémoires si curieux de Primi Visconti, soit qu'il apprécie l'ouvrage de M. Duquet sur Froeschwiller. Nous ne mentionnerons ici que celles de ces esquisses qui rentrent dans notre domaine propre; celle sur Antoine Tortat, commis de la Convention après thermidor, mort président de tribunal un demi-siècle plus tard, et qui rédigea des souvenirs fragmentaires sur les luttes en Vendée (1794-1795); celles sur les mémoires militaires du général Le Grand, qu'il soumit à une critique écrasante, et sur le journal du *Dromadaire*

François, dont la campagne d'Égypte est copiée en partie dans *Victoires et Conquêtes*; voici encore les *Souvenirs* du baron de Cosneau, cet amusant, mais trop peu véridique personnage qui se croyait l'émule de Napoléon; le tableau du séjour de l'empereur à Finkenstein au printemps de 1807. D'autres études font connaître au lecteur le sergent-major badois Steinmüller, le garde d'honneur genevois Cramer, l'officier d'état-major polonais Grabowski. M. Arthur Chuquet a su donner chaque fois, en quelques pages, le suc et la moëlle de leurs récits.

R.

— F. UZUREAU. *Andegaviana*, 9<sup>e</sup> série (Paris, A. Picard; Angers, Siraudeau, 1910, gr. in-8°, 494 p.). — Les *Andegaviana* de M. l'abbé Uzureau sont une vieille connaissance de nos lecteurs. Ce 9<sup>e</sup> volume comprend de nouveau toute une série d'études, d'extraits de manuscrits ou d'imprimés rares qui nous conduisent de saint Maurille, évêque d'Angers au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, jusqu'à la duchesse de Berry, en 1828. Nous relevons dans ce recueil un travail sur les *Élections du tiers état dans la sénéchaussée de Saumur*, des recherches sur l'histoire religieuse de différentes communes angevines (Anillé, La Jumellière, Maulevrier, Louroux-Béconnais, Pin-en-Mauges, etc.) pendant la Révolution; l'histoire des cantons de Maine-et-Loire de 1790 à 1909; la *Police secrète dans le Maine-et-Loire sous le premier Empire (1804-1805)*; j'y ajouterais certaines fiches administratives assez curieuses sur des personnages officiels d'Angers en 1843. — Nous avons reçu en outre, du même auteur, deux plaquettes : *le Clergé de Denée et des Jubeaux* (deux paroisses du diocèse d'Angers) pendant la Révolution (Angers, impr. Grassin, 1909, in-8°, 17 p.) et *l'Assemblée provinciale d'Anjou et l'élection de La Flèche* (Angers, Grassin, s. d., in-8°, 19 p.); M. l'abbé Uzureau nous y raconte la querelle prolongée entre les deux assemblées provinciales du Maine et de l'Anjou (1788-1790), au sujet de l'incorporation des soixante-treize paroisses de l'élection de La Flèche à l'une ou à l'autre des deux régions. — R.

— J. CART. *Le 10 août 1792 à Paris et le régiment des gardes suisses* (Paris, Fischbacher, 1909, in-8°, 63 p.). — Cette étude, tirage à part de la *Revue des études historiques*, n'est pas, à vrai dire, un tableau général de la journée du 10 août. Elle ne la retrace que dans la mesure où les bataillons de la garde royale participèrent aux péripéties de cette journée. Ce qu'il y a de plus particulièrement neuf pour nous, ce n'est ni le combat lui-même ni les massacres qui le suivirent immédiatement, mais l'exposé de l'impression fâcheuse produite en Suisse même par ces scènes lugubres, par le procès du major Bachmann, par les boucheries subséquentes du 2 au 4 septembre. Tandis qu'à Paris on parlait de la *trahison des mercenaires étrangers*, on s'emportait à Berne contre l'assassinat de compatriotes, et les phrases sentimentales de l'appel de la Convention nationale aux « frères et alliés », lancé le 9 octobre, n'offrirent qu'une médiocre consolation aux parents et amis des sept à huit cents victimes. Quand

l'auteur déclare que jusqu'au 10 août les régiments suisses au service de France n'avaient été mêlés à aucun des incidents de la Révolution (p. 7), il oublie Châteauvieux à Nancy, Ernst à Marseille, Vigier à Strasbourg qui avaient figuré dans certains mouvements locaux, dans les villes en question. R.

— *Journal et souvenirs de Gaspard Schumacher, capitaine aux Suisses de la garde royale (1798-1830)*, traduits avec introduction par Pierre d'HUGUES (Paris, A. Fayard, s. d. (1910), in-8°, 137 p., ill.). — Un de ces journaux d'officiers subalternes qui sortent, innombrables, de tant de tiroirs, et qui auraient pu rester inédits, sans grand dommage pour l'histoire. Ce brave Lucernois qui servit la France pendant trente ans, sans jamais apprendre à écrire notre langue, est né en 1776 et mourut à Orléans en 1847. Après avoir été d'abord soldat dans son pays, il fut incorporé dans l'armée napoléonienne en 1807, mais « jamais âme de soldat ne fut moins belliqueuse », comme le déclare l'éditeur lui-même, et sa façon de raconter ses campagnes est tout ce qu'il y a de plus prosaïque. Néanmoins, les récits de la capitulation de Baylen, des atrocités des guerilleros espagnols et des pontons de Cadix, des horreurs de la retraite de Moscou fournissent quelques traits d'autant plus émouvants qu'ils sont dits avec une placidité que rien ne semble avoir pu ébranler. C'est sous la Restauration seulement que Schumacher devint capitaine; il n'a pas figuré le moins du monde dans les scènes de la Révolution de juillet, sur laquelle on nous fournit une dizaine d'illustrations. — P. 108, lire *Canstatt* pour *Ranstatt*; p. 79, *Insterbug* (qui est dans la Prusse orientale) ne peut être une étape entre Munster et Osnabruck. — R.

— Lt-colonel SAUZEY. *Les Allemands sous les aigles françaises. Essai sur les troupes de la Confédération du Rhin*. T. V : *Nos alliés les Bavares*, avec une préface de M. Arthur CHUQUET (Paris, R. Chapelot et C<sup>ie</sup>, 1910, in-8°, x-442 p., pl. coloriées). — Après nous avoir parlé des Francfortois, des Badois, des Saxons et des contingents des petits États de la Thuringe, M. le colonel Sauzey nous entretient, dans ce nouveau volume, des soldats du roi Maximilien-Joseph qui, de 1806 à 1812, combattirent aux côtés de nos soldats dans les campagnes impériales. L'auteur, chaudement recommandé par M. Arthur Chuquet, a utilisé, entre autres, les papiers du général d'Albignac, qui fut chef d'état-major du corps bavarois en 1812. Il nous raconte successivement les succès et les revers des campagnes de Moravie (1805), Silésie (1806), Tyrol et Autriche (1809) et surtout celle de Russie, qui causa des pertes énormes à la Bavière. Ils étaient 25,000 hommes en partant; ils reçurent deux fois de notables renforts et, lors de leur retour à Bamberg, en avril 1813, ils ne comptaient plus que 1,030 soldats! Ils combattirent encore à Bautzen et Vurschen, aidèrent à défendre Thorn et Dantzig, mais l'armistice de Ried (8 octobre) en fit des adversaires, et c'est comme ennemis que Napoléon les écrasait à Hanau. — P. 54, « Anhalt-Pless », lire *Pless*;

p. 122, « la porte Sendlinger » (*Sendlinger Thor*, il aurait fallu dire : « La porte de Sendlingen »); p. 125, lire *Kolowrat*, pour *Collowrath*; p. 281, lire *Clément de Ris*, pour *Clément de Dis*, etc. R.

— Pierre LEGUAY. *La Sorbonne contemporaine* (Paris, B. Grasset, in-12, 180 p.). — On lira avec intérêt ce spirituel et malicieux petit livre écrit par un homme bien informé en général, quoique son information soit parfois trop influencée par les élucubrations de l'*Action française*, qu'il est trop intelligent d'ailleurs pour accepter les yeux fermés<sup>1</sup>. Pour M. Leguay, c'est dans la Sorbonne que se concentre tout le mouvement universitaire de France, et, dans la Sorbonne, il n'y a que la Faculté des lettres qui ait une réelle importance au point de vue de l'évolution de l'enseignement. Or, d'après lui, toute cette évolution a pour objet d'adapter l'enseignement des lettres à la démocratie, et, pour y arriver, de lui donner un caractère de plus en plus scientifique, plus érudit, plus historique. S'il y a beaucoup de traits justes et finement marqués dans la caractéristique donnée par M. Leguay des divers enseignements de la Sorbonne littéraire, si sa thèse générale peut sembler justifiée par des citations bien choisies de M. Seignobos, elle n'en est pas moins un aimable paradoxe. Le caractère de plus en plus historique, érudit et scientifique de l'enseignement supérieur des lettres tient à l'évolution intellectuelle de l'époque contemporaine en général et n'a rien de démocratique. L'envahissement démocratique de la Sorbonne par l'excès de préparation aux examens, par l'abaissement de certaines études, par la transformation d'une partie de l'activité de la Sorbonne en une préparation d'examens de français pour les étrangers est un mal réel que M. Leguay n'a pas signalé.

— *Inventaire des sceaux de la collection des pièces originales du Cabinet des titres de la Bibliothèque nationale*, par J. ROMAN, t. I (Paris, Impr. nationale, 1909, libr. E. Leroux, in-4°, 943 p.). — La collection des pièces originales du Cabinet des titres renferme environ 15,000 sceaux ou cachets; M. Roman en publie et décrit environ 11,000. C'est qu'il a systématiquement écarté tous ceux qui sont postérieurs à l'an 1600 et aussi ceux qui ont été déjà décrits soit par Douët d'Arcq, dans son *Inventaire des sceaux conservés aux Archives nationales*, soit par Demay, dans son *Inventaire des sceaux de la collection Clairambault*. Quant aux « pièces originales » elles-mêmes, elles proviennent de Gaignières, de Clairambault,

1. C'est à cette source frelatée que M. Leguay a sans doute puisé la prétendue citation de M. Pariset p. 177 et ce qu'il dit p. 166 de M. Monod, « professeur en Sorbonne, où il se fait perpétuellement suppléer ». M. Monod a été avec ses collègues de l'École normale versé dans les cadres de la Sorbonne à un moment où sa santé, puis la maladie et la mort d'un fils l'obligèrent à rester en congé. Au bout d'une année (1905), il prenait sa retraite. M. Monod a assez enseigné, de 1868 à 1904, sans mesurer son temps ni sa peine, pour n'être pas compté parmi les professeurs qui se font perpétuellement suppléer.

de Beaumarchais (qui acheta en 1837 une énorme quantité de parchemins échappés à l'incendie de la Chambre des Comptes de Paris) et des généalogistes d'Hozier et Chérin. Elles forment aujourd'hui une collection de 3,061 volumes rangés dans le fonds français de la Bibliothèque nationale (nos 26484 à 29545). Il n'est pas douteux que l'inventaire de M. Roman ne rende les mêmes services que ceux de Douët d'Arcq et de Demay, si souvent consultés par les historiens.

## HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— Georg SCHWARZ. *Die Vorgeschichte des Feldzuges von 1796 in Italien und die Gefechte vom 10-15 april* (Bonn, 1910, 109 p.). — Dans cette thèse, consacrée aux préparatifs et aux commencements de la campagne d'Italie 1796 jusqu'à la bataille de Dego, M. Schwarz a profité surtout des ouvrages de Gabriel Fabry et de Kuhl.

— Ludwig SCHEMANN. *Gobineaus Rassenwerk. Aktenstücke und Betrachtung zur Geschichte und Kritik des Essai sur l'inégalité des races humaines* (Stuttgart, Fr. Frommann, 1910, XLIV-544 p., 10 m. 50). — M. Schemann, le chef des « gobinistes » allemands, en préparant une biographie de Gobineau et une histoire de la théorie des races, vient de publier un volume qui contient des matériaux destinés à servir de base à ces deux grands travaux projetés. M. Schemann tient à démontrer que l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* n'a pas été ignoré ou négligé par les contemporains, comme on l'a souvent prétendu ; et il le prouve en reproduisant des extraits de livres et de revues et des lettres adressées à Gobineau. Il prétend que Renan a été fortement influencé par Gobineau, mais il faut avouer que les différences d'opinions ont été bien plus grandes que les quelques ressemblances, et les reproches dirigés par M. Schemann contre Renan ne me paraissent nullement justifiés. Dans la seconde partie de son livre, M. Schemann discute l'*Essai* sous des points de vue différents et il publie quelques fragments inédits de Gobineau. Ce n'est pas ici le lieu de critiquer la doctrine gobiniste qui est plutôt une matière de foi qu'une théorie scientifique, mais « l'incrédule » conviendra que M. Schemann, malgré son admiration extrême pour Gobineau, n'est pas du tout aveugle envers les faiblesses et les erreurs de son héros.

P. D.

## HISTOIRE D'ANGLETERRE.

— H. A. L. FISHER. *Frederick William Maitland, Downing professor of the laws of England. A biographical sketch* (Cambridge, at the University Press, 1910, in-8°, 179 p.). — Opuscule d'une lecture aussi touchante qu'instructive. Maitland a été un admirable professeur et ses œuvres ont renouvelé la conception de l'histoire des institutions anglaises au moyen âge. Son enseignement par la parole et par la plume est fort bien exposé par un homme qui a vécu dans



l'intimité de Maitland (celui-ci avait épousé la sœur aînée de M. Fisher) et qui est un des maîtres de l'histoire. On lit avec un intérêt particulier les lettres écrites par Maitland à M. Paul Vinogradoff et à Sir Frederick Pollock, deux amis très chers, dont le nom peut être difficilement séparé du sien. Le récit est sobre, volontairement impersonnel; mais l'homme dont M. Fisher a fixé les principaux traits était si richement orné des dons de l'intelligence que le simple exposé de ses idées le fait revivre tel qu'il doit rester dans le souvenir de la postérité.

Ch. B.

— DELAUD. *Les origines norvégiennes des archipels écossais* (F. Alcan, 1910, in-8°, 206 p.). — Article tiré à part des *Annales des sciences politiques* (15 mars 1910). L'auteur y résume les principales étapes de l'occupation des Shetlands et des Orcades par les Scandinaves, en particulier les Norvégiens, depuis l'expédition victorieuse de Harald aux Longs cheveux en 872 jusqu'au traité de 1489 par lequel le roi de Norvège vendit à *rémeré* ces archipels au roi d'Écosse, et jusqu'au traité de Breda par lequel le roi de Danemark abandonna, non sans peine ni réserve, ses prétentions sur les Orcades (1667). Juridiquement, on pourrait encore plaider aujourd'hui que la souveraineté du roi d'Angleterre sur ces îles n'est pas absolue.

— *The great roll of the pipe for the twenty-seventh year of the reign of king Henry the second, 1180-1181*. Publ. de la *Pipe roll Society*, n° 30 (1909, in-8°, xxx-201 p.). — Puisque ces rôles contiennent les recettes et les dépenses des shériffs, c'est-à-dire le budget même de la royauté, il importe de savoir quel degré de confiance ils méritent. Or, M. Round constate dans la préface de grandes irrégularités d'écritures, par exemple en ce qui concerne les terres du comte Eustache de Boulogne, ce qu'on appelait alors « l'honneur de Boulogne »; le compte qui les concerne a été rendu en 1178, omis en 1180 et, dans le présent rôle, mentionné seulement pour une moitié de l'année. A noter aussi les fréquentes mentions de Ranulf de Glanville, qui, en sa qualité de « justiciarius » et pendant l'absence de Henri II, était comme le vice-roi de l'Angleterre.

#### HISTOIRE D'AUTRICHE.

— ALFONS DOPSCH. *Die ältere Sozial- und Wirtschaftsverfassung der Alpen-slaven* (Weimar, Hermann Böhlau, 1909, vii-179 p.). — Dans cette brochure très bien documentée, M. Dopsch réfute les hypothèses soutenues par M. Peisker sur les institutions sociales et économiques des Slaves de la Styrie et de la Carinthie. M. Peisker avait prétendu qu'il existait parmi les Slaves des Alpes deux classes sociales bien différentes, les « supani », les anciens seigneurs, réduits par les conquérants germaniques, mais vivant comme leurs ancêtres de l'élevage, et les « paysans », qui étaient des agriculteurs. M. Dopsch prouve que cette hypothèse n'est pas fondée et que les « supani »

n'étaient en vérité que des agents seigneuriaux, ne se distinguant pas des autres paysans par leur origine, mais seulement par leur fonction. Par cette constatation, les autres hypothèses de M. Peisker sur les institutions slaves existant avant la conquête germanique tombent également.

P. D.

— A. FOURNIER. *Wie wir zu Bosnien kamen* (Vienne, Chr. Reiner's Sohne, 1909, in-8°, 96 p.). — Cet opuscule de M. Fournier donne un aperçu très complet et très précis des événements antérieurs au Congrès de Berlin qui ont préparé l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine (avec raison, l'auteur ne consacre que vingt pages à la période de 1878 à 1909, car quelque opinion qu'on ait sur la manière à la fois perfide et brutale dont s'est opérée l'annexion définitive, tout homme de bon sens a, dès 1878, considéré l'annexion comme faite). Or, c'est des accords de l'Autriche avec la Russie qu'est sortie cette annexion, désirée par le parti militaire autrichien depuis qu'en 1866 l'Autriche avait dû reporter vers l'Orient ses vues d'avenir. Au printemps de 1873, par l'arrangement de Schœnbrunn, Alexandre II et François-Joseph s'étaient promis d'agir de concert dans les affaires d'Orient. L'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine et les hostilités de la Serbie et du Monténégro avec la Turquie amenèrent la convention de Reichstadt entre les deux empereurs, par laquelle, en cas d'une guerre victorieuse de la Russie contre les Turcs, l'Autriche occuperait la Bosnie et l'Herzégovine, tandis que la Russie annexerait la Bessarabie. Ces conditions se trouvèrent répétées dans le traité militaire secret de Budapest du 15 janvier 1877 et la convention de Vienne du 18 mars. La Russie, au traité de San-Stefano, essaya de jouer l'Autriche, qui avait pourtant observé tous ses engagements, et favorisa l'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine qui avait toujours été réclamée par l'Angleterre; mais, tandis que la Russie croyait lier l'Angleterre à sa politique par un traité secret, celle-ci, avec une duplicité admirable, pour s'assurer l'appui de l'Autriche dans son projet de conquête de Chypre, concluait avec elle un accord où elle lui promettait d'appuyer ses projets bosniaques au futur congrès. Tout ce qui a suivi depuis était la conséquence forcée de ces préliminaires. Les Russes ont beau aujourd'hui renier leur responsabilité, elle découle de leurs propres documents d'État utilisés par Tatitschew dans son livre sur *Alexandre II* et par Gorjainow dans son ouvrage : *Der Bosphorus und die Dardanellen*. Faute de les avoir connus, M. Hanotaux a imparfaitement exposé dans son *Histoire de la France contemporaine* ce qui touche à la question bosniaque. L'inertie de la Russie lors de l'annexion trouve là son explication.

G. M.

#### HISTOIRE DU BRÉSIL.

— Ricardo ROJAS. *La Restauración nacionalista. Informe sobre Educación* (Buenos-Aires, Ministerio de justicia é instruccion pública,

1909, in-8°, 513 p.). — Notre futur collaborateur pour l'histoire de l'Amérique latine, M. Ricardo Rojas, chargé d'une mission du gouvernement brésilien en Europe pour y étudier les méthodes d'enseignement historique, vient de publier l'important rapport adressé par lui en 1909 au ministre qui l'avait délégué. Ce rapport est à la fois théorique et pratique. On y trouvera, sous une forme à la fois claire et élégante, éloquente souvent, un exposé des théories sur la méthode historique en général et sur l'histoire de l'histoire, des renseignements très précis sur l'enseignement historique en Angleterre, en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne et aux États-Unis, enfin un tableau de l'état et des lacunes de l'enseignement historique au Brésil et des services que l'enseignement de l'histoire réformé peut rendre à la régénération du pays, au développement de la conscience nationale. M. Rojas nous paraît avoir admirablement compris et montré comment c'est en reconstituant le passé national, en faisant comprendre les rapports de l'histoire avec le sol, en donnant au peuple conscience de la manière dont son unité s'est formée d'éléments divers que l'histoire arrive, sans cesser d'être scientifique, à jouer un rôle moral, civique, politique et presque religieux. M. Rojas indique les mesures pratiques à prendre pour donner, au Brésil, à l'enseignement historique les instruments dont il a besoin, et il termine en appliquant à l'histoire les paroles fameuses d'Ézéchiél : « Esprit, viens des quatre vents de l'horizon et souffle sur ces morts, ils vivront. » G. M.

## HISTOIRE D'ESPAGNE.

— Général Kirpatrick DE CLOSEBURN. *Souvenirs de la dernière guerre carliste, 1872-1876* (Paris, Alph. Picard, s. d., in-8°, 422 p.).

— L'ouvrage est précédé d'une introduction où sont établis les droits de don Carlos avec cette curieuse formule au sujet de la renonciation de Philippe V à la couronne de France, « qu'une renonciation d'une couronne successorale n'est point valide pour la postérité de celui qui renonce, quoiqu'elle soit valide pour lui-même ». A part cela, l'auteur raconte quelques épisodes des opérations en Catalogne, la marche sur Cuença au sud de l'Ebre sur le chemin de Madrid, le commandement de don Carlos en Navarre, le siège de Bilbao et la bataille de Somorrostro, la prise d'Estella par Martinez Campos. D'ailleurs, ce général ne prit pas une part très active à la guerre; il fut employé en missions diplomatiques, notamment à Londres, avec peu de succès, car les catholiques d'Angleterre voulaient bien prier pour don Carlos, mais ils continuaient d'envoyer leur argent à Rome. E. D.

## HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

— *Kaskaskia Records, 1778-1790*, avec une introduction et des notes par Clarence Walworth ALVORD (fait partie des Collections of REV. HISTOR. CV. 1<sup>er</sup> FASC. 13

the *Illinois State historical library*, t. V; t. II de la « Virginia series ». Springfield, 1909, in-8°, 1-681 p.). — Ces documents jettent beaucoup de lumière sur les événements qui préparèrent l'annexion de l'Illinois aux États-Unis et sur les hommes qui y prirent part. Kaskaskia était le centre politique d'un territoire où dominait l'élément français. La correspondance du P. Gibault nous fait en particulier connaître la triste situation morale et sociale où se trouvèrent les habitants pendant cette période troublée où, séparés de la France, ils n'étaient pas encore rattachés à la Confédération commençante. Le voisinage du Kentucky attira de bonne heure des pionniers américains, et au bout de peu d'années le rattachement devint inévitable. Les documents publiés dans le présent volume nous permettent d'en suivre les progrès. Ceux qui sont écrits en français sont accompagnés d'une traduction en anglais. Plusieurs beaux portraits et des fac-similés ornent cet intéressant volume. B.

— Félix KLEIN. *La séparation aux États-Unis : histoire, lois, coutumes, documents* (Paris, Bloud, 1908, in-16, 126 p.). — L'ancienne intolérance religieuse des premières colonies puritaines de l'Amérique du Nord a été toute changée par la guerre de l'indépendance où les catholiques se comportèrent bravement, où la cause des insurgents fut d'ailleurs soutenue par des puissances catholiques, la France et l'Espagne. C'est pourquoi, aux États-Unis, la séparation est bienveillante, « l'État ne mettant de limite à la liberté religieuse des citoyens que lorsqu'au nom de leur religion même ils entrent en conflit évident et actuel avec une loi de la République » ; on ne saurait mieux dire. Aux États-Unis, la séparation est libérale, et M. Klein oppose les lois américaines aux lois françaises et aux rapports de M. Briand. Aux États-Unis, la séparation est chrétienne, la coutume veut que les gouvernements ne soient pas indifférents aux pratiques religieuses. D'où il résulte que les États-Unis ne sont pas la France ; on peut le regretter, mais il faut en prendre son parti : on n'effacera pas les différences qui séparent ces deux nations. Dans les documents, on lira une lettre de Mgr Ireland sur les conditions légales de l'Église dans le Minnesota, des extraits des lois américaines, le rapport de M. Briand déposé le 4 mars 1905. E. D.

#### HISTOIRE DE HONGRIE.

— Parmi les dernières publications historiques de la Hongrie, il importe de signaler les suivantes : 1° *Arpad et les Arpadiens* (*Arpád és az Arpádok*. Budapest, Franklin, s. d. [1908], in-fol., xviii-397 p., avec de nombreuses illustrations), ouvrage publié par un groupe de savants et d'artistes sous la direction de D. CSÁNKI. — A l'occasion du millénaire de la mort d'Arpad (907), la Hongrie a voulu payer son tribut de reconnaissance au conquérant du pays. Il n'est guère possible de lui élever de statues, puisqu'on ne sait rien de

sa physionomie; on ne peut honorer son tombeau, puisqu'on ne sait pas où il fut enterré. Le volume se compose d'une vingtaine d'études qui donnent la quintessence des recherches sur l'époque arpadienne, c'est-à-dire sur les quatre premiers siècles de l'histoire de Hongrie. Les auteurs de ces études sont des érudits de premier ordre et les meilleurs artistes les ont secondés pour faire de ce volume un petit chef-d'œuvre. Nous nous bornons à indiquer le titre des travaux : A. Domanovszky, Les sources historiques; J. Szinnyi, L'origine et la langue des Hongrois, leur civilisation à l'époque d'Arpad; J. Illés, L'organisation de la société et de l'État; A. Márki, Les lieux de séjour des Hongrois. L'Europe à l'époque de la prise de possession de la Hongrie; J. Rónai Horváth, L'art guerrier des Hongrois. Les campagnes; J. Hampel, Les monuments archéologiques; M. Wertner, La race d'Arpad (la généalogie); J. Karácsonyi, Les possessions d'Arpad; J. Szendrei, Le tombeau d'Arpad; J. Sebestyén, Arpad dans la légende; Z. Beöthy, Arpad dans la poésie hongroise; A. Berzeviczy, Arpad dans les arts; D. Csánki, Caractère d'Arpad; D. Angyal, Les Arpadiens dans la politique de l'Europe; A. Károlyi, Les Arpadiens et la royauté nationale; R. Békefi, Les Arpadiens et l'Église; J. Karácsonyi, Les saints de la maison Arpad; E. Varju, L'iconographie des Arpad; L. Fejérpataky, Les armoiries des Arpad; L. Mangold, Bibliographie (p. 365-394, en 3 colonnes; il serait à souhaiter que nous eussions pour chaque époque de l'histoire de Hongrie une bibliographie aussi complète). Les planches hors texte et les reproductions de certaines pages de manuscrits sont fort belles et font de ce volume le pendant de celui que l'érudition magyare a consacré au roi Béla III (cf. *Rev. hist.*, sept.-oct. 1901). Les amateurs d'ouvrages de luxe pourront le consulter à la Bibliothèque nationale (Rés. gM 25).

2° Une des plus anciennes familles nobles hongroises, dont les ancêtres ont déjà joué un rôle à l'époque arpadienne, celle des Héderváry, s'est décidée à publier les chartes et les documents de ses archives. Le regretté baron B. RADVÁNSZKY avait pris l'initiative de cette publication, dont il n'a pu voir le premier tome qui vient de paraître sous le titre : *Recueil des chartes de la famille Héderváry* (*A Héderváry-család oklevéltára*, t. I. Budapest, Académie, 1909, in-8°, VIII-604 p.), par les soins de M. ZÁVODSZKY. Ce volume contient 418 documents tirés en grande partie des archives de Hédervár et complétés par ceux qui se trouvent dans les Archives royales et au Musée national de Budapest. Tous ces documents, qui vont de 1231 à 1526, sont en latin. M. Závodszky y a ajouté, dans une brochure à part, la reproduction en phototypie de cinq chartes particulièrement intéressantes.

3° M. R. BÉKEFI, l'historien de l'enseignement en Hongrie, nous donne dans son étude sur *l'Université de Pécs* (*A pécsi egyetem*. Budapest, Académie, 1909, 138 p. et 4 planches) des renseignements



très intéressants sur cette première Université hongroise. Elle fut fondée par Louis le Grand, de la maison d'Anjou, en 1367, sur les instances de Guillaume, évêque de Pécs (Cinq-Églises), ancien chapelain et secrétaire du roi, pour retenir la jeunesse studieuse dans le pays. Calquée sur le modèle de celles de Prague (1348), de Cracovie (1364) et de Vienne (1365), elle fut confirmée par Urbain V. La bulle est datée d'Avignon, le 1<sup>er</sup> septembre 1367, et se trouve presque identique à celles des trois universités mentionnées. La papauté, voulant favoriser l'Université de Paris et peut-être aussi par crainte des docteurs hérétiques, n'avait pas accordé à ces universités l'enseignement de la théologie. Parmi les professeurs de l'Université de Pécs, il y avait de nombreux Italiens, notamment Galvano, fils de Bettino de Bologne, qui jouissait d'un traitement de 600 florins d'or, traitement huit fois supérieur à celui des professeurs de Cracovie. On croyait jusqu'ici que l'Université de Pécs périt entre 1543 et 1547, lorsque la ville tomba entre les mains des Turcs. M. Békefi démontre, grâce à une lettre adressée par le roi Mathias Corvin au pape Paul II en 1465, que l'Université n'existait plus alors. Un passage du récit du voyageur turc Evlia Cselebi, qui a visité la Hongrie entre 1660 et 1666, a permis à M. Békefi de déterminer l'emplacement de l'Université, dont les bâtiments servaient, au XVII<sup>e</sup> siècle, de caserne. L'étude nous fait encore connaître quelques discours sacrés prononcés à l'Université et dont le texte est conservé dans un manuscrit latin de la bibliothèque de Munich (lat. 22363 b); parmi ces discours, il y en a douze sur des saints hongrois que nous trouvons reproduits ici. Le savant hongrois cite souvent l'édition du Cartulaire de l'Université de Paris, mais il ne mentionne comme éditeur que M. Denifle; or, M. Chatelain y a collaboré et son nom figure aussi sur le titre.

4<sup>e</sup> M. S. BOROVSKY publie le premier volume de l'*Histoire du Comitat de Borsod (Borsod vármegye története, t. I. Budapest, 1909, xvi-419 p., illustré)*. C'est une des meilleures monographies qu'on ait consacrées à une contrée hongroise. Elle diffère des autres monographies dans ce sens que M. Borovszky s'est chargé tout seul d'étudier le comitat sous tous les aspects depuis les temps les plus anciens jusqu'en 1711, c'est-à-dire la défaite de Rákóczi. Quand on parcourt la liste des archives (p. XII-XIV) d'où l'auteur a tiré sa documentation, on est saisi de respect devant un tel labeur. Le comitat, son chef-lieu Miskolcz, la ville de Dios-Győr et la forteresse Szendrő ont joué un rôle assez important dans l'histoire de Hongrie. M. Borovszky suppose que le premier chroniqueur hongrois, l'Anonyme du roi Béla, était originaire de cette contrée, car il ne décrit aucun comitat avec autant d'exactitude que le comitat de Borsod. Le célèbre registre de Nagy-Várad, dont M. Borovszky avec M. Karácsonyi ont donné une édition critique (cf. *Rev. hist.*, juillet-août 1904), a fourni maints traits pour retracer la vie sociale de cette contrée au moyen âge. Le tableau de la situation des grands seigneurs, des nobles et des jobbagyones, du

mouvement hussite, de l'occupation par les Turcs, les pages sur la Réforme qui y trouva de nombreux adeptes, sur la vie scolaire, sur l'organisation autonome du Comitatus, sur les luttes pour la liberté de conscience sous Bocskay et les Rákóczi sont très réussies. C'est d'après des documents inédits que M. Borovszky donne la liste de toutes les lettres de noblesse octroyées de 1512 à 1717. — Les illustrations ne sont pas nombreuses, mais elles sont fort bien exécutées et les portraits ont une valeur iconographique.

5° L'étude de M. D. SZABÓ sur l'*Histoire des diètes hongroises à l'époque de Louis II* (*A magyar országgyűlések története II. Lajos korában*. Budapest, Académie, 1909, in-8°, VIII-282 p.) se divise en deux parties. Dans les 110 premières pages, l'auteur expose, d'après les documents, le triste état du pays entre 1516 et 1526, la discorde de l'oligarchie qui avait amené la catastrophe de Mohács. Dans la seconde partie, nous trouvons les documents se rapportant aux différentes diètes, documents en partie déjà connus, en partie inédits. Presque tous sont en latin, quelques-uns seulement en allemand ou en italien.

6° Le nouveau volume des *Monumenta Hungariae historica* contient la *Correspondance* et les *Actes* du général Georges Basta (*Basta György hadvezér levelezése és iratai*; t. I: 1597-1602. Budapest, Académie, 1909, in-8°, XLIV-758 p.), édités par André VERESS, auquel nous devons déjà une bonne biographie de la reine Isabelle, veuve de Jean Zápolya, et les Lettres d'Alphonse Carrillo (cf. *Rev. hist.*, juillet-août 1907). Il a réuni dans ce volume 963 documents presque tous en italien, en latin ou en allemand. Basta, d'origine italienne, avait guerroyé d'abord dans les Pays-Bas; général hardi, mais cruel, la cour de Vienne l'envoya en Transylvanie pour combattre d'abord Báthory, puis le voïvode Michel. Comme gouverneur, il y a laissé les souvenirs les plus tristes. Le soulèvement de Bocskay a mis fin à sa tyrannie. Les nombreuses lettres qu'il adressa à Mathias et à Maximilien, aux comitats hongrois, éclairent plusieurs points de l'histoire de la Transylvanie et permettront de retracer le portrait moral de ce général qui, tout en étant l'instrument de l'Autriche, demanda l'organisation d'une armée hongroise, persuadé qu'elle rendrait plus de service que les mercenaires autrichiens. M. Veress a tiré ces documents, en grande partie, des archives hongroises, mais Parme, Modène et Rome ont également fourni bon nombre de missives.

7° La dernière publication du regretté Coloman THALY intéressera particulièrement les historiens français: C'est une édition d'une partie des Mémoires de César de Saussure sur son séjour en Turquie, à Constantinople d'abord, puis à Rodosto comme « gentilhomme des commandements » du prince François Rákóczi, en 1734 et 1735. Le manuscrit de ces Mémoires, que de Saussure composa entre 1740 et 1742, n'était pas inconnu aux contemporains. Voltaire l'avait eu entre les mains. De nos jours, M. van Muyden en a publié une partie sous le

titre : *Lettres et voyages de Monsieur César de Saussure en Allemagne, en Hollande et en Angleterre, 1725-1729* (Lausanne, 1903). C'est à Londres que Saussure fit la connaissance de Lord Kinnoul qui, nommé ambassadeur auprès de la Porte ottomane, l'emmena à Constantinople comme secrétaire. Là, quelques seigneurs hongrois l'engagèrent à venir les voir à Rodosto. Il s'y rendit et entra, en 1734, au service du prince dont il revit les manuscrits français. Il y resta jusqu'après la mort de Rákóczi et donna dans ses Mémoires, sous forme de lettres, non seulement des détails sur la vie et le rôle de Rákóczi en Hongrie, mais aussi des notes intéressantes sur les deux dernières années de sa vie. M. Thaly, ayant eu connaissance de ces Mémoires, les fit copier à Lausanne et les édita avec une traduction hongroise et une introduction de 82 pages : *Lettres de Turquie (1730-1739); Notices (1740) de César de Saussure (De Saussure Czézárnak törökországi levelei 1730-39-ből és följegyzései 1740-ből)*. Budapest, Académie, 1909, in-8°, 380 p., avec le portrait de Saussure). La partie des Lettres, qui n'est qu'un extrait de l'ouvrage de Rákóczi (*Histoire des révolutions de Hongrie*. La Haye, 1739), n'offre presque rien de nouveau; mais il y a deux longues lettres qui sont importantes. D'abord celle où Saussure raconte la trahison de Bohn, officier danois attaché comme secrétaire à Rákóczi pendant dix ou douze ans et qui, en réalité, n'était qu'un espion au service de l'Autriche et a trahi non seulement son maître, mais aussi le pacha Bonnevay et l'ambassadeur de France à Constantinople, le marquis de Villeneuve. Démasqué lors de son voyage à Paris en 1734, il fut arrêté et envoyé à la Bastille, où il resta jusqu'en 1738. Cette partie des Mémoires peut être complétée et rectifiée par les documents conservés aux archives des Affaires étrangères à Paris et par ceux de la Bastille. M. Thaly n'en a pas eu connaissance et nous avons démontré en les publiant (*Revue de Hongrie*, janv. et févr. 1910) que l'introduction de son ouvrage aurait pu gagner en exactitude s'il les avait consultés. La seconde lettre importante est celle qui se rapporte à la mort et à l'enterrement de Rákóczi dans le couvent des Jésuites à Constantinople. Cette lettre complète les renseignements contenus dans les *Lettres de Turquie* de Mikes, le fidèle gentilhomme de la Chambre du prince. — M. Thaly a ajouté à son volume intéressant l'inventaire du mobilier de Rákóczi à Rodosto, inventaire dressé, en 1736, par François Belin, premier secrétaire d'ambassade à Constantinople.

8° M. A. HODINKA, chargé par l'Académie hongroise d'écrire l'histoire des églises grecques en Hongrie, nous offre aujourd'hui un volume compact sur l'*Évêché grec-catholique de Munkács (A munkácsi görög-katholikus püspökség története)*. Budapest, Académie, 1910, in-8°, VIII-856 p., évêché qui, selon lui, résume toute l'histoire du peuple ruthène (petits Russiens). Les églises roumaines et serbes de Hongrie viendront à leur tour. M. Hodinka a puisé dans toutes les archives nationales, ecclésiastiques et privées de la Hongrie; il a

étendu ses recherches jusqu'à Rome, et son volume fait honneur à la jeune école historique magyare. Après un résumé rapide de l'histoire des Ruthènes jusqu'en 1458, il expose, dans une première partie, l'histoire extérieure de l'évêché de 1458 à 1800, et, dans une seconde partie, son histoire intérieure; il donne des détails intéressants sur la vie intellectuelle des Grecs unis, sur leur liturgie, sur le clergé des campagnes et leur action. Un index très détaillé (p. 820-852) facilite les recherches.

9° M. Benjamin KÁLLAY s'est acquis une renommée européenne comme gouverneur de la Bosnie et de l'Herzégovine. C'était un homme d'État doublé d'un historien très bien informé. Sa carrière politique le mit en contact avec les Slaves du Sud et, pour comprendre leurs aspirations, il a étudié leur histoire et fouillé leurs archives. Son *Histoire des Serbes* (1877), traduite en allemand, est devenue classique et, selon Laveleye, à Belgrade même, on reconnaît que c'est la meilleure qui existe. Malgré le labeur absorbant de son administration, il avait continué ses recherches, mais la mort est venue le surprendre au milieu de son travail. C'est un de ses amis, M. Louis Thallóczy, l'homme de Hongrie qui connaît le mieux les Slaves du Sud, qui vient de publier les parties achevées de son *Histoire du soulèvement serbe* (*A szerb felkelés története, 1807-1810*. Budapest, Académie, 1909, 2 vol. in-16, 405 et 415 p., avec le portrait de Kállay). Ces deux volumes forment la suite de l'ouvrage paru en 1877 et nous donnent le récit du soulèvement d'après les recherches faites dans les archives de Vienne, de Paris et dans les pays slaves et d'après les dernières publications serbo-croates. Kállay a encore pu utiliser la thèse de M. Pisani sur la Dalmatie, mais les volumes récents de MM. Driault (*la Politique orientale de Napoléon*) et Yakschitch (*l'Europe et la résurrection de la Serbie*) ont paru après sa mort. Il nous donne un exposé large et abondamment documenté du soulèvement et des portraits des personnages qui y ont participé. M. Thallóczy a ajouté le *Journal de voyage* de Kállay en Serbie et en Bosnie (1868 et 1871), puis l'éloge qu'il a prononcé sur lui à la séance solennelle de l'Académie en 1909, enfin des notes biographiques sur les Slaves qui figurent dans le texte. Les documents français reproduits dans les notes sont d'une grande correction, ce qui est assez rare dans les publications hongroises.

I. KONT.

— C<sup>te</sup> Joseph DE MAILÁTH. *La Hongrie rurale, sociale et politique*, préface de M. René HENRY (Paris, Alcan, in-8°, 348 p.). — Comme le titre l'indique, il y a trois parties dans ce livre : un tableau de la Hongrie rurale, étudiée surtout au point de vue des associations, de la coopération, ce qui est pour l'auteur, grand propriétaire en Hongrie, l'occasion d'exposer son propre programme agraire, avec deux discours prononcés par lui sur ce sujet à la Chambre des magnats en 1907; il y a ensuite une très courte étude et très vive critique du

socialisme et des socialistes en Hongrie; enfin un exposé de la politique hongroise au commencement du XX<sup>e</sup> siècle. E. D.

# HISTOIRE D'ITALIE.

— Albert DAUZAT. *L'Italie moderne* (Paris, Charpentier, 1909, in-18, xv-387 p.). — Dans ce livre de journalisme aimable, informé, sympathique aux Italiens, on ne trouvera rien, ou à peu près, sur l'évolution intellectuelle et artistique de l'Italie, sur la question agraire et sur son corollaire, la question de l'émigration; le mouvement ouvrier est traité trop succinctement; le chapitre consacré à l'orientation politique et sociale est au contraire bourré de trop de choses. Mais l'ensemble est amusant, bien venu, et l'on trouve, à propos de l'analphabétisme, des notes curieuses sur les tendances patriotiques de l'enseignement primaire et des pages intéressantes sur l'influence de la langue française en Italie. G. BN.

— Dott. Luigi LA ROCCA. *Istruzioni al Marchese Falletti di Castagnola, viceré di Sardegna dal 1831 al 1835* (sic) (Catania, Giannotta, s. d., in-8°, 24 p.). — Les dates données par le titre de cet opuscule sont fausses: il faut lire 1731-1735, et il s'agit des instructions données par Charles-Emmanuel II, roi de Sardaigne, le 30 octobre 1731, au marquis Falletti di Castagnola, le premier gouverneur d'origine piémontaise en Sardaigne après la domination espagnole. Dans ces instructions, on recommande au gouverneur de suivre la tradition espagnole, de réconcilier les partis, — Sardes dévoués aux Autrichiens, — et d'employer la langue espagnole, et on lui donne la marche à suivre en ce qui touche la perception des impôts, l'instruction des poursuites criminelles, les rapports de l'État avec le clergé. G. BN.

— Pietro ORSI. *L'Italia moderna. Storia degli ultimi 150 anni*. Collezione storica Villari (Milano, U. Hoepli, 1910, in-16, xvi-496 p.). — La première édition de l'excellent petit manuel de M. Orsi date de 1900, la seconde de 1902. La troisième, que nous avons sous les yeux, a trente-huit pages de plus que la précédente, mais vingt chapitres au lieu de vingt et un, car les chapitres XVI-XVIII, où était naguère racontée l'évolution de l'Italie entre 1861 et 1870, ont été réunis en un seul, et l'on trouve en revanche un chapitre sur le règne en cours de Victor-Emmanuel II. Les pages consacrées par M. Orsi au mouvement intellectuel et artistique ont à peine été retouchées; on regrettera, d'autre part, de ne pas trouver dans cette édition plus que dans les précédentes la moindre notion d'histoire économique et sociale. La bibliographie sommaire qui termine l'ouvrage s'est, en revanche, enrichie de nombreuses additions (51 pages au lieu de 43). — G. BN.

— George Macaulay TREVELYAN. *Garibaldi e la difesa della Repubblica romana* (Bologna, Zanichelli, 1909, in-8°, xiii-433 p.). — J'ai signalé jadis l'ouvrage de M. Trevelyan sur Garibaldi en 1849



(t. XCVII, p. 404-405). De cet ouvrage, capital pour l'histoire de la République romaine, M<sup>me</sup> Emma Bice DOBELLI a donné, d'après la quatrième édition anglaise, une traduction italienne corrigée et augmentée par l'auteur. Les adjonctions ne sont pas nombreuses et portent essentiellement sur les alentours d'U. Bassi (p. 347 et suiv.) et sur la bibliographie. D'autre part, on trouve dans cette tradition des appendices nouveaux sur le témoignage de Palmerston en ce qui touche les atrocités autrichiennes, la carrière et le témoignage du Garibaldien anglais Forbes, le débarquement des *bragozzi* garibaldiens, les témoignages de Mini et Stocchi, enfin la mort d'Anita Garibaldi; M. Trevelyan n'a pas eu de peine à démontrer l'absurdité de la légende qui assure que la femme de Garibaldi a été étranglée.

G. BN.

## HISTOIRE D'ORIENT.

— Joseph HELL. *Die Kultur der Araber* (Leipzig, Quelle et Meyer, in-16, 144 p.; prix : 1 m. Collection intitulée : *Wissenschaft und Bildung*). — Résumé très rapide et qui paraît bien informé sur la civilisation arabe avant l'Islam, au temps de Mahomet, puis dans les régions occupées par les Musulmans.

— Friedrich GROH. *Der Zusammenbruch des Reiches Jerusalem, 1187-1189* (Iéna, B. Vopelius, 1909, in-8°, xxiv-79 p.). — M. F. Groh a étudié, d'après le témoignage des sources occidentales et arabes, la campagne de Saladin contre le royaume de Jérusalem en 1187, la bataille de Hittin, le siège et la prise de Jérusalem et l'occupation de toutes les places du royaume. La chronologie des événements est discutée et établie avec soin. Une abondante bibliographie précède l'ouvrage. Dans un appendice, l'auteur cherche à justifier Raimond de Tripoli du reproche de trahison en soutenant que, s'il a pris des troupes musulmanes à son service pour lutter contre Guy de Lusignan, il n'a fait que suivre un usage courant; il n'en est pas moins vrai que, d'après l'auteur de l'*Estoire d'Eracles* (*Histor. occid. Crois.*, t. II, p. 36), il a livré au fils de Saladin, à contre-cœur il est vrai, le passage du gué de Jacob et favorisé ainsi l'invasion du royaume. L. B.

— Archdeacon DOWLING, D. D. *The patriarchate of Jerusalem* (London, Soc. for promot. christian Knowledge, 1909, in-12, xiii-70 p.).

— Cette élégante notice, illustrée de curieuses photographures, est consacrée à la situation présente du patriarcat orthodoxe de Jérusalem. Après avoir rappelé quelques dates de l'histoire de cette institution et donné la liste des patriarches au XIX<sup>e</sup> siècle, l'archidiacre Dowling consacre un chapitre à la biographie du patriarche actuel Damianus, originaire de Samos, et à celle du savant évêque du Jourdain Épiphanus. Il donne ensuite des renseignements sur l'état actuel de la hiérarchie ecclésiastique, sur l'archevêché autonome du Sinai, sur la constitution du Saint-Synode de Jérusalem, sur la place occupée par

les Grecs dans l'église du Saint-Sépulcre et sur les établissements principaux qui dépendent du patriarcat (monastère de Saint-Constantin avec sa riche bibliothèque provenant de Saint-Sabas, imprimerie patriarcale où s'édite depuis 1904 la revue intitulée *Nea Sion*, les hôpitaux et hospices des pèlerins, le monastère de la Croix où est établi un séminaire pour le recrutement du clergé, enfin des sanctuaires plus anciens et toujours vénérés de Saint-Sabas et Saint-Théodose). Un appendice donne quelques détails intéressants sur l'activité de la Société impériale russe de Palestine et sur la célèbre mosaïque de Mádaba. On trouvera dans ce petit livre des renseignements précis sur la situation actuelle de l'orthodoxie hellénique en Palestine. — L. B.

— Paul IMBERT. *La rénovation de l'empire ottoman. Affaires de Turquie*, avec 2 cartes hors texte (Paris, Perrin, 1909, in-12, xvi-311 p.). — Annonçant par les événements récents et par ceux du dernier règne « le réveil de la race turque », M. Imbert a écrit ici quelques chapitres très intéressants et sérieusement documentés sur la politique des chemins de fer, le chemin de fer de Bagdad, les voies ferrées des Balkans, la ligne de La Mecque. Les chapitres sur le protectorat français d'Orient, sur les Réformes et le Tanzimat sont moins nouveaux. Celui de la Turquie constitutionnelle est un des meilleurs tableaux que l'on puisse lire sur les suites de la Révolution de 1908. Réserves faites sur l'admiration qui s'exprime ici maintes fois au sujet de la politique du sultan Abd-ul-Hamid II, on aura dans ce petit livre un guide très précieux sur la situation actuelle de la question d'Orient. — E. D.

— Jean RODES. *La Chine nouvelle* (Paris, Alcan, 1910, 329 p.). — Bien renseigné par un voyage en Chine à l'occasion d'une mission de la Société de Géographie, M. Jean Rodés en étudie le gouvernement, la dernière succession au trône, la grande impératrice douairière Tseu-Hsi, venue elle-même à la politique des réformes, puis le parti des réformes et ses destinées très troublées, la grandeur et la chute de son chef Yuan-Chi-Kai. En effet, les fluctuations de la politique, les conspirations et les intrigues qui se croisent au palais impérial, la mauvaise volonté des mandarins, mal préparés et très mal disposés pour les institutions occidentales, tout cela compromet la réforme nécessaire, et M. Rodés demeure sceptique à son égard. En effet, il résulte de son enquête très patiente et très pénétrante que le travail des réformes, auquel la Chine sembla d'abord se mettre fiévreusement, est cependant très peu avancé et sans doute peu sincère : il y a encore peu de changement dans l'armée et la marine ; l'enseignement est toujours incliné vers la culture littéraire et morale plus que vers les sciences modernes ; l'interdiction de l'opium n'est peut-être qu'un bluff ou une habileté ; la préparation des lois constitutionnelles est très lente, peu loyale, l'échéance en est sans cesse reculée, et le parti des mécontents s'accroît de nouveau ; en ce qui concerne les chemins de fer, les Chinois n'ont guère que la volonté d'en reprendre la

propriété pour en arrêter peut-être ensuite la construction et l'exploitation. M. Rodes termine son livre très utile par une étude intéressante de la psychologie du peuple chinois, de son nouveau patriotisme, qui est un mélange de modernisme et de xénophobie (comme au Japon), de l'action révolutionnaire des étudiants, pour la plupart venus du Japon. Il définit le *Keming*, ou « la Révolution », avec son chef Seng-Weng ou le docteur Takano, en marche vers la régénération par la République chinoise, par le concours insaisissable et toujours redoutable des sociétés secrètes, élément dont il faut tenir grandement compte dans ce pays mystérieux. E. D.

## HISTOIRE DES PAYS-BAS.

— N. IAPIKSE. *Brieven van Johan de Witt*; 2<sup>e</sup> partie : 1657-1664 (Amsterdam, J. Müller, 1909, 1 vol. in-8°, xix-652 p.). — Nous n'avons pas à revenir sur ce qui a été dit plus haut (p. 166) de ce tome II. Mais nous avons le devoir d'ajouter une constatation très importante faite par le savant éditeur, c'est que Combes, dans la *Correspondance française de Jean de Witt*<sup>1</sup>, a souvent arrangé des mémoires sans date pour leur donner la forme épistolaire, et qu'il a même poussé l'inconscience jusqu'à les dater à sa guise. Voilà du coup la publication de Combes discréditée et son auteur suspect d'avoir traité ses documents avec la plus fâcheuse désinvolture, sans se gêner pour les dénaturer. A. WADDINGTON.

— *Bijdragen en Mededeelingen van het Historisch Genootschap te Utrecht* (Amsterdam, J. Müller, 1909, t. XXX, in-8°, cxi-400 p.). — Le nouveau volume des « *Bijdragen* » de la Société historique d'Utrecht renferme, comme de coutume, à côté de rapports sans valeur historique, quelques documents intéressants. Tels sont : les pièces inédites concernant la capitulation trop prompte d'Amersfoort en 1629, communiquées par M. VAN DAM VAN ISSELT; une lettre de 1769, en français, sur la vie à Utrecht, communiquée par M. CRAMER; des actes (résolutions de conseils municipaux, sentences et pièces notariées) relatifs à la Compagnie du Nord, qui jouit de 1614 à 1642 du monopole de la pêche des baleines, commentés par M. VAN BRAKEL; enfin et surtout un mémoire de 1728 sur la République des Provinces-Unies. Ce mémoire, en français, rédigé par le marquis de Fénélon, ambassadeur de France, pour un remplaçant provisoire, M. de La Baune, a été publié par M. Th. BUSSEMAKER; il nous renseigne excellemment sur la situation de la République à une époque mal connue, sur la décadence qui s'annonce, le ralentissement du commerce et l'accroissement du nombre des rentiers, les conséquences néfastes du système de la Barrière. Les relations avec les différentes puissances européennes sont bien expliquées et les principaux personnages politiques, notam-

1. Dans la collection des *Documents inédits*. Paris, 1873, in-4°.

ment le pensionnaire Slingeland et le greffier Fagel, heureusement caractérisés. Feu M. Pynacker HORDYK avait recueilli douze chartes inédites du XII<sup>e</sup> siècle relatives aux Pays-Bas; après sa mort, M. S. MULLER s'est chargé d'éditer ces documents avec les notes qu'y avait jointes M. P. A. Enfin une lettre sur les États de Hollande assemblés le 17 novembre 1472 à Delft est publiée par M. KESPER.

A. WADDINGTON.

— Comte Adolphe DU CHASTEL. *Les Hollandais avant, pendant et après la Révolution de 1830* (Bruxelles, libr. Albert Dewit, 1908). — Ce modeste petit livre, qui n'apprendra rien de bien neuf aux érudits, a ce mérite, dit l'auteur, de « faire comprendre l'état d'âme des Belges qui ont cru devoir rester fidèles à la maison de Nassau ». Cela est vrai, du moins en ce qui concerne l'état d'âme du comte Fortuné du Chastel, car c'est à l'aide de la correspondance de celui-ci que l'auteur a composé son récit; on lira avec intérêt les informations qu'il donne sur la campagne du 1<sup>er</sup> au 14 août 1831 et surtout sur le sort des Belges restés fidèles au roi Guillaume I<sup>er</sup>. Mais d'autre part l'auteur n'a pas cherché à vérifier les faits « afin de ne pas faire perdre leur saveur » aux mémoires et lettres dont il s'est servi; cette saveur, le lecteur ne la peut pas goûter parce que M. du Chastel ne nous offre pas les documents eux-mêmes, mais seulement le récit qu'il en a tiré; le plus souvent on ne sait pas trop si c'est le comte Adolphe ou bien le comte Fortuné qui parle.

Th. B.

#### HISTOIRE DE POLOGNE.

— DMOWSKI. *La question polonaise*, traduit du polonais par V. GASZTOWTT, préface par Anatole LEROY-BEAULIEU (Paris, Colin, 1909, in-12, xxiv-332 p.). — M. Dmowski, député de Varsovie à la Douma, président du Kolo ou du club polonais à Saint-Petersbourg, s'efforce de détruire l'alliance russo-allemande persécutrice de la Pologne; il « offre aux Russes la main des Polonais »; il voudrait organiser le *Polentum* contre le *Deutschtum*, l'entente de tous les frères slaves, et non l'écrasement des uns par les autres; la préface de M. Anatole Leroy-Beaulieu, qui roule sur ce thème, est admirable. Il y a en effet 20 millions de Polonais, dressés contre l'hégémonie allemande, à l'avant-garde du monde slave; mais ils demeurent divisés entre les trois pays co-partageants, et leur organisation nationale est impossible. Dès lors les Allemands continuent leur poussée sur l'Europe orientale, à travers les Slaves désunis, comme toujours depuis le moyen âge. Cependant la nationalité polonaise s'est réveillée, par l'instruction, par la culture, par la formation de la conscience nationale chez le peuple qui autrefois n'avait souci que de ses querelles avec la noblesse; le temps est fini du romantisme révolutionnaire antirusse de 1830 ou de 1863; il faut en venir au réalisme devant la force des circonstances actuelles; il faut éviter les illusions. Mais la

conclusion de M. Dmowski est mélancolique : la Russie prendra-t-elle cette main tendue ? Cela n'est pas vraisemblable sous le gouvernement actuel.

E. D.

## HISTOIRE DE ROUMANIE.

— A.-D. XÉNOPOL. *Les Roumains. Histoire, état matériel et intellectuel* (Paris, Delagrave, in-12, 156 p.). — Ce petit volume, qui contient les huit remarquables leçons faites par M. Xénopol au Collège de France en 1908, résume les données essentielles de l'histoire de la Roumanie. M. Xénopol expose et défend avec talent la thèse qui considère les Roumains actuels comme les descendants des Daco-Romains qui ont occupé la Dacie romaine du II<sup>e</sup> au III<sup>e</sup> siècle de notre ère. Cette occupation confère, à ses yeux, aux Roumains un droit historique, éminent même, sur les territoires où aujourd'hui ils subissent un joug étranger. On lira en France avec un intérêt particulier les très beaux chapitres où M. Xénopol expose l'entrée de la Roumanie dans la civilisation occidentale par l'influence de la Renaissance d'abord, puis de la France, qui a agi sur la Roumanie par son esprit et par sa politique. Et on trouvera dans les derniers chapitres de sérieux avertissements sur l'urgence qu'il y a à ne pas laisser des rivaux prendre notre place en Roumanie au point de vue intellectuel comme au point de vue économique. Il y a là tout un champ d'action qu'on ne doit pas négliger.

G. M.

## HISTOIRE DE SUISSE.

— Charles SEITZ. *L'historien Niebuhr, citoyen de Genève* (Genève, Georg et C<sup>ie</sup>, 1909, in-8°, 20 p.). — Le travail de M. Seitz est un des nombreux mémoires publiés à l'occasion du jubilé de l'Université de Genève. Il nous y raconte comment l'illustre historien critique des origines de Rome, qui fut aussi diplomate prussien, reçut de la petite république le droit de bourgeoisie dans cette cité. Le gouvernement genevois voulait le récompenser de son intervention benévole auprès du Saint-Siège (auprès duquel Niebuhr était accrédité par Frédéric-Guillaume III) afin d'obtenir pour la république le transfert de ses sujets catholiques de l'obédience de l'évêque de Chambéry à celle de l'évêque de Lausanne. Cette demande, appuyée par l'Autriche, l'Angleterre et la Russie, était contrecarrée par la Sardaigne ; notre historien finit cependant par obtenir de Pie VII, le 20 septembre 1819, le bref *Inter multiplices* qui ratifiait l'arrangement désiré. Le conseil, enchanté, vota la remise à Niebuhr du diplôme de bourgeoisie, d'une riche tabatière et d'une somme de huit mille francs. Par une lettre du 9 février 1820, celui-ci accepta diplôme et tabatière, mais refusa l'argent.

— Un Genevois d'autrefois : Henri-Albert Gosse (1753-1816),



d'après des lettres et des documents inédits par Danielle PLAN (Paris, Fischbacher; Genève, Kündig, 1909, in-8°, 522-cix p., portraits et fac-similés). — C'est un gros, bien gros volume que l'auteur consacre à la biographie d'un modeste apothicaire genevois; mis en devoir de le parcourir, on commence par soupirer de ce que la piété de ses descendants ait conservé avec tant de respect les papiers accumulés par le botaniste émérite, le diplomate de rencontre que fut Henri-Albert Gosse, le « solitaire de Mornex ». Mais le livre est écrit avec tant de simplicité, si rempli de détails caractéristiques sur la Genève de la fin du XVIII<sup>e</sup> et aux débuts du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'on finit par y prendre plaisir, même quand il s'agit d'un mémoire « sur les accidents résultant de la liberté laissée aux cochons de se promener dans les rues », rédigé par M. Gosse, ou d'une « sauce genevoise pour accommoder les truites du lac », inventée par Madame. De tous les chapitres de l'ouvrage, ceux qui intéresseront le plus un public français sont ceux que M<sup>lle</sup> Plan consacre à Gosse et ses amis Roland. Notre pharmacien fut en effet très lié avec le futur ministre de Louis XVI et de la Convention et avec sa femme. On y trouvera non seulement des lettres de M<sup>me</sup> Roland, mais la correspondance amoureuse inédite de Louis Bosc avec sa fille, Eudoxie Roland. Signalons encore les missions de Gosse auprès du Directoire, ses relations avec le « vertueux » Larévellière-Lépeaux, avec le général Bonaparte, dont il vante « l'affabilité et la bonté » et dont il espère un instant obtenir la conservation de l'indépendance genevoise. — P. 373, au lieu de *Fruguet*, lire *Truguet*. R.

— Dr Joh. MEYER. *Die früheren Besitzer von Arenenberg. Königin Hortense und Prinz Ludwig Napoleon* (Frauenfeld, Huber, 1908, in-8°, 437 p.). — Ce livre est écrit d'après les ouvrages de M<sup>me</sup> d'Arjuzon et de Fourmestreux sur la reine Hortense, d'après les mémoires du prince Eugène, les mémoires de M<sup>lle</sup> Louise Cochelet, la correspondance de M<sup>me</sup> Campan. Il est illustré de quelques tableaux et portraits tirés d'Arenenberg, dont quelques-uns sont intéressants. Mais plus de la moitié du volume est occupé par le récit de la vie d'Hortense et de son fils avant leur établissement à Arenenberg : l'enfance d'Hortense, Hortense en pension, chez M<sup>me</sup> Campan, à Saint-Germain, la vie à la Malmaison, un mariage forcé, une malheureuse reine, l'enfance de Louis-Napoléon. Hortense acheta Arenenberg en 1817; sauf quelques courts séjours à Augsbourg, elle y vécut dès lors, parmi les études et autres travaux de son fils; elle y mourut. Arenenberg, alors vendu à Karl Keller, fut plus tard racheté par Napoléon III.

E. D.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

---

### FRANCE.

1. — **Revue des études historiques.** T. LXXVI, 1910, mars-avril. — C. STRYIENSKI. La vocation de M<sup>me</sup> Louise, fille de Louis XV (son entrée au Carmel de Saint-Denis en 1770; la mort du roi). — C. FAURE. Le règlement du collège de Vienne en 1550 (analyse et longs extraits). — A. AUZOUS. La dernière campagne de l'amiral de Linois, 1803-1806 (fin). = C.-rendu : A. Hastin. Le Luxembourg, son histoire domaniale, architecturale, décorative et anecdotique (jusqu'en 1611; utile). = Mai-juin. P. DE VAISSIÈRE. M. de Lordat, page du roi en la Petite-Écurie, cornette aux cheveu-légers, 1725-1765 (d'après sa correspondance avec son oncle, le comte de Lordat, brigadier des armées du roi). — P. MORANE. Alexandre I<sup>er</sup>, Constantin et la Pologne, 1815-1825 (utilise des documents d'archives surtout françaises). = C.-rendus : Rozet et Lembey. L'invasion de la France et le siège de Saint-Dizier par Charles-Quint en 1544, d'après les dépêches italiennes de Francesco d'Este, de Hieronymo Feruffino, de Camillo Capilupio et de Bernardo Navajes (important recueil d'actes). — Waliszewski. Souvenirs de la comtesse Golovine, née princesse Galitzine, 1766-1821. = Juill.-août. FROMAGEOT. Une cousine du Grand Condé : Isabelle de Montmorency, duchesse de Châtillon, puis de Mecklenbourg (1<sup>er</sup> art.). — A. PELLERIN. Une victime de la délation dans l'armée en 1793 : le général Collier de La Marlière (dénoncé par Lavalette, ci-devant comme lui, La Marlière, ancien chef d'état-major général de l'armée du Nord et des Ardennes, fut arrêté le 31 août, comparut devant le tribunal révolutionnaire le 25 novembre et exécuté le 27).

2. — **Revue des questions historiques.** T. XLIV, 1910, 1<sup>er</sup> avr. — HYRVOIX DE LANDOSLE. L'enlèvement du grand prieur de Vendôme, 1710 (1<sup>er</sup> art., où l'auteur trace un portrait du duc de Vendôme et du grand prieur son frère; puis il raconte quelques voies de fait commises par l'ambassadeur de France en Suisse avant celle dont fut victime le grand prieur. Suite le 1<sup>er</sup> juill. : enlèvement du grand prieur près de Coire, le 28 octobre 1710. Il obtint sa liberté en signant un « revers » ignominieux qu'il était d'avance décidé à ne pas exécuter). — Ch. BOURNISSEN. Conséquences économiques et sociales de la vente des biens nationaux (favorise l'émancipation des bourgeois et des fermiers riches et le bien-être des petits ruraux et bourgeois, mais ne

modifie pas le régime économique de la propriété). — L. FROGER. La guerre de la Chouannerie de janv. à juin 1795 (dans le Maine, d'après des documents communiqués par le vicomte de Montesson et notamment la correspondance du général Dubesme). — P. MONTARLOT. Louis Bonaparte, roi de Hollande, après son abdication (efforts vains de Napoléon pour faire rentrer son frère en France en 1810; Louis Bonaparte se fixa à Gratz où il resta jusqu'en 1813). — Paul ALLARD. Les philosophes scolastiques et l'esclavage (leur enseignement sur la servitude; M. Allard essaie de montrer, en passant en revue les principaux de ces philosophes, dans quelle mesure ils se sont séparés d'Aristote). — STROWSKI. Sur Port-Royal et le jansénisme (art. court, mais d'un haut intérêt; revue des ouvrages les plus récents parus sur le jansénisme; M. Strowski conclut en disant qu'il a manqué au jansénisme un homme et une doctrine). — L.-colonel L. PICARD. Le siège de Dantzig il y a cent ans (1807; récit détaillé; suite et fin en juillet). = C.-rendus : R.-L. Schuyler. The Transition in Illinois from British to American government (récit clair). — J. Audouard. Un drame passionnel à la fin du XVIII<sup>e</sup> s. Le crime du marquis d'Entrecasteaux (très documenté). = 1<sup>er</sup> juill. M. PREVOST. Autour de la fête de la Fédération. La vie parisienne du 10 au 20 juill. 1789. — G. SAINT-YVES. La lutte contre Napoléon dans l'Inde : la chute de Tipou sultan (Tipou, fils d'Haider Ali, vaincu par Wellesley, le futur Wellington, en 1799). — M. SEPET. Jeanne d'Arc et ses plus récents historiens. — A. LEGRIS. Le graduel de l'église cathédrale de Rouen à la fin du XII<sup>e</sup> s. — J. DE GHELLINCK. Les œuvres de Jean de Damas en Occident au XII<sup>e</sup> s. Citations du *De fide orthodoxa* chez Pierre Lombard. — G. GAUTHEROT. Les cahiers de 1789. La rédaction artificielle des doléances révolutionnaires (ces doléances « ne représentent point l'opinion profonde du peuple français; elles ne sont que le produit artificiel des menées d'un parti, le parti philosophique »). = C.-rendus : E. Dupuy. Américains et Barbaresques, 1776-1824 (très intéressant; mais pourquoi nul renvoi aux sources?). — P. Thomas. La Santa Casa dans l'histoire (sans valeur). — Eschbach. La vérité sur le fait de Lorette (échoue complètement dans ses efforts pour réfuter ceux qui tiennent l'authenticité de la maison de Lorette comme insuffisamment prouvée. Dépose par A. Fiérens des conclusions de l'abbé Chevalier). = *Bulletin* : GOLDSILBER. Courrier allemand.

**3. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1910, 23 juin. — Olmstead. Western Asia in the days of Sargon of Assyria, 722-705 B. C. (utile et en partie nouveau). — Rocheblave. Agrippa d'Aubigné (bon). — Desbrière. La campagne du général Bourbaki dans l'est (trois gros volumes bourrés de documents; remarquable). = 30 juin. Brownson. Xenophon's Hellenika (bonne édition de morceaux choisis pour les classes). — Bratti. Filip II af Spanien (étude très approfondie sur le caractère de Philippe II; mais l'auteur s'est laissé emporter trop loin par son désir de parler de ce roi avec impartialité :

il en fait un portrait trop flatté que les témoignages contemporains ne justifient pas). = 7 juill. *Armaingaud*. Montaigne pamphlétaire. L'énigme du *Contr'Un* (le *Contr'Un* a été utilisé dans le *Réveil-matin des François*, qui parut avant le 22 mars 1574; or, Charles IX mourut le 30 mai de la même année; le « tyran » du *Contr'Un* ne peut donc être Henri III, mais bien Charles IX. Ainsi croule l'argumentation du Dr Armaingaud. Discussion très serrée par H. Hauser). — E. Picard. *Hohenlinden* (ouvrage de mérite où sont utilisés de nombreux documents inédits. A. Chuquet y relève, avec une sévérité qui semble excessive, des lacunes et des erreurs notables dans la bibliographie, beaucoup de faits contestables dans le texte). = 14 juill. F. Cumont. La théologie solaire du paganisme romain (bon). — F. Hayem. Le maréchal d'Ancre et Léonora Galigai (ce travail posthume s'arrête à l'année 1613; intéressant). — Dr Ph. Maréchal. Une cause célèbre au XVIII<sup>e</sup> s. Béatrix de Cusance, Charles IV de Lorraine, Caroline d'Autriche (récit très piquant et qui apporte beaucoup de faits nouveaux). — Mareschal de Bièvre. Le marquis de Bièvre, sa vie, ses calembours, ses comédies, 1747-1789 (amusant). — B. de Lacombe. La vie privée de Talleyrand (étudie, d'après les papiers de Mgr Dupanloup, le mariage, la retraite et la mort de ce personnage qui demeure toujours un peu mystérieux). = 21 juill. A. Fribourg. Discours de Danton, édition critique (long article d'A. Mathiez tendant à montrer de combien il s'en faut que cette édition soit vraiment critique). = 28 juill.-4 août. *Ungnad*. Keilschrift-texte der Gesetze Hammurapis (utile reproduction autographique du code d'Hammourabi, auquel ont été joints plusieurs fragments assyriens ou néo-babyloniens qui le complètent). — Evans. Scripta Minoa (t. I; très utile; remarques importantes sur les écritures; il reste à déchiffrer les textes).

4. — **Journal des savants**. 1910, juin. — H. CORDIER. Les fouilles en Asie centrale (fin; à propos de celles que M. Pelliot a si heureusement conduites; résume l'histoire de l'Asie centrale aux temps du moyen âge). — L. HOURTICQ. L'art religieux de la fin du moyen âge en France (à propos de l'ouvrage de L. Mâle; fin en juill.). = Juill. G. DE SANCTIS. La légende historique des premiers siècles de Rome (3<sup>e</sup> article; « les efforts qu'on a tentés pour démontrer en bloc la fausseté des documents antérieurs à l'an 390 ont été impuissants. Ce qui est authentique, en premier lieu les Fastes, nous donne un cadre sûr pour ordonner chronologiquement les éléments historiques de la légende »).

5. — **Feuilles d'histoire**. Mars 1910. — F. TASTEVIN. Les colonies françaises de la Basse-Volga (fin; il y eut beaucoup de Français parmi les 23,000 colons embauchés dans les 104 colonies de la Basse-Volga de 1764 à 1768. Ils éprouvèrent bien des déboires. A partir de 1779, l'élément français se perdit dans la masse des colons d'autres natio-

nalités, surtout des Allemands). — E. WELVERT. L'officier bonbonnier du roi (Joseph-Pierre Martin qui, sous Louis XVI, était chargé d'inventer des bonbons pour la cour. On ne sait s'il émigra, mais en 1811 il était à Versailles et chercha sans succès à rentrer en fonction auprès de Napoléon). — L. HENNET. L'ascension de M<sup>lle</sup> Chasot à Lubeck en 1792 (avec Marchand). — E. CAZALAS. La mission de Narbonne à Vilna en 1812 (d'après les rapports de police publ. p. M. Voensky dans la *Rousskaïa Starina*, 1907, t. CXXXI, Narbonne séjourna à Vilna du 18 au 20 mai et son but n'était pas seulement de détourner les Russes de l'offensive, mais aussi de se renseigner sur l'état du pays et des esprits. On le sentit et on hâta son départ). — G. EBERLÉ. Nice en 1814 (tableau de la ville après le départ des Français). — C<sup>te</sup> FORBIN-GARDANNE. Marseille en 1815 (il organisa un corps de 7,000 hommes pour l'opposer aux « fureurs dévastatrices de Brune »). — A. GRÜN. Cambon après la Révolution (il vécut dans la retraite, s'occupant d'agriculture, après le 9 thermidor qu'il déplora. Il représenta l'Hérault à la chambre des Cent-Jours, protesta contre le rappel des Bourbons et mourut en exil à Bruxelles le 15 févr. 1820). — L<sup>e</sup> BRUN. La compagnie des francs-tireurs de Blidah en 1870 (elle eut une brillante conduite sur la Loire de fin novembre 1870 au 26 janv. 1871). — Ch. BASTIDE. L'organisation actuelle de l'armée de l'Inde. — Avril. P. LABORDERIE. La création des Conseils supérieurs (fin en mai. Éloge justifié de la réforme tentée par Maupeou et qui ne dura que quarante-deux mois. M. Laborderie dit que Maupeou comptait sur les Jésuites pour le succès de son œuvre. Mais que pouvaient les Jésuites en 1772?). — A. CHUQUET. Les républicains en 1789 (les brochures, *De la République et de la Monarchie* et *la Captivité de Babylone* de 1789, et une foule de textes de 1790 prouvent que le républicanisme existait en France dès 89). — Le lieutenant Houchard en 1791 (neuf belles lettres écrites d'Ardres à sa femme). — Lettres de Bonaparte de 1794 (suite en mai et juin. 124 billets de janv. à juill. 1794). — La légion de la Moselle en 1792. — F. HAUSSE. Notice sur le général Morand (né en 1757, tué en avril 1813, et lettre de sa femme du 10 mars 1795 réclamant pour lui un poste « analogue à son grade »). — G. DEVÈZE. Dix ans d'émigration (à propos des curieux *Souvenirs de Fr. de Cézac*, publ. p. M. de Maricourt). — E. CAZAL. Talleyrand et Alexandre (trois curieuses lettres de Talleyrand à Alexandre des 25 mars et 26 déc. 1808 et 15 sept. 1810 qui montrent son désir ardent d'une alliance entre Alexandre et Napoléon). — A. BROVÈS. La comtesse Bronlow à Paris, 1814-1815 (fin en mai; d'après ses *Slight reminiscences of a Septuagenarian, from 1802 to 1815*). — E. DUPUY. Le journal de la reine Victoria (d'après une conférence de Lord Escher). — La guillotine trahie par Guillotin (le fameux docteur envoyait aux prisonniers de la Terreur des pastilles d'opium pour échapper à la guillotine). — La Terreur blanche à Périgueux (d'après les notes de J.-B. Monteyrol, publ. p. M. Dujarric-



Descombes). = Mai. A. GRÜN. M<sup>me</sup> de Forcalquier (extrait des lettres de cette belle dévote, ennemie de Choiseul, à Joly de Fleury au sujet d'Helvetius, de Choiseul, de l'abbé de Broglie, etc.). — E. WELVERT. La dauphine Marie-Antoinette et sa tante M<sup>me</sup> Adélaïde (Mercy-Argenteau, qui puisait ses renseignements à des sources souvent frelatées et obéissait à ses préventions autrichiennes, a accusé sans doute à tort M<sup>me</sup> Adélaïde et M<sup>me</sup> de Narbonne d'intrigues pour avoir voulu faire comprendre à la dauphine ses nouveaux devoirs). — A. CHUQUET. Buzot et M<sup>me</sup> Roland (important et vivant article où l'auteur analyse avec force et finesse l'amour de Buzot et de M<sup>me</sup> Roland et fait ressortir les rares qualités de Buzot, le plus clairvoyant et le plus énergique des Girondins, qui contribua plus que tout autre à exciter contre eux la haine et la vengeance des Jacobins). — F. HAUSSE. Tchernychev et l'agence russe d'espionnage, 1810-1812 (le détail de l'espionnage militaire auquel se livra Tchernychev grâce à Michel, attaché au ministère de la Guerre, condamné et exécuté en 1812, et à ses complices Saget, Salmon et Mosès, est aujourd'hui connu grâce à la publication de sa correspondance avec le ministre russe Barclay de Tolly dans l'ouvrage *la Guerre nationale de 1812*, traduit en français). — Une conversation de Tottleben avec Napoléon III (publ. p. Schilder dans la *Rouskaia Starina*, 1885). — La mort de Louis XVI (lettre de Miss Burney du 4 févr. 1793, écrite d'après les récits des émigrés qui entouraient Narbonne). = Juin. G. PICALET. La comète de 1664 (impresions de M<sup>me</sup> de Sévigné et de Guy Patin). — G. DEVÈZE. La Compagnie des Indes de François Martin (à propos du livre de C. Kaepelin, *Étude sur l'histoire du commerce et des établissements dans l'Inde sous Louis XIV*). — E. WELVERT. Marie-Antoinette et M<sup>me</sup> du Barry (analyse minutieuse de l'attitude hostile observée par la dauphine, malgré les conseils de Mercy-Argenteau, à l'égard de la favorite, d'accord avec ses tantes qui faiblissent à la fin). — La trahison de Dumouriez (récit de Bonnefont, le seul des sept volontaires de Saône-et-Loire qui ait pu se sauver après avoir sommé le général de se soumettre aux ordres de Paris). — La journée du 1<sup>er</sup> prairial (récit de Thirus de Pautrizel, député de la Guadeloupe à la Convention, arrêté le 6 prairial an II sur la dénonciation du général Morgan). — A. DE TARLÉ. Menou et Daure en Égypte (correspondance de Menou avec l'ordonnateur en chef Daure qu'il avait, malgré les autres généraux, relevé de ses fonctions). — L'arrestation du duc d'Enghien (lettres du général Carrié du 13 sept. 1814 au ministre de la Guerre et du 4 nov. au roi, pour attester que, s'il commanda comme colonel les 300 dragons qui arrêterent le duc d'Enghien, il ignorait absolument la nature de la mission qu'ils accomplissaient). — J. DURRIEUX. Le corsaire Delattre (de Dunkerque qui, de 1793 à 1805, captura soixante-cinq navires anglais). — J. RAMBAUD. L'abolition de la féodalité napolitaine par Joseph et Murat (signale le beau livre de M. Trifone, *Fundi e domani, eversione della feudalità nelle provincie napoletane*,

1909). — Les Alsaciens-Lorrains et la légion étrangère (très intéressant article sur les services rendus dans la légion étrangère par nos compatriotes d'Alsace-Lorraine).

**6. — La Révolution française.** 1910, 14 mars. — René BATICLE. Le plébiscite sur la Constitution de 1793 (les amendements fédéralistes, politiques, administratifs, religieux, économiques; la suite le 14 avril). — VIALLA. L'insurrection d'Arles et la première expédition marseillaise (sept. 1791). — A. AULARD. Un arrêté du conventionnel Siblot sur les prêtres (très rigoureux). — Un aéronaute patriote en 1791 (texte d'un document absurde sur l'utilisation des aérostats). = C.-rendus. *H. Sée* et *A. Lesort*. Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes pour les États-Généraux de 1789 (bon). — *P. Samuel*. Du droit de pétition dans la Révolution (soigné, mais incomplet). = 14 avr. *H. LABROUE*. La commune d'Angoisse (Dordogne) pendant la Révolution, d'après les registres municipaux (analyse faite dans l'ordre chronologique). — *J. DESTREM*. Quelques documents sur le 19 brumaire (trouvés dans les cartons de la Commission intermédiaire du Conseil des Cinq-Cents). — Les écoles centrales défendues par le philosophe Destutt de Tracy (lettre de ce philosophe au citoyen Droz). = C.-rendus : *Letaconnoux*. Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> s. (intéressant). — *G. Lechartier*. Les services de la Grande Armée en 1806-1807 (utile).

**7. — Revue des études anciennes.** T. XII, n° 2, 1910. — *H. LECHAT*. Notes archéologiques, art grec (résumé par ordre de matières d'articles parus dans des revues d'archéologie). — *C. JULLIAN*. Notes gallo-romaines (suite : notes sur Lucain géographe). — *G. DORTIN*. Les études celtiques depuis 1900 (rapide aperçu). — *E. DUPRAT*. La route d'Agrippa à Avignon (sa direction; son histoire au moyen âge). = C.-rendu : *É. Bourciez*. Éléments de linguistique romane (très utile).

**8. — Bulletin hispanique.** T. XII, n° 2, 1910. — *P. PARIS*. Promenades archéologiques en Espagne (suite; Tarragone). — *L. MICHELL*. Inventaire de la collection Édouard Favre (suite). — *E. PIÑEYRO*. Blanco White (suite). = Juill.-sept. *A. SCHULTEN*. Les camps de Scipion à Numance (3<sup>e</sup> rapport, 1908, avec des plans et des photographies). — *G. DAUMET*. Jean de Rye au siège d'Algésiras (publie deux lettres adressées par Clément VI à Alphonse XI en faveur de cet aventurier, 1344, 1347). — *L. MICHELL*. Inventaire de la collection d'Édouard Favre (suite).

**9. — Annales de géographie.** T. XIX, 1910, 15 janv. — *L. GALLOIS*. L'origine du nom de Faucilles (ce nom est dû à une inadvertance d'Ortelius, géographe du XVI<sup>e</sup> s.; d'abord synonyme de Vosges, il a fini par désigner une chaîne imaginaire). = 15 mars. *Ph. ARBOS*. La plaine du Roussillon (deux paragraphes sont consacrés à l'évolution

de l'économie rurale et à la répartition de la population depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> s.). = 15 mai. A. FRIBOURG. La transhumance en Espagne (avec trois croquis dans le texte et deux cartes en couleur hors texte). — S. LÉVI. La mission Pelliot en Asie centrale. = 15 juill. Alf. URY. La crue de janv. 1677 à Paris (contributions à l'histoire du régime de la Seine). — P. GIRARDIN. Le dictionnaire géographique de la Suisse (publié sous les auspices de la Société neuchâteloise de géographie en six volumes, 1902-1910).

**10. — Le bibliographe moderne.** T. XII, 1909, janv.-févr. — P. LACOMBE. Un souvenir de l'entrée du roi Henri IV à Paris (22 mars 1594). Notice sur un document conservé au musée Condé. — M. PRINET. Portrait de Jean de Vienne, seigneur de Listenois, miniature de la fin du XV<sup>e</sup> s. — H. PATRY. Le bénédictin Claude-Cyrille Peuchot (premier archiviste de la Haute-Marne, 1745-1817). = Mars-août. L.-G. PÉLISSIER. Un collaborateur de Montfaucon (lettres de l'archéologue Bon de Saint-Hilaire à dom Bernard de Montfaucon, 1722-1740). = C.-rendus : F.-M. Kircheisen. Bibliographie du temps de Napoléon (comprenant l'histoire des États-Unis; utile). — C. Couderc. Album de portraits d'après les collections du département des manuscrits (177 planches accompagnées de notices intéressantes).

**11. — Romania.** T. XXXIX, 1910, janv. — Paul MEYER. Les enfances Gauvain; fragment d'un poème perdu (texte et commentaire; le poème ne paraît pas antérieur au XIII<sup>e</sup> s.; comparaison de ces fragments avec une composition latine intitulée *De ortu Walwani nepotis Arthuri*). — Mario ROQUES. Fragments d'un ms. du Roman de Renart (extraits du ms. 5237 des nouv. acq. fr. de la Bibl. nat.). — Paul MEYER. Prière en quatrains à la Vierge (sermons; publication de textes). — A. LANGFORS. La vie de sainte Catherine par le peintre Estienne Lanquellier (texte de cette vie; à la suite deux intéressantes notes de MM. Durrieu et A. Thomas sur le peintre Étienne Lanquellier que M. Durrieu identifie au peintre en titre de Jean, duc de Berry; M. A. Thomas conteste cette identification). — H. SUCHIER. La fille sans mains (suite; publication d'une nouvelle latine intitulée *Ystoria regis Franchorum et filie in qua adulterium comitere voluit*). — A. PARDUCCI et Paul MEYER. Fragment d'un ancien chansonnier provençal trouvé à la bibl. Classense de Ravenne). — T.-Atkinson JENKINS. Melite (serait identique au nom de l'île de Malte). = C.-rendus : J. Anglade. Le troubadour Rigaut de Barbezieux (monographie incomplète sur quelques points). — A. Darmesteter. Les gloses françaises de Raschi dans la Bible (notes de Louis Brandin et introduction de Julien Weill. Raschi est un rabbin du XI<sup>e</sup> s.).

**12. — Revue archéologique.** T. XV, 1910, janv. — A.-J. REINACH. Le disque de Phaistos et les peuples de la mer (ce disque, trouvé en Crète, daté du XVIII<sup>e</sup> s. av. J.-C., paraît pouvoir être attribué aux peuples de la mer). — Ch. PICARD. Statuette archaïque de femme

assise, musée du Louvre (appartient au groupe crétois-péloponésien; peut être datée des environs de 600). — G. FERRERO. La date de l'annexion de la Gaule (celle de 57-56 est plus probable que celle de 54-50 proposée par M. Jullian). — C. JULLIAN. Réponse à M. Ferrero (critique de l'hypothèse de M. Ferrero). — L. DELAPORTE. Cylindres royaux de l'époque de la première dynastie babylonienne (description de cinq cylindres). — S. REINACH. Les têtes des médaillons de l'arc de Constantin à Rome (les médaillons semblent relatifs à Hadrien, mais il y a eu des substitutions de têtes impériales à d'autres plus anciennes). — J. HATZFELD. Démétrius Poliorcète et la Victoire de Samothrace (critique de l'opinion de Benndorf qui voit dans cette statue un trophée élevé par Démétrius Poliorcète après la victoire de Salamine; M. Hartzfeld y voit l'œuvre d'un artiste de Rhodes). — G. ANCEY. Sur deux épigrammes de Crinagoras. — E. MALE. Le groupe de la Visitation à la cathédrale de Reims (critique des dates proposées). — S. REINACH. Quinze siècles d'histoire babylonienne, 3000-1500 av. J.-C. (intéressant résumé d'un précis d'Ed. Meyer). = C.-rendus : M. Hørnes. Natur-und Urgeschichte der Menschen (utile tableau des civilisations primitives). — *Angelo Mosso*. Le origini della civiltà mediterranea (intéressant, parce que l'auteur est très versé dans les sciences naturelles). — A. von Domaszewski. Geschichte der römischen Kaiser (écrit par un savant pour le grand public). — C. Boulanger. Le cimetière franco-mérovingien et carolingien de Marchepot, Somme (très documenté sur l'industrie des Barbares). = Mai-juin. W. DEONNA. Le Gaulois de Délos (ce prétendu Gaulois n'est qu'un jeune géant pergaménien. Les Gaulois ne hurlent pas d'une manière aussi désespérée). — Th. REINACH. Un nouveau sous-préfet romain de Tarantaise (d'après une inscription trouvée sur la colline de Saint-Sigismond, sur l'emplacement de l'ancienne Axima Ceutronum). — F. DE MÉLY. Les miniaturistes et leurs signatures (à propos de l'exposition du Burlington-Club).

**13. — Revue de l'histoire des religions.** T. LXI, 1910, n° 1. — GOBLET D'ALVIELLA. L'animisme et sa place dans l'évolution religieuse (c'est la croyance à l'existence des esprits; il précède le fétichisme et l'idolâtrie; il a pour corollaire la sorcellerie; il implique l'anthropomorphisme, mais on aurait tort d'y voir la dégénérescence d'un monothéisme primitif; article intéressant et fait avec logique, mais abstrait). — Paul MONCEAUX. L'église donatiste au temps de saint Augustin (histoire de la décadence du donatisme, 394-422, faite surtout à l'aide des œuvres de saint Augustin). = C.-rendus : A. von Hoonacker. Les douze petits prophètes traduits et commentés (ouvrage conçu dans un esprit traditionnaliste, mais bon instrument de travail). — F.-C. Conybeare. Myth, Magic and Morals (intéressante étude sur les origines chrétiennes). — Firmin Nicolardot. Les procédés de rédaction des trois premiers évangélistes (nouveau). = N° 2. P. CASANOVA. La Malhamat dans l'Islam primitif (l'auteur essaie de démontrer que

« malhamat » signifie fin du monde). — Isidore LÉVY. Sarapis (suite; critique de la légende sinopique). — A.-J. REINACH. Itanos et l'« inventio scuti » (fin; l'auteur montre comment on finit par considérer Itanos le Samnite comme l'inventeur du bouclier). = C.-rendu : *Ch. Guignebert*. La primauté de Pierre et la venue de Pierre à Rome (ouvrage clair et critique). = N° 3, mai-juin. Ph. BERGER. Un nouveau tarif des sacrifices à Carthage. — R. BASSET. Recherches sur la religion des Berbères. — L. DELAPORTE. Le premier fragment d'une nouvelle version du déluge babylonien. = C.-rendus : *Campbell*. Two theban queens : Nefert Ari and Ty-ti, and their tombs (bon). — *Drews*. Die Christusmythe (livre inutile; il s'y trouve deux thèses : « l'une n'était plus à prouver, l'autre reste à établir »).

**14. — Revue d'histoire rédigée à l'État-major de l'armée.** 1910, juin. — La manœuvre de Pultusk (suite en juillet). = Documents : Fragment des mémoires de Guy-Louis-Henri de Valory, enseigne au régiment de Piémont (sur les campagnes de 1708 à 1709 en Flandre, en particulier sur Malplaquet. L'enseigne Valory fut plus tard le marquis de Valory, ambassadeur de France à la cour prussienne de 1739 à 1750; suite en juill.). — La correspondance inédite de Napoléon aux archives de la Guerre (suite). = Juill. La campagne de 1813 (1<sup>er</sup> art.). — La guerre de 1870. La défense nationale en province (mesures générales d'organisation; suite).

**15. — Annales des sciences politiques.** 1909, 15 nov. — Angel MARVAUD. Le problème agraire en Espagne (fin. En Galice; le morcellement exagéré de la propriété; les charges des colons; remèdes proposés. Clair, mais un peu rapide). — Edouard PAYEN. Les progrès d'une région de France (les cultivateurs en Sologne; leur progrès depuis cinquante ans). = 1910, 15 janv. A. ARNAUNÉ. Le système commercial de Colbert (la fin dans le n° du 15 mars. Les principes de ce système : diminuer les importations de marchandises et les sorties d'argent, augmenter les exportations et les entrées d'argent; ses applications : les tarifs de 1664 et de 1667; la lutte avec l'Angleterre; les traités de commerce). — O. FESTY. L'insurrection de Lyon en 1831 (d'après des documents inédits et surtout des lettres du procureur général près la cour de Lyon). = 15 mars. DELAUAUD. Les origines norvégiennes des archipels écossais, 871-1667. Voir plus haut, p. 191.

**16. — Le Correspondant.** 10 févr. 1910. — E. DE BUDÉ. Souvenirs du général Bertrand (extraits des *Souvenirs* inédits d'Amédée Massé qui fut secrétaire du général lors de son gouvernement des provinces illyriennes. On y trouve des détails intéressants sur l'activité de Bertrand en Illyrie en 1812 et sur la campagne d'Allemagne de 1813). — C<sup>te</sup> DARU. Associations et sociétés de provinciaux à Paris (fin le 25 févr.; curieux chapitre d'histoire sociale). = 25 févr. R. VAL-LERY-RADOT. La jeunesse du duc d'Aumale (d'après sa correspondance avec Cuvillier-Fleury). — BRÉMOND. Un complot contre Fénélon. La



solitaire des Rochers (dans un style bien bizarre, M. Brémond met à peu près hors de doute que les *Lettres d'une solitaire inconnue*, répandues manuscrites en 1694-1698, publiées pour la première fois en 1797 et louées par M. Gazier dans ses *Mélanges* de 1904, sont une fabrication du P. Luc de Bray dirigée contre Fénelon et M<sup>me</sup> Guyon). — F. ROZ. L'esprit américain et la littérature américaine. = 10 mars. G. BORD. Les crues de la Seine. — P. DE QUIRIELLE. Les sentiments de l'Alsace (excellent article où le livre de Delahache, la *Carte au liseré vert*, aurait dû être signalé). — LANZAC DE LABORIE. Dom Guéranger et son œuvre (protestation motivée contre l'ouvrage anonyme en 2 vol. sur D. Guéranger, publié récemment chez Plon. D. Guéranger a rendu d'incontestables services en restaurant la congrégation bénédictine à Solesme, à Ligugé et à Marseille, en publiant l'*Année liturgique* et en encourageant les études de liturgie et de musique religieuse; mais il a apporté dans ses publications sur les origines des églises de Gaule, sur l'Édit de Nantes et dans ses polémiques contre les catholiques libéraux, Montalembert, Broglie, d'Haussonville, etc., l'intolérance sectaire la plus violente et la plus ignare). — DESJOYEUX. Les couleurs des drapeaux français (les trois couleurs étaient les « couleurs du roi ». C'est le comte Henry de Virieu qui, le 22 octobre 1790, les fit adopter par la Constituante pour la marine. Le 30 juin 1791, le drapeau tricolore devient celui de toute l'armée). = 25 mars. E. GACHOT. Le mariage de Napoléon et de Marie-Louise (d'après de nombreux documents inédits qui mettent en lumière le zèle avec lequel Metternich a travaillé au mariage. Texte du rapport de MM. Cramayel, de Prié et du Hamel sur le mariage fictif à Vienne. M. Gachot confirme la tradition d'après laquelle « le plus mal élevé des grands hommes » prit à Compiègne à la houzarde la fille des Habsbourg avant les cérémonies régulières). — P. BOSQ. La conspiration Charabot, 1803 (refait avec plus de détail le récit de ce complot jacobino-royaliste qui devait livrer Toulon et Marseille aux Anglais, que M. Gaffarel, non cité par M. Bosq, avait déjà raconté dans les *Annales de Provence*). = 10 avril. E. LAMY. Le conventionnel André Dumont (fin le 25 avril. D'après l'étude de M. E. de Rougé. Cet obscur conventionnel, qui se qualifiait de maratiste, fut parmi les proscriptionnaires des Girondins et fut commissaire dans la Somme, où il se montra encore plus grossier en paroles que féroce dans ses actes, se retourna avec violence contre les Jacobins après le 9 thermidor, se vanta de sa modération, fut élu au Conseil des Cinq-Cents par onze départements; mais, attaqué comme ancien terroriste, ne fut pas réélu en 1796, fut sous l'Empire sous-préfet d'Abbeville et préfet du Pas-de-Calais en 1815, fut exilé sous la Restauration et mourut en 1836. M. Lamy construit sur cet obscur et médiocre personnage une psychologie du Jacobin très contestable et qui vise surtout les Jacobins de 1910). = 25 avril. FAGUET. Les ennemis de J.-J. Rousseau (montre que M<sup>me</sup> Frederika Macdonald a eu raison de démontrer que les

*Mémoires de M<sup>me</sup> d'Épinay* ne méritent aucune créance et ont été tripatouillés par M<sup>me</sup> d'Épinay elle-même, Diderot et Grimm, mais qu'elle a tort de croire Rousseau innocent de toutes les vilénies dont il a été accusé). — *Lettres de Chateaubriand à Rosalie et à Charles de Constant* (écrites de 1826 à 1835. Quelques détails intéressants). = 10 mai. Adrienne CAMBRY. Jeanne d'Arc à Paris. L'église où elle pria (c'est l'église Saint-Denys-de-la-Chapelle au village de la Chapelle-Saint-Denis qui contient encore des piliers existant lorsque Jeanne d'Arc vint y prier les 6, 7 et 8 septembre 1429). = 25 mai. Mgr CHAPON. L'Église de France sous le pontificat de Léon XIII (vague). — C. LAMY. Russes et Bulgares d'il y a trente ans (d'après l'ouvrage si curieux d'E. Queillié : *les Commencements de l'Indépendance bulgare et le prince Alexandre*, qui a tant grandi le prince). — LANZAC DE LABORIE. Quelques révolutionnaires (intéressantes analyses des ouvrages de J. Charrier, *Claude-Fauchet*; A. Dunoyer, *Deux jurés du tribunal révolutionnaire*; R. Arnaud, *le Fils de Fréron*; baron Despatys, *la Révolution, la Terreur et le Directoire d'après les Mémoires de Gaillard*; L. Pingaud, *Jean de Bry*). = 10 juin. R. VALLERY-RADOT. Le premier exil du duc d'Aumale (d'après sa correspondance). — Baron J. DE WITTE. Vingt-six ans de gouvernement catholique en Belgique (M. de Witte attribue aux catholiques la prospérité matérielle de la Belgique due au roi et à la nation entière; il attribue aux catholiques belges une modération et une tolérance qui est démentie par tous leurs actes. La décadence graduelle de l'enseignement public est due à la tyrannie cléricale qui, représentée au ministère des Sciences et Lettres par le chevalier Descamps-David, refuse de donner à un savant comme M. Cumont la chaire à laquelle il a droit. Les catholiques sont de plus les adversaires décidés de l'esprit français en Belgique). — C. JOLLIVET. Les cercles mondains. — M. DUMOULIN. Le cabaretier du Trianon (Charles Langlois qui, après avoir mené des jours heureux et prospères comme limonadier à Versailles, fut, malgré son civisme, dénoncé en 1793, accusé de conspiration, emprisonné quatre mois et enfin acquitté par le tribunal révolutionnaire l'avant-veille de la chute de Robespierre. Sous le Consulat, il eut l'idée géniale de louer le Petit-Trianon pour y établir un restaurant). = 25 juin. Mgr BATIFFOL. La papauté vue d'Allemagne (apologie de la papauté ingénieusement tirée du livre du professeur Krueger, de Giessen, *Das Papsttum, seine Idee und ihr Traeger*). — La question de la Crète. Les origines. Les rivalités. Les complications. L'avénir. — H. BRÉMOND. La jeunesse de Wesley (loue la thèse de M. A. Leger sur ce sujet). — N. DE CHAZAN. Paris au surlendemain de la Terreur (annonce la réimpression par MM. Usteri et Ritter des précieux *Souvenirs de mon dernier voyage à Paris, 1795*, d'H. Meister).

17. — **La Revue.** 15 mars. — LY-CHAO-PÉE. La littérature et la presse chinoise. — C<sup>te</sup> HARTFELD. Les journaux satiriques en Chine. — Marcel LAURENT. Le siège de Paris (extraits curieux des pièces de l'en-

quête sur le gouvernement de la défense nationale et surtout des notes du préfet de police Cresson. On voit la Commune se former jour après jour). = 1<sup>er</sup> mai. Manuel UGARTE. Le prochain congrès franco-américain (prouve que ce congrès ne peut que préparer une mainmise des États-Unis sur l'Amérique du Sud). — FAGUET. Église et religion (forte critique des *Lettres sur les études ecclésiastiques* de Mgr Mignot où ce prélat fait reposer la religion sur l'Église et non l'Église sur la religion, ce qui est utile pour l'orthodoxie et dangereux pour la religion). = 15 mai. Lettres du Comte de Paris à Régis de Trobriand (de 1881 à 1890; très curieuses pour la psychologie du prince au moment des lois d'exil). — FAGUET. Marie Stuart (à propos du livre de Filon. Faguet dit avec raison que rien dans la vie de Marie Stuart ne mérite la sympathie. Sa mort tragique lui a seule donné l'auréole). — A. MAYBON. Le bouddhisme hors d'Asie (en Angleterre, Allemagne, Hongrie, Amérique. Le néo-bouddhisme. Curieux). — BRADA. Autour du roi Édouard VII. = 1<sup>er</sup> juin. M. LEWANDOWSKI. L'Argentine au XX<sup>e</sup> siècle (fin le 15 juin). — Marius-Ary LEBLOND. La Pologne d'aujourd'hui. — A. PÉREIRE. Trois filles d'opéra (M<sup>lle</sup> Sallé, la vertueuse ballerine, d'après M. E. Dacier; M<sup>lle</sup> Duthé, la perversité même, d'après ses *Souvenirs* publiés par Paul Ginisty; Fanny Essler, la danseuse viennoise, d'après M. A. Christian). = 15 juin. La crise des partis politiques en France. — GAUBERT. Un catholique russophile (A. de Lamothe, dont les romans sur la révolution polonaise de 1863, les *Faucheurs de la mort*, les *Martyrs de Sibérie*, *Marpha*, eurent beaucoup d'influence sur les catholiques). — H. DE GALLIER. Comment on était servi autrefois (fin le 1<sup>er</sup> juill. Amusants détails sur la domesticité sous l'ancien régime).

**18. — La Revue de Paris.** 1910, 15 mars. — J. DELAUAUD. L'éducation d'un ministre (d'après les lettres de Colbert de Croissy à son fils, le futur marquis de Torcy; intéressant). — Conseils à un futur ministre (on publie ici vingt-deux lettres de Colbert de Croissy, 1684-1688). = 1<sup>er</sup> avril. AALI-PACHA. Testament politique (suite et fin le 1<sup>er</sup> mai; adressé à S. M. le sultan Abdul Aziz, empereur des Ottomans et daté de Bébek, septembre 1871. Aali-pacha, qui avait été cinq fois grand vizir et six fois ministre des Affaires étrangères, est mort en 1872). — E.-F. GAUTHIER. La conquête du Sahara touareg. — L. BATIFOL. Louis XIII jeune homme (ses aptitudes, ses goûts, ses talents). = 1<sup>er</sup> mai. Fréd. MASSON. Arthur Dillon, général en chef de l'armée des Ardennes, 1750-1794 (suite le 1<sup>er</sup> juin, fin le 15 juin; biographie minutieuse. Il y eut au moins trois Arthur Dillon vers la fin de l'ancien régime, sans compter Théobald Dillon qui fut massacré par ses soldats en 1792. Le futur général en chef a été souvent surnommé « le beau Dillon », sans doute par suite d'une méprise. Le « beau Dillon » s'appelait Édouard. Arthur Dillon, propriétaire du régime irlandais qui porte son nom, n'était pas un courtisan favori; il servit la République avec autant de foi que de bravoure intelligente; c'est lui, non

Dumouriez, à qui il faudrait attribuer les succès de 1792; mais, victime des factions, il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire sous la fausse inculpation d'avoir conspiré contre la liberté et la souveraineté du peuple, et décapité). = 1<sup>er</sup> juill. L. DE CONTENTON. Un agent royaliste en 1814 (publie la correspondance échangée entre les agents du comte de Provence et le baron de La Barthe de La Coustète qui avait été envoyé en France en décembre 1813 pour y rappeler l'ancien nom des Bourbons; fin le 15 juill.).

19. — **Revue des Deux Mondes.** 15 mars 1910. — Lettres du roi Louis-Philippe et du prince de Talleyrand à Sébastiani. Guerre de la Belgique contre la Hollande, 1831 (publiées sans soin par le C<sup>te</sup> Horace de Choiseul). — E. DAUDET. Une vie d'impératrice (analyse des t. II et III de la vie de l'impératrice Élisabeth, femme d'Alexandre I<sup>er</sup>, par le grand-duc Nicolas. Cette vie fut un morne martyre). = 1<sup>er</sup> avril. A. LEROY-BEAULIEU. La Russie nouvelle et la liberté religieuse; I : Les catholiques; II : Les israélites (fin le 15 avril : Les vieux croyants. Le rétablissement du patriarcat. La convocation d'un concile. Les vieux croyants ont seuls vraiment profité des promesses de liberté religieuse faites en 1905. Ni le patriarcat ni le concile, d'ailleurs improbable, ne donneront à l'Église orthodoxe la liberté et la réforme dont elle a besoin). — G. LOISEL. Les ménageries de Versailles et du Trianon. — H. WELSCHINGER. La captivité de Napoléon III à Wilhelms-höhe (fin le 15 avril; d'après les notes du général de Monts, gouverneur de Cassel, et celles du journaliste A. Mels-Cohn. Très curieux tant par les détails sur les occupations de Napoléon à Wilhelms-höhe, les visites qu'il y reçut et les intrigues qui l'entourèrent, que par l'analyse des brochures peu connues de Napoléon sur les relations de la France, de l'Allemagne avec la France sous son règne et sur la guerre de 1870). — Ch. DE LASTEYRIE. L'impôt sur le revenu sous l'Ancien régime (cet article, fondé en partie sur des documents inédits, a pour objet de montrer que notre système fiscal actuel, qui est dû aux réformes de l'Assemblée constituante, a été inspiré par la pensée de mettre fin non seulement à l'inégalité des charges, mais aussi aux injustices et à l'impopularité des taxes frappant le revenu). = 15 avril. V<sup>te</sup> D'AVENEL. L'évolution des dépenses privées depuis sept siècles; III : Le service de table et la cuisine. — G. GOYAU. Bismarck et la Papauté. La guerre 1870-1872; III : Les vieux catholiques. Leurs premières victoires (excellente analyse du mouvement antiinfaillibiliste en Allemagne et en particulier en Bavière. Suppression de la « division catholique » au ministère des Cultes de Berlin; fondation de l'Église des vieux catholiques après le congrès de Munich en septembre 1871 sur lequel M. Goyau passe trop rapidement, bien qu'il décrive très exactement le rôle de Döllinger; enfin premières hostilités de Bismarck et du Reichstag contre les ultramontains, à l'instigation de la Bavière). — P. HAZARD. L'âme italienne de la Révolution française au *Risorgimento* (à propos du livre de Julien Luchaire sur

*l'Évolution intellectuelle de l'Italie de 1815 à 1830* où l'on voit l'Italie passer du nationalisme littéraire au nationalisme politique et la renaissance catholique de Manzoni, aussi importante et plus sincère que celle de Chateaubriand, s'opposer au pessimisme de Léopardi). — T. DE WYZEWA. *L'aventure tragique de Jane Grey* (à propos du livre de R. Davey : *The Nine days Queen, Lady Jane Grey and her times* (bonne psychologie de cette naïve victime de l'ambition de son beau-père et de son mari et des humanistes protestants. Sans s'attendrir autant que M. de Wyzewa sur l'humanité de Marie Tudor, on reconnaîtra avec lui qu'elle a sacrifié à regret Jane Grey. Qui sait si ce « précédent » n'a pas été funeste à Marie Stuart?). = 1<sup>er</sup> mai. V<sup>te</sup> E. DE VOGUÉ. *Séjour et ses Mémoires* (dernières et brillantes pages de l'écrivain, préface d'une édition nouvelle de la Campagne de Russie. M. de Vogué fait observer que les *Mémoires* de Philippe de Ségur, parus en 7 vol. en 1873 et si précieux, sont presque inconnus. L'histoire littéraire de Petit de Julleville les ignore. M. de Vogué aurait pu ajouter que Vapereau les ignore aussi et que le nom même du général Ph. de Ségur est absent du Dictionnaire corrigé (?) par Darsy). — G. FERRERO. *Rome dans la culture moderne* (très éloquent plaidoyer en faveur de la tradition romaine considérée comme nécessaire au maintien de la vitalité et de l'équilibre des nations modernes, surtout des nations latines. Nécessité de garder la connaissance et la conscience synthétiques de l'histoire de la civilisation, de l'esprit et du droit romains. M. Ferrero plaide en faveur de l'historicité d'un Romulus, fondateur de Rome). — A. FILON. *La Chambre des lords dans le passé et dans l'avenir* (M. Filon y voit la représentation de la propriété foncière et la partie la plus ancienne et aussi la plus importante du Parlement. Elle ne pourra être modifiée que par un *referendum*). — ROUIRE. *La transformation de la Chine. L'évolution des idées chinoises*. = 15 mai. G. HANOTAUX. *Jeanne d'Arc. I : La formation* (suite les 1<sup>er</sup> et 15 juin. M. Hanotaux croit avec raison qu'il y a encore beaucoup à faire, à trouver et à dire pour qu'on possède une histoire critique de Jeanne d'Arc. Lui-même, sans refaire l'histoire de l'héroïne, donne son sentiment ou plutôt ses impressions sur les mystères de sa formation, de sa mission, de son abandon et de sa condamnation. Ses impressions, qui sont d'un homme très intelligent et très instruit, donnent une idée assez vive du caractère merveilleux de la vie de Jeanne et du milieu où elle s'est développée, mais elles manquent trop de clarté et de précision pour permettre d'asseoir un jugement. Le mystère reste un mystère). — A. MÉZIÈRES. *Les premières années du duc d'Aumale* (d'après le journal de la correspondance de Cuvillier-Fleury). = 1<sup>er</sup> juin. A. FILON. *Le caractère et l'œuvre politique d'Édouard VII* (exposé impartial et persuasif des raisons qui permettent de regarder Édouard VII comme un grand roi). — A. GAZIER. *L'école primaire et les évêques constitutionnels sous le Directoire* (Grégoire et ses collègues, par une encyclique de décembre 1795 (nivôse an IV) cherchèrent à reconstituer



dans toutes les paroisses des écoles primaires chrétiennes; ils en créèrent beaucoup, des curés se firent instituteurs et des presbytères furent maisons d'école. Le Directoire s'en émut et chercha à opposer des écoles laïques à ces écoles chrétiennes. Le Concile national de France adressa le 5 novembre 1797 une *lettre synodique* aux maîtres chargés de l'instruction de la jeunesse. Ces efforts eurent des résultats sérieux, jusqu'ici ignorés). = 15 juin. V. DU BLEU. Les comédiens et la société polie. — R. PINON. Une confédération balkanique est-elle possible? (l'histoire porte à croire que non, car il faudrait que la Turquie en fit partie).

**20. — Académie des inscriptions et belles-lettres.** Comptes-rendus des séances de l'année 1910. Bulletin d'avril-mai. — P. DURRIEU. L'enlumineur flamand Simon Bening (né en 1483 ou 1484, mort à Bruges en 1561). — Fr. NOVATI. Rapports littéraires de l'Italie et de la France au XI<sup>e</sup> siècle (résume ce qu'il doit exposer en détail dans le 6<sup>e</sup> chapitre de ses *Origini della letteratura italiana*, qui vont bientôt paraître).

**21. — Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques.** *Compte-rendu*, 1910, juin. — E. LEVASSEUR. Aperçu de l'histoire des monnaies et du commerce d'argent en France au moyen âge (la monnaie sous les premiers Valois; Charles V et N. Oresme; les changeurs et la lettre de change; les Lombards et les Juifs). — A. CHUQUET. Buzot et M<sup>me</sup> Roland (fort intéressant tableau de leurs relations; montre ce que l'amour de Marie Phlipon a fait pour Buzot et combien cet amour est honorable pour ce dernier). = Juillet. E. RODOCANACHI. Richesse des cardinaux romains au temps de Jules II et de Léon X (plusieurs furent très riches, mais ils ne possédaient leurs biens qu'à titre précaire et souvent ceux-ci, après leur mort, faisaient retour au Saint-Siège.)

**22. — Société nationale des Antiquaires de France.** 1910. Séance du 1<sup>er</sup> juin. — M. Maurice ROY apporte quelques nouvelles dates intéressantes pour la biographie des artistes italiens établis à Paris au XVI<sup>e</sup> s., notamment de Luca Penni et de son frère Bartolomeo. = 8 juin. M. MARTROYE cherche à établir que le siège épiscopal dit de Maximien conservé à Ravenne serait celui de Maximus, évêque de Salone en Dalmatie vers 342. — M. MIROT donne lecture de quelques lettres de Jean de Piles fort intéressantes pour la topographie de Rome au XVI<sup>e</sup> s. — M. SERBAT étudie quelques textes et dessins relatifs à l'église de Saint-Jean-en-Grève à Paris. = 15 juin. M. DE MÉLY appelle l'attention sur plusieurs inscriptions qui donnent des noms de miniaturistes dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale et dans un manuscrit de la bibliothèque de l'Arsenal. — M. TOUTAIN signale une dédicace à la grande mère des Dieux relevée par M. Cagnat dans les ruines de Djemila (Afrique). = 22 juin. M. JOULIN étudie les fouilles entreprises depuis plusieurs années à Ampurias

(Espagne) et leur importance pour l'histoire de la civilisation hellénique. = 29 juin. M. HÉRON DE VILLEFOSSE communique divers objets gallo-romains provenant de Mérouville (Eure-et-Loir). — M. BRUSTON prouve que l'inscription d'Autun dite de Pectorius est entièrement en acrostiche et propose de nouvelles lectures pour les derniers vers. — M. MARTROYE étudie la manière dont sont signalés certains événements au point de vue de leur date dans les chroniqueurs byzantins. = 6 juill. M. MAURICE étudie les monnaies astrologiques de l'époque constantinienne. — M. le Dr GUEBHARD apporte le résultat d'une découverte d'objets en bronze décorés faite à Clans (Alpes-Maritimes) et en indique tout l'intérêt. = 13 juill. M. CHAPOT signale des tours antiques d'Aix-en-Provence démolies à la fin du XVIII<sup>e</sup> s. et considérées généralement comme ayant été originellement des mausolées; il rapproche l'une d'elles d'un monument circulaire découvert à Éphèse et qu'on interprète comme un édifice commémoratif d'apparat. — M. BRUSTON recherche le sens de l'inscription d'Aberkios trouvée en Phrygie et en apporte une nouvelle interprétation. = 21 juill. M. MONCEAUX apporte quelques plombs byzantins récemment trouvés à Carthage par le R. P. Delattre.

**23. — Mémoires de la Société éduenne.** Nouv. série, t. XXXVII. Autun, 1909. — Max BOIROT. Notice sur un reliquaire attribué à l'époque carolingienne et contenant une phalange d'un doigt de saint Léger, évêque d'Autun (ce reliquaire est un barillet creusé dans un morceau de bois dur, orné de deux pierres brillantes, avec une inscription de trois lignes gravée en pointillé sur les douves du barillet). — Ch. BOËLL. Le passage du pape Pie VII à Autun en 1805. — A. DE CHARMASSE. Origine des paroisses rurales dans le département de Saône-et-Loire. — P. MUGUET. Le prieuré du Val-Saint-Benoît (suite). — P. MONTARLOT. Les députés de Saône-et-Loire aux assemblées de la Révolution, 1789-1799 (suite; 4<sup>e</sup> partie : Conseil des Cinq-Cents et Conseil des Anciens). — Eug. FYOT. Montvaltin (monographie d'un village qui, ainsi que le Creuzot, dépendait de la paroisse du Breuil. C'est un fief qui appartient à la famille de Torcy. Chronologie des seigneurs de Torcy de 1246 à 1780). — G. VALAT. Un cas de formariage au XV<sup>e</sup> s. — R. GADANT. Note sur deux monnaies romaines trouvées à Autun (frappées l'une en l'honneur de l'Hercule romain, c'est-à-dire de Postumus, l'autre au nom de Carausius). — Mélanges d'histoire et d'archéologie, de numismatique et de bibliographie (à signaler : 1<sup>o</sup> une nomenclature chronologique des médailles romaines trouvées sur le sol éduen, où figure le nom des Gaules; 2<sup>o</sup> une note sur une édition des coutumes générales du parlement de Bourgogne datée de 1531).

**24. — Revue de Gascogne.** 1910, juin. — B. DUPLANTÉ-MARCEIL-LAC. Une source peu connue de l'histoire gasconne : les arrêtistes du parlement de Toulouse. — J. LESTRADE. Le dernier évêque de Com-

minges : Antoine-Eustache d'Osmond, 1754-1823 (en appendice : pièces relatives à l'incident soulevé par la nomination d'Eustache d'Osmond à l'archevêché de Florence, 1811-1814. Ces documents viennent s'ajouter à ceux qu'avait déjà utilisés M. Marmottan pour l'étude publiée dans la *Rev. hist.*, t. LXXXVI, p. 58; suite en juill.-août). — P. GABENT. Lettres d'un prêtre auxitain réfugié en Angleterre (fin; Darré n'obtint la permission de rentrer en France qu'en 1803; pendant ses dernières années d'exil, il fut professeur au collège de Maynooth en Irlande). = C.-rendu : A. Chauliac. Histoire de l'abbaye de Sainte-Croix de Bordeaux (très consciencieux, mais peu de sens critique). = Juill.-août. P. COSTE. Saint Vincent de Paul a-t-il pris à Marseille les fers d'un forçat? (il y a dans cette histoire tant d'invéraisemblances accumulées qu'elle doit être tenue pour légendaire; cette légende avait d'ailleurs déjà cours du vivant même de M. Vincent). — DUPLANTÉ-MARCEILLAC. L'histoire gasconne et les arrêtistes du parlement de Toulouse (suite; cite les principaux arrêts intéressant l'histoire gasconne en suivant l'ordre chronologique depuis 1340). — J. BONNET. Lettres inédites de Marca (fin; en tout, 31 lettres). — BACALERIE. A propos d'un trésor trouvé à Auch (publie le dossier de cette affaire, qui se produisit en 1690. Il y est question moins du trésor que de l'emploi qu'on lui destinait).

**25. — Revue de l'Agenais.** 1910, mars-avril. — J. DUBOIS. Étude sur la famille du physicien Jacques de Romas, 1550-1811. — J. MONMÉJA. Huit douzaines de fiches chronologiques pour servir à l'histoire de la vie et des travaux de J. de Romas. — R. BONNAT. Deux physiiciens du XVIII<sup>e</sup> s. : Romas et Vivens. — A. DURENGUES. Lettres du général Ressayre (écrites la plupart du camp français sous Varna en juillet-août 1854). — J.-R. MARBOUTIN. Notes historiques sur Lafox. — V<sup>te</sup> DU MOTEY. Une paroisse Saint-Caprais au diocèse de Séez (à Aubry en Exmes). = Mai. DURENGUES. Lettres du général Ressayre (suite). — R. MARBOUTIN. Monluc au château de Laugnac, 1567.

## ALLEMAGNE.

**26. — Archiv für Kulturgeschichte.** T. VIII, n° 1, 1910. — Heinrich FINKE. Les goûts littéraires, scientifiques et artistiques des rois d'Aragon du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> s. (la plupart de ces rois ont été très cultivés; plusieurs ont fait des vers; Jayme I<sup>er</sup> et Pedro IV ont été historiens; ils ont eu le goût des livres et des œuvres d'art. Article bref, mais intéressant). — E. A. STÜCKELBERG. Géographie hagiographique (l'auteur montre l'intérêt que présenteraient des cartes hagiographiques où seraient indiqués les vocables des églises et des autels, les patrons des confréries, les reliques, les statues, les noms de baptême prédominants dans la région). — Heinrich Ritter von SRIK. Aventuriers à la cour de Léopold I<sup>er</sup> (notes historiques sur quelques alchimistes : Jean-Baptiste Lieftrinck, Schellenberg, etc.). — Wilhelm

STIEDA. Compte d'un étudiant d'Iéna au XVIII<sup>e</sup> s. = C.-rendus : *Joseph Seitz. Die Verehrung des hl. Joseph in ihrer geschichtlichen Entwicklung bis zum Konzil von Trient dargestellt* (utile). — *Friedrich Noack. Deutsches Leben in Rom 1700-1900* (bien documenté).

**27. — Bonner Jahrbücher.** CXVIII (1909). — H. SCHÖNE. La chirurgie militaire dans l'antiquité (d'après Paulos d'Égine, sur la forme des pointes de javalots). — Fr. REUSS. Alexandre le Grand chez les Malli (Arrien, VI, 9-11, suit, pour le récit de cet épisode, le récit ampoulé d'un historien postérieur, bien qu'il eût de meilleures sources à sa disposition ; important pour le jugement à porter sur cet auteur). — Aug. FRICKENHAUS. Deux problèmes de topographie (topographie de deux villes construites à la manière des Grecs et qui subirent plus tard l'influence romaine : 1<sup>o</sup> Emporion ou Ampurias en Espagne : on apporte ici de nombreuses corrections au mémoire de Schulten dans les *Neue Jahrbücher*, XIX, 1907. 2<sup>o</sup> Arretium ou Arezzo en Étrurie). — W. LEVISON. Le développement de la légende de Séverin de Cologne (Grégoire de Tours nous apprend seulement que ce Séverin fut contemporain de saint Martin. Se référant au travail de dom Henri Quentin, paru dans les *Mélanges Couture* en 1902, l'auteur montre que les vies de saint Séverin de Cologne ont tout simplement appliqué à celui-ci les récits concernant saint Seurin de Bordeaux). — E. FABRICIUS. La description d'un camp par Hygin (l'étude des vestiges qui nous restent des constructions militaires permet maintenant de mieux comprendre le texte d'Hygin et de corriger les erreurs qui s'y sont glissées). — A. VON SALIS. L'image d'un Germain (d'après un petit buste en terre cuite conservé au musée d'arts de Bonn). — Aug. OXÉ. La plus ancienne répartition des troupes dans le camp des légionnaires de Neuss (étudie en outre le plan d'un camp tracé par Polybe et par Tite-Live, puis l'emplacement assigné aux légionnaires, à la cavalerie et aux auxiliaires dans le camp de Neuss). — E. SADÉE. L'invasion des Cimbres dans la vallée de l'Adige en 102 av. J.-C. (quand on associe l'étude des lieux à l'examen des maigres sources que nous avons sur cet événement, on peut aller plus loin que Müllenhof dans sa *Deutsche Altertumskunde*, II, 138. L'invasion se produisit dans l'hiver de l'an 102 ; Catulus couvrit l'issue de la voie du Brenner aux « Klausen » de Vérone. On peut encore reconnaître les particularités tactiques de sa position sur l'Adige : il établit son centre sur la rive droite du fleuve, sur le plateau de Rivoli. En détruisant le pont, les Cimbres voulaient interdire à l'ennemi la possibilité de prendre l'offensive sur la rive gauche, puis franchir eux-mêmes le fleuve sur une digue pour attaquer l'ennemi sur la rive droite. Ces deux mesures furent couronnées par un résultat inattendu : les Romains furent pris en panique. Catulus abandonna sa position défensive, mais gagna résolument sa ligne de retraite déjà menacée par l'ennemi. Avec une carte). — H. LEHNER. Une tête romaine en marbre trouvée à Schwarzhof (des fouilles opérées en cet endroit

ont abouti à faire écarter l'hypothèse qu'il y eut là une tête de pont établie sur la rive droite du fleuve, en face du camp de Bonn; on n'y a trouvé aucune trace d'antiquités romaines). — M.-L. STRACK. Aulus Hirtius (il fut probablement chef de la chancellerie et auxiliaire de J. César pour la publication de ses Commentaires; cette hypothèse explique l'unité du *Corpus Caesarianum*. Les notes du quartier général et les rapports des chefs de détachements ont fourni la substance; Hirtius développa les détails, les chiffres, les noms d'après les actes; puis César intervint pour donner au récit la forme qui lui appartenait. Sans doute Hirtius essayait-il d'imiter le style du maître. Ainsi s'expliquent les ressemblances et les différences dans la langue des parties controversées. A quoi ressemblaient les matériaux d'Hirtius? Nous le voyons par le *Bellum Hispaniense* et une partie du *Bellum africanum*. Comparaison avec Bismarck et Lothar Bucher). — AL. RIESE. L'inscription de Clematius et les martyrs de Cologne (cette inscription est le seul témoignage que l'on possède pour les martyrs de Cologne, les onze mille vierges martyrisées sous le règne de Constance. Or, la première phrase appartient au IV<sup>e</sup> siècle; la seconde a été composée après 852. L'inscription de l'église de sainte Ursule à Cologne est une copie très habile de l'inscription originale de Clematius, augmentée de la seconde phrase). — P. STEINER. Marques de potier provenant de Vetera Castra (Xanten; elles proviennent de la 5<sup>e</sup> et de la 15<sup>e</sup> légion, plus un troisième type non encore expliqué). — Rud. SCHULTZE. Les portes de villes romaines (mémoire très détaillé de 72 pages). = Appendice : la Commission provinciale pour les monuments et les Sociétés pour les antiquités et l'histoire de la province rhénane, 1907-1908 (mémoire de 191 pages avec de nombreux dessins).

**28. — Byzantinische Zeitschrift.** T. XIX, 1-2, mai 1910. — Jean MASPERO. Un papyrus littéraire d'Aphrodité (éloge adressé à Jean, stratarque de Thèbes, VI<sup>e</sup> s.). — S. PÉTRIDÈS. Épitaphe de Théodore Kamateros (Cod. Paris., gr. 2925, fol. 5-6; due à Jean Tzetzés). — M. TREU. Un discours de Tamerlan (texte grec de Manuel Moros, écrivain du XVI<sup>e</sup> s., Cod. Ambros., gr. 598; prononcé avant une expédition contre le Kiptchak). — GRAF. La vie arabe de saint Xénophon et de sa famille (traduction allemande du Cod. Vat., arab. 71, écrit en 884 à Saint-Sabas de Jérusalem). — G. DE SARAGHIAN. Un fragment grec d'histoire ecclésiastique de l'Arménie (Cod. Paris., gr. 900; doit être d'Isaac d'Arménie chassé de son pays au XII<sup>e</sup> s. à cause de ses opinions religieuses favorables aux Grecs). — H. GRÉGOIRE. Géographie byzantine (Euchaïta identifiée à Avghat-Hadji-Keui sur la route d'Amasia à Tchorum). — P. ORSI. Restes byzantins en Sicile (trésor de Pantalica, nécropoles de Caltagirone et Magnisi, musée de Syracuse). — BRANDENBURG. Restes byzantins et seldjoucides dans le Turkmen-Dagh. — J. BURY. Le cycle chronologique des Bulgares



(restitution de la chronologie des Khans bulgares d'après les inscriptions de Chatalar).

**29. — Historische Vierteljahrschrift.** T. XIII, n° 1, 1910. — Wilhelm BUSCH. Les guerres anglaises pendant l'année 1513 : Guinegate et Flodden (la campagne de Henri VIII et de Maximilien contre la France. Récit détaillé de cette campagne depuis l'alliance de Maximilien avec l'Angleterre en mars 1513 jusqu'au traité de Londres du 7 août 1514. Important article dans lequel l'auteur décrit avec précision la politique de Henri VIII, de Louis XII, de Ferdinand d'Espagne et de Maximilien). = C.-rendus : *Sigfried Rietschel*. Das Burgrafenamt und die hohe Gerichtsbarkeit in den deutschen Bischofsstädten während des früheren Mittelalters (important ouvrage où l'auteur montre qu'il n'a jamais existé de « comtes des villes » (Stadtgrafen) spéciaux possédant la haute justice dans l'enceinte des villes; cette hypothèse erronée provient de ce qu'on ignorait la fonction originelle des burgraves qui ont été primitivement des fonctionnaires militaires ayant le commandement de forteresses). — Cohen. Die Verschuldung des bäuerlichen Grundbesitzes in Bayern (ouvrage intéressant pour l'histoire de l'économie rurale).

**30. — Historisches Jahrbuch.** T. XXXI, 1910, n° 1. — M. BUCHNER. Les taxes perçues sur les fiefs d'empire avant la publication de la Bulle d'or (leur origine : l'auteur la trouve dans le « jus spoli » ; leur partage entre les officiers de la cour impériale : ils sont considérés progressivement comme une rémunération des services rendus par ces officiers au moment de l'investiture). — A. VATH. La question des « faux » rédigés à Obermünster et à Niedermünster, à Ratisbonne (l'auteur réfute l'accusation portée par Fr. Wilhelm contre les religieuses de ces deux couvents d'avoir falsifié le diplôme d'un légat du pape, de 1246, qui aurait été défavorable à leur liberté). — J. HEFNER. Fragments d'un légendaire de Würzburg du XI<sup>e</sup> s. (on y trouve les deux derniers tiers du texte de la *Vita S. Gaugerici episcopi Cameracensis* et la moitié de celui du *Martyrium S. Arianii*). — P. ALBERT. Qui est l'auteur du *Chronicon Gotwicense*? (Gottfried Bessel, abbé de Göttweih en 1732). — M. GRABMANN. Un manuscrit nouvellement découvert de Gandulphus (il s'agit d'un manuscrit ancien des sentences de ce canoniste bolonais). = C.-rendu : *Joh. Chrzonz*. Kirchengeschichte Schlesiens (remarques intéressantes sur l'histoire religieuse de la Silésie). = N° 2. H. GRAUERT. Les écoles d'Erfurt avant la fondation de l'Université (d'après un acte de 1282 contenant des règlements scolaires). — ENDRES. L'année de la naissance et la chronologie de la première moitié de la vie d'Albert le Grand (il serait né vers 1207). — S. MERKLE. Études critiques de sources sur l'histoire du Concile de Trente (historique des discussions qui eurent lieu à la fin de janvier 1546 au sujet de la priorité à accorder aux délibérations relatives aux dogmes ou à celles qui concernaient la réforme; l'a-

teur compare diverses versions contemporaines). — G. MORIN. Une lettre inédite de Montalembert (écrite le 20 décembre 1869 à l'occasion de l'envoi d'une brochure sur le Concile du Vatican). — SAUERLAND. La chartre de fondation de la Chartreuse de Pavie (1394). = C.-rendu : Grabmann. Die Geschichte der scolastischen Methode (t. I : des origines au début du XII<sup>e</sup> s. Très utile).

31. — **Neues Archiv**. T. XXXV, n<sup>o</sup> 2, 1910. — Wilhelm LEVISON. A travers les bibliothèques d'Angleterre (suite : manuscrits anglais du *Liber pontificalis*. L'auteur en étudie très minutieusement deux manuscrits ; en appendice, publication des *Dicta Aelfredi regis* et d'une lettre de Pascal II à Robert, duc de Normandie). — Emil SECKEL. Études sur *Benedictus Levita* (suite ; l'auteur recherche les sources de la fin du second livre). — Adolf PISCHEK. Additions au catalogue des actes de l'empereur Charles IV (analyse de 88 actes non compris dans l'ouvrage de Böhmer-Huber et trouvés aux archives de Stuttgart). — Marie SCHULZ. La méthode de travail de Sigebert de Gembloux dans le *Liber de scriptoribus ecclesiasticis* (Sigebert a utilisé les préfaces des auteurs dont il a parlé). — Gustav SOMMERFELDT. Remarques sur les biographies de Hildegarde de Bingen, abbesse de Rupertsberg (morte le 17 septembre 1179 ; le moine Dietrich en composa une avant 1188 et Guibert de Gembloux en commença une autre dont un fragment a été conservé). — F.-W.-E. ROTH. Une lettre de Gabriel Biel (1462 ; donne des détails intéressants pour l'histoire de Mayence).

32. — **Göttingische gelehrte Anzeigen**. 1910, juin. — Fr. Braun. Die Entwicklung der spanischen Provinzialgrenzen in römischer Zeit (bonne étude sur la géographie de l'Espagne dans l'antiquité). — Fr. Hegi. Die geächteten Räte des Erzherzogs Sigmund von Österreich und ihre Beziehungen zur Schweiz, 1487-1499 (plein de faits nouveaux et bien présentés). — Fr. Eulenburg. Die Entwicklung der Universität Leipzig in den letzten hundert Jahren (bon). — Friedrich, Freiherr von Schrötter. Beschreibung der neuzeitlichen Münzen des Erzstiftes und Stadt Magdeburg, 1400-1682.

33. — **Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte**. T. XXII, n<sup>o</sup> 2, 1909. — SCHILL. L'établissement de la fonction de « Landrat » dans les provinces de Clèves et de Mark (1753 ; cet établissement eut pour but de contribuer au mouvement de centralisation et de resserrer l'union de ces provinces avec le gouvernement prussien ; la noblesse locale s'y opposa). — H. DREYHAUS. Le journal « der Preussische Correspondent » en 1813 et 1814 et la collaboration de ses fondateurs Niebuhr et Schleiermacher (intéressant article où l'importance politique de ce journal est mise en lumière). — A. ERNST. L'origine de la propriété (*dominium*) dans le Brandebourg (le droit de percevoir le cens et par suite la propriété a appartenu aux chevaliers et non au margrave aussitôt après la colonisa-

tion). — M. HASS. La forme des actes et le style de la chancellerie dans l'ancienne Prusse (depuis la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> s.; étude de diplomatique). — H. DROYSSEN. Extraits des lettres de la duchesse Charlotte de Brunswick (1733-1797. Ces lettres sont conservées à Charlottenburg). = C.-rendus : *Hans Spangenberg*. Hof- und Zentralverwaltung der Mark Brandenburg im Mittelalter (très scientifique). — Briefwechsel Friedrichs des Grossen mit Voltaire. Herausgegeben von R. Koser und H. Droysen (nouvelle édition accompagnée d'excellentes notes). — H. Haupt. Voltaire in Frankfurt 1753 (l'auteur s'est servi de documents qui n'avaient pas encore été utilisés). — K. Heidrich. Preussen im Kampfe gegen die französische Revolution (manque d'idées d'ensemble).

## AUTRICHE.

**34. — Jahreshefte des österreichischen archäologischen Instituts in Wien.** Bd. XII, 1909. — W. HELBIG. Un bouclier rond d'Homère avec une seule poignée (le bouclier homérique rond n'a pas, comme celui des hoplites helléniques, deux attaches, mais une seule, ce qui est conforme aux représentations assyriennes, phéniciennes, syriennes et égyptiennes; on le retrouve également en Grèce à l'époque mycénienne, à la période du dipylon et jusqu'aux temps archaïques, tandis que le bouclier rond à deux attaches ne se rencontre qu'à partir du VII<sup>e</sup> s.; même pour le milieu éolien où est née la poésie homérique, on a constaté dans certaines fouilles le bouclier rond à une seule poignée. Cette forme de bouclier convient parfaitement au mode de combat usité aux temps homériques, tandis que le bouclier à double attache correspond à la tactique plus récente du combat dans la formation compacte de la phalange). — Ad. WILHELM. Inscriptions d'Érythrée et de Chios (I, d'Érythrée, de la fin du V<sup>e</sup> s. ou du commencement du IV<sup>e</sup>, concernant le droit de cité et l'administration de la justice; II, de Chios : loi relative au marché public; III, de Pirée : édit de l'empereur Julien sur les douanes et règlement du marché aux poissons). — H. HOFMANN. Pierres tombales de l'époque romaine trouvées à Walbersdorf près d'Ödenburg (tombe de vétérans du commencement du I<sup>er</sup> s. ap. J.-C.). — R. EHLER. Recherches nouvelles sur la bataille du Muthul (dans Salluste, *Jugurtha*, 48; études topographiques sur la campagne de Métellus en 109 av. J.-C.). = Beiblatt. M. ABRAMIC et A. COLNAGO. Recherches dans la Dalmatie septentrionale (1<sup>o</sup> le réseau des voies antiques; 3<sup>o</sup> Fouilles à Starigrad, l'antique Argyruntum, à qui Tibère conféra le droit de cité en 34-35 ap. J.-C., ainsi que le montrent de nouveaux fragments de l'inscription C. I. L., III, 14322). — Jul. JUNG. Inscription d'Apulum (dédiée par les Canabenses en l'honneur d'un praefectus castrorum de la 13<sup>e</sup> légion). — N. VULIĆ. Inscriptions antiques de Serbie (beaucoup de nouvelles inscriptions latines).

**35. — Mitteilungen der Instituts für österreichische Geschichtsforschung.** T. XXXI, 1910, n° 1. — R. STERNFELD. Le conclave de 1280 et l'élection de Martin IV, 1281 (si, après la mort de Nicolas III, les cardinaux ont élu non pas un Orsini, mais le Français Martin IV, c'est que ceux qui étaient attachés au parti français et au parti gibelin se sont unis dans leur haine contre les Orsini. A la suite de cet article très intéressant, appendice consacré à l'historien Malaspina). — F. KERN. Mélanges d'histoire du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> s. (III. La politique extérieure de Rodolphe de Habsbourg : cette politique a été celle d'un commerçant prudent, notamment lorsque des intrigues furent nouées en 1277 pour reconstituer le royaume d'Arles; IV. Diplômes inédits de Frédéric I<sup>er</sup> et Frédéric II; V. La France et les Frisons : échange de lettres entre Philippe VI et les Frisons, qui avait pour objet de demander leur appui contre la coalition formée en 1337. L'auteur a utilisé des documents des Arch. nationales). — F.-C. WITTICHEN. Gentz et Metternich (leur jeunesse; comparaison de leurs idées politiques; l'auteur essaie de montrer les effets bienfaisants de la politique de Metternich). — O. Freiherr von MITIS. Un diplôme du comte Konrad von Raabs de 1175 (intéressant pour l'étude de la diplomatique des actes privés). — C.-rendus : G.-M. Dreves. Hymnologische Studien zu Venantius Fortunatus und Rabanus Maurus (méritoire). — R. Bemmann. Zur Geschichte des Reichstags im XV Jahrhundert (documentation inédite). — Th. Schiemann. Geschichte Russlands unter Kaiser Nikolaus I (t. I et II. Très important).

## GRANDE-BRETAGNE.

**36. — The english historical Review.** 1910, juill. — CASPARI. La bataille du lac de Trasimène (les récits de Tite-Live et de Polybe peuvent parfaitement se concilier; d'autre part, aucun emplacement sur les bords du lac ne cadre exactement avec aucune des descriptions que l'antiquité nous en a transmises; néanmoins, l'hypothèse que la bataille se livra dans les environs de Sanguinetto-Tuoro est la plus vraisemblable). — Miss DIBBEN. Les secrétaires au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> s. (de 1307 à 1367, presque tous les gardiens du sceau privé d'Angleterre sont en même temps secrétaires du roi; il est donc probable que la fonction essentielle du secrétaire était de garder le sceau privé, le *secretum regis*). — ALLEN. L'évêque de Durham Shirwood et sa bibliothèque (John Shirwood fut évêque de Durham de 1484 à 1494; c'est à Rome qu'il acheta la plupart de ses mss. et livres grecs et latins. Son successeur Foxe donna les livres latins au collège de Corpus Christi, à Oxford; ils y sont encore, mais que sont devenus les livres grecs?). — SCHOOLCRAFT. L'Angleterre et le Danemark, 1660-1667. — CLAPHAM. Les dernières années des actes de navigation (de 1821 à 1849). — CONYBEARE. Un récit du sac de Jérusalem en 614 (traduction anglaise d'un récit composé en grec par Antiochus Strate-

gos, mais dont on ne connaît qu'une traduction en géorgien faite probablement au <sup>x</sup><sup>e</sup> s.). — PEARSON. Un mythe relatif à Édouard le Confesseur (rien ne prouve qu'il ait été un Albino). — ORTON. Un point de l'itinéraire de Henri IV, 1076-1077 (le lieu où Henri IV vint négocier avec sa belle-mère, Adélaïde de Turin, pour obtenir le passage des Alpes est appelé dans les mss. de Lambert de Hersfeld *Ciuvis* ou *Cuus*; c'est aujourd'hui Coise, où il y avait alors un prieuré soumis à l'abbaye de Novalèse). — NORGATE. *L'Itinerarium Peregrinorum* et le poème d'Ambroise (G. Paris a prétendu à tort que l'auteur de l'*Itinerarium* est un plagiaire, qu'il s'est contenté de traduire, en le démarquant, le poème en français d'Ambroise. En réalité, Richard, chanoine de la Trinité de Londres, qui assista à la troisième croisade, ainsi qu'Ambroise, écrivit l'*Itinerarium*, dont une première rédaction fut traduite en vers français par le trouvère Ambroise; puis il reprit son récit et y apporta des additions, des altérations qui ont modifié le caractère de l'œuvre. Il n'y a pas eu de plagiat; Ambroise a fait son métier en mettant en langue vulgaire les notes que lui avait fournies le chanoine, son compagnon et peut-être son ami). — Miss SCOFIELD. Jean Malet, seigneur de Gravelle, et Édouard IV, 1475 (Jean Malet fut pris dans Holy Island en 1462, lors d'une expédition malheureuse tentée par Marguerite d'Anjou pour rétablir Henri VI sur le trône. Fatigué de sa captivité, il prêta serment d'allégeance à Édouard IV au moment où celui-ci se préparait à envahir la France et transféra tous ses biens en France à John Forster comme représentant les 30,000 écus d'or de sa rançon. L'acte, ici publié, est du 21 juin. Mais, ces biens, il fallait les conquérir et, l'expédition anglaise ayant échoué, l'engagement devint lettre morte. Jean Malet fut retenu en prison jusqu'en 1478, époque à laquelle son fils Louis fournit l'argent de la rançon, d'ailleurs sous de bonnes cautions). — BAYNE. Le couronnement de la reine Élisabeth (publie un récit inédit de la création des chevaliers du Bain, le 13 janv. 1559, cérémonie qui, pendant au moins deux siècles, fit partie du couronnement). — ROSE. Le duc de Richmond et la conduite de la guerre en 1793 (adressées à Pitt, le 3 et le 5 avril 1793). = C.-rendus : Gwatkin. *Early church history* to A. D. 313 (remarquable, mais l'auteur gâte son œuvre par son parti pris d'hostilité envers le catholicisme). — Atchley. *A history of the use of incense in divine worship* (bon). — Newell. *Canon Pietro Casola's pilgrimage to Jerusalem in the year 1494* (très intéressant). — Kooperberg. *Margaretha van Oostenrijk, landvoogdes der Nederlanden, tot den Vrede van Kamerijk* (c'est le meilleur ouvrage qui ait encore paru sur Marguerite d'Autriche; l'auteur y a publié une longue série de lettres de Mercurio Gattinara à la régente). — Dunin-Borkowski. *Der junge Spinoza. Leben und Werdegang im Lichte der Weltphilosophie* (on n'a encore rien publié d'aussi détaillé, ni de plus substantiel sur Spinoza). — Mahaffy. *Calendar of state papers. Ireland, 1666-1669*. — Chance. *George I and the Northern war* (remarquable). — Maxwell. *A century of empire* (très intéressant). — Björkman.



Nordische Personennamen in England in alt-und frühmittelenglischer Zeit (méthode excellente; l'auteur n'a pas épuisé toutes les sources connues d'information). — *Henderson*. The Norse influence on Celtic Scotland (important). — *Clay*. The medieval hospitals of England (bon). — *Craster*. A history of Northumberland (t. IX; bon). — *Brasenose college register*, 1509-1909. — *Brasenose college Quatercentenary monographs* (intéressant). — *Dunn-Pattison*. The Black Prince (sans valeur). — *Mrs. Green*. Elisabeth, queen of Bohemia (nouvelle édition améliorée de cette excellente biographie).

**37. — The Athenæum**. 1910, 4 juin. — *H. S. R. Elliot*. The letters of John Stuart Mill. — *Round*. Peerage and pedigree (remarquable). = 11 juin. *Ch. J. Griffiths*. A narrative of the siege of Delhi, with an account of the mutiny at Ferozepore in 1857 (quoique l'auteur ait pris une part personnelle à ces événements, son récit ajoute peu de chose à ce que l'on savait déjà). — *Frazer*. Totemism and exogamy (ouvrage de première importance, en 4 vol.; suite le 18 juin). = 18 juin. *Snead Cox*. The life of cardinal Vaughan (cette biographie est presque une autobiographie, trop longue, mais non dénuée d'intérêt). — *Ch. Oman*. England before the Norman Conquest (résumé intelligent, plein de vie, bien informé; la partie concernant la Bretagne à l'époque romaine est remarquable. Traces nombreuses d'une rédaction trop hâtive; les considérations finales feraient tort au livre si elles n'étaient pas si brèves). — *R. M. Clay*. The medieval hospitals of England (excellent; bibliographie très abondante; 78 belles illustrations). = 25 juin. *H. N. Williams*. The fascinating duke de Richelieu, 1696-1788 (intéressant). — *A. H. Mathew*. The life and times of Hildebrand, pope Gregory VII (compilation sans valeur). — *L. W. King*. A history of Sumer and Akkad (très savant livre, bien illustré, avec des cartes et un index fort complet). — *Chambers*. A constitutional history of England (bon manuel). — *Medley*. Original illustrations of English constitutional history (bon choix de documents bien commentés). = 9 juill. *Ch. Cox*. The parish registers of England (utile. Les plus anciens registres paroissiaux remontent au temps de Th. Cromwell). — *Corney*. The voyage of cap. don Felipe Gonzalez in the ship of the line San Lorenzo to Easter Island in 1770-1771 (publie deux textes sur la découverte de l'île de Pâques en 1722 et en 1770-71). = 16 juillet. *Hudson et Tingey*. The records of the city of Norwich; vol. II (important). — *Aubrey*. The history and antiquity of Southampton, by John Speed (utile. Cette chronique fut écrite vers 1770). = 23 juillet. *M. Haile*. Life of Reginald Pole (très intéressant). = 6 août. *Mary Hamilton*. Greek saints and their festivals (l'auteur a recueilli un très grand nombre d'observations sur les légendes religieuses et les fêtes des Grecs orthodoxes, dans l'intention de montrer les survivances du passé païen dans les croyances et les usages actuels; mais quel est le système religieux de la Grèce ancienne qu'elle prend comme terme de comparaison?).

**38. — The American historical Review.** 1910, avril. — J. F. BALDWIN. Le conseil du roi et la chancellerie; 1<sup>er</sup> art. (montre comment la chancellerie, considérée comme cour de justice, se sépara peu à peu du conseil, ou plutôt comment ce dernier se spécialisa dans une sphère de son activité; comment, en second lieu, l'institution du sceau privé amena peu à peu cette nouvelle distinction que le conseil fût le tribunal supérieur en matière criminelle et la chancellerie en matière civile. Cette double évolution s'opéra dans le cours du XIV<sup>e</sup> s.). — G. S. FORD. Wöllner et l'édit de religion en Prusse en 1788; 2<sup>e</sup> art. — J. W. FOSTER. Le conflit pour les Lois de réforme au Mexique (ces lois réformatrices, votées par le parti libéral en 1861, édictaient la séparation de l'Eglise et de l'État; les biens de l'Eglise, non employés pour le culte paroissial, furent confisqués; les maisons religieuses fermées, sauf les sœurs de charité, françaises pour la plupart, qui restèrent jusqu'en 1873. La lutte menée par le parti libéral est exposée par un homme qui a suivi de près les événements et qui eut à intervenir en faveur des sœurs de charité. Le triomphe du parti libéral est complet aujourd'hui, et du Mexique son influence s'est propagée dans les autres pays de l'Amérique latine). — J. F. RHODES. La société secrète des Molly Maguires dans la région de l'anthracite en Pensylvanie (société de mineurs, Irlandais pour la plupart et catholiques romains; son organisation, meurtres qu'elle décréta et qu'elle sut faire exécuter de 1865 à 1875. La société disparut à la suite d'un procès qui coûta la vie à dix-neuf membres, pendus de 1876 à 1878). = Documents : 1<sup>o</sup> Lettre du major général Johann Kalb, 1777 (lettre en français adressée à M. de Saint-Paul, « chef des bureaux de la Guerre à la cour de France »; elle jette quelque lumière sur les rapports entre Kalb et Lafayette). — 2<sup>o</sup> Lettre du marquis de Rockingham concernant la défense organisée contre J. Paul Jones, 1779 (adressée le 28 sept. 1779 à Lord Weymouth, secrétaire d'État). — 3<sup>o</sup> Lettre de Quincy Adams (de Gand, le 18 juill. 1814). — 4<sup>o</sup> Lettre de William Henry Trescot sur la « reconstruction » dans la Caroline du Sud en 1867. = C. rendus : W. J. Thomas. Source book for social origins (résumé des œuvres relatives au sauvage et à l'homme préhistorique, en 47 chapitres, pourvus chacun d'une abondante bibliographie. Important). — Balch. The New Cyneas of Éméric Crucé (texte, avec traduction en regard, d'un livre très rare, publié en 1623; l'auteur du Nouveau Cynéas y donne aux princes des conseils tendant à établir la paix universelle et la liberté commerciale). — W. Sickel. Sheridan, from new and original material; including a ms. diary by Georgiana, duchess of Devonshire (beaucoup de documents nouveaux sur l'époque de Georges III; le journal de la duchesse se rapporte aux débats parlementaires sur la régence en 1788-1789. Mais la biographie de Sheridan laisse beaucoup à désirer; il s'y trouve vraiment trop de lacunes). — Garnett. The life of Dr W. J. Fox, public teacher and social reformer, 1786-1864 (très intéressant. Fox journaliste, député radical, fut un ardent avocat de la liberté religieuse, de l'en-

seignement populaire, de la réforme électorale, du féminisme). — *Sir Herbert Maxwell*. A century of empire, 1801-1900; vol. I, 1801-1832 (c'est moins une histoire qu'un plaidoyer; l'auteur est résolument hostile aux whigs. Il se complait surtout aux intrigues des partis, où il se meut avec aisance et non sans perspicacité). — *Faast*. The german element on the United States (excellent). — *Mathews*. The expansion of New England; the spread of New England settlement and institutions to the Mississippi river, 1620-1865 (la première partie, jusqu'en 1781, est instructive et faite avec beaucoup de soin; la seconde mérite moins de créance; les cartes ne sont pas établies sur de solides bases). — *Callender*. Selections from the economic history of the United States, 1765-1860 (instructif). — *Avery*. A history of the United States and its people; vol. VI, 1776-1787 (bon). — *V. H. Paltsits*. Minutes of the commissioners for detecting and defeating conspiracies in the state of New York. Albany country sessions, 1778-1781. — *Sutcliffe*. Robert Fulton and the « Clermont » (excellente biographie, par la petite-fille de l'inventeur). — *Garrison*. Diplomatic correspondence of the Republic of Texas (correspondance avec les États-Unis jusqu'en 1842; important). — *Munford*. Virginia's attitude toward slavery and secession (très incomplet). — *Alexander*. A political history of the state of New York (intéressant et assez bien informé). — *Alonso de León et F. Sánchez de Zamora*. Historia de Nuevo León, con noticias sobre Coahuila, Tejas y Nuevo México (contient : 1<sup>o</sup> l'histoire de Nuevo León jusqu'en 1649, par le capitaine Alonso León de Cadereyta, mort en 1661; 2<sup>o</sup> une continuation anonyme, capitale pour l'histoire ancienne du Texas, de 1650 à 1690; on y trouve de précieux renseignements sur Cavalier de La Salle; 3<sup>o</sup> un récit de la découverte et de la colonisation de Rio Blanco par Fernando Sánchez de Zamora. Important). — *Krehbiel*. The Interdict; its history and its operation, 1198-1216 (intéressant). — *Whitley*. Minutes of the general assembly of the general Baptist churches in England, with kindred Records; vol. I, 1634-1728. — *Day*. Calendar of the Sir William Johnson mss. in the New York State library (6,550 pièces de 1733 à 1808; important pour l'histoire de l'étude de New-York). — *Juill. TEGGART*. Les circonstances ou la substance de l'histoire. — *LARSON*. La politique de Cnut considéré comme roi d'Angleterre (cette politique n'a pas été dirigée par un dessein continu dès le début; elle a changé; elle n'a pas eu pour objet de faire de l'Angleterre le centre des possessions du grand chef scandinave. C'est seulement après son retour de Norvège en 1027 qu'on peut lui attribuer une politique proprement anglaise. Ses lois paraissent dater de cette époque). — *BALDWIN*. Le conseil du roi et la chancellerie; 2<sup>o</sup> art. (très intéressante étude sur les « cas » qui étaient déferés à la chancellerie, d'après les archives mêmes de cette cour). — *AMBLER*. La rupture entre la Virginie orientale et la Virginie occidentale (avant la guerre de la Sécession). — *Du Bois*. La « reconstruction » et ses avantages (dans le grand effort accompli pour reconstruire la vie politique

et sociale dans les états du Sud après la guerre, la question des noirs affranchis a tenu une grande place. Montre comment ont pu s'établir des gouvernements nègres et qu'il a pu en sortir quelque bien. Le droit de vote accordé aux nègres n'a donc point été aussi malfaisant qu'on le dit). = Documents : FISH. Documents relatifs aux mesures prises pour ajuster l'organisation catholique romaine dans les États-Unis aux conditions de l'indépendance nationale, 1783-1789. = C.-rendus : *Hartung*. Die Geschichte des Fränkischen Kreises, 1521-1559 (excellent tableau du Cercle de Franconie au xvi<sup>e</sup> s.). — *Welsford*. The strength of England (bon résumé de l'histoire politique et économique de l'Angleterre depuis l'époque saxonne jusqu'au règne de Charles I<sup>er</sup>). — *Lodge*. The history of England from the Restauration to the death of William III (c'est la meilleure histoire de la Restauration qu'on ait écrite depuis Lingard. L'information est parfois insuffisante et, par conséquent aussi, le jugement de l'auteur sur les faits et sur les personnes). — *Thompson*. The Kulturkampf (superficiel). — *O'Donnell*. A history of the Irish parliamentary party (l'auteur, député au Parlement anglais, raconte ses relations avec Parnell et Biggar, chefs du parti irlandais qui, affirme-t-il, ne faisaient rien sans son avis. Il a fait l'apologie de sa personne et de son parti). — *Okuma*. Fifty years of New Japan (utile traduction d'un ouvrage capital pour l'histoire du Japon pendant les cinquante dernières années). — *Low*. The american people (prétentieux, systématique et superficiel). — *E. Abbott*. Women in industry (importance de la femme dans l'industrie en Amérique). — *Paullin*. Commodore J. Rodgers, 1773-1838 (excellent). — *Commons, Philipps, Gilmore, Summer et Andrews*. A documentary history of american industrial society; vol. III-IV : Labor conspiracy cases, 1806-1842 (important). — *J. B. Moore*. The works of James Buchanan; vol. X, 1856-1860; vol. XI, 1860-1868. — *Dyer*. A compendium of the Rebellion (beaucoup de faits et de chiffres puisés aux sources officielles). — *Fite*. Social and industrial conditions in the North during the Civil war (bon). — *Myers*. History of the great american fortunes (ce livre, écrit dans un esprit socialiste très ardent, serait mieux intitulé : les Crimes des riches. Beaucoup de faits). — *Flom*. A history of Norwegian immigration to the United States to the year 1848 (bon). — *Coolidge*. Chinese immigration (utile statistique; bonne bibliographie). — *Wilson*. The life and letters of James Wolfe (beaucoup de négligences; l'auteur n'a nullement réussi, comme il le prétend, à rendre clair le récit de la campagne de Québec). — *Robertson*. Francisco de Miranda and the revolutionizing of spanish America (récit intéressant et neuf des efforts tentés par Miranda pour intéresser les puissances européennes, en particulier l'Angleterre, à l'indépendance des colonies espagnoles). — *Fortoul*. Historia constitucional de Venezuela (remarquable).

---

## CHRONIQUE.

---

**France.** — Nous avons le regret d'apprendre la mort de M. le général DE BEYLIÉ, commandant de la 3<sup>e</sup> brigade d'Indo-Chine et correspondant de l'Institut. Né à Strasbourg en 1849, M. le général de Beylié avait mis à profit ses voyages aux colonies pour publier des ouvrages très appréciés d'archéologie orientale. Nous avons signalé ici même son travail d'ensemble sur *L'Habitation byzantine* (Paris, 1902). En 1907, il publia une étude sur *L'Architecture hindoue en Extrême-Orient*, ainsi que le récit d'une exploration archéologique des monuments de Samara qui apporta des éclaircissements nouveaux sur l'origine mésopotamienne de l'architecture arabe. En 1909, son travail sur *la Kalaa des Beni-Hammad*, capitale berbère de l'Afrique du Nord au XI<sup>e</sup> siècle, révéla un des prototypes de l'architecture de l'Alhambra. Doué d'un grand esprit d'initiative, M. le général de Beylié avait entrepris d'assurer la conservation des monuments d'Angkor-Vat. Il a péri, noyé dans les eaux du Mékong, au moment où il préparait une étude complète sur ces édifices mystérieux. L. B.

— Nous apprenons, trop tard pour pouvoir leur consacrer une notice détaillée, la mort de M. Armand D'HERBOMEZ et celle de l'éminent américaniste Henry HARRISSE.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le premier prix Gobert à M. Louis MÂLE (*L'Art religieux en France à la fin du moyen âge*) et le second prix à M. Robert MICHEL (*L'Administration royale dans la sénéchaussée de Beaucaire*). Elle a en outre récompensé les ouvrages suivants : *Lettres de Champollion*, publiées par M<sup>lle</sup> H. HARTLEBEN ; *Catalogue sommaire des mss. sanscrits et pâlis de la Bibliothèque nationale*, par M. CABATON ; *Chronographie syriaque d'Elia bâr Sinaya*, par M. DELAPORTE.

— La *Société centrale des architectes français*, dans sa séance du 25 juin, a décerné trois médailles d'archéologie. M. Paul WALLON, dans un élégant rapport, a excellemment analysé les travaux des lauréats : M. BIZOT, le conservateur octogénaire du musée de Vienne, qui a réussi à reconstituer dans son entier le plan du cirque de Vienne, le seul qui ait encore été dressé pour la Gaule ; feu M. le général DE BEYLIÉ, qui avait pour ainsi dire créé le musée de Grenoble ; enfin MM. G. FOUGÈRES, notre collaborateur, et J. HULOT, qui ont consacré un admirable ouvrage à la restauration de *Sélinonte*.

— Vient de paraître chez J. de Gigord (ancienne librairie Pousielgue), dans le *Corpus scriptorum christianorum orientalium* (*Scriptores aethiopici*, sér. II, t. XXIV, fasc. 1), un volume inti-



tulé : *Vitae sanctorum indigenarum : Abakerazun et Takla Hawaryat*, texte éthiopien et traduction latine. Il a existé en Éthiopie, au commencement du xv<sup>e</sup> siècle, une curieuse secte monacale dite des « Stéphanistes » du nom de son fondateur, un certain Étienne; considérée comme hérétique et rebelle à l'autorité royale, elle disparut promptement. La vie du moine Abakerazun est le seul des écrits émanant de cette secte qui soit connu jusqu'ici. M. CONTI-ROSSINI l'a fait suivre d'une autre vie, celle de Takla Hawaryat, contemporain d'Abakerazun.

— La librairie Fontemoing a entrepris de rééditer le *Sanctuarium seu Vitae Sanctorum ex diversis codicibus collectae* de Boninus MOMBRITIUS. Cette nouvelle édition, dirigée par un Bénédictin de Solesmes, est la reproduction scrupuleuse de l'édition originale; les abréviations sont résolues, mais la ponctuation est respectée, ainsi que toutes les autres particularités du texte, à l'exception des fautes manifestement imputables aux typographes. Des variantes empruntées, suivant les circonstances, soit aux manuscrits, soit aux meilleures éditions des mêmes textes, suppléent autant que possible aux insuffisances des exemplaires utilisés par Mombritiuus. Les tables feront de l'ouvrage ainsi rajeuni un utile instrument pour les études d'hagiographie comparée (2 vol. in-8°, 700 et 800 p. Prix : 90 fr.).

— M. Hubert PERNOT a publié chez Champion le *Siège de Malte par les Turcs en 1565* par P. Gentil de Vendosme et Antoine Achélis, en français et en grec, d'après les éditions de 1567 et 1571. In-8°, xvi-200 p., avec 20 reproductions.

— La librairie Giard et Brière a publié une traduction française de l'ouvrage du Dr Oscar MARTENS : *Un grand État socialiste au XV<sup>e</sup> siècle; constitution historique, sociale et politique du royaume de Tahuantinsuyu, État des Incas sur le haut plateau de l'Amérique du Sud*, viii-93 p.

— La librairie Firmin-Didot a publié le t. I d'une *Histoire politique et religieuse de l'Arménie* par Fr. TOURNEBIZE; ce volume s'arrête en l'année 1393. In-8°, 876 p., avec 3 cartes. Prix : 10 fr.

— La librairie Charles-Lavauzelle a entrepris une traduction de la *Guerre nationale de 1812*, ouvrage publié par le Comité scientifique du grand état-major russe. La 1<sup>re</sup> section qui comprend la correspondance des personnages officiels et des services de l'État comprend déjà 6 volumes consacrés à la préparation à la guerre en 1810 et en 1811. Le traducteur est le capitaine du génie breveté E. Cazalas.

— La librairie Jean Schemit a mis en vente un *Index du Mercure de France, 1672-1832*, donnant l'indication, par ordre alphabétique, de toutes les notices, mentions, annonces, planches, etc., concernant les beaux-arts et l'archéologie. Il est précédé d'une Introduction historique par M. Étienne DEVILLE (in-8°, xl-268 p.; prix : 15 fr.).

— Le Département des imprimés de la Bibliothèque nationale a

publié, de 1882 à 1908, un *Bulletin mensuel* des livres imprimés en France et entrés à la Bibliothèque. Dans chacun des fascicules de ce *Bulletin*, les ouvrages y ont été classés suivant l'ordre alphabétique des noms des auteurs ou des titres pour les anonymes. A partir de 1909, une double mesure a été appliquée : 1<sup>o</sup> on classe les notices suivant un ordre méthodique; 2<sup>o</sup> ces mêmes notices reçoivent une numérotation continue en vue de faciliter l'usage des tables pour chacun des volumes que constitue la réunion des douze fascicules mensuels. Ces tables sont au nombre de trois : une où sont mentionnés les noms des auteurs, des éditeurs et des traducteurs; une seconde qui est la table des matières proprement dite; une troisième où sont rappelés les titres des périodiques nouveaux. Dans la table des matières, « on a noté sous les mots les plus spéciaux les sujets traités dans chaque ouvrage; on y a en outre inséré quelques articles synthétiques correspondant aux divers sujets qui ont le plus sollicité l'activité des écrivains ». Ces lignes sont empruntées à l'avertissement placé en tête du *Bulletin mensuel des récentes publications françaises. Nouvelle série, année 1909*, qui est en vente chez Champion. Cet avertissement est signé par M. A. VIDIER.

**Allemagne.** — La 11<sup>e</sup> réunion des historiens allemands s'est tenue à Strasbourg du 15 au 19 septembre 1909. Des lectures y ont été faites sur les conciles du IV<sup>e</sup> siècle, par E. SCHWARTZ; Machiavel, Th. More et la conception de l'État à l'époque de la Renaissance, par E. BRANDENBURG; l'examen historique de l'art en Alsace, par G. DEHIO; les époques de l'histoire ancienne de Venise, par W. LESSEL; Dante considéré comme historien, par H. FINKE; les Allemands dans la guerre civile d'Amérique, par W. KAUFMANN; Walpole premier ministre, par W. MICHAEL; Bennigsen et les époques du libéralisme parlementaire en Allemagne et en Prusse, par H. ONCKEN; les diversions et les erreurs des Croisades, par R. STERNFELD. Ces lectures ont été résumées dans le *Bericht über die elfte Versammlung deutscher Historiker zu Strassburg, 15-19 septembre 1909* (Leipzig, Duncker et Humblot, 1910. In-8<sup>o</sup>, 66 p.). Plusieurs ont paru en entier dans le t. CIV de la *Historische Zeitschrift*.

— M. le professeur A. HEISENBERG et M. le Dr Paul MARC ont succédé à Karl Krumbacher comme directeurs de la *Byzantinische Zeitschrift*; dans la notice nécrologique qu'ils ont consacrée à leur regretté prédécesseur (n<sup>o</sup> du 12 mai 1910), ils affirment qu'ils feront tous leurs efforts pour conserver à la *Revue* le caractère que lui avait donné son fondateur.

L. B.

**Angleterre.** — M. Goldwin SMITH est mort en juin dernier à l'âge de 87 ans. Après avoir été professeur royal d'histoire à Oxford (1858-1866), il alla enseigner l'histoire d'Angleterre et des institutions anglaises à l'Université Cornell (1866-1871), puis à Toronto, où il a fini ses jours. Esprit brillant, d'idées très indépendantes en religion comme en politique, il était plus homme de parole que de plume et il

n'écrivit que vers la fin de sa vie : *Canada and the canadian question* (1891); *the United Kingdom, a political history* (2 vol., 1899).

— Le Dr Frederick James FURNIVALL vient de mourir à l'âge de 85 ans. Il était né le 4 février 1825. Il entra au barreau en 1849 et prit une part active aux questions sociales du jour; puis il changea brusquement de carrière. Il devint un des secrétaires de la *Philological Society*, qui s'était proposé de publier un dictionnaire complet de la langue anglaise; il occupa ce poste pendant cinquante ans. En 1864, il fonda la *Early english text Society*, à l'œuvre de laquelle il prit une part très active, et il contribua à la fondation d'autres sociétés savantes : la *Chaucer Society* (1868), la *Ballad Society*, la *Wiclif Society* (1882), qui ont produit beaucoup d'éditions importantes pour l'histoire littéraire et sociale de l'Angleterre de Chaucer à Shakespeare.

— Le 1<sup>er</sup> juillet est mort M. Martin André Sharp HUME. Il était né à Londres le 8 décembre 1849. Comme il avait servi dans l'armée anglaise, où il avait conquis le grade de major, on l'appelait couramment le « Major Hume ». Il avait passé une partie de sa jeunesse à Madrid, possédait à fond la langue espagnole, connaissait bien les hommes et les choses de l'Espagne contemporaine, surtout l'époque et les alentours de la révolution de 1868; aussi ses amis l'appelaient-ils volontiers « don Martin ». Chargé de continuer pour la série de *Calendars of state papers* le dépouillement des papiers espagnols commencé par don Pasqual de Gayangos, il se prit de passion pour l'histoire de l'Espagne au XVI<sup>e</sup> siècle et publia successivement : *Philipp II of Spain* (série des *Foreign statesmen*), *The courtships of Elisabeth* (1896), *The year of the Armada* (1896; c'est une histoire de la Contre-Armada), *The great Lord Burghley* (1898); *Spain, 1479-1788* (assez bon résumé de l'histoire d'Espagne, 1898), *Treason and plot* (histoire des complots contre la vie d'Elisabeth, 1901); enfin un recueil de biographies ou d'anecdotes rédigé en langue espagnole : *Españoles e Ingleses en el siglo XVI* (1903). Ces œuvres sont intéressantes, mais hâtives, et, malgré quelque emploi de documents inédits, superficielles.

— La librairie Nisbet doit publier très prochainement un ouvrage sur la pairie anglaise par un avocat, M. Geoffrey ELLIS, auteur de l'article *Peerage* dans la 11<sup>e</sup> édition actuellement en préparation de l'*Encyclopædia britannica*.

— La *Cambridge mediæval history* a subi d'importants retards; le t. I, annoncé d'abord pour le printemps dernier, ne paraîtra pas avant la fin de cette année. Depuis plusieurs mois, néanmoins, l'entreprise a reçu une impulsion nouvelle qui ne peut manquer de donner prochainement ses fruits.

**Belgique.** — L'Académie royale flamande vient de nommer une commission chargée de rechercher et d'inventorier, dans toutes les bibliothèques publiques et privées du pays, les incunables en langue flamande.

**Suisse.** — La mort de Léopold MICHELI, qu'un accident survenu sur la côte de Bretagne le 23 juin dernier a brusquement enlevé à l'affection de sa famille et de ses amis, laisse un grand vide dans le petit groupe des historiens genevois. Élève de l'École des chartes, il avait obtenu le diplôme d'archiviste-paléographe en 1903 en soutenant une thèse, restée jusqu'ici inédite, sur les *Institutions municipales de Genève au XV<sup>e</sup> siècle*. Membre du comité de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève depuis 1905 en qualité de secrétaire, puis de vice-président, il participait activement aux travaux de la Société. Il achevait précisément la publication du t. III des *Registres du Conseil de Genève (1477-1487)*, dont il était le principal collaborateur. Il faisait aussi partie du comité de la Société du musée historique de la Réformation et avait inséré dans la plaquette parue sous le titre de *Troisième centenaire de la mort de Bèze, novembre 1905* (Genève, 1906, p. 70-78), une bibliographie partielle des œuvres du réformateur.

Mais c'est à la Bibliothèque publique et universitaire de sa ville natale que Micheli consacrait le meilleur de ses forces. Nommé en janvier 1904 au poste nouvellement créé de conservateur des manuscrits, il était devenu conservateur en titre deux ans plus tard. Pendant ces quelques années, il a déployé une activité remarquable dans le département plus spécialement confié à ses soins. On lui doit, en particulier, le classement de la « Correspondance ecclésiastique », cette importante série dont la richesse est bien connue de tous les historiens du protestantisme de langue française, et celui de la belle collection de documents espagnols donnée à la bibliothèque par M. Édouard Favre et dont l'*Inventaire*, heureusement terminé par les soins de Micheli, est en cours d'impression dans le *Bulletin hispanique* (t. XI et XII, 1909-1910).

Tous ceux qui ont connu Léopold Micheli savent avec quelle bonne grâce et quelle modestie le jeune érudit mettait au service de qui recourait à lui le trésor de sa culture et de son dévouement. Travailleur infatigable, à la conscience scrupuleuse, à l'intelligence ouverte et au cœur chaud, il s'est tant dépensé pour les autres (non seulement sur le terrain de l'histoire, mais aussi sur celui des œuvres sociales et religieuses auxquelles il s'intéressait), qu'il n'est pas arrivé à donner sa mesure par des publications scientifiques personnelles. Il n'en a pas moins tracé un sillon fécond et lumineux dans une carrière trop tôt brisée dont ses amis conservent avec reconnaissance le souvenir vivifiant.

V. v. B.

## NOUVELLES PUBLICATIONS FRANÇAISES

RELATIVES A L'HISTOIRE DE FRANCE.

(Sauf indications contraires, les volumes sont in-8° et édités à Paris.)

INVENTAIRES ET CATALOGUES. — *L. Cétier*. Catalogue des actes des évêques du Mans jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> s. Champion, lxxvij-408 p. — Index alphabé-

tique des cinquante premiers volumes de la *Revue des Études juives*. Durlacher, in-8° à 2 col., VII-430 p. Prix : 12 fr. 50.

DOCUMENTS. — A. Lesort. Chronique et chartes de l'abbaye de Saint-Mihiel (t. VI des *Mellenstia*). Klincksieck, 116 p.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — H. Fray. Histoire de la lèpre en France. I, Léproux et cagots du sud-ouest. Champion, XXVI-786 p. et 23 grav. — Grasset. Malaga, province française, 1811-1812. Charles-Lavauzelle, 607 p. Prix : 10 fr. — Jos. Viaud. Les époques critiques du patriotisme français. I, L'émigration contre la Révolution, 1789-1900. II, Les partis politiques contre Napoléon, 1814-1815. Bloud, in-16, x-275 p.

HISTOIRE LOCALE. — Ch. Aimond. Les relations de la France et du Verdunois de 1270 à 1552. Champion, XVIII-576 p. et 1 carte. — H. d'Almèras. La vie parisienne sous la Restauration. A. Michel, 423 p., avec gravures, musique et fac-similé. — Ch. de Beaupaire. Derniers mélanges historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen. 353 p. — L. Besnard. Un monastère de Clarisses à Beaumont-le-Vicomte, 1632-1657. Mamers, impr. Fleury, 341 p. — E. Chauvet. Nangis. Recherches historiques. Provins, Louage, vi-157 p. — R. Gadave. Les documents sur l'histoire de l'Université de Toulouse et spécialement de sa Faculté de droit civil et canonique, 1299-1789. Toulouse, Privat, XIII-381 p. — G. Houdart. Les châteaux royaux de Saint-Germain-en-Laye, 1124-1789. Saint-Germain, Mirvault (Archives du Pincerais, t. I). — F. Jacquemin. Recherches sur la justice à Sedan, depuis la Révolution jusqu'à nos jours. Sedan, impr. Laroche, 108 p. — E. Labadie. La presse bordelaise pendant la Révolution. Bibliographie historique. Bordeaux, Mollat, XXII-300 p. Prix : 15 fr. — A. Ledent. Les invasions de 1814-1815 et 1870 à Montargis. Charles-Lavauzelle, 107 p. — L. Monnier. Histoire de la ville de Vesoul, t. II. Vesoul, Bon, 448 p. — J. Prajoux. Roanne au XVII<sup>e</sup> siècle. Lyon, Brun, in-16, 52 p. — P. Roussel. Histoire du collège de Meaux, 1556-1909. Meaux, impr. Bellé. — R. Rumeau. Notices historiques sur les cantons de la Haute-Garonne. Toulouse, Privat, 48 p. — Capitaine de Sandt. La défense de Nancy en 1792. Nancy, impr. Bertrand, 169 p.

---

#### ERRATUM DU PRÉCÉDENT NUMÉRO.

M. Robert LAUNAY, dont nous avons annoncé, t. CIV, p. 423, le livre *Des journées et des hommes*, nous prie de dissiper une « fâcheuse équivoque ». En parlant de l'écharpe nationale qu'il désigne, avec une nuance de mépris, par l'expression d'« étoffe tricolore », il ne songeait pas au drapeau français, « Il ne s'agissait ici », nous écrit-il, « que de l'insigne parlementaire. Beaucoup dès lors excuseront mon manque de respect ».

---

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

---

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.



